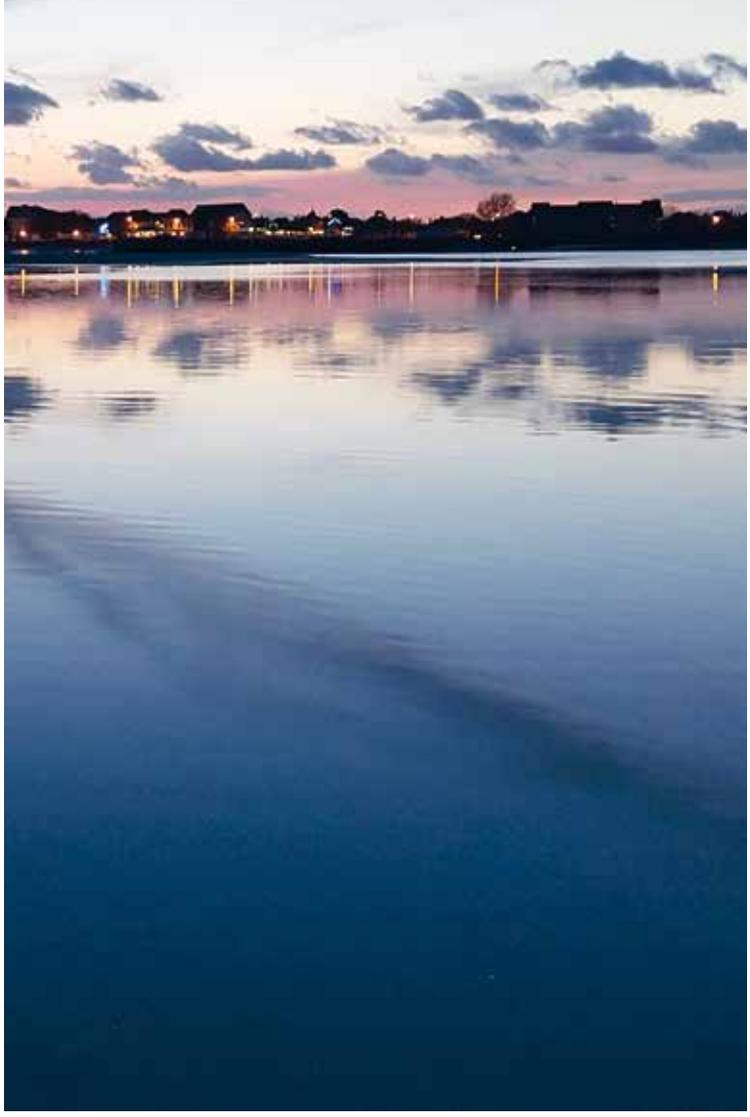


-  **AU QUOTIDIEN** **P. 27**
-  **MOTEUR ÉCONOMIQUE** **P. 65**
-  **EN ACTIVITÉ** **P. 92**

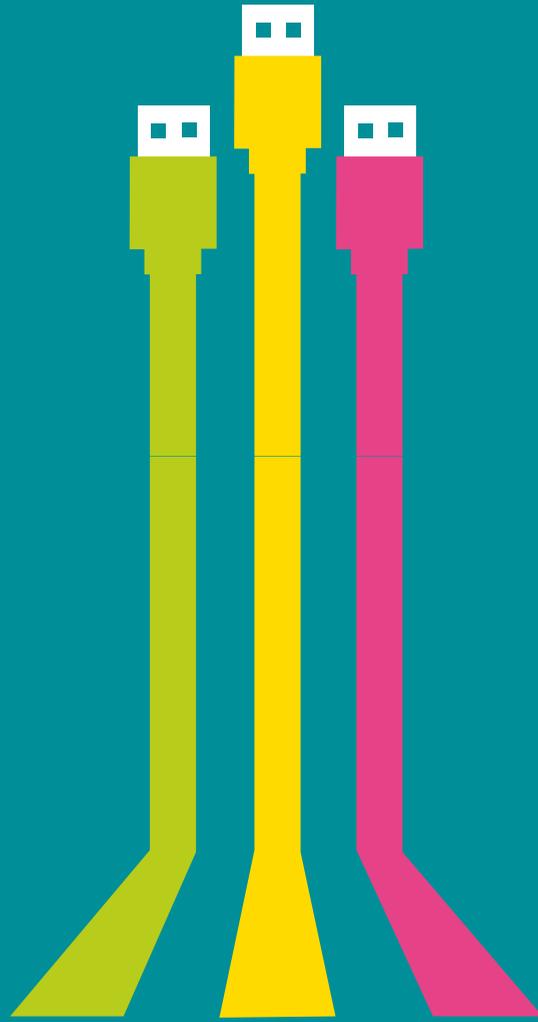
Picardie
LA GAZETTE
 Votre journal économique régional

 SUPPLÉMENT DU NUMÉRO 3784



La Région **HAUTS-DE-FRANCE**
EN CHIFFRES **2019**





**Accompagnons
ceux qui entreprennent
le changement.**



Construisons dans un monde qui bouge.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Xavier Méplon

3 place d'Aguesseau BP 38826 - 80088
AMIENS cedex 2
www.picardiegazette.fr
Dépôt légal : à parution
CPPAP 0520 1 79612
ISSN Aisne/Oise 2111-3351
ISSN Somme 2111-336X

RÉDACTEUR EN CHEF :

Patrick Beaumont
patrick.beaumont@gazettenpdc.fr

RÉDACTION :

Loretta Rizzuto
loretta.rizzuto@picardiegazette.fr
Amélie Pérez
amelie.peroz@picardiegazette.fr
Camille Michalski
camille.michalski@picardiegazette.fr

ONT COLLABORÉ À CETTE ÉDITION

Jean-Baptiste Allouard, Georges Bacot,
Isabelle Boidanghein, Guillaume Cugier,
Nadia Daki, Kaltoume Dourouri,
Pascaline Duban, Anne-Marie Ducorney,
Lucy Duluc, Corentin Escaillet,
Brigitte Falguière, Anne Henry-Castelbou,
Bernard Krieger, Virginie Kubatko,
Jackie Lacherest, Diane La Phung,
Françoise Lefort, Michelle Leriche,
Benoît Lobez

CHARGÉE D'ÉTUDES ET STATISTIQUES

Marie-Léa Laignel et Audrey Lebedeff

PUBLICITÉ COMMERCIALE

Jérôme Capoen
j.capoen@spid-com.fr
Tél. : 03 28 82 22 13

IMPRIMERIE

Imprimerie : DB PRINT
53, rue de la Lys - BP 90068
59431 Halluin CEDEX (fr)
Chrzanowska 32, 05-825
Grodzisk Mazowiecki (pl)
Associé : SARL Financière Douriez-Bataille

CRÉATION ET MISE EN PAGE

Christophe Lestoquoi



7, rue Jacquemars Giélée 59000 Lille

DESIGN ET INFOGRAPHIE

SOPREDA 2

PHOTOS :

© C. Bazin, © Somme Tourisme, © Nacarat,
© Musée du Louvre-Lens - Philippe Chancel,
© R. Le Bideau, © Jérôme Houyvet,
© Philippe Turpin, © Agence Luminance,
© science photo,
© Port Boulogne Calais-G. Martin,
© contrastwerkstatt, © Aurélien Poupart,
© Blackboxstudio.Fr, © yokie,
© WavebreakmediaMicro, © Bernard 63,
© ADRT80-F. Leonardi, © Adam Gregor,
© STELIA Aerospace,
© Samuel Dhote-Bombardier,
© J.C. Drapier, © Hervé Thouroude, © Mario
Pignata Monti - AART FARAH ARCHITECTES,
© Antoine Repessé, © ComdesImages pour
Saverglass, © Samuel Dhote, © POPPR,
© Cambon, © Wayhome Studio, © Mayeux,
© Région Hauts-de-France-Cyrille Struy,
© Halfpoint, © macrovector, © rh2010,
© Denis Meunier - Groupe Renault,
© C. Bonamis, © deagreez, © Le Cercle,
© Agence Nicolas Michélie et Associés

sommaire

Avant-propos

ÉDITORIAL p. 5

Tribunes

TRIBUNE DE NICOLAS FRICOTEUX	p. 7
TRIBUNE DE JEAN-RENÉ LECERF	p. 11
TRIBUNE DE NADÈGE LEFEBVRE	p. 15
TRIBUNE DE JEAN-CLAUDE LEROY	p. 19
TRIBUNE DE LAURENT SOMON	p. 23



Au quotidien

QUALITÉ DE VIE	
PROFESSIONNELLE	p. 28
SANTÉ	p. 32
SOCIAL	p. 36

ASSOCIATIONS	p. 40
ENSEIGNEMENT	p. 44
ÉNERGIE	p. 48
ENVIRONNEMENT	p. 52
TRANSPORTS	p. 56
LOGEMENT	p. 60



Moteur économique

TRIBUNE DE FRÉDÉRIC MOTTE	p. 67	INNOVATION	p. 80
EMPLOI	p. 68	IMMOBILIER D'ENTREPRISES	p. 84
REVENUS ET PATRIMOINE	p. 72	DEMOGRAPHIE	
INTERNATIONAL	p. 76	DES ENTREPRISES	p. 88



En activité

TRIBUNE DE PHILIPPE VASSEUR	p. 93	SERVICES	p. 158
INDUSTRIE	p. 100	ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	p. 162
AUTOMOBILE	p. 104	COMMERCE	p. 166
INDUSTRIE FERROVIAIRE	p. 114	ARTISANAT	p. 170
INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE	p. 118	PROFESSIONS LIBÉRALES	p. 176
INDUSTRIE NAVALE	p. 122	BANQUES	p. 180
INDUSTRIE DU VERRE	p. 126	ASSURANCES	p. 184
LOGISTIQUE	p. 130	FILIÈRE NUMÉRIQUE	p. 188
BTP	p. 134	MÉCÉNAT CULTUREL	p. 192
AGRICULTURE	p. 138	FILIÈRE ÉQUINE	p. 196
AGROALIMENTAIRE	p. 142	TOURISME	p. 198
FILIÈRE HALIEUTIQUE	p. 146	LOISIRS	p. 202
FILIÈRE CHAMPAGNE	p. 150	GASTRONOMIE	p. 206
INDUSTRIE COSMÉTIQUE	p. 154		

**80 entrepreneurs EDHEC intègrent chaque année STATION F
à Paris pour accélérer leur start up.**



Manon Latge
EDHEC MASTER 2014

Fondatrice de Né à, la marque des maternités pour la maternité

Julie Chapon
EDHEC MASTER 2011

Co-fondatrice de Yuka, l'application qui analyse la composition des produits

Thomas Massimi
EDHEC BBA 2016, EDHEC MASTER 2017

Fondateur de la chaîne Youtube musicale Electro Posé et du label Inside Records

 **EDHEC**
BUSINESS SCHOOL

STATION F

Classée 1^{ère} Grande Ecole en France pour la dimension entrepreneuriale (FT Ranking Top MBAs for Entrepreneurship 2018), l'EDHEC est partenaire de Station F, le plus grand campus international de start-up au monde, grâce au soutien décisif de diplômés EDHEC mécènes. Cet hébergement complète l'offre de l'incubateur EDHEC entrepreneurs et son dispositif d'accompagnement exceptionnel, accessible depuis le monde entier, et au cœur de l'écosystème parisien. Déjà 1000 emplois créés par 200 start up accompagnées à son actif.

*Make an impact**

WWW.EDHEC.EDU

UNE RÉGION RÉSOLUMENT TOURNÉE VERS L'AVENIR

Après une belle édition inaugurale en 2018, *La Gazette Nord-Pas de Calais* passe à la vitesse supérieure pour son Guide chiffres 2019. Fruit d'un remarquable travail collectif, en étroite collaboration avec *Picardie La Gazette*, notre supplément annuel couvre désormais les Hauts-de-France et, ce faisant, dessine une cartographie de notre région au plus près de sa réalité socio-économique. Au long des articles, interviews et statistiques – celles-ci récoltées auprès d'une cinquantaine de sources nationales, régionales et locales –, occupant les 41 rubriques de ce Guide, vous découvrirez l'extraordinaire vitalité de notre région où élus, chefs d'entreprise, acteurs économiques et consulaires, syndicats professionnels, universités, porteurs d'initiatives publiques ou privées, agissent au quotidien sur leur territoire et au-delà. Des femmes et des hommes conjuguant courage, détermination et enthousiasme pour créer, stimuler et fortifier le tissu économique local.

Selon le bilan économique 2018 de l'INSEE, la reprise se confirme dans les Hauts-de-France même si, point noir persistant, le taux de chômage demeure supérieur à la moyenne nationale (11%). Pourtant, de multiples initiatives tentent de juguler ce lourd handicap qui gangrène certains territoires – tel le dispositif Proch'Emploi initié par la Région –, mais la bataille pour l'emploi est une lutte quotidienne dont les résultats tardent parfois à se concrétiser... Heureusement, les motifs d'espoir ne manquent pas. Ainsi, plus de 40 000 entreprises ont été créées l'an dernier, dont 18 000 micro-entreprises, et ce chiffre atteste de l'inaltérable esprit entrepreneurial qui anime notre région depuis le XIX^e siècle avec ses pionniers de l'industrie.

Au long de cette roborative et passionnante plongée au cœur de l'économie régionale, vous aurez la confirmation de la bonne santé des secteurs fleurons, véritables locomotives de croissance, telles la filière ferroviaire, l'industrie du verre, la logistique, l'agro-alimentaire ou l'industrie cosmétique avec quatre leaders mondiaux présents dans les Hauts-de-France.

La région se révèle également une terre d'innovations à l'exemple du secteur textile qui, après une traversée du désert, se réinvente à travers le textile technique ou connecté, pour redevenir compétitif, performant et... recyclable ! Toujours au chapitre de l'innovation, la filière automobile investit massivement – plus de 2,5 milliards d'euros depuis 2012 – pour le véhicule de demain. Tandis que le Dunkerquois, territoire industriel



**“ DES FEMMES ET DES HOMMES
CONJUGUANT COURAGE, DÉTERMINATION
ET ENTHOUSIASME POUR CRÉER,
STIMULER ET FORTIFIER LE TISSU
ÉCONOMIQUE LOCAL. ”**

Patrick Beaumont
Rédacteur en chef – patrick.beaumont@gazettenpdc.fr

historique, ambitionne d'accélérer sa transition économique en devenant un démonstrateur de l'industrie du XXI^e siècle, tourné vers l'écologie industrielle et les énergies renouvelables.

En outre, n'en déplaise aux grincheux pour qui l'horizon se résume à leur pré carré, notre Guide confirme la formidable capacité de notre région à s'ouvrir aux investisseurs étrangers – elle figure parmi les régions les plus attractives et arrive derrière l'Île-de-France en termes d'emplois créés –, mais aussi de profiter pleinement de nos zones frontalières avec la Belgique et l'Angleterre, même si la perspective d'un Brexit dur nous pénaliserait forcément. Des informations inattendues ponctuent aussi ce Guide comme ces chiffres étonnants : 10% de la production de champagne se fait dans l'Aisne grâce à près de 900 exploitants viticoles ! Enfin, nouveauté cette année, vous découvrirez le Top 50 des entreprises par département, source de confirmations et de surprises.

Pour conclure, je remercie chaleureusement tous ceux qui ont participé à la réalisation de ce Guide – sur le terrain et en coulisses –, maîtres d'œuvre d'un ouvrage riche d'enseignements instructifs et source de stimulantes réflexions. Excellente lecture !

La porte d'Ardon à Laon, préfecture de l'Aisne.





PORTER ET DÉFENDRE UNE STRATÉGIE AU SERVICE DE L' AISNE ET DES AXONAIS

NICOLAS FRICOTEUX

PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L' AISNE

La loi dite «NOTRe» du 7 août 2015 a refondé le partage des compétences entre les collectivités. **Le Département s'affirme en tant que référent des solidarités humaines et territoriales.** Il agit en tant que stratège et garant de la cohésion, en charge du social, ainsi que moteur d'un développement cohérent et harmonieux des différents territoires.

Dans l'Aisne les indicateurs sociaux, économiques et médicaux ainsi que ceux des services à la population sont particulièrement dégradés. Un revenu médian annuel par habitant¹ de 16 854€ alors que celui de la France métropolitaine est de 19 218€. Un taux de chômage² qui frappe 12,7% de la population active lorsque celui de la moyenne nationale s'établit à 9,2%. Une densité médicale de 78,7 médecins généralistes pour 100 000 habitants lorsque celle-ci est de 96,9 en moyenne nationale. Il convient, également, de reconnaître les différences au sein même de notre département: si le sud de l'Aisne bénéficie de la proximité avec la région parisienne ainsi qu'avec la métropole Rémoise, à l'inverse, la Thiérache concentre les difficultés. Toutefois, ces données ne doivent pas nous faire minorer nos nombreux atouts : cadre de vie très agréable, environnement préservé, 5^{ème} département de France qui compte le plus de monuments historiques classés, puissance agricole, fort potentiel touristique, nombreux sites mémoriels de la Première Guerre mondiale.

Face à ce constat, **la stratégie définie et poursuivie par le Conseil départemental de l'Aisne se fixe trois échéances de mise en œuvre.**

À court terme, il faut tout d'abord parer aux urgences. Ainsi, **dès 2015, nous nous sommes attelés à la gestion de la crise budgétaire du Conseil départemental.** Face aux déficits non maîtrisés, à l'explosion de la dette de la collectivité, mais aussi aux transferts de l'Etat non compensés, il nous a fallu rationaliser et réduire nos dépenses de fonctionnement, tout en recherchant de nouvelles recettes. **Depuis, nos efforts portent leurs fruits :** le budget 2019 du Département est conforté par des recettes qui croissent de +2,6%, l'endettement est désormais stabilisé, la capacité de désendettement est réduite de 27 à 14 ans. Surtout, la solidarité est préservée et nos investissements sont optimisés.

À moyen terme, **il est nécessaire que soit mise en œuvre une pérennité inter départementale beaucoup plus**

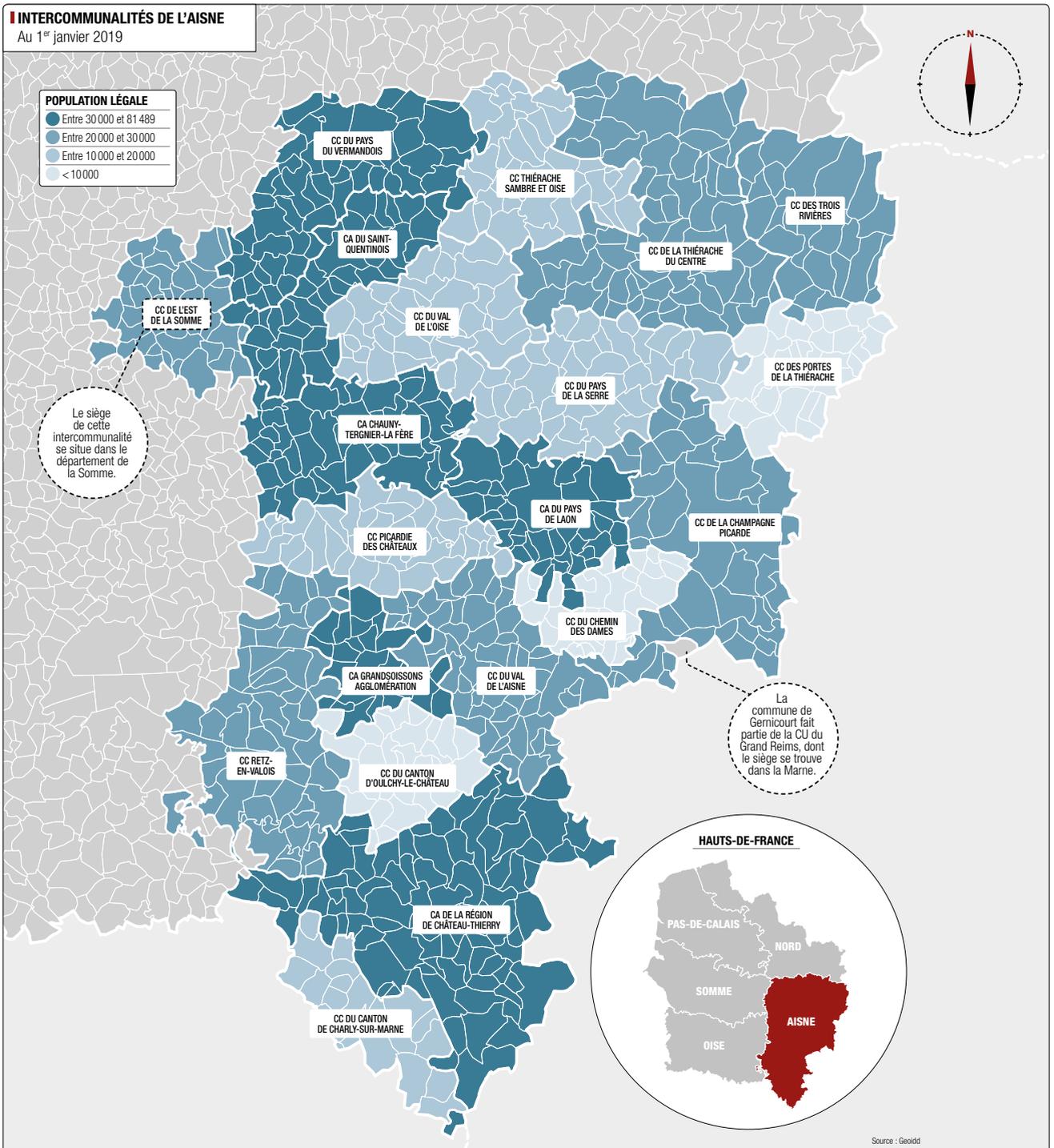
affirmée. En l'état, les écarts de pauvreté entre les territoires accentuent les inégalités de richesse entre les Départements. Cette situation renforce la fracture territoriale. La réponse que nous portons à l'échelle nationale, repose donc sur la mise en place d'une meilleure compensation des transferts de l'Etat ainsi que sur une plus juste solidarité entre les Départements eux-mêmes. Mais il faut également agir dans notre territoire. Ainsi, dans l'Aisne, **le Département a lancé de nombreuses solutions alternatives en matière d'insertion et de retour à l'emploi.** Par exemple, en 2018, nous avons autorisé le cumul du Revenu de Solidarité Active avec le salaire de vendangeur. En 2019, nous souhaitons expérimenter un dispositif d'accompagnement qui calque la durée hebdomadaire d'insertion sur celle du temps de travail. Petit à petit, nous étoffons notre boîte à outil pour résorber la précarité dans l'Aisne, tout en sollicitant le renforcement de la solidarité entre les Départements.

À long terme, enfin, nous devons stimuler l'attractivité de l'Aisne. **Lutter contre la fracture territoriale passe par une décentralisation mieux régulée.** Aux côtés d'autres Présidents de Département, je défends la mise en œuvre de mesures fortes à destination des territoires ruraux. **Dans l'Aisne, cette politique se traduit par de grands chantiers obtenus ou en cours :** Château de Villers-Cotterêts choisi pour devenir le Laboratoire international de la francophonie, mise en 2x2 voies de la RN2, Pacte Sambre Avesnois Thiérache conduit avec mon homologue du Nord, déploiement de la fibre optique qui fera de l'Aisne l'un des premiers départements entièrement couvert par cette technologie, accord avec la faculté de Médecine de Reims pour permettre aux internes de suivre leurs stages dans notre territoire, demande d'implantation de services déconcentrés de l'Etat dans nos villes...

Des avancées notables sont constatées mais qui nécessitent d'être encore confortées. **Les Départements sont, en effet, un rouage indispensable de la démocratie de proximité ainsi qu'un levier structurant du développement local.** Leur savoir-faire doit être préservé, leurs moyens améliorés et leurs compétences consolidées si l'on veut qu'ils continuent à mener leurs missions, au service de tous.

1. Données 2018

2. Données au 1^{er} trimestre 2018



SAINT-QUENTIN



54 443

C'est le nombre d'habitants de Saint-Quentin, commune la plus peuplée de l'Aisne.

TANNIÈRES



16

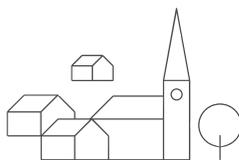
C'est le nombre d'habitants de Tannières, commune la moins peuplée de l'Aisne.

Source : Insee, données 2016



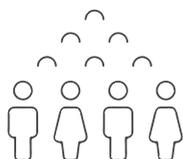
7 362

C'est la superficie totale de l'Aisne en km².



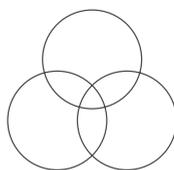
804

C'est le nombre de communes que compte l'Aisne.



75

C'est la densité du département en nombre d'habitants par km².



20

C'est le nombre d'intercommunalités présentes dans l'Aisne.

	POPULATION LÉGALE EN 2019	TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)	TOTAL EMPLOIS D'INVESTISSEMENT EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)	ENCOURS DE DETTE EN MILLIERS D'EUROS AU 1 ^{er} JANVIER 2017 (EN EUROS PAR HABITANT)	TAUX DE TAXE SUR LE FONCIER BÂTI	TAUX DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES
--	---------------------------	---	--	--	----------------------------------	---

AISNE	549 587	573 749 (1 063)	99 590 (185)	473 621 (877)	31,72 %	/
CA DU SAINT-QUENTINOIS	81 489	65 200 (766)	25 227 (296)	49 296 (579)	2,57 %	26,98 % (FPU)
CA CHAUNY-TERGNIER-LA FÈRE	55 732	19 816 (345)	4 104 (72)	6 309 (110)	2,38 %	24,87 % (FPU)
CA DE LA RÉGION DE CHÂTEAU-THIERRY	54 092	22 679 (411)	7 910 (144)	21 157 (384)	1,86 %	24,91 % (FPU)
CA GRANDSOISSONS AGGLOMÉRATION	52 143	22 046 (413)	2 285 (428)	22 790 (427)	0,00 %	25,85 % (FPU)
CA DU PAYS DE LAON	42 940	15 940 (359)	3 220 (72)	653 (15)	5,53 %	24,52 % (FPU)
CC DU PAYS DU VERMANDOIS	31 298	8 567 (266)	1 453 (45)	516 (16)	0,04 %	20,84 % (FPU)
CC RETZ-EN-VALOIS	29 594	9 866 (318)	7 852 (253)	2 951 (95)	1,24 %	21,10 % (FPU)
CC DE LA THIÉRACHE DU CENTRE	26 531	8 952 (319)	7 416 (264)	11 432 (407)	2,37 %	21,35 % (FPU)
CC DES TROIS RIVIÈRES	21 510	8 283 (366)	4 015 (177)	14 440 (638)	0,44 %	24,40 % (FPU)
CC DE LA CHAMPAGNE PICARDE	20 940	4 706 (219)	266 (12)	324 (15)	2,06 %	20,20 % (FPU)
CC DE L'EST DE LA SOMME *	20 504	9 494 (450)	5 716 (271)	3 871 (183)	9,63 %	6,42 % (FA), 18,53 % (FPU) et 18,53 % (FE)
CC DU VAL DE L'AISNE	20 302	5 733 (276)	7 170 (345)	2 780 (134)	2,81 %	3,33 % (FA) et 17,83 % (FPU)
CC PICARDIE DES CHÂTEAUX	17 681	5 141 (284)	226 (12)	6 462 (358)	5,38 %	22,97 % (FPU)
CC THIÉRACHE SAMBRE ET OISE	17 060	5 791 (327)	1 745 (98)	5 531 (312)	3,03 %	3,46 % (FA), 21,20 % (FPU) et 23,15 % (FE)
CC DU VAL DE L'OISE	16 158	6 586 (396)	3 658 (220)	1 450 (87)	4,19 %	6,84 % (FA) et 20,05 % (FPU)
CC DU CANTON DE CHARLY-SUR-MARNE	15 744	4 621 (289)	229 (14)	387 (24)	2,97 %	2,66 % (FA)
CC DU PAYS DE LA SERRE	14 621	5 065 (337)	720 (48)	1 572 (105)	0,00 %	23,85 % (FPU)
CC DES PORTES DE LA THIÉRACHE	7 056	3 732 (506)	925 (125)	3 434 (466)	3,81 %	18,78 % (FPU)
CC DU CANTON D'OULCHY-LE-CHÂTEAU	5 705	1 147 (195)	104 (18)	340 (58)	2,76 %	4,58 % (FA) et 17,62 % (FPU)
CC DU CHEMIN DES DAMES	5 457	1 329 (241)	170 (31)	1 232 (223)	7,09 %	5,65 % (FA)

* Elle regroupe au total 41 communes : 40 de la Somme et 1 de l'Aisne.

Source : Insee et Ministère de l'action et des comptes publics

Population légale au 1^{er} janvier 2019, date de référence statistique 2016.

Données financières 2017

FA = fiscalité additionnelle

FPU ou FPZ = fiscalité professionnelle unique ou de zone

FE = fiscalité des éoliennes



➔ POUR VOS RECRUTEMENTS, AYEZ LE RÉFLEXE DÉPARTEMENT !

+ lenord.fr/plateforme-emploi



8 plateformes départementales vous accompagnent pour vos projets de recrutement :

- analyse des besoins
- repérage des compétences
- préparation appuyée des candidats
- sécurisation de la prise de poste

Plus de **400** entreprises nous font déjà confiance !

Pourquoi pas vous ?



LE DÉPARTEMENT DU NORD, MOTEUR DE L'ACTION SUR LES TERRITOIRES

JEAN-RENÉ LECERF

PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU NORD

Pour les années à venir, la première mission du Département est claire : le retour à l'emploi d'un grand nombre de personnes en situation d'exclusion vis-à-vis d'une activité professionnelle. Le Département compte actuellement 108 000 allocataires du RSA. D'ici mars 2021, à la fin de ce mandat, nous voulons continuer sur la même dynamique, nous permettant ainsi de stabiliser le reste à charge, dont nous avons réussi à stopper l'évolution. Rappelons que chaque année, le Département verse près d'un milliard d'euros en allocations individuelles de solidarité (RSA, APA, PCH), soit un tiers de son budget, dont seule une petite moitié est prise en charge par l'Etat.

Nous avons noué des partenariats pour enrayer les freins à l'emploi, comme la mobilité ou la garde d'enfants, avec la mise à disposition de véhicules ou le développement du réseau de transports. Le Département a été le premier de France à signer un engagement avec l'Etat dans le cadre du plan de lutte contre la grande pauvreté : 50 millions d'euros de plus sur trois ans (2019-2021) seront ainsi mobilisés en faveur du retour à l'emploi mais aussi de la prévention et de l'enfance, financés pour moitié par l'Etat et par le Département.

Le Département met en place des Maisons Départementales de l'Insertion et de l'Emploi dans tous les arrondissements. Huit verront le jour courant 2019 et viendront s'ajouter aux plateformes de retour à l'emploi. Les allocataires seront reçus dans ces maisons de l'insertion de manière individualisée dans des délais très courts – un mois maximum –, avec un coaching régulier et un suivi personnalisé. Une maison mobile sera aussi mise en place en 2019. Nous en attendons des résultats concrets.

Toujours plus solidaire, le Département souhaite accompagner les personnes âgées ou en situation de handicap en développant leurs compétences en matière de numérique. Notre stratégie ? L'ouverture de maisons d'accueil des services au public sur l'ensemble du territoire : à la fois lieux de rencontres physiques, ils sont aussi des lieux d'apprentissage du numérique, à l'image du Cateau-Cambrésis et d'Hondschoote. Nous voulons aussi développer l'initiation au numérique dans les médiathèques et les collèges, déjà tous dotés d'espaces de travail et de matériel. Nous les voulons ouverts aux habitants de la commune durant les périodes de vacances, avec le soutien des mairies et des associations.

En ce qui concerne le Canal Seine Nord Europe, je reste optimiste mais nous avons besoin de savoir si le milliard d'euros promis par l'Etat nous sera effectivement versé pour pouvoir lancer les appels d'offres au deuxième semestre 2019, avec un début des travaux début 2020. C'est un énorme chantier, pourvoyeur d'emplois.

Nous sommes animés par plusieurs chantiers, en lien étroit avec l'Etat : celui du renouveau du Bassin Minier, lancé par le premier ministre Bernard Cazeneuve – les grands projets sur la restauration des cités minières sont en cours et les politiques sont orientées vers ces territoires – ; le pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois/Thiérache, avec un partenariat actif en matière de retour à l'emploi. Le projet phare – la RN 2 – sera enfin réalisé à deux fois deux voies, du Nord au Sud. Il s'agit aussi de l'ouverture d'un centre social à Avesnes et d'importants travaux importants à proximité du MusVerre à Sars Poteries en 2020.

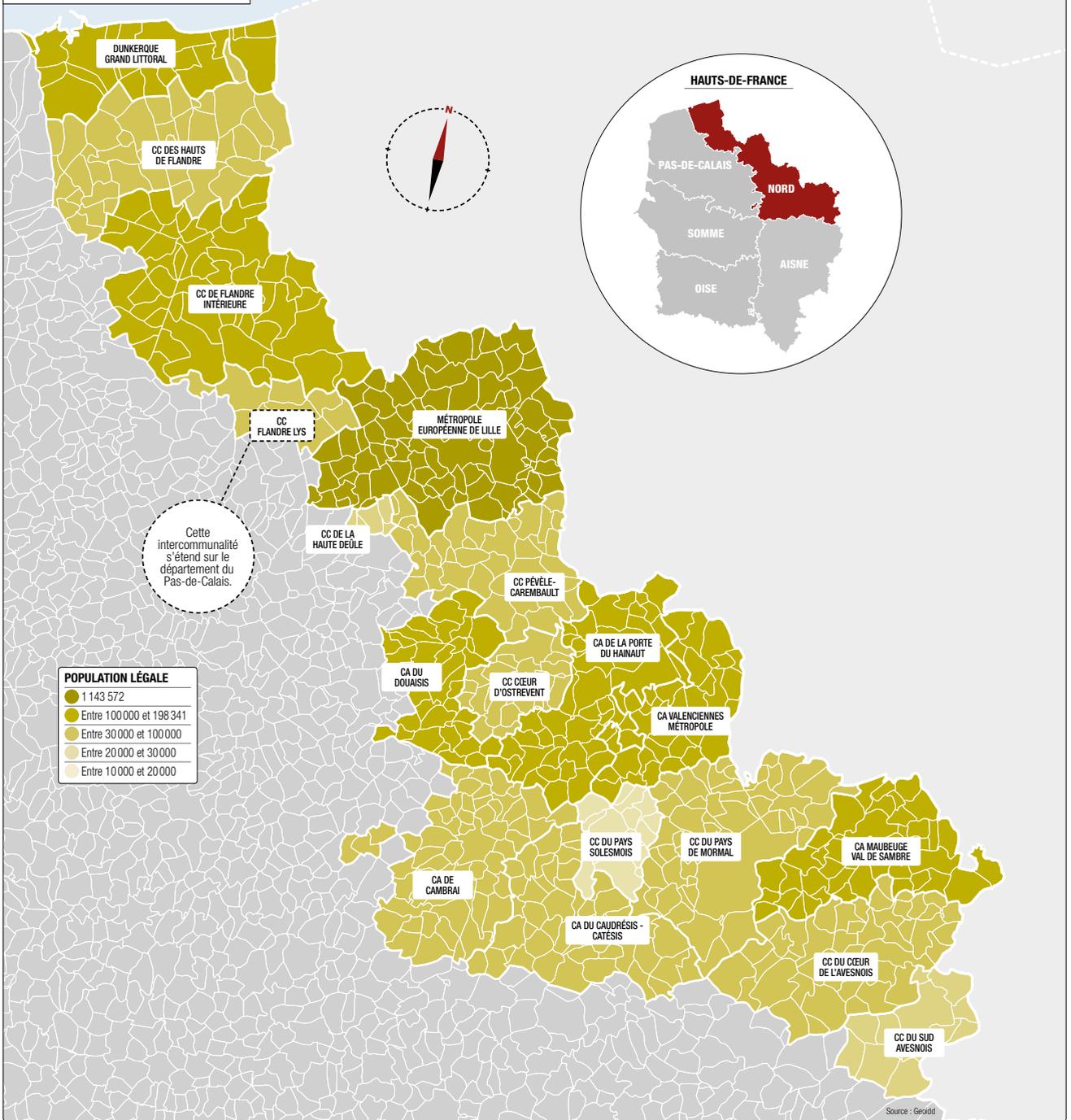
L'attractivité du Département passe également par des projets culturels d'envergure comme la programmation du 150^{ème} anniversaire de la naissance d'Henri Matisse et le lancement de travaux d'extension du musée Matisse avec 800 m² d'expositions supplémentaires ; les travaux du cryptoportique au forum antique de Bavay ; la réouverture après travaux de la Maison natale Charles de Gaulle à l'occasion du 130^{ème} anniversaire de la naissance du Général de Gaulle, autour d'un événement de très grande ampleur et d'un environnement entièrement rénové, ou encore la réhabilitation à l'Abbaye de Vaucelles, d'abord du palais abbatial puis de l'aile aux moines. Enfin, au musée de Flandres à Cassel, avec l'exposition sur Brueghel, jusqu'en juillet 2019, où l'on attend 50 000 visiteurs.

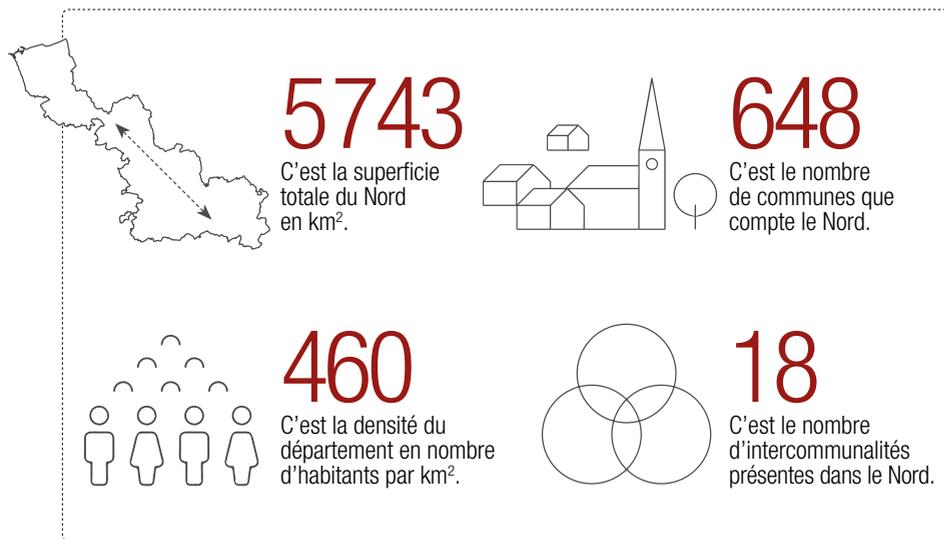
L'attractivité du Département ne serait rien sans l'environnement et les espaces naturels sensibles (ENS) : nous allons en créer un autour de Vaucelles pour pouvoir y faire de la marche et du vélo. Le Département souhaite développer des ENS de grande envergure : nous venons d'acquérir le bois de la Tassonnière à Cysoing, le deuxième espace forestier de l'arrondissement de Lille.

Difficile d'évoquer 2019 sans parler de la reconnaissance pour nos éleveurs et nos produits régionaux au dernier Salon de l'Agriculture. C'est la seconde fois en quatre ans que le Département est mis à l'honneur : d'abord avec la Rouge Flamande puis avec la Bleue du Nord cette année. A nous de valoriser ces beaux produits et de les faire rayonner ! Notre Département est à la fois rural avec 600 000 personnes qui vivent dans un espace de ruralité mais aussi urbain et c'est ce qui en fait sa force.

INTERCOMMUNALITÉS DU NORD

Au 1^{er} janvier 2019





Source : Insee, données 2016

	POPULATION LÉGALE EN 2019	TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)	TOTAL EMPLOIS D'INVESTISSEMENT EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)	ENCOURS DE DETTE EN MILLIERS D'EUROS AU 1 ^{er} JANVIER 2017 (EN EUROS PAR HABITANT)	TAUX DE TAXE SUR LE FONCIER BÂTI	TAUX DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES
NORD	2 639 070	2 688 845 (1 033)	455 979 (175)	1 285 823 (494)	21,45 %	/
MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE	1 143 572	1 076 224 (933)	672 002 (582)	1 582 702 (1371)	0,00 %	33,61 % (FPU)
DUNKERQUE GRAND LITTORAL	198 341	230 122 (1 129)	123 933 (608)	360 378 (1 769)	0,00 %	34,94 % (FPU)
CA VALENCIENNES MÉTROPOLE	192 471	81 215 (419)	59 760 (308)	49 398 (255)	0,00 %	31,02 % (FPU)
CA DE LA PORTE DU HAINAUT	157 910	79 420 (496)	73 258 (457)	115 238 (720)	0,00 %	31,13 % (FPU)
CA DU DOUAISSIS	148 910	91 844 (602)	76 806 (503)	141 083 (924)	3,50 %	29,43 % (FPU)
CA MAUBEUGE VAL DE SAMBRE	125 671	71 887 (561)	40 502 (316)	144 481 (1 127)	5,00 %	28,66 % (FPU)
CC DE FLANDRE INTÉRIEURE	102 169	29 612 (286)	14 653 (141)	20 886 (202)	2,00 %	26,78 % (FPU)
CC PÉVÈLE-CAREMBAULT	94 663	30 331 (318)	16 057 (169)	7 317 (77)	0,23 %	26,24 % (FPU)
CA DE CAMBRAI	82 083	31 194 (373)	25 819 (308)	53 589 (640)	2,55 %	25,66 % (FPU)
CC CŒUR D'OSTREVENT	72 074	22 970 (312)	8 300 (113)	27 150 (369)	0,36 %	31,02 % (FPU)
CA DU CAUDRÉSIS - CATÉSIS	64 906	19 613 (293)	9 659 (145)	34 153 (511)	5,64 %	28,7 % (FPU)
CC DES HAUTS DE FLANDRE	53 422	23 079 (423)	11 567 (212)	13 023 (239)	1,02 %	25,12 % (FPU)
CC DU PAYS DE MORMAL	48 473	12 361 (251)	4 909 (100)	16 052 (326)	3,57 %	29,39 % (FPU)
CC FLANDRE LYS	39 541	7 202 (180)	17 390 (435)	7 450 (186)	0,00 %	25,32 % (FPU)
CC DU CŒUR DE L'AVESNOIS	30 446	9 215 (296)	1 186 (38)	3 174 (102)	4,42 %	25,95 % (FPU)
CC DU SUD AVESNOIS	25 782	7 676 (287)	2 570 (96)	6 050 (226)	1,13 %	31,90 % (FPU)
CC DE LA HAUTE DEÛLE	24 412	4 841 (198)	1 924 (79)	14 879 (609)	4,23 %	35,97 % (FPU)
CC DU PAYS SOLESMOIS	15 056	4 790 (314)	1 185 (78)	2 282 (150)	1,39 %	29,21 % (FPU)

Source : Insee et Ministère de l'action et des comptes publics

Population légale au 1^{er} janvier 2019, date de référence statistique 2016.

Données financières 2017

FA = fiscalité additionnelle

FPU ou FPZ = fiscalité professionnelle unique ou de zone

FE = fiscalité des éoliennes

Première centrale d'achat public régionale de France En 2019 fête son 10^{ème} anniversaire

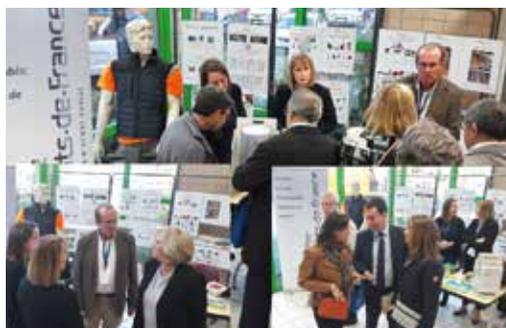
Le partenaire incontournable au service des collectivités de la région Hauts-de-France Aisne – Nord – Oise – Pas de Calais – Somme

Vous êtes une commune, une communauté d'agglomération, un établissement public, un organisme public, une association gérant une mission d'intérêt général oeuvrant sur les Hauts-de-France ? Facilitez votre quotidien et faites appel à la centrale d'achat public régionale.

En passant par notre centrale d'achat, vous respectez les obligations de publicité (BOAMP, JOUE) et de mise en concurrence relatives aux marchés publics.

CAP'Oise Hauts-de-France propose une large gamme d'offres de services et de Fournitures. Vous bénéficiez de délais maîtrisés, de prix attractifs grâce à la mutualisation, d'un accompagnement de nos partenaires.

Pas d'engagement dans la durée – Pas adhésion – Pas de convention.



Nos partenaires Hauts-de-France

GOUJON BUREAU (60)

PLG (59)

CHEOPS (59)

SIMA (60)

LYRECO (59)

ROCHA (02)

MAPP(59)

LUCIEN (60)

RIBEPRIM (60)

SOCOLDIS(59)

SIGNATURE (02)

REXEL (02-59-60-62-80)

GRUEL (60)

QUADRIA (59)

et bien d'autres

Nos offres

Consultez les offres CAP'Oise Hauts-de-France sur www.cap-oise.fr et accédez à l'ensemble de nos marchés mis à votre disposition : mobiliers de bureau, restauration, scolaire, hébergement, médiathèque. Les produits d'hygiène et d'entretien, le matériel de nettoyage, les EPI et vêtements de travail, les panneaux de signalisation, le matériel informatique (ordinateurs, serveurs, imprimantes...), les logiciels, le Très Haut Débit, les denrées alimentaires, peinture et revêtement de sol, sel déneigement, outillage, quincaillerie, plomberie et sanitaire, matériel électrique et éclairage, petites fournitures de bureau, papier...

Ayez le réflexe CAP'Oise Hauts-de-France,

Pour répondre à vos besoins

☎ 03.44 10.42 .65

✉ commercial@cap-oise.fr

www.cap-oise.fr

Village Mykonos bâtiment A - 36 Avenue Salvador Allende - 60000 Beauvais



UN DÉPARTEMENT PIONNIER DES SOLIDARITÉS SOCIALES ET TERRITORIALES !

NADÈGE LEFEBVRE

PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'OISE

Dès 2015, avec notre équipe, nous avons tenu à assainir les finances du Conseil départemental afin de nous donner les capacités de redéployer rapidement des financements au service des habitants de l'Oise.

Guidés par une ligne claire, celle de «l'Oise des droits et des devoirs», nous avons ainsi pu mettre en place des dispositifs visant à placer notre collectivité à la pointe de l'action en faveur des solidarités sociales et territoriales.

Nous avons alors augmenté l'aide aux communes de 50% en la portant à 50 millions d'euros par an. Ce budget permet d'accompagner des projets structurants pour des bassins de vie parfois vastes, mais aussi de mener des travaux de proximité qui améliorent le quotidien de nos concitoyens.

Sous notre impulsion, le Conseil départemental est ainsi devenu le premier partenaire des communes. Un rôle que nous allons continuer à renforcer dans les mois à venir pour permettre aux habitants de nos territoires de vivre toujours mieux et de bénéficier de services de proximité de qualité.

C'est dans cet état d'esprit que nous avons déployé plusieurs plans d'actions. Parmi ceux-ci, **les plans «Oise Santé» et «Oise Séniors» sont emblématiques de notre volonté d'agir au plus près des habitants**, et, bien souvent, de palier aux carences de l'Etat sur des territoires qu'il a désertés.

Afin de lutter contre la désertification médicale, nous avons notamment créé des aides incitatives à l'installation des professionnels de santé, spécialistes et généralistes, sur les secteurs qui en ont le plus besoin, en échange d'un engagement de leur part de s'installer au moins 5 ans sur le territoire concerné. Ce dispositif, mis en place en 2018, prend son essor et reçoit un accueil positif sur le terrain. Il est renforcé par notre soutien aux communes et intercommunalités lors de la création de Maisons de Santé Pluriprofessionnelle.

En 2019, nous faisons des séniors notre grande cause départementale.

Dans le cadre de notre plan «Oise séniors», nous avons ainsi lancé deux dispositifs novateurs : «Oise Urgence Séniors» et «Allô Oise Séniors», deux initiatives qui visent à améliorer les conditions du maintien à domicile sur l'ensemble du territoire.

«Oise Urgence Séniors» est un dispositif unique en France.

Il permet aux sapeurs-pompiers de l'Oise de consulter et de transmettre instantanément une fiche médicale dématérialisée en cas d'intervention à domicile. Ce système se présente sous la

forme d'un flashcode collé de façon visible chez le bénéficiaire et, une fois scanné par les pompiers, donne accès à toutes les informations utiles à la prise en charge de la personne.

La lutte contre les fractures qui parcourent nos territoires passe également, à mon sens, par l'accès du plus grand nombre aux moyens de communication modernes.

Par le biais du Syndicat Mixte Oise Très Haut Débit, nous sommes ainsi parvenus à faire de l'Oise le premier département rural fibré d'Europe !

Une réussite qui constitue une fierté pour l'ensemble de nos équipes et qui symbolise notre attachement à l'équité territoriale devant les grandes avancées technologiques.

Un principe d'équité qui constitue également l'ADN de «l'Oise des Droits et des Devoirs» dans tous les champs de nos politiques départementales.

Afin d'aider les jeunes à prendre un bon départ dans la vie, nous avons ainsi créé quatre dispositifs de soutien financier en échange d'une contribution citoyenne.

Le Pass'Permis Citoyen en est le plus emblématique. Nous avons franchi, en cette fin de premier semestre 2019, la barre des 10 000 bénéficiaires ! Il permet aux jeunes oisiens de bénéficier d'une aide de 600€ pour financer leur permis de conduire en échange d'une contribution citoyenne de 70 heures dans une structure partenaire.

Les Pass BAFAs, Pass Etudes et Pass Ordi ont été construits sur le même modèle. Sur la base de 35 heures de participation, une aide de 300€ est apportée aux jeunes concernés.

Par l'ensemble de ces actions, et au-delà des compétences dévolues traditionnellement aux conseils départementaux, nous avons à cœur de faire du département une collectivité d'actions et de le positionner comme le porteur des politiques de cohésion.

La crise qui traverse notre pays depuis plusieurs mois démontre la nécessité de donner du sens aux politiques publiques et de les replacer au plus près des besoins de nos concitoyens.

À l'image de notre pays, notre département recouvre de multiples problématiques sociales et territoriales. Il est traversé par de grands espaces ruraux, des composantes urbaines fortes et connaît une grande diversité de catégories sociales et professionnelles.

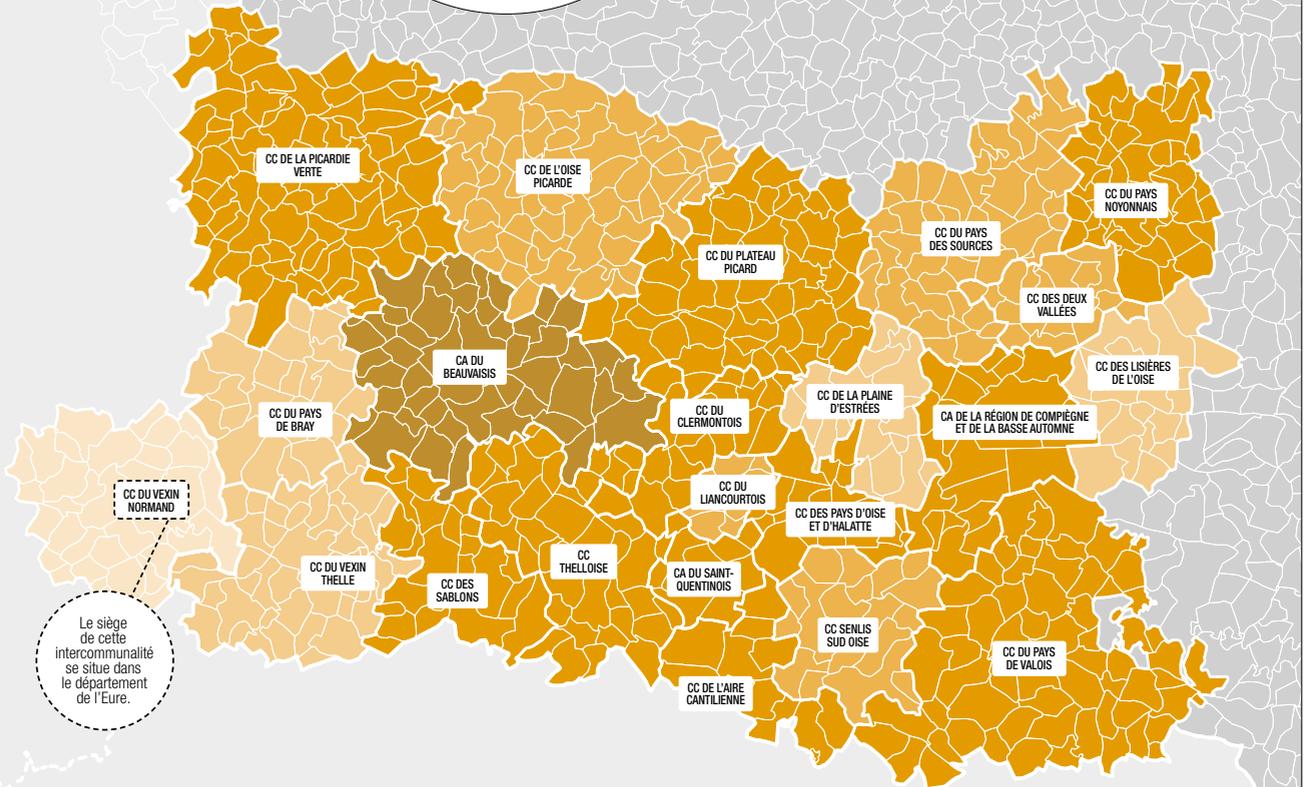
Pour les mois et années à venir, j'ai donc à cœur de continuer à agir et innover pour que le département de l'Oise soit toujours un pionnier des solidarités sociales et territoriales !

INTERCOMMUNALITÉS DE L'OISE

Au 1^{er} janvier 2019

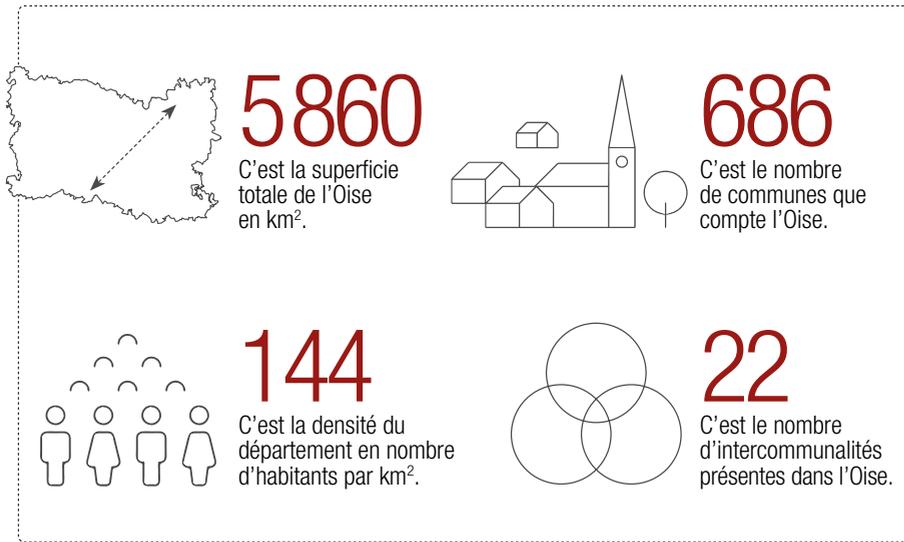
POPULATION LÉGALE

- 101 874
- Entre 30 000 et 86 331
- Entre 20 000 et 30 000
- Entre 10 000 et 20 000
- < 10 000



Le siège de cette intercommunalité se situe dans le département de l'Eure.

Source : Geodid



Source : Insee, données 2016

OISE	POPULATION LÉGALE EN 2019	TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)	TOTAL EMPLOIS D'INVESTISSEMENT EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)	ENCOURS DE DETTE EN MILLIERS D'EUROS AU 1 ^{er} JANVIER 2017 (EN EUROS PAR HABITANT)	TAUX DE TAXE SUR LE FONCIER BÂTI	TAUX DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES
OISE	842 804	744 542 (909)	487 752 (596)	565 558 (691)	21,54 %	/
CA DU BEAUVAISIS	101 874	59 454 (615)	35 667 (369)	55 660 (576)	0,91 %	25,4 % (FPU)
CA CREIL SUD OISE	86 331	36 810 (427)	13 583 (158)	15 086 (175)	11,49 %	29,75 % (FPU)
CA DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE ET DE LA BASSE AUTOMNE	82 180	50 524 (595)	31 123 (366)	92 062 (1084)	0,00 %	24,85 % (FPU)
CC THELLOISE	61 421	15 685 (254)	7 070 (114)	32 114 (520)	2,00 %	25,32 % (FPU)
CC DU PAYS DE VALOIS	55 570	19 208 (344)	8 388 (150)	7 781 (139)	3,96 %	23,04 % (FPU)
CC DE L'AIRE CANTILIENNE	44 643	10 512 (227)	2 079 (45)	5 795 (125)	2,99 %	4,77 % (FA)
CC DU CLERMONTOIS	37 378	13 503 (352)	6 773 (177)	4 438 (116)	1,50 %	25,46 % (FPU)
CC DES SABLONS	36 510	11 633 (319)	8 889 (244)	391 (11)	0,00 %	23,80 % (FPU)
CC DES PAYS D'OISE ET D'HALATTE	34 034	13 971 (402)	2 574 (74)	7 281 (209)	1,90 %	24,87 % (FPU)
CC DU VEXIN NORMAND *	33 509	12 275 (392)	4 805 (153)	5 594 (178)	7,67 %	21,95 % (FPU)
CC DU PAYS NOYONNAIS	33 114	16 884 (496)	8 717 (256)	24 576 (722)	3,00 %	23,65 % (FPU)
CC DE LA PICARDIE VERTE	33 052	10 274 (305)	2 674 (79)	3 260 (97)	6,56 %	6,68 % (FA) et 20,92 % (FPU)
CC DU PLATEAU PICARD	30 311	7 932 (257)	5 986 (194)	4 921 (159)	0,00 %	22,76 % (FPU)
CC SENLIS SUD OISE	24 043	4 053 (156)	4 313 (166)	4 890 (189)	2,81 %	3,08 % (FA)
CC DU LIANCOURTOIS	23 562	11 418 (479)	4 246 (184)	15 575 (654)	9,80 %	7,17 % (FA)
CC DES DEUX VALLÉES	22 896	7 870 (335)	957 (41)	1 860 (79)	8,69 %	7,31 % (FA)
CC DU PAYS DES SOURCES	22 083	4 708 (209)	2 703 (120)	1 453 (65)	7,51 %	6,63 % (FA) et 24,88 % (FPU)
CC DE L'OISE PICARDE	21 293	8 359 (296)	2 176 (77)	4 147 (147)	7,51 %	7,18 % (FA), 25,46 % (FPU) et 25,46 % (FE)
CC DU VEXIN THELLE	19 636	6 218 (295)	1 137 (54)	3 189 (151)	6,48 %	5,91 % (FPU)
CC DU PAYS DE BRAY	18 369	4 797 (254)	564 (30)	1 935 (103)	1,88 %	5,17 % (FA)
CC DE LA LAINE D'ESTRÉES	17 728	4 487 (250)	1 518 (85)	3 212 (179)	4,61 %	4,35 % (FA) et 20,46 % (FPU)
CC DES LISIÈRES DE L'OISE	16 347	5 275 (311)	7 301 (431)	6 907 (407)	0,50 %	20,4 % (FPU)

* Elle regroupe au total 41 communes : 39 de l'Eure et 2 de l'Oise.

Source : Insee et Ministère de l'action et des comptes publics

Population légale au 1^{er} janvier 2019, date de référence statistique 2016.

Données financières 2017

FA = fiscalité additionnelle

FPU ou FPZ = fiscalité professionnelle unique ou de zone

FE = fiscalité des éoliennes



Pas-de-Calais

Le Département

INGÉNIERIE 62

La plateforme de l'ingénierie publique du Département du Pas-de-Calais

VOUS ÊTES ÉLU OU TECHNICIEN
D'UNE COMMUNE OU D'UNE INTERCOMMUNALITÉ ?



DÉVELOPPEMENT



AMÉNAGEMENT,
ENVIRONNEMENT



SOLIDARITÉS HUMAINES

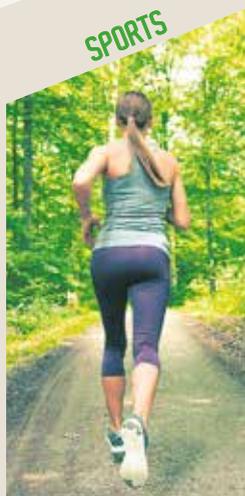


BÂTIMENTS
ET PATRIMOINE

La réponse du Département et des membres de la plateforme aux demandes d'assistance et de conseil des communes et des intercommunalités

ADMINISTRATION,
ORGANISATION

SPORTS



CULTURE



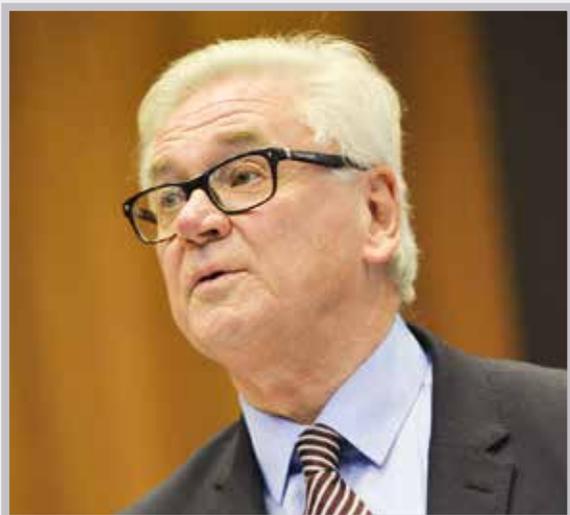
MOBILITÉ, ESPACES PUBLICS
INFRASTRUCTURES



Contacts

• www.ingenierie62.fr • Tél. 03 21 21 61 62 • Àuprès des agents du Département • Àuprès des partenaires :





CONTINUER D'AGIR POUR L'AVENIR DU PAS-DE-CALAIS ET DE SA POPULATION ; C'EST BIEN LÀ L'ESSENTIEL !

JEAN-CLAUDE LEROY

PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU PAS-DE-CALAIS

La tribune qui m'est offerte ici est pour moi l'occasion de revenir sur le Grand débat national. Entre les confidences ministérielles, les informations officieuses, les bruits en tout genre, nous sommes passés de la suppression pure et simple des Départements à la résurrection du Conseiller territorial pour finalement atterrir sur un nouveau chantier de la décentralisation à l'action locale renforcée ... En résumé, c'est à chaque fois la même histoire, le Département est jugé inutile jusqu'au moment où on se rend compte de son caractère indispensable!

Le Département du Pas-de-Calais aura 230 ans l'année prochaine. Supprimer notre échelon territorial et transférer nos compétences à d'autres collectivités ferait je pense véritablement courir l'aventure à la population du Pas-de-Calais. Qui pourrait porter les politiques sociales comme nous le faisons ? Comment pourrait-on garantir l'égalité à l'échelle du territoire ? Quelle unité et même quelle existence pour le Pas-de-Calais ?

Alors oui, la raison semble-t-il l'a emporté et nous continuerons notre chemin. Nous nous adapterons aux nouvelles dispositions, même si pour le moment la présentation n'a pas été très éclairante. Continuer d'agir pour l'avenir du Pas-de-Calais et de sa population ; c'est bien là l'essentiel !

Il nous faudra cependant être attentif et vigilant à ce «nouvel acte de la décentralisation adapté à chaque territoire», à cette «responsabilité démocratique qui serait transférée», à cette «République contractuelle avec les élus», à cette «stratégie de la dépendance» annoncée pour l'automne.

Il me semble aujourd'hui que la seule issue possible est d'aller au bout de la décentralisation, dans une relation de confiance avec l'Etat. Nous n'avons jamais refusé l'évolution institutionnelle ! Qui mieux que les Départements ont su s'adapter aux multiples transferts de compétences qui nous ont été confiés pour ne pas dire imposés ?

Je note que le Canton est officiellement devenu l'échelon de référence pour une action publique efficace pour la population. En revanche, je reste très interrogatif sur cette manière de systématiser le recours aux agences pour mener l'action. La

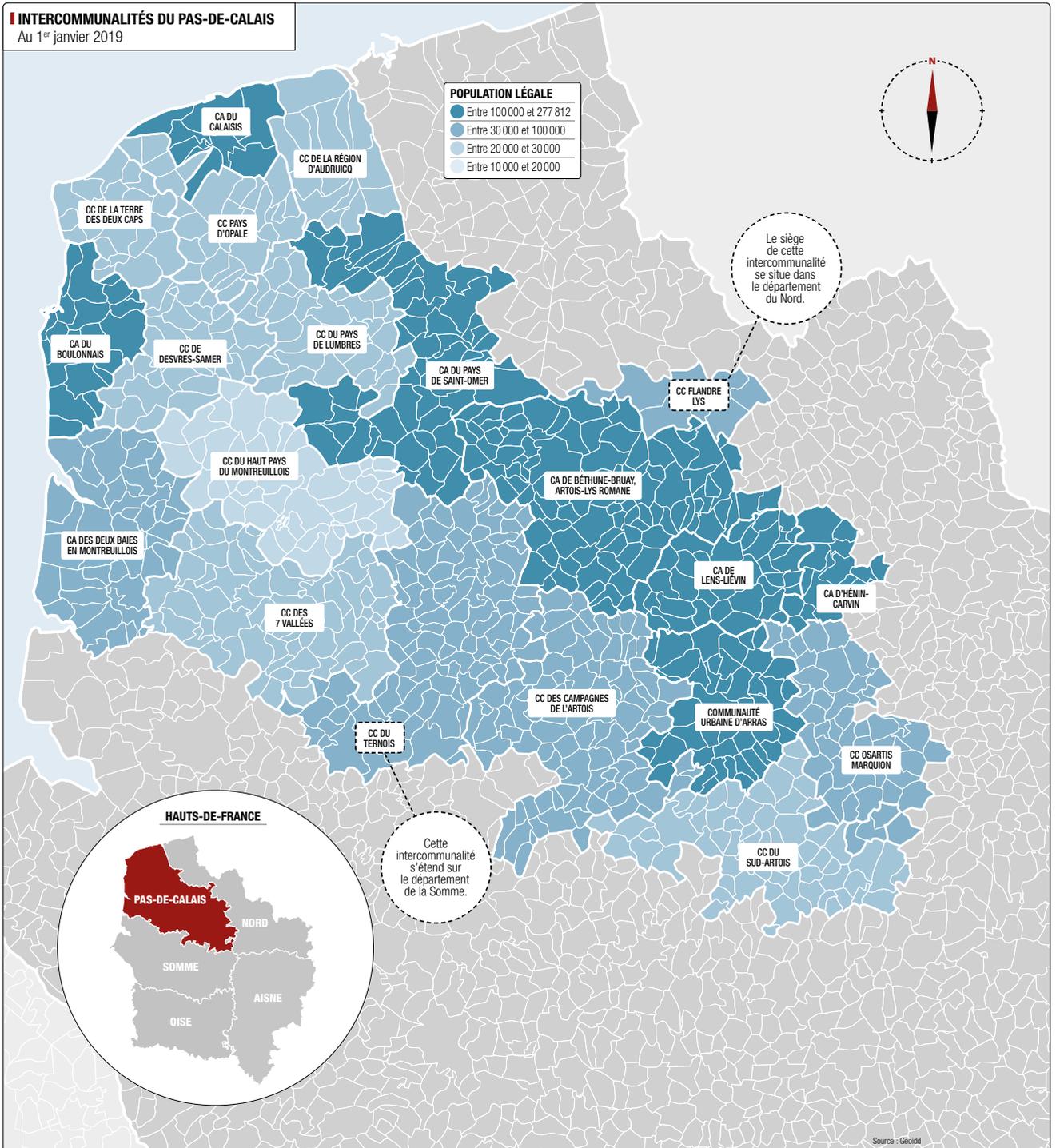
réaffirmation pure et simple du service public me semblerait bien plus simple et bien plus saine !

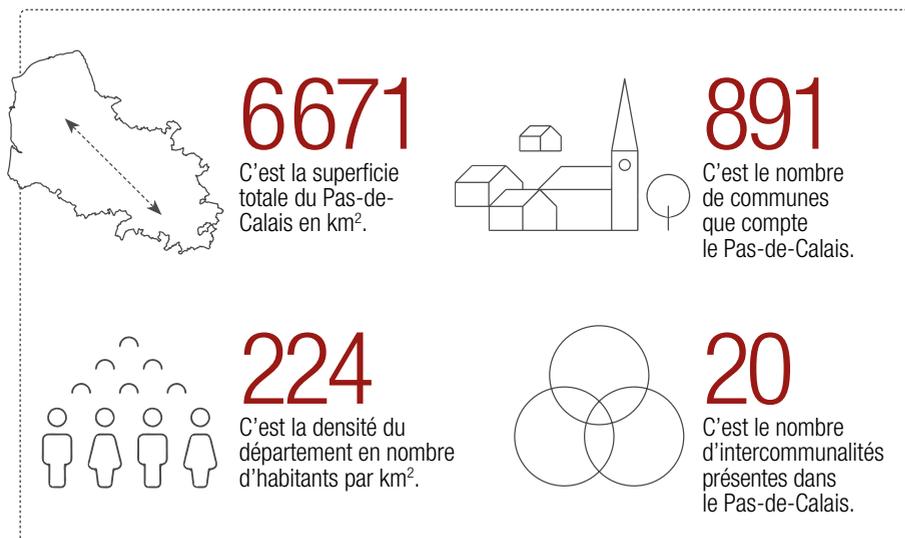
Nous pouvons nous réjouir de cette volonté affichée d'engager «une profonde réforme de l'administration» en déployant «plus de fonctionnaires sur le terrain» ; un virage que nous avons pris ici depuis longtemps avec la territorialisation de nos services. Avec les communes, nous assurons aujourd'hui l'essentiel de la présence des services publics dans les territoires.

Nous entendons déjà çà et là cette idée d'une décentralisation aux pouvoirs du Préfet renforcés. Une véritable décentralisation s'accommoderait bien mal avec un mouvement de contrôle et de caporalisation des élus locaux. Les Départements et les communes doivent pouvoir continuer à agir ensemble pour maintenir un niveau de services suffisant pour la population.

La «différenciation territoriale» a été au cœur du premier rapport que notre Assemblée a étudié quelques jours après la fin du Grand débat national. Rapport portant sur la contractualisation avec les territoires. Car oui, le territoire sait mieux que personne ce qui est bon pour lui et son avenir. Il n'est plus possible de raisonner à partir d'un modèle unique et sans prise en compte des besoins et des volontés locales. Transformer le pays ne peut se faire en bousculant constamment la population et les élus. Il est donc essentiel de veiller à un aménagement du territoire qui apporte de l'égalité comme nous pouvons le faire dans le Pas-de-Calais. À nous de savoir adapter nos procédures et c'est exactement ce que nous faisons avec la nouvelle contractualisation. Les problématiques rencontrées dans les 3 grands bassins de vie que sont le Littoral, le Cœur rural et l'Artois-Gohelle ne sont évidemment pas les mêmes.

Nos interlocuteurs ne sont plus les seules intercommunalités. Les communes, les bourgs-centres et même les associations sont nos partenaires quand il s'agit de penser le Territoire. Nous sommes à l'opposé d'une politique de guichet pour être dans un rapport gagnant-gagnant avec eux. Un rapport d'abord et avant tout basé sur la confiance et l'intelligence collective pour un Département solidaire, innovant et durable.





Source : Insee, données 2016

	POPULATION LÉGALE EN 2019	TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)	TOTAL EMPLOIS D'INVESTISSEMENT EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)	ENCOURS DE DETTE EN MILLIERS D'EUROS AU 1 ^{er} JANVIER 2017 (EN EUROS PAR HABITANT)	TAUX DE TAXE SUR LE FONCIER BÂTI	TAUX DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES
PAS-DE-CALAIS	1 494 330	1 498 261 (1 075)	406 196 (276)	663 236 (450)	22,26 %	/
CA DE BÉTHUNE-BRUAY, ARTOIS-LYS ROMANE	277 812	124 843 (443)	118 994 (422)	137 830 (489)	4,55 %	29,23 % (FPU)
CA DE LENS-LIÉVIN	242 386	114 539 (467)	61 569 (251)	194 325 (793)	2,50 %	32,40 % (FPU)
CA D'HÉNIN-CARVIN	125 453	58 689 (466)	41 773 (332)	75 590 (600)	5,68 %	33,79 % (FPU)
CA DU BOULONNAIS	114 762	70 778 (597)	102 338 (863)	80 687 (680)	0,81 %	33,62 % (FPU)
COMMUNAUTÉ URBAINE D'ARRAS	107 608	76 812 (697)	59 657 (542)	102 699 (932)	5,77 %	30,58 % (FPU)
CA DU PAYS DE SAINT-OMER	105 351	68 745 (637)	38 699 (359)	45 732 (424)	1,44 %	26,84 % (FPU)
CA DU CALAISIS	103 575	50 075 (472)	13 928 (131)	100 405 (946)	3,15 %	30,75 % (FPU)
CA DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS	66 584	40 487 (590)	17 080 (249)	64 825 (944)	1,21 %	26,49 % (FPU)
CC OSARTIS MARQUION	41 920	16 002 (379)	11 486 (272)	7 335 (174)	0,98 %	25,24 % (FPU)
CC FLANDRE LYS *	39 541	7 202 (180)	17 390 (435)	7 450 (186)	0,00 %	25,32 % (FPU)
CC DU TERNOIS **	38 404	20 695 (527)	8 089 (206)	26 603 (677)	1,46 %	24,08 % (FPU)
CC DES CAMPAGNES DE L'ARTOIS	33 544	8 645 (249)	7 776 (224)	13 270 (383)	0,53 %	23,40 % (FPU)
CC DES 7VALLÉES	29 764	10 761 (354)	3 648 (120)	8 309 (273)	0,16 %	23,33 % (FPU)
CC PAYS D'OPALE	27 827	10 919 (387)	5 647 (200)	2 271 (80)	0,30 %	26,06 % (FPU)
CC DU SUD-ARTOIS	27 589	10 335 (365)	3 340 (118)	9 265 (328)	0,08 %	23,56 % (FPU)
CC DE LA RÉGION D'AUDRUICQ	27 090	7 469 (273)	2 780 (102)	8 230 (301)	3,88 %	5,49 % (FA)
CC DU PAYS DE LUMBRES	24 257	6 762 (275)	16 605 (675)	9 852 (400)	0,00 %	24,43 % (FPU)
CC DE DESVRES-SAMER	22 852	10 772 (467)	3 750 (163)	6 906 (299)	0,20 %	27,24 % (FPU)
CC DE LA TERRE DES DEUX CAPS	22 134	8 031 (358)	3 376 (151)	7 006 (313)	3,96 %	5,84 % (FA) et 27,01 % (FPU)
CC DU HAUT PAYS DU MONTREUILLOIS	15 770	10 720 (648)	3 577 (216)	8 574 (518)	0,00 %	25,29 % (FPU)

* Elle regroupe au total 8 communes : 4 dans le Nord et 4 dans le Pas-de-Calais.

** Elle regroupe au total 104 communes : 103 dans le Pas-de-Calais et 1 dans la Somme.

Source : Insee et Ministère de l'action et des comptes publics

Population légale au 1^{er} janvier 2019, date de référence statistique 2016.

Données financières 2017

FA = fiscalité additionnelle

FPU ou FPZ = fiscalité professionnelle unique ou de zone

FE = fiscalité des éoliennes

Les Hortillonages à Amiens, l'un des emblèmes touristiques de la Somme.





LA PARTICIPATION AU CANAL SEINE NORD EUROPE EST L'ENGAGEMENT FINANCIER MAJEUR DU DÉPARTEMENT

LAURENT SOMON

PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME

Notre majorité est arrivée aux manettes du Conseil Départemental de la Somme en avril 2015. Les Lois NOTRe et MAPTAM ont alors induit pour l'institution départementale des conséquences importantes du point de vue de ses compétences (disparition de la clause de compétence générale, de l'économie, des transports... et également pour ce qui concerne les dotations de l'Etat et la compensation des politiques transférées aux départements : le RSA, l'APA ou encore le sujet devenu de plus en plus sensible des Mineurs Non Accompagnés (MNA) pour lequel les dépenses à notre charge ont quintuplé).

L'alternative était claire : passer sous tutelle de l'État ou réformer. Nous avons préféré faire des choix difficiles tout en conservant pour principaux objectifs de ne pas alourdir la fiscalité, d'investir et de bien évidemment conforter nos services à la population. Nous avons donc drastiquement diminué nos dépenses de fonctionnement et nous nous sommes recentrés sur les compétences confiées par la loi en organisant nos actions de manière plus cohérentes.

Aujourd'hui, les résultats obtenus confortent nos choix. Nous disposons d'une épargne brute qui nous permet d'amplifier nos investissements créateurs de richesse et d'emploi pour nos habitants.

La participation au Canal Seine Nord Europe est bien entendu l'engagement financier majeur du département. Un investissement d'avenir de 70 millions d'euros. L'équivalent d'une année d'investissements est programmé avec dès cette année des réalisations concrètes. Hélas, nous restons toujours dans l'attente des engagements du Gouvernement. Je suis d'une nature optimiste et ne doute pas, comme l'ont fait l'Union Européenne et l'ensemble des collectivités, qu'il finira par s'y résoudre.

Nous n'avons pas découvert, comme certains avec la crise des gilets jaunes, les problèmes de la ruralité et de l'aspiration bien légitime des habitants à vivre en dehors des grandes métropoles même si, bien souvent, ils y travaillent. C'est

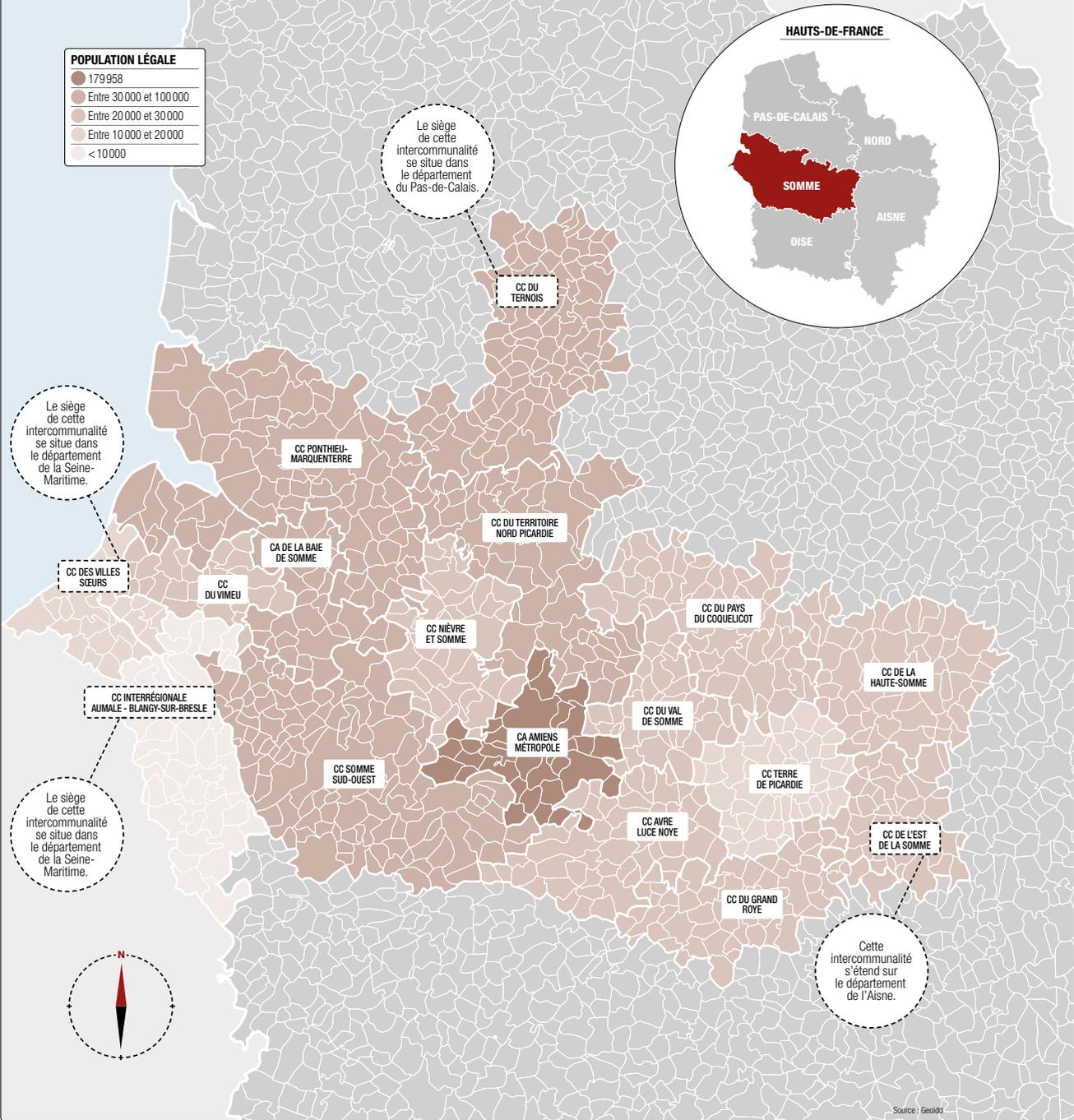
pourquoi, renforcés par nos marges de manœuvre supplémentaires, nous intervenons pour améliorer la qualité de vie partout et de manière équilibrée sur le territoire par des programmes soutenus :

- pour nos 4 600 kms de routes départementales utilisées chaque jour par nos habitants;
- pour nos 50 collèges publics pour lesquels nous déployons des investissements importants afin de les mettre à niveau en termes de maintenance, de sécurité et d'équipements informatiques et garantir ainsi de bonnes conditions de réussite pour nos collégiens;
- pour nos communes et intercommunalités afin de leur permettre de rester attractives, notamment au niveau de leurs services et commerces en soutenant leurs investissements ;
- pour l'ensemble de notre territoire, enfin, par la relance du Grand Projet Vallée de Somme que nous avons dû mettre de côté en 2015 faute de capacités financières (mais surtout en raison de l'incohérence des investissements réalisés au regard des retombées économiques possibles). Nous faisons nôtre l'intuition initiale de nos prédécesseurs d'un fleuve «épine dorsale» du territoire à même de renforcer son attractivité et la fierté de ses habitants. Notre majorité présentera dans les prochains jours un programme d'ensemble, d'est en ouest, au-delà même de nos frontières administratives pour que cette riche vallée deviennent une «vallée idéale» qui irrigue l'ensemble des territoires jouxtant ou non le fleuve.

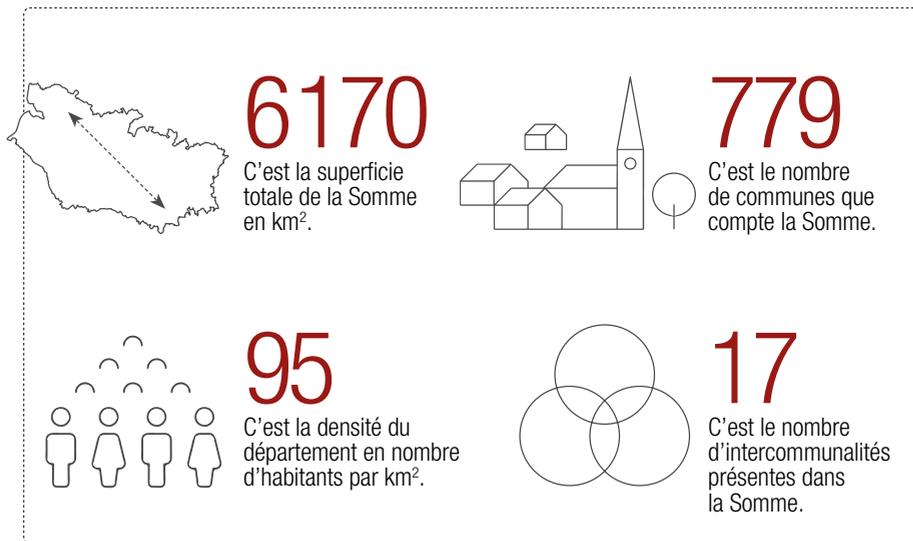
Le Département est l'un des maillons du développement économique et nous y prenons la part qui nous est dévolue pour y contribuer fortement. Quelques données économiques récentes seraient plutôt encourageantes. J'y vois le signe de politiques publiques de plus en plus concertées qui finissent par porter leurs fruits.

INTERCOMMUNALITÉS DE LA SOMME
Au 1^{er} janvier 2019

POPULATION LÉGALE	
	179 958
	Entre 30 000 et 100 000
	Entre 20 000 et 30 000
	Entre 10 000 et 20 000
	< 10 000



Source : Geodid



Source : Insee, données 2016

	POPULATION LÉGALE EN 2019	TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)	TOTAL EMPLOIS D'INVESTISSEMENT EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)	ENCOURS DE DETTE EN MILLIERS D'EUROS AU 1 ^{er} JANVIER 2017 (EN EUROS PAR HABITANT)	TAUX DE TAXE SUR LE FONCIER BÂTI	TAUX DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES
SOMME	584 797	575 981 (1 008)	109 166 (191)	293 370 (513)	25,54 %	/
CA AMIENS MÉTROPOLE	179 958	294 560 (1646)	118 867 (664)	226 962 (1269)	2,57 %	25,83 % (FPU)
CA DE LA BAIE DE SOMME	49 575	38 434 (736)	15 150 (290)	32 598 (624)	2,75 %	25,82 % (FPU)
CC SOMME SUD-OUEST	38 755	26 999 (705)	6 588 (172)	16 251 (424)	13,29 %	12,76 % (FA), 25,09 % (FPU) et 25,09 % (FE)
CC DU TERNOIS *	38 404	20 695 (527)	8 089 (206)	26 603 (677)	1,46 %	24,08 % (FPU)
CC PONTIHU-MARQUENTERRE	33 180	14 570 (429)	3 171 (93)	6 490 (191)	1,99 %	23,59 % (FPU)
CC DU TERRITOIRE NORD PICARDIE	31 606	11 740 (332)	2 149 (61)	7 523 (213)	5,10 %	25 % (FPU)
CC DU PAYS DU COQUELICOT	28 499	8 212 (282)	1 567 (54)	1 777 (61)	1,00 %	22,36 % (FPU)
CC NIÈVRE ET SOMME	28 284	5 133 (175)	2 231 (67)	10 612 (361)	2,16 %	25,77 % (FPU)
CC DE LA HAUTE-SOMME	27 655	6 477 (224)	6 654 (230)	6 562 (227)	3,71 %	4,88 % (FA), 21,16 % (FPU) et 21,32 % (FE)
CC DU VAL DE SOMME	26 476	7 504 (291)	5 903 (229)	6 659 (258)	0,00 %	22,5 % (FPU)
CC DU GRAND ROYE	24 779	7 914 (314)	1 551 (61)	1 696 (67)	3,39 %	3,06 % (FA)
CC DU VIMEU	22 955	13 274 (552)	4 905 (204)	9 528 (396)	9,60 %	8,11 % (FA) et 23,56 % (FPU)
CC AVRE LUCE NOYE	22 921	9 263 (398)	2 299 (99)	11 826 (509)	9,29 %	9,21 % (FA), 25,97 % (FPU) et 25,97 % (FE)
CC INTERRÉGIONALE AUMAÏLE - BLANGY-SUR-BRESLE **	21 651	2 576 (116)	5 567 (251)	563 (25)	0,57 %	0,55 % (FA) et 17,00 % (FPU)
CC DE L'EST DE LA SOMME ***	20 504	9 494 (450)	5 716 (271)	3 871 (183)	9,63 %	6,42 % (FA), 18,53 % (FPU) et 18,53 % (FE)
CC TERRE DE PICARDIE	18 341	10 652 (574)	4 693 (253)	9 112 (491)	8,93 %	11,38 % (FA), 23,08 % (FPU) et 24,91 % (FE)
CC DES VILLES SŒURS	14 805	9 138 (233)	7 967 (203)	8 425 (215)	5,01 %	26,86 % (FPU)

* Elle regroupe au total 104 communes : 103 dans le Pas-de-Calais et 1 dans la Somme.

** Elle regroupe au total 44 communes : 34 en Seine-Maritime et 10 dans la Somme.

*** Elle regroupe au total 41 communes : 40 de la Somme et 1 de l'Aisne.

Source : Insee et Ministère de l'action et des comptes publics

Population légale au 1^{er} janvier 2019, date de référence statistique 2016.

Données financières 2017

FA = fiscalité additionnelle

FPU ou FPZ = fiscalité professionnelle unique ou de zone

FE = fiscalité des éoliennes



31 806 km²

C'est la superficie totale des Hauts-de-France.

192

C'est la densité de la région en nombre d'habitants par km².

3 808

C'est le nombre de communes que compte la région Hauts-de-France.

97

C'est le nombre d'intercommunalités présentes dans la région.

LISTE COMMUNES NOUVELLES HAUTS-DE-FRANCE

ANNÉE	DÉPARTEMENT	NOM	POPULATION LÉGALE	NOMBRE DE COMMUNES ANTÉRIEURES	NOM DES COMMUNES ANTÉRIEURES
2015	OISE	Saint-Crépin-Ibouvillers	1 559	2	Montherlant - Saint-Crépin-Ibouvillers
		Vallées en Champagne	571	3	Baulne-en-Brie - La Chapelle-Monthodon - Saint-Agnan
	AISNE	Les Septvallons	1 203	7	Glennes - Longueval-Barbonval - Merval - Perles - Révillon - Vauxcéré - Villers-en-Prayères
		Dhuys et Morin-en-Brie	830	4	Artonges - La Celle-sous-Montmirail - Fontenelle-en-Brie - Marchais-en-Brie
2016	NORD	Ghyvelde	4 256	2	Ghyvelde - Les Moères
		Téteghem-Coudekerque-Village	8 360	2	Coudekerque-Village - Téteghem
	OISE	Bornel	4 899	3	Anserville - Bornel - Fosseuse
		Saint-Augustin	813	2	Clarques - Rebecques
PAS-DE-CALAIS	Saint-Martin-lez-Tatinghem	6 034	2	Saint-Martin-au-Laërt - Tatinghem	
	Bellinghem	1 095	2	Herbelles - Inghem	
2017	OISE	La Drenne ⁽¹⁾	1 010	3	Le Déluge - La Neuville-d'Aumont - Ressons-l'Abbaye
		Auneuil ⁽²⁾	2 990	2	Auneuil - Troussures
	PAS-DE-CALAIS	Enquin-lez-Guinegatte	1 637	2	Enguinegatte - Enquin-les-Mines
		Hypercourt	745	3	Hyencourt-le-Grand - Omiécourt - Pertain
2018	OISE	Étinehem-Méricourt	594	2	Étinehem - Méricourt-sur-Somme
		Trie-Château	1 984	2	Trie-Château - Villers-sur-Trie
	AISNE	Anizy-le-Grand	2 578	3	Anizy-le-Château - Faucoucourt - Lizy
		Cessières-Suzy ⁽³⁾	783	2	Cessières - Suzy
2019	OISE	Villeneuve-sur-Aisne	2 717	2	Guignicourt - Menneville
		La Corne en Vexin	540	3	Boissy-le-Bois - Énencourt-le-Sec - Hardivillers-en-Vexin
		Formerie	2 172	2	Boutavent - Formerie
		Les Hauts Talican	902	3	Beaumont-les-Nonains - La Neuville-Garnier - Villotran
	OISE	Montchevreuil ⁽⁴⁾	1 291	2	Bachivillers - Fresneaux-Montchevreuil
		Villers-Saint-Frambourg-Ognon	755	2	Ognon - Villers-Saint-Frambourg
		Bonnières	688	2	Bonnières - Canteleux
		Carnoy-Mametz	291	2	Carnoy - Mametz
SOMME	Hombleux	1 185	2	Grécourt - Hombleux	
	Marchélepot-Misery	611	2	Marchélepot - Misery	
	Ô-de-Selle	1 237	3	Lœuilly - Neuville-lès-Lœuilly - Tilloy-lès-Conty	
	Trois-Rivières ⁽⁵⁾	1 500	3	Contoire - Hargicourt - Pierrepont-sur-Avre	

⁽¹⁾ La Neuville-d'Aumont a quitté la CC du Pays de Thelle pour la CC des Sablons

⁽²⁾ Troussures a quitté la CC du Vexin Thelle pour la CA du Beauvaisis

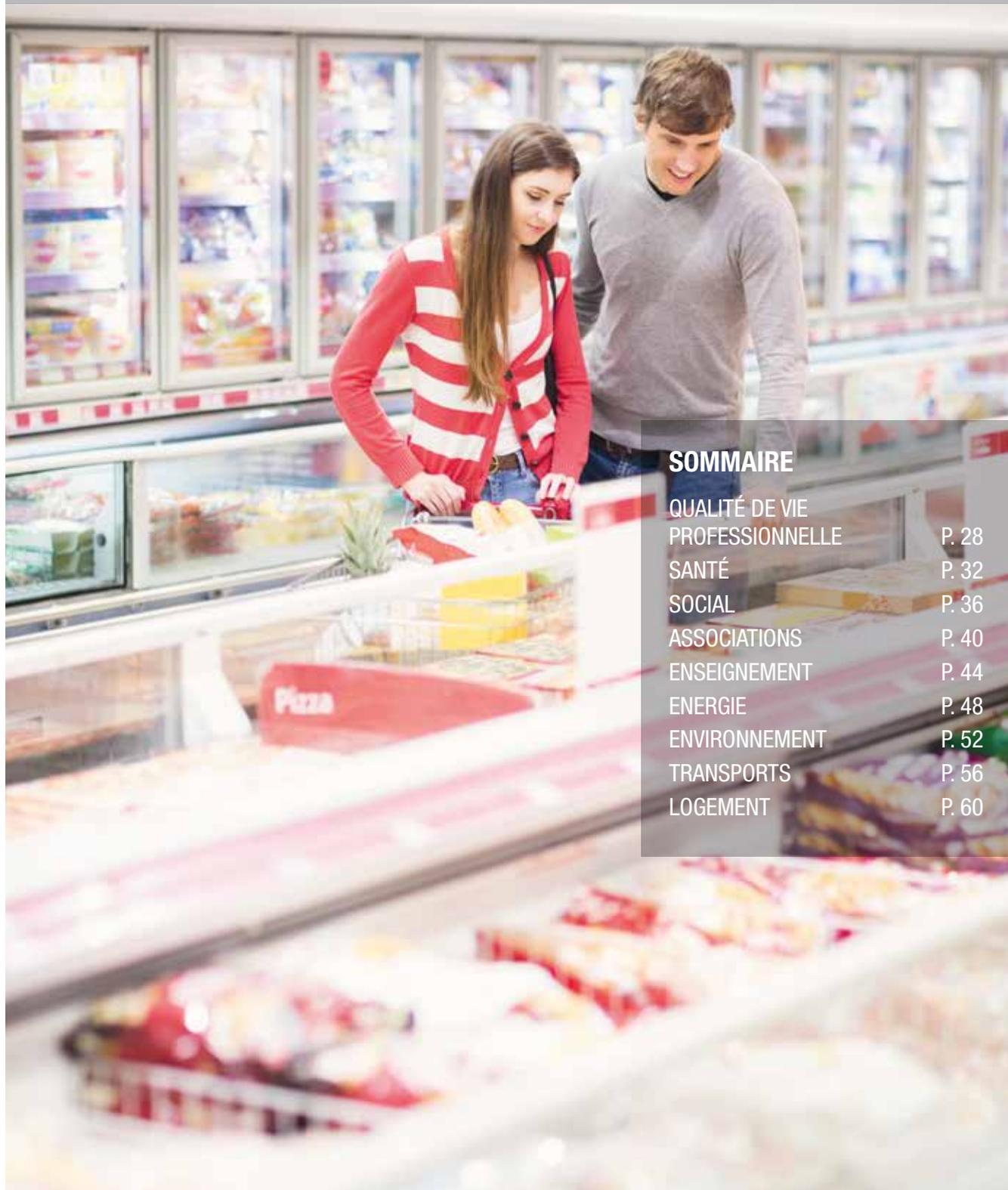
⁽³⁾ Suzy quitte la CC Picardie des Châteaux pour la CA du Pays de Laon

⁽⁴⁾ Bachivillers quitte la CC du Vexin Thelle pour la CC des Sablons

⁽⁵⁾ Pierrepont-sur-Avre et Contoire quittent la CC Avre Luce Noye pour la CC du Grand Roye



Les Hauts-de-France Au quotidien



SOMMAIRE

QUALITÉ DE VIE PROFESSIONNELLE	P. 28
SANTÉ	P. 32
SOCIAL	P. 36
ASSOCIATIONS	P. 40
ENSEIGNEMENT	P. 44
ENERGIE	P. 48
ENVIRONNEMENT	P. 52
TRANSPORTS	P. 56
LOGEMENT	P. 60



Manager autrement

Si les entreprises se saisissent facilement de la thématique de la qualité de vie au travail, le rôle de l'encadrement et la remise en question de la ligne managériale sont plus rarement abordés. Il s'agit pourtant de sujets primordiaux qui impactent aussi bien la compétitivité que l'attractivité des acteurs économiques.

Par Diane La PHUNG

Si la qualité de vie au travail s'est imposée comme un réel sujet de réflexion au sein des entreprises ces dernières années, et cela, quelles que soient la taille et la typologie de la structure, le rôle du manager demeure encore une question annexe, parfois difficile à aborder. «*En 2016, le réseau ANACT/ARACT avait mené une grande étude autour de la question de la formation des managers de demain*», se souvient Laurence Théry, directrice de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions

de travail (ANACT) Hauts-de-France. «*Nous avons à cette occasion mis en avant le déficit de prise en compte des dimensions humaines et organisationnelles dans la formation des managers, mais aussi dans le management en entreprise*», ajoute-t-elle. Un avis partagé par Laurence Petit-Dessaint, ingénieure en stratégies humaines, auteure et spécialiste des questions de qualité de vie au travail installée à Amiens. «*En entreprise, on accède à des postes d'encadrement sur la base de ses compétences techniques,*

pas forcément humaines. Or, on peut être un très bon technicien mais un très mauvais manager», souligne-t-elle. Le fait de ne pas être préparé aux questions relationnelles, sociales, à la gestion de conflits ou aux tensions inhérentes au monde du travail peut entraîner de réels dégâts pour les salariés mais également pour l'entreprise.

REPENSER LE RÔLE DU MANAGER

Un constat fait par de plus en plus d'acteurs qui commencent

à réfuter l'idée longtemps véhiculée que la gestion d'une équipe est une affaire de leadership et que, par essence, cela ne s'apprend pas. «L'encadrement doit avoir un rôle de traducteur entre les salariés et la direction. C'est à lui de faire remonter les connaissances du terrain, de révéler les talents, d'animer le débat et de promouvoir une façon plus collaborative de travailler», souligne Laurence Petit-Dessaint qui prône un management horizontal plutôt que vertical. Il s'agit en fait de sortir du schéma connu depuis les années 80 avec une gestion par objectifs, un contrôle des résultats permanent ou encore un pilotage uniquement par les chiffres. «On s'oriente aujourd'hui vers un métier de soutien aux équipes : la richesse produite émane des coo-

“ L'encadrement doit, entre autres, révéler les talents et promouvoir le travail collaboratif ”

opérations entre les différents services. L'une des fonctions du manager va être la mise en discussion entre la logique de la rentabilité, de la stratégie et la logique du travail, de la qualité et de la performance. Ce travail d'articulation est primordial», abonde Laurence Théry qui invite les entreprises à réfléchir sur le travail réel des salariés mais aussi de l'encadrement.

UN LEVIER DE COMPÉTITIVITÉ

Ce positionnement entre pleinement dans une logique de qualité de vie au travail. Si pendant long-

temps les chefs d'entreprise ont pu penser que cette thématique était un plus, tous ou presque ont conscience que le bien-être de leurs collaborateurs est intimement lié à l'épineuse question de la compétitivité. Et la satisfaction des équipes passe nécessairement par la question du management. «Les entreprises qui n'accordent pas d'intérêt à cela ou qui n'ont pas mené de travail de réflexion sur cette thématique sont obligées de s'interroger dès qu'elles rencontrent d'importants problèmes d'absentéisme ou d'attractivité», note Laurence Petit-Dessaint. «Construire une dynamique interne et accepter une remise en cause de son fonctionnement est un premier pas. Il faut également que le manager accepte d'apprendre ou de questionner ses pratiques», poursuit-elle.

Une position qui peut être difficile, surtout dans un monde où ne pas savoir est perçu comme une faiblesse. Cependant, pour accompagner cette remise en question, la formation continue de l'encadrement portée par les opérateurs de compétences (OPCO), qui prennent en 2019 la relève des OPCA comme

le prévoit la loi sur la formation professionnelle, peut s'avérer être un vrai levier de compétitivité pour les entreprises. Les actions de formation en situation de travail, outil nouvellement créé, permettent de s'appuyer sur l'expérience des cadres et d'engager une réflexion sur leurs pratiques professionnelles. «L'analyse de l'activité de travail des managers était auparavant un angle mort de la formation : ce n'était presque jamais fait auparavant. Or, on s'aperçoit que ce poste est de plus en plus complexe, multidimensionnel», analyse Laurence Théry.

ANALYSE

Cédric Watine,

PDG DE FOGEPACK ET CRÉATEUR DE LA SÉRIE OUTILS DU MANAGER

“ JE RESTE TOUJOURS FOCALISÉ SUR LE MANAGEMENT DES PERSONNES ”



Ce sont des épisodes de 30 à 40 minutes que je propose en podcast avec Alexia Ferrantelli. Sur le site www.outilsdumanager.com, il y a également un livre qui s'appelle Le Manager essentiel, qu'on peut télécharger gratuitement, où j'explique comment fonctionnent les outils du manager et de quelle manière on peut les utiliser. Pour moi, le management est une passion. Les premiers podcasts ont été réalisés il y a dix ans. Un podcast traite d'un thème développé sur trois ou quatre épisodes. Aujourd'hui, nous sommes à 161 thèmes et près de 300 épisodes. En fait, il y a trois axes : le management, la communication personnelle et l'organisation personnelle. Les thèmes se déclinent selon la saison. Actuellement, nous sommes à 800 000 téléchargements par an, ce qui montre qu'il y a une réelle demande dans ce domaine-là. En début d'année, on évoquera plus aisément les objectifs et, en fin d'année, les entretiens individuels. Les solutions que je donne sont régulièrement actualisées, les thèmes sont infinis, et puis je fais des découvertes, j'avance. Par contre, je reste toujours focalisé sur le management des personnes, je ne traite jamais de stratégie ou de juridique. Avec Alexia, on est entièrement dans l'humain et l'entreprise. Parallèlement à ça, j'ai mis en place des formations qui, elles, sont payantes. Quand j'interviens en formation, mon objectif n'est pas que les gens apprennent des choses mais changent réellement leur façon de faire. En l'occurrence, là, je vais leur donner les outils et le processus.»

ANALYSE

Sophie Rémond,

RESPONSABLE MARKETING CHEZ WELL IDEAS

“ SÉDUIRE DE NOUVELLES RECRUES GRÂCE À DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL ”

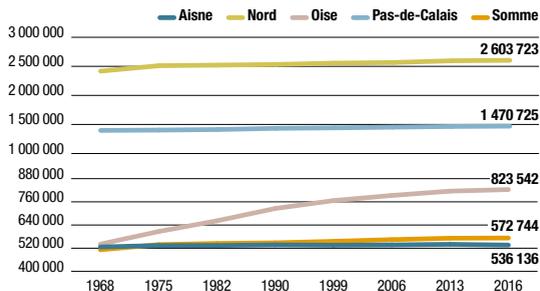


Nous sommes implantés à Wambrechies, mais nous intervenons auprès d'entreprises dans toute la France, quelle que soit leur taille. Nous proposons plusieurs prestations bien-être et détente. Le massage Amma est très demandé car il est facile à mettre en place : effectué assis, il dure entre 15 et 20 minutes, et ne crée pas de rupture avec le travail. Aujourd'hui, le bien-être des salariés prend une place de plus en plus importante dans les entreprises qui, pour certaines, n'hésitent plus à nommer des responsables «bien-être» en leur sein. Depuis 2011, date de création de Well Ideas, les demandes vont crescendo. Apporter une parenthèse bien-être aux équipes est de moins en moins perçu comme une perte de temps. Au contraire, elle permet de ressouder les collaborateurs et de gagner en efficacité. Les nouvelles générations sont particulièrement exigeantes quant aux conditions de travail qu'une entreprise peut leur offrir. Se soucier de leur bien-être au travail peut les inciter à vouloir rester. Cela dit, nous sommes très lucides. Cette démarche de bien-être au travail ne reste qu'un outil et ne fait pas de miracle en cas de gros problèmes. Nos clients en sont conscients. Pour répondre à leurs demandes, nous sommes capables de faire du sur-mesure en fonction de leurs besoins. Nos prestations sont variées : cours de relaxation collectifs, yoga, automassage, sophrologie, etc. Nous organisons également des cours en groupe et des ateliers de sensibilisation sur des thématiques définies.»

POPULATION

ÉVOLUTION DE LA POPULATION MUNICIPALE

Au 1^{er} janvier



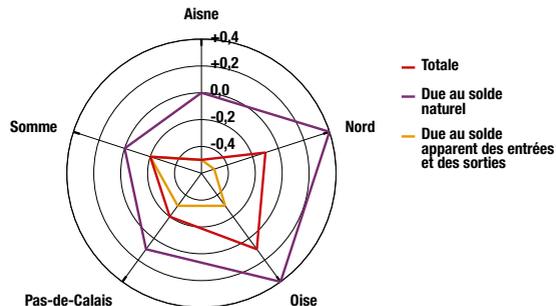
Il s'agit des dates de référence statistique. Par exemple : la population de 2016 correspond à la population en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Source : Insee

DYNAMISME. Les Hauts-de-France ont connu depuis 1968 une évolution démographique de +11,4%. La population de l'Oise a bondi de 52% en un peu moins de 50 ans. Suivent la Somme (+11,8%), le Nord (+7,7%), le Pas-de-Calais (+5,3%) puis l'Aisne (+1,9%).

ÉVOLUTION DES POPULATIONS DES DÉPARTEMENTS

Variation relative annuelle 2016-2019 (en %)

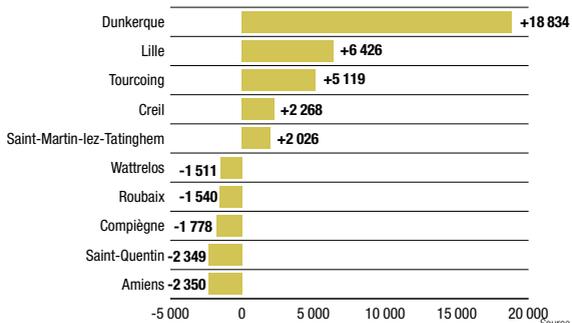


Source : Insee - Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2018)

DÉCROISSANCE. Dans la région, la diminution de la population s'explique par un fort déficit migratoire (jusqu'à -0,5% pour l'Aisne et le Nord). À l'inverse, l'excédent des naissances sur les décès (+0,4% par an pour le Nord et l'Oise) accélère la croissance démographique.

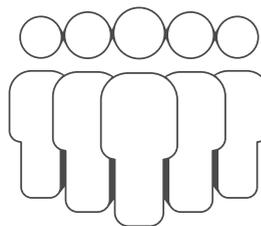
VILLES AYANT LES PLUS FORTES ÉVOLUTIONS

Entre 2006 et 2016



Source : Insee

AUGMENTATION. Saint-Martin-lez-Tatinghem a doublé son nombre d'habitants en 10 ans et Dunkerque de presque un tiers (+6,8% pour Creil, +5,5% pour Tourcoing et +2,8% pour Lille). 64% des communes ont gagné des habitants entre 2006 et 2016.



6,2 M

C'est le nombre d'habitants que devrait compter la région Hauts-de-France d'ici 2050.

source : Insee

PROJECTION. Cette hausse démographique de 4,3% serait moins prononcée qu'au niveau national (+12,5%). La région occuperait alors la 5^e place des régions les plus peuplées derrière l'Île-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes, l'Occitanie ainsi que la Nouvelle Aquitaine.

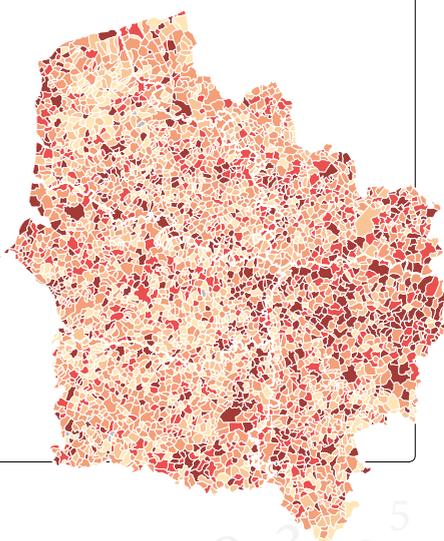
ÉVOLUTION DE LA POPULATION DES HAUTS-DE-FRANCE

Entre 2006 et 2016



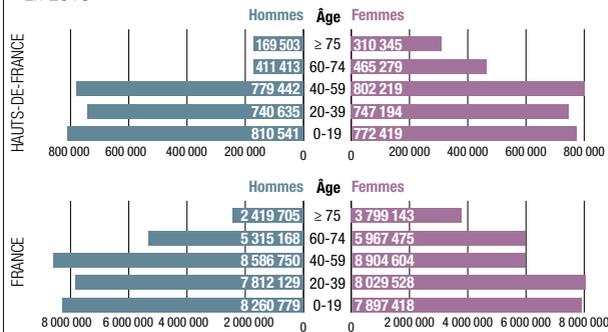
Source : Insee

REGROUPEMENT. 35% des communes des Hauts-de-France ont vu leur population diminuer tandis que 12% des communes ont vu leur nombre d'habitants augmenter de plus d'un cinquième en 10 ans. Sur 3 808 communes, 25 d'entre elles accueillent un habitant sur quatre de la région.



PYRAMIDE DES ÂGES EN HAUTS-DE-FRANCE

En 2016



Source : Insee (Recensement de la population de 2015)

RÉPARTITION. Le nombre de femmes reste supérieur à celui des hommes, sauf de 0 à 19 ans, l'écart se creuse à partir de 75 ans.

DYNAMIQUE DE LA FILIÈRE SANTÉ ET NUTRITION RÉGIONALE



**30 800
SALARIÉS**



**1 000
ENTREPRISES**



**12 MILLIARDS D'EUROS DE CA
EXPORT : 3,5 MILLIARDS**

UNE FILIÈRE ANIMÉE PAR EURASANTÉ

L'agence de développement économique des Hauts-de-France et le site d'excellence de la Métropole Européenne de Lille dédié aux activités de santé et nutrition

Depuis plus de 20 ans, Eurasanté accompagne les chercheurs, porteurs de projets et entreprises de la filière Santé Nutrition dans leurs projets de recherche, de création et de développement d'activités.



VALORISER LA RECHERCHE EN SANTÉ

Nous valorisons l'excellence des programmes de recherche menés en région Hauts-de-France. Nous sommes à l'interface des acteurs académiques et industriels que nous accompagnons pour le montage de projets collaboratifs.



ANIMER LA FILIÈRE SANTÉ RÉGIONALE

Nous imaginons et mettons en œuvre un programme d'animations destinées à tous nos publics pour leur apporter les informations, les compétences et les clés de compréhension utiles au développement de leurs ressources, connaissances et opportunités.



SOUTENIR LA CRÉATION D'ENTREPRISE

Nous accompagnons les porteurs de projets innovants et nous soutenons la création de start-ups innovantes en santé, notamment à travers le Bio Incubateur Eurasanté, classé dans le top 15 des meilleurs incubateurs d'Europe pour l'émergence de start-ups en pharma-biotech [classement Labiotech.eu - 2017].



PROMOUVOIR LE TERRITOIRE À L'INTERNATIONAL

Nous organisons des conventions d'affaires internationales thématiques où tous nos publics se rencontrent et détectent des opportunités de partenariats. Ces événements sont l'occasion de démontrer la dynamique de la filière régionale et de valoriser les atouts du territoire auprès de potentiels investisseurs.



AGIR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

Nous proposons aux 1000 entreprises de la filière tous les services pour accélérer leur développement, en leur fournissant l'expertise et les conseils correspondant à leurs besoins en matière d'innovation, de développement commercial, de réglementation, de recrutement, de financement, de solutions immobilières, de communication...

 **eurasanté**
Entreprendre et Réussir

www.eurasante.com



Proximité et innovation au CHU Amiens-Picardie

L'établissement de 1 703 lits poursuit son travail de modernisation pour les patients et d'attractivité auprès des personnels. L'innovation fait partie de l'ADN du CHU Amiens-Picardie. Les premières mondiales et européennes contribuent à l'image d'un hôpital qui tient à demeurer l'établissement de soin de proximité de Picardie.

Par Kaltoume DOUROUTI

L'année 2019 est une année importante pour deux projets majeurs du CHU Amiens-Picardie. D'abord la rénovation du Fontenoy (hall 3 du site Sud) avec la mise en œuvre, dans le courant du premier trimestre 2019, d'une nouvelle UPCO (unité de pharmacie clinique oncologique) moderne et plus ergonomique. Ensuite, les travaux de l'Institut faire faces débutent également, un Institut porté par le CHU et le Conseil régional, pour lequel un partenariat élargi est en cours de constitution. «Concernant l'accessibilité au CHU, avec presque

800 000 venues de patients par an, nous connaissons en 2019 une première amélioration grâce à la construction du barreau routier et la mise en œuvre du BHNS (Bus à haut niveau de service). Le CHU bénéficiera de deux arrêts de bus en son sein et d'horaires de desserte plus réguliers et élargis. Un nouveau parking est également prévu pour 2020», annonce Danièle Portal, directrice générale du CHU Amiens-Picardie, premier employeur de la Somme, et dont la phase finale de modernisation a débuté en 2018. Cette dernière tranche du projet de regroupement des

activités du CHU sur un site unique est un chantier conséquent de réhabilitation en site occupé, une rénovation lourde avec beaucoup de déconstructions d'installations techniques et de cloisonnements.

INNOVER TOUJOURS

Un partenariat innovant pour construire un centre d'excellence nationale et internationale en neurochirurgie est mené avec la société Medtronic depuis avril 2018, qui s'étalera sur six ans. «Plusieurs projets sont déjà en cours de mise en œuvre pour per-

QUELQUES CHIFFRES

- 800 000 patients par an
- 98 000 passages aux urgences par an
- 33 206 interventions chirurgicales par an
- 391 hospitalisations par jour

mettre d'améliorer les parcours de soins, développer des techniques mini-invasives ou suivre les patients du CHU Amiens-Picardie en pré et post-opératoire afin d'améliorer la qualité des soins», explique la directrice. De leur côté, les équipes chirurgicales du CHU innovent depuis de nombreuses années dans la prise en charge chirurgicale afin d'offrir aux patients la possibilité de bénéficier d'opérations complexes soit en ambulatoire, soit avec une hospitalisation la plus courte possible. Sur l'année 2018, le CHU Amiens-Picardie a recensé plus de 750 000 venues, soit plus de 2 000 per-

« En 2018, notre CHU est passé de la 15^e à la 13^e place de ce classement, et nous retrouvons dix spécialités dans son top 10 »

sonnes qui sont chaque jour soignées au CHU Amiens-Picardie. Grâce à ses 13 instituts de formation, dynamisé par SimUSanté®, celui-ci porte de nouvelles initiatives pédagogiques.

SIMUSANTÉ POUR APPRENDRE AUTREMENT

Avec plus de 746 étudiants en médecine et pharmacie, 508 internes en médecine, pharmacie et odontologie, 1 268 étudiants dans les instituts de formation, le CHU est en effet un acteur majeur de la formation initiale médicale et paramédicale. Avec à leur disposition un outil à la pointe : SimUSanté®, le plus grand centre de formation par la simulation en Europe. Les 3 600 m² du centre

sont installés, depuis début 2015, à proximité immédiate du pôle santé universitaire et du nouveau CHU Amiens-Picardie, dans les locaux réaménagés de l'ancienne blanchisserie. « Le caractère innovant du centre de pédagogie active et de simulation en santé repose sur le transfert des connaissances fondé sur une approche interdisciplinaire », souligne Christine Ammirati, chef du service Urgences-Samu et responsable du département pédagogie à la Faculté de médecine.

En effet, apprendre autrement passe par l'apprentissage des gestes techniques sur simulateur. Des outils numériques sont mis à disposition, tels que le traitement de l'image, la 3D, les learning games, le télé-enseignement ou encore les ressources à distance. Jamais un étudiant ou un soignant ne sera seul devant son écran d'ordinateur. Il s'agit de développer par exemple les logiciels de e-learning qui mettent la personne en situation de prendre en charge un

patient, de répondre à une urgence vitale, de respecter les règles de sécurité transfusionnelle. La simulation procédurale reprend des gestes tels que l'examen clinique, le drainage, la pose d'un implant, les sondages ou l'échographie... « Ce pôle de référence de formation initiale et continue des professionnels de santé est doté d'un plateau de simulation partagé et interdisciplinaire à la pointe du progrès : salles et équipements reproduisant fidèlement différents lieux de soins (domicile, cabinet médical, salle d'urgence, bloc opératoire, salle de naissance, radiothérapie...), mannequins et équipements d'enregistrements vidéo des séquences de formation », liste Béatrice Jamault, coordinatrice des instituts de formation CHU.

ANALYSE

Etienne Vervaecke,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GIE EURASANTÉ

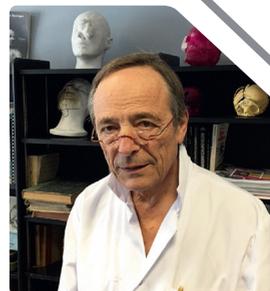


« UNE CROISSANCE DE 5% SUR 2017 ET 2018

Né en 1999, le Bio-Incubateur Eurasanté a généré, depuis sa création, pas moins de 550 emplois grâce aux entreprises qui y ont été incubées. Rien qu'en 2018, nous avons accompagné près d'une quarantaine d'entreprises. L'année 2018 a été une bonne année avec 12 projets accueillis et 6 créations d'entreprise. C'est également la meilleure année côté levées de fonds, avec un montant global de 28,8 millions d'euros, notamment avec InBrain Pharma (1 M€), Lattice Medical (2 M€), X'Prochem (500 000€), Alz Protect (15 M€), M Doloris (9 M€)... Le parc Eurasanté a enregistré 9 transactions au premier trimestre 2019, et 30 projets d'extension sont d'ores et déjà prévus, signe d'un développement significatif de la filière santé-nutrition qui enregistre une croissance de 5% sur les deux dernières années, pour 1 100 entreprises régionales. On observe très clairement une montée en puissance du numérique dans la santé, mais aussi de la silver économie, à l'image, par exemple, de l'entreprise Unaide, en cours de levée de fonds. Nous lançons des réflexions sur Eurasanté 2, une extension du parc sur une vingtaine d'hectares, à horizon 2021. La filière santé-nutrition pèse lourd en termes d'effectifs dans la région (31 800 emplois, 650 emplois créés en 2018), mais aussi en recherche et développement, qu'elle soit publique ou privée.»

ANALYSE

Professeur Bernard Devauchelle,
CHEF DU SERVICE DE CHIRURGIE MAXILLO-FACIALE ET STOMATOLOGIE DU CHU AMIENS-PICARDIE, INSTIGATEUR DE L'INSTITUT FAIRE FACES



« L'IFF, C'EST MON DEVOIR

L'Institut faire faces, le premier centre d'études et de recherche dévolu à la défiguration, est l'un de mes derniers rêves en passe de devenir réalité. La pose de la première pierre du bâtiment de l'Institut faire faces est pour bientôt. Les travaux débuteront dans six mois. La livraison est quant à elle programmée pour 2021. Il s'agit d'un centre de référence européen qui sera installé près du CHU d'Amiens pour un investissement de 16 millions d'euros. Depuis 2009, l'Institut faire faces a développé ses activités de recherche et de formation sous l'autorité du professeur Sylvie Testelin et de moi-même, en association avec de nombreuses équipes du CHU d'Amiens, de l'Université de Picardie Jules Verne, de l'Université technologique de Compiègne, du CEA, de l'Université catholique de Louvain, mais aussi de l'Association européenne de chirurgie cranio-maxillo-faciale et de nombreux autres partenaires à travers le monde. Le bâtiment s'étendra sur plus de 4 000 m². Il accueillera des locaux de recherche et d'enseignement pluridisciplinaire, ainsi qu'un bloc opératoire de chirurgie expérimentale, une plateforme d'imagerie, de robotique et d'ingénierie tissulaire. Il y aura également un amphithéâtre, une galerie d'exposition et d'autres espaces de recherche modulables. En revanche, il n'y aura pas de soins dispensés sur place. Une grande partie du centre sera consacré à l'enseignement dans un environnement inspirant.»

MÉDECINS EN HAUTS-DE-FRANCE

Nombre d'inscrits à l'Ordre des médecins toutes spécialités confondues

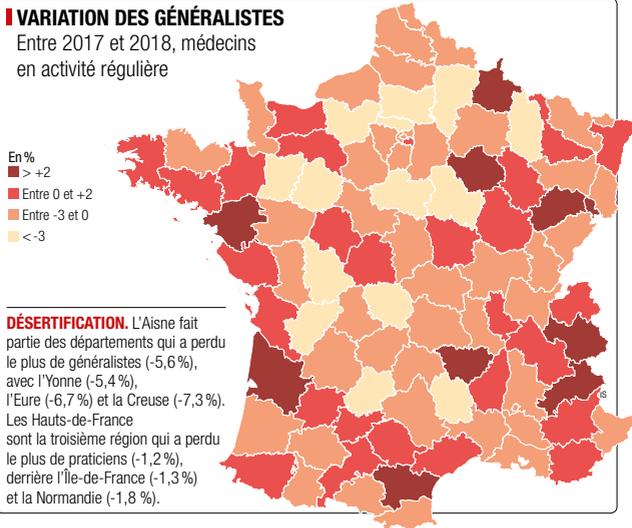
	2017	2018	Évolution annuelle
Aisne	1 570	1 581	+0,7 %
Nord	11 669	11 909	+2,1 %
Oise	2 273	2 282	+0,4 %
Pas-de-Calais	4 627	4 723	+2,1 %
Somme	2 400	2 463	+2,6 %
Hauts-de-France	22 539	22 958	+1,9 %

Source : Conseil National de l'ordre des médecins

AUGMENTATION. Il y a une diminution ou une stagnation du nombre d'inscrits chirurgiens dans les Hauts-de-France, excepté dans le Nord (+1,08 %), ainsi qu'une baisse des généralistes (particulièrement dans l'Aisne et l'Oise). L'évolution globale est positive grâce à l'augmentation des spécialistes médicaux (dont +4 % pour la Somme).

VARIATION DES GÉNÉRALISTES

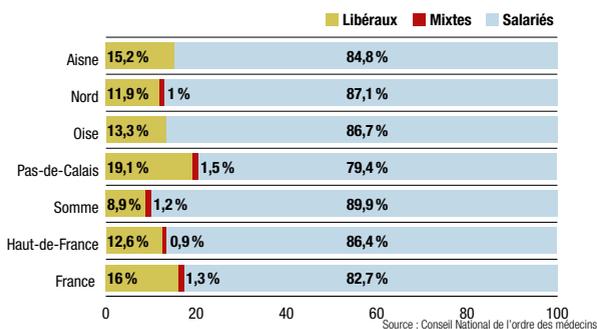
Entre 2017 et 2018, médecins en activité régulière



DÉSERTIFICATION. L'Aisne fait partie des départements qui a perdu le plus de généralistes (-5,6%), avec l'Yonne (-5,4 %), l'Eure (-6,7 %) et la Creuse (-7,3 %). Les Hauts-de-France sont la troisième région qui a perdu le plus de praticiens (-1,2 %), derrière l'Île-de-France (-1,3 %) et la Normandie (-1,8 %).

MODE D'EXERCICE DES MÉDECINS NOUVELLEMENT INSCRITS

Au 1^{er} janvier 2018, en activité régulière



SALARIÉS. Les nouveaux inscrits choisissent très majoritairement d'exercer en tant que salariés puis il y a un rééquilibrage au fil de l'exercice. Dans la Somme et le Nord, 51 % des médecins en activité sont libéraux-mixtes contre 49 % de salariés. La balance s'inverse davantage dans l'Oise (54-46 %), le Pas-de-Calais et l'Aisne (58-42 % pour les deux).



50,7

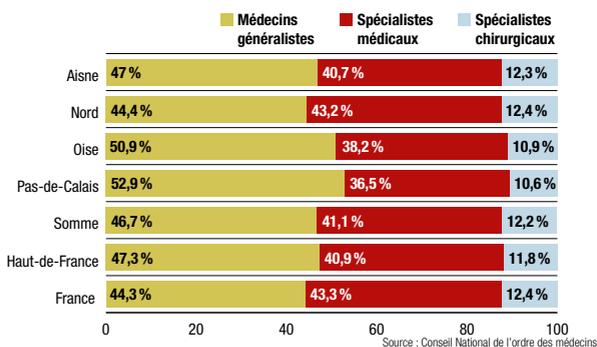
C'est l'âge moyen des médecins actifs réguliers en France.

Source : Conseil National de l'ordre des médecins

CINQUANTAINE. Avec un minimum pour le département de l'Ille-et-Vilaine (47,5 ans) et un maximum pour le département de la Creuse (54,7 ans), l'Aisne et l'Oise sont au dessus de cette moyenne (52,5 et 52 respectivement) contrairement au Pas-de-Calais (50,1), au Nord (48,2) et à la Somme (48,1).

MÉDECINS EN HAUTS-DE-FRANCE

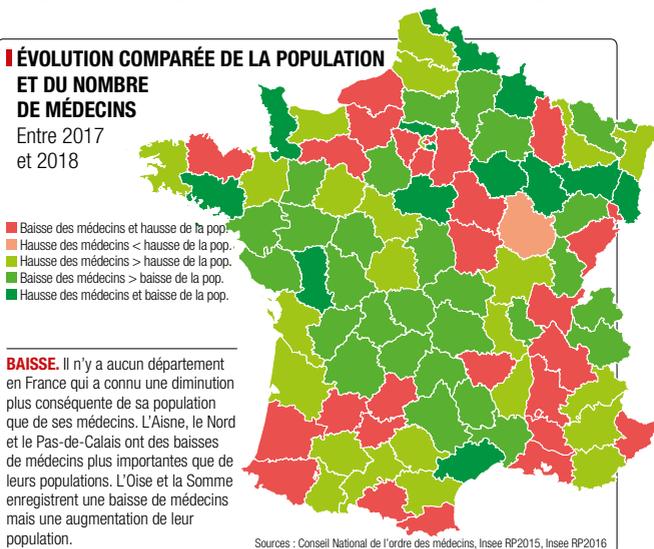
Au 1^{er} janvier 2018, en activité régulière



ÉQUILIBRE. Les médecins généralistes concentrent la majeure partie de l'activité médicale, au coude à coude avec les spécialistes médicaux.

ÉVOLUTION COMPARÉE DE LA POPULATION ET DU NOMBRE DE MÉDECINS

Entre 2017 et 2018



BAISSE. Il n'y a aucun département en France qui a connu une diminution plus conséquente de sa population que de ses médecins. L'Aisne, le Nord et le Pas-de-Calais ont des baisses de médecins plus importantes que de leurs populations. L'Oise et la Somme enregistrent une baisse de médecins mais une augmentation de leur population.

Sources : Conseil National de l'ordre des médecins, Insee RP2015, Insee RP2016

TRANSMETTEZ À NOTRE FONDATION



Pour mieux nous connaître, rejoignez-nous sur
www.ircl.org
 et visualisez notre vidéoclip de présentation



Fondation Reconnue d'Utilité Publique, l'Institut pour la Recherche sur le Cancer de Lille, est habilité à recevoir votre donation, legs ou assurance-vie. Totalement exonérés de droits de succession, ils seront intégralement consacrés à la recherche sur le cancer.

• La Donation

Faire une Donation c'est décider d'agir sans attendre pour soutenir les Chercheurs qui en ont besoin maintenant. Vous déduisez 66% du montant de votre donation dans la limite de 20% de votre revenu imposable. Ce montant pouvant être reportable sur 5 années.

• Le legs

Le legs est un acte généreux qui vous permet de transmettre tout ou partie de vos biens après votre décès. Le legs passe par la rédaction d'un testament olographe, rédigé par vous-même ou authentique rédigé par un notaire.

• L'assurance-vie

Produit d'épargne et outil de transmission du patrimoine, l'assurance-vie vous donne la possibilité de donner un sens à votre épargne en soutenant une grande cause d'intérêt public, comme la recherche sur le cancer. Il suffit pour cela de conclure un contrat d'assurance-vie auprès de votre banque, de votre assureur ou tout autre établissement financier en prévoyant une « **clause bénéficiaire pour la Fondation IRCL, Place de Verdun, 59045 Lille Cedex** ». Une Fondation reconnue d'utilité publique peut en effet être bénéficiaire de la totalité ou d'une partie du contrat d'assurance-vie.

Pourquoi choisir la Fondation Institut pour la Recherche sur le Cancer de Lille comme bénéficiaire de votre legs et/ou assurance-vie?

Souscrire une assurance-vie ou un legs au profit de la Fondation IRCL vous permet de financer la recherche sur le cancer menée au sein d'un institut fleuron de la recherche médicale de la Région Hauts de France. Situé au coeur du site universitaire et médical du CHU de Lille, l'IRCL est un lieu unique de recherche pluridisciplinaire sur le cancer. Ses chercheurs, médecins, biologistes et physiciens unissent leurs efforts pour mettre au point de nouvelles approches permettant de mieux détecter et combattre la maladie. La localisation de l'IRCL permet un transfert rapide des résultats des recherches au bénéfice des patients. Ce lien exceptionnel entre recherche fondamentale et applications médicales est notre force.

En 2018, l'IRCL a été bénéficiaire de plusieurs contrats d'assurance-vie, d'un total de 310 000 euros, qui ont permis de financer des recherches de pointe sur :

- *La persistance de cellules tumorales après traitement, responsable de la récurrence des cancers*
- *La résistance aux traitements*
- *La conception de microsystèmes innovants pour le diagnostic des cancers*



RELATION DONATEURS

Micheline Magdelon | 03 20 16 92 11
micheline.magdelon@inserm.fr |
 Place de Verdun, 59045 Lille Cedex



La microfinance au service des entrepreneurs

Les créations d'entreprise ne cessent de croître dans les Hauts-de-France. Afin d'encourager les futurs entrepreneurs à se lancer, de nombreuses structures proposent le microcrédit, alternative au crédit traditionnel qui peut être difficile à obtenir.

Par Victoria PÜTZ

Plus flexible qu'un emprunt traditionnel, le microcrédit est un vrai coup de pouce à la création d'activité. «C'est un des maillons de l'inclusion bancaire», affirme Kathie Werquin-Wattebled, directrice régionale Hauts-de-France pour la Banque de France. L'entrepreneur peut s'y référer en cas de refus d'une banque d'accorder un crédit, à condition que son projet soit considéré comme viable. Les établissements qui offrent ce service, nombreux

et variés, rendent quasi impossible une quantification des bénéficiaires du microcrédit. Le montant prêté n'a quant à lui ni définition ou plafond. Idem pour les intérêts. «En moyenne, il est de l'ordre de 2 000€ pour le microcrédit personnel et de 9 000€ pour le microcrédit professionnel», poursuit la directrice. Chaque structure fixe ses modalités.

Les porteurs de projet se situent souvent dans le secteur du commerce, des services, de l'artisa-

nat ou encore de l'agriculture. «Au sein de la MEL, les entreprises créées évoluent dans les loisirs, la restauration et le conseil aux entreprises. En zone rurale, c'est plutôt le commerce de proximité et le circuit court qui prévalent», explique Grégory Retz, directeur d'Initiative Métropole Sud et coordinateur régional de la structure. En 2018, le réseau associatif a financé 2 035 entreprises en Hauts-de-France, à l'aide de ses 20 agences disséminées sur le

CHIFFRE

9 microcrédits sur dix sont remboursés en moyenne.

territoire. «*Nous avons un taux de pénétration régional important.*» L'Adie, pilier du microfinancement en Hauts-de-France, confirme cette tendance avec six antennes qui comptent beaucoup sur l'aide de bénévoles. «*Dans l'Aisne, on aimerait plus se mobiliser, mais nous avons besoin de davantage de volontaires*», indique Abderrahmane Salhi, directeur régional Hauts-de-France de l'Adie.

Selon Grégory Retz, la demande reste forte sur le territoire, qui compte par ailleurs une part importante de jeunes de moins de 30 ans. «*Beaucoup de jeunes se dirigent rapidement vers la création d'entreprise.*» Les femmes restent cependant encore minoritaires dans l'entrepreneuriat. «*Nous orientons nos clients dès que c'est*

«**Beaucoup de jeunes se dirigent rapidement vers la création d'entreprise**»

possible vers le microcrédit via nos correspondants TPE», explique Kathie Werquin-Wattebled. La Banque de France encourage notamment les travailleurs sociaux à se tourner vers cette alternative. «*Cela fait partie de notre démarche RSE.*» Ainsi, même en situation de surendettement, à condition que le projet soit solide, elle peut consentir à un crédit supplémentaire. «*Je ne suis pas sûre que le microcrédit soit encore très connu, même si nous sommes assez actif sur le sujet.*»

UN ACCOMPAGNEMENT UTILE ET NÉCESSAIRE

Selon la directrice régionale de

la Banque de France, environ neuf microcrédits sur dix sont remboursés. Un tel chiffre est obtenu par l'accompagnement quasi systématique dont font l'objet ses bénéficiaires. «*Nous expliquons dès le premier rendez-vous que c'est un prêt et non pas une subvention. Il y a tout un travail de prévention avec des rappels avant échéance prévisionnelle*», souligne Abderrahmane Salhi. Avec un total de 1 027 porteurs de projet accompagnés, principalement des créations d'activité, dont une majorité dans le Nord, l'Adie fait partie des principaux acteurs du microcrédit. À la différence d'Initiative Hauts-de-France, elle s'adresse plus particulièrement aux bénéficiaires de minima sociaux : «*C'est aussi une façon de réinsérer ces personnes dans le circuit classique.*»

Chez Initiative Hauts-de-France, le suivi s'échelonne sur plusieurs programmes, allant de l'accompagnement sur des aspects techniques, au parrainage par un chef d'entreprise bénévole. Une pratique partagée dans les locaux de l'Adie. Jean-Marie, jeune retraité dans le domaine des assurances en entreprise, est bénévole depuis fin 2018 à l'Adie : «*On a une expérience professionnelle à partager.*» Plus les bases sont solides, plus l'entreprise a des chances de survivre aux premières années charnières de son existence. L'Adie et Initiative Hauts-de-France affichent des taux de pérennité plus que corrects. Pour Abderrahmane Salhi, l'important est de réussir à insérer les bénéficiaires. «*Nous avons un total de 81% de taux d'insertion, dont 21% de personnes qui ne sont plus entrepreneurs mais en situation d'emploi*», détaille-t-il.



DES FINANCEMENTS ADAPTES A VOS PROJETS DE 100K€ À 2M€

200
entreprises financées tous secteurs d'activités

2000
entreprises accompagnées depuis 35 ans

15 M€
de capacité annuelle d'investissement

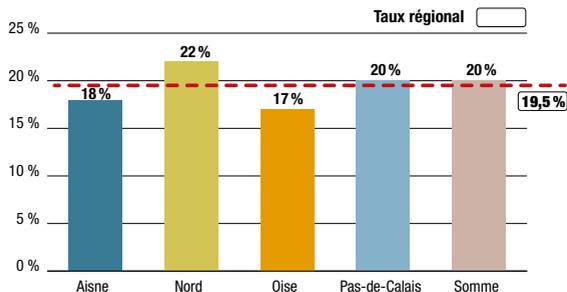
NOUS LES ACCOMPAGNONS :



finorpa@finorpa.fr
finorpa.fr

Taux de foyers allocataires des Hauts-de-France

En 2018

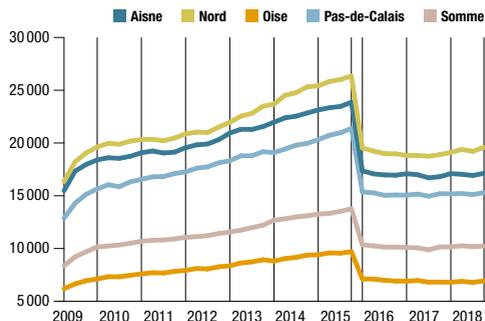


Source : CAF

ALLOCATIONS. Environ deux foyers sur dix touchaient des allocations fin 2018 en Hauts-de-France. C'est dans le Nord que la proportion est la plus importante : 22,1 % des foyers sont allocataires contre 17,5 % dans l'Oise.

Évolution du nombre de foyers percevant le RSA

En nombre de foyers



Source : CAF

ÉCART. La Somme et l'Aisne sont les départements ayant la plus importante proportion de ménages percevant le RSA en décembre 2018. Il y a eu, fin 2015, une revalorisation forfaitaire du RSA diminuant le nombre de personnes y ayant droit.

Places d'hébergement permanent

Pour 1 000 habitants de plus de 75 ans

- Entre 141 et 197 places
- Entre 120 et 140 places
- Entre 58 et 119 places

DISPARITÉS.

10 600 établissements d'hébergement pour personnes âgées sont répartis en France de façon disparate. La Lozère mène la danse avec 197 places et Paris ainsi que les Pyrénées-Orientales sont en fin de classement avec 86 places. L'Oise est en quatrième position des départements les mieux équipés.

Source : Drees Statist 2015

Tarifs mensuels des EHPAD : du simple au double selon les départements

En 2016

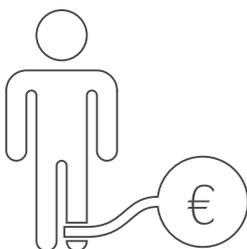
- Plus de 2 000 euros
- Entre 1 800 et 2 000 euros
- Entre 1 600 et 1 800 euros

Prix majoritairement proposé par mois (en €) d'une chambre seule en hébergement permanent EHPAD à une dépendance GIR 5-6

RÉPARTITION. Pour un résident, le tarif médian d'un EHPAD en 2016 en France est de 1 949 euros par mois. Le tarif médian le plus élevé étant en région parisienne à hauteur de 3 154 euros par mois soit le double des tarifs pratiqués dans la Meuse ou les Vosges.

Source : Portail CNSA

162 936



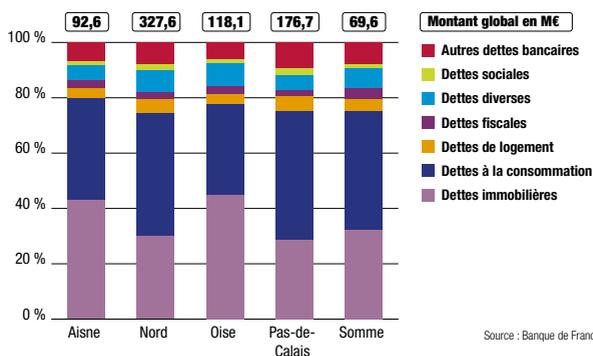
C'est le nombre de situations de surendettement enregistrées durant l'année 2018.

Source : Banque de France

PROFIL. En France, plus d'une personne surendettée sur deux fait partie d'un ménage vivant en dessous du seuil de pauvreté. L'endettement médian est de 16 812 euros par ménage surendetté (hors immobilier). Dans 15 % des situations de surendettement il y a des dettes immobilières, à une hauteur médiane de plus de 93 000 euros.

Caractéristiques de l'endettement des départements

En 2018, en % du montant de la dette globale



Source : Banque de France

IMMOBILIER. Les dettes immobilières (principalement les prêts immobiliers) sont les plus importantes dans les budgets de l'Aisne et de l'Oise, dépassant les 43 % du budget total. Pour le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme, les dettes les plus importantes sont celles de la consommation.

ANALYSE

Valérie Fenaux

DÉLÉGUÉE RÉGIONALE APEC HAUTS-DE-FRANCE

LE DISPOSITIF TALENTS SENIORS A COMME OBJECTIF LE RETOUR À L'EMPLOI



Les cadres seniors, à partir de plus de 50 ans, sont les plus fragilisés sur un marché pourtant dynamique. Ce sont les plus touchés par le chômage de longue durée et les moins recrutés. En face, les entreprises ont des difficultés à trouver des compétences. On s'est dit qu'il y avait un vrai sujet à rendre plus visibles les cadres seniors sur le marché. Le dispositif Talents SenIORs a comme premier objectif le retour à l'emploi et de répondre aux besoins des sociétés. Nous avons décidé de mettre en place cette expérimentation sur les Hauts-de-France et la région PACA. Le parrainage a déjà fait ses preuves auprès des jeunes. Nous l'appliquons aux cadres seniors avec des cadres en activité, élus, entrepreneurs... Notre objectif de fond est de faire évoluer les stéréotypes liés à l'âge. On a récemment lancé la première promotion avec 65 mairrains et parrains et 65 filleul(e)s. La durée de parrainage est de 12 mois et le binôme bénéficie d'un référent de l'APEC. Nous allons animer le dispositif avec une rencontre tous les mois, ainsi qu'un temps fort animé par nos collaborateurs tous les deux mois. Nous avons délibérément évité les «matchings» suivant le secteur d'activité, le seul critère est géographique. Si nous observons une concentration sur la Métropole, il y a aussi des regroupements à Valenciennes, Arras, le Littoral, mais aussi Amiens et Compiègne en Picardie. Nous avons bénéficié du soutien de plusieurs partenaires : la Région, le Medef Hauts-de-France, Pôle emploi et l'Etat. Nous sommes également en cofinancement avec l'AG2R la Mondiale.»

ANALYSE

Chantal Mesnage,

ASSISTANTE RESSOURCES HUMAINES
À AUCHAN AMIENS-SUD

NOUS METTONS TOUT EN ŒUVRE POUR AMÉNAGER DES POSTES DE TRAVAIL



Le groupe Auchan, qui travaille en collaboration avec Cap emploi, mène depuis plus de 25 ans une politique active d'intégration des personnes en situation de handicap et de leur maintien dans l'emploi. Nous avons 20 collaborateurs qui ont une reconnaissance en qualité de travailleur handicapé (RQTH) sur le magasin d'Amiens-Sud. Notre objectif premier, c'est de les maintenir dans leur emploi, dans les meilleures conditions possibles, jusqu'à leur départ en retraite. Pour y parvenir, même si les postes sans manutention deviennent de plus en plus rares dans notre secteur de la grande distribution, nous mettons tout en œuvre pour leur aménager des postes de travail. Nous avons, par exemple, fait aménager, en partenariat avec l'ergonome du Sameth 80, la cabine de notre station essence pour deux de nos collaborateurs dont les restrictions étaient différentes, avec un siège et un environnement de travail ergonomiques. À Auchan Amiens-Sud, nous avons trois référents «Handicap» volontaires, qui accompagnent nos salariés handicapés depuis leur intégration dans l'entreprise jusqu'à leur quotidien de travail. Notre dernière victoire en date concerne le secteur «Caisse» : nous en avons équipé trois du nouveau système Lumicaisse. Cet équipement remplace le traditionnel «bip», lors du passage des articles, par un faisceau lumineux, ce qui nous permet désormais de pouvoir recruter, former et embaucher en CDI du personnel malentendant, voire sourd et muet. Deux nouvelles hôtesse de caisse dans ce cas de figure nous ont rejoint en CDI en début d'année.»

Au cœur
des Hauts
de France



Communauté d'Agglomération

Béthune-Bruay
Artois Lys Romane



**Parcs d'activités, zones artisanales, pépinières et hôtels d'entreprises :
des solutions adaptées à toutes les entreprises,
de la PME aux grands groupes industriels**



À 30 min d'Arras et de Delta 3
À 40 min de Lille
À 1h de Calais et Valenciennes

Pour votre projet, un seul interlocuteur tout au long du processus :

Direction du développement économique
03.21.61.49.00 / deveco@bethunebruay.fr



Quand le tissu associatif aide à la création et au développement d'entreprises

Quand le monde associatif aide les entreprises à se créer ou à se développer, c'est surtout pour leur permettre de sécuriser et pérenniser leur activité, apporter un œil extérieur sur un projet et donner un coup de pouce financier. Les associations sont à l'origine d'un tiers des créations à l'échelle régionale.

Par Guillaume CUGIER

Le tissu associatif est essentiellement connu par la densité des clubs sportifs, pour les services d'aide à la personne. Il l'est beaucoup moins pour les nombreuses associations qui œuvrent quotidiennement dans le domaine du développement économique et qui, chaque année, accompagnent de nombreux porteurs de projet de création ou de reprise d'entreprise.

Ces associations – ADIE, EGEE, BGE, Initiative ou encore Réseau Entreprendre – accompagnent le plus souvent gratuitement les porteurs de projet. D'abord dans la phase de validation de leur projet, dans la phase de démarrage, puis tout au long de la vie de l'entreprise. Leur objectif premier est de faire en sorte que les créateurs/repreneurs ne soient pas seuls face aux innombrables défis que

revêt l'aventure entrepreneuriale.

D'ailleurs, d'après les statistiques éditées chaque année par le ministère des Finances, le taux de pérennité des entreprises nouvellement créées est de plus de 70% à trois ans lorsqu'elles sont bien accompagnées. Ce taux chute en dessous de 50% pour ceux qui créent seuls, sans accompagnement.

À l'échelle des Hauts-de-France,

les créateurs/repreneurs disposent de plusieurs niveaux d'accompagnement en fonction de leur projet, mais aussi de leurs besoins.

«Réseau Entreprendre va avoir une position sur les projets d'entreprise à forte valeur ajoutée et qui vont créer plus de cinq emplois à trois ans», précise Sylvie Pauchet, directrice de l'association qui rayonne sur l'Artois. Connu pour la pertinence de son

accompagnement et de son analyse, Réseau Entreprendre est d'ailleurs considéré comme «le poil à gratter» des réseaux d'accompagnement : «Nous allons décortiquer le dossier, nous faire l'avocat du diable et pousser le porteur de projet dans ses derniers retranchements pour, au final, vérifier qu'il a les épaules assez solides pour devenir dirigeant d'une entreprise.»

SUR MESURE

Les BGE (Boutique de gestion Espace) vont quant à elles accompagner des projets intermédiaires, en proposant aux porteurs de projet différents services, notamment des formations. Au-delà de la gestion et de la comptabilité initialement proposées, aujourd'hui la BGE dispose d'un catalogue de plus de cinquante formations : commercial, juridique, fiscalité, communication... L'objectif est de permettre aux créateurs/repreneurs de disposer des connaissances de base, afin de leur donner toutes les chances.

Les BGE proposent un suivi mensuel, avec une analyse des indicateurs de performance de l'entreprise. Les porteurs de projet doivent donc, tout au long de l'accompagnement, envoyer des tableaux de bord. Cet accompagnement est de deux années. Les BGE proposent aussi aux futurs dirigeants de tester leur activité, pour un démarrage en douceur. Les porteurs de projet peuvent disposer d'un numéro de Siret temporaire pendant quelques mois.

La BGE dispose de plus de 550 points d'accueil à l'échelle nationale, 49 bureaux rien que sur les Hauts-de-France. Les porteurs de projet sont ainsi à moins de 50 kilomètres d'une BGE.

Pour les projets de plus petite taille, les futurs dirigeants peuvent être accompagnés par le réseau Initiative qui dispose de 20 asso-

ciations sur le territoire régional. «Nous sommes présents au cœur des territoires, la Région nous a fixé une mission d'accompagnement de proximité», indique Djibril Diaw, relais du réseau sur l'arrondissement de Lens.

La première mission d'Initiative est d'analyser les dossiers. «Nous avons pour cela de nombreux relais qui nous envoient des porteurs de projet. Notre expertise nous permet de juger de la pertinence d'un dossier et parfois d'inciter le porteur à aller plus loin.»

EFFET LEVIER

Le réseau Initiative est également connu pour l'aide financière qu'il apporte aux projets. Lorsqu'un dossier est validé, il passe en comité, avec à la clé, s'il est éligible, un prêt d'honneur de 1 500 à 15 000 euros. «Chaque année, nous finançons ainsi une centaine de dossiers rien que sur l'arrondissement de Lens. Depuis 2016, nous accompagnons financièrement aussi les micro-entreprises, avec des prêts plafonnés à 3 000 euros.»

Réseau Entreprendre apporte aussi une aide financière aux porteurs de projet de création ou de reprise. «Notre expertise est reconnue par le milieu bancaire, nous disposons d'une forte crédibilité», renchérit la directrice de Réseau Entreprendre Artois.

Ainsi, quand un porteur de projet devient lauréat, il a de fortes chances d'être suivi par les banques pour le financement de son entreprise. La force des réseaux, c'est aussi l'effet levier produit auprès de leurs partenaires.

Associations reconnues d'utilité publique, Initiative et Réseau Entreprendre tirent leurs ressources des collectivités territoriales et de partenaires privés. Elles sont à l'origine de près d'un tiers des créations/reprises sur le territoire régional.

ANALYSE

Aline Caudrelier,
DIRECTRICE D'INITIATIVE SAMBRE-AVESNOIS
À MAUBEUGE

DES PRÊTS D'HONNEUR QUI FACILITENT L'OBTENTION D'UN CRÉDIT



La plateforme maubeugeoise fait partie du réseau national Initiative France. C'est l'une des vingt des Hauts-de-France. Notre métier, c'est l'accompagnement des porteurs de projet, qu'il s'agisse de la création (67%), de la reprise (26%) ou du développement d'une entreprise (avec plus de deux ans d'existence et des perspectives de création d'emplois). Avec eux, nous mettons au point une stratégie de recherche de financements. Nous, nous octroyons ce que l'on appelle des «prêts d'honneur», personnels, nominatifs, à 0% d'intérêt, remboursables en trois à cinq ans. Montant moyen accordé : 8 500 euros ! Nous facilitons l'obtention d'un crédit auprès d'une banque. Aux deux salariés à temps plein, s'ajoute un précieux réseau d'une trentaine de bénévoles, dont 5% de retraités. Les personnes que nous accueillons sont à 67% des demandeurs d'emploi, à 38% des femmes, à 23% des moins de 30 ans et à 20% des plus de 45 ans. En 2018, nous avons reçu 170 personnes, accompagné 56 porteurs et accordé 59 prêts représentant un total de 503 500 euros pour un volume de 29 millions de prêts bancaires. Bénéficiaires : TPE, PME, dans les domaines du commerce, de l'industrie, de l'artisanat, des services... En ce moment, il y a beaucoup d'entreprises à reprendre. Cette tendance devrait s'accroître dans les cinq ans en raison des départs en retraite. Parmi les projets, le lancement d'un site internet régional qui permet à des entrepreneurs de choisir parmi des banques partenaires : www.jetrouvemabanque.com.

ANALYSE

Annick Peltyn, PRÉSIDENTE
DE L'ASSOCIATION BUSINESS WOMAN

UN RÉSEAU QUI PERMET DE CRÉER ET DÉVELOPPER SON ENTREPRISE



On le sait : les femmes rencontrent plus d'obstacles que les hommes dans leur aventure entrepreneuriale. Entreprendre peut s'avérer plus difficile pour une femme, qui devra lutter contre les préjugés. Une femme qui se lance a besoin d'accompagnement, mais, en général, elle aime échanger au sein de petites unités. Dans ma carrière professionnelle, j'ai œuvré dans le monde de l'entreprise, et de ce fait, j'ai rencontré des femmes chefs d'entreprise qui ont très souvent créé leur propre emploi. Ces femmes, dans bien des cas mères de famille, m'évoquaient leurs multiples activités de "femme chef d'orchestre". Devant l'inquiétude permanente et ce surcroît de travail, j'ai tenu à m'investir pour elles. C'est pourquoi j'ai créé le réseau Business Women afin de répondre plus que jamais à une attente de contacts, d'informations, d'échanges, afin de rompre la solitude et le besoin d'entraide de la dirigeante chef d'entreprise. Le réseau Business Women a pris la forme de réunions (quatre fois par mois) dans le département de l'Oise, chacune sous des thématiques différentes (social, fiscal, rencontres atypiques...). Ces rencontres ont pour but d'informer, de soutenir. Mais, surtout, j'insiste sur le fait qu'elles sont synonymes d'échanges conviviaux, pour que ces femmes chefs d'entreprise apprennent à mieux se connaître et échanger sur leurs activités respectives. Business Women est un réseau collaboratif de femmes entrepreneuses, qui permet de créer, développer et faire perdurer son entreprise. »

ANALYSE



Christophe Beaumont,
PRÉSIDENT DE FACE ARTOIS

UNE DIZAINE D'ACTIONS
MENÉES SUR LES
INTERCOMMUNALITÉS

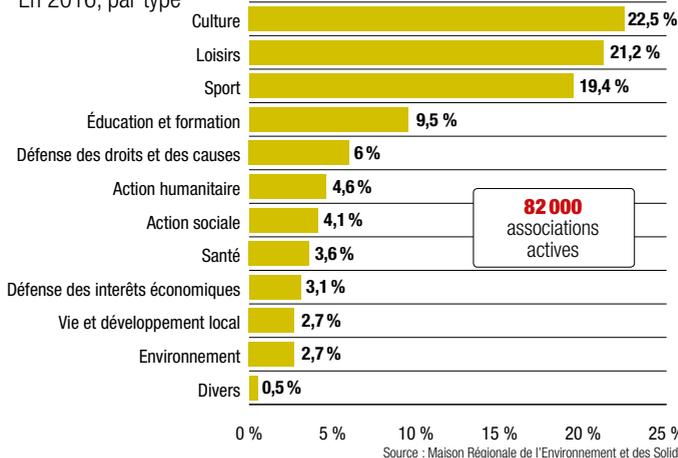
FACE Artois est une association organisée sous forme de club d'entreprises, membre de la Fondation agir contre l'exclusion (FACE), fondation reconnue d'utilité publique. Notre mission est de créer du lien entre les entreprises et les publics en difficulté : jeunes habitants des QPV (quartiers prioritaires de la ville), demandeurs d'emploi, collégiens de REP (réseau d'éducation prioritaire) et de REP+ (REP renforcé).

Sur le plan concret, notre rôle consiste à favoriser l'engagement social des entreprises locales souhaitant lutter contre toutes formes d'exclusion, de discrimination et de pauvreté. Ainsi, nous conduisons des actions innovantes autour de trois domaines d'activité : l'emploi, l'éducation et la RSE Entreprise.

Nous développons d'autres actions ambitieuses, telle que Civigaz en partenariat avec GRDF, permettant à un groupe de volontaires en service civique de s'engager dans une mission de prévention et de détection de la précarité énergétique par un important travail de pré-médiation dans les quartiers. Au travers de nos Matinales de la RSE, nous outillons également les entreprises dans la conduite du changement, et dans la définition et la mise en œuvre de leur politique de RSE. Au total, ce sont une dizaine d'actions menées sur la communauté urbaine d'Arras et, depuis peu, sur la communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin où nous venons d'inaugurer une antenne.»

RÉPARTITION DES ASSOCIATIONS EN HAUTS-DE-FRANCE

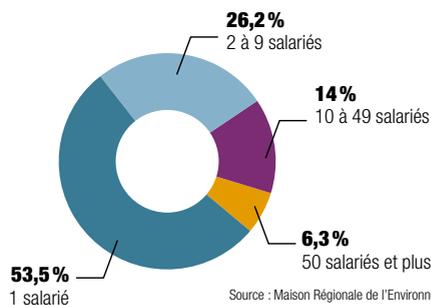
En 2016, par type



DIVERSITÉ. La culture concentre la majorité des associations régionales, juste devant les loisirs et le sport.

RÉPARTITION DES EFFECTIFS SALARIÉS DANS LES ASSOCIATIONS

En 2016



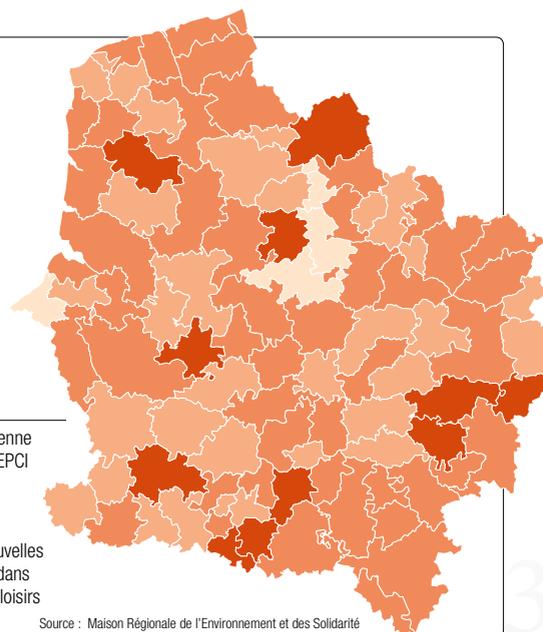
EMPLOIS. 177 754 personnes sont salariées au sein d'une des 10 686 associations employeuses des Hauts-de-France, et 83 % d'entre elles ont des postes à temps plein. Plus de 66 % des associations employeuses de la région sont situées dans le Nord-Pas-de-Calais.

RÉPARTITION INTERCOMMUNALE DES ASSOCIATIONS

En 2016

Nombre d'associations pour 1 000 habitants :

- Plus de 15
- Entre 11 et 15
- Entre 9 et 11
- Moins de 9



RENOUVELLEMENT. La moyenne des associations actives des EPCI des Hauts-de-France est de 12,2 associations pour 1 000 habitants. Il y a plus de 4 700 créations par an de nouvelles associations, dont deux tiers dans le domaine de la culture, des loisirs ou des sports.

Source : Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités

Le GRETA Lille Métropole

Partenaire du développement des compétences



399
entreprises clientes



39
centres de formation



1490
stagiaires formés
par an



45
ans d'expérience

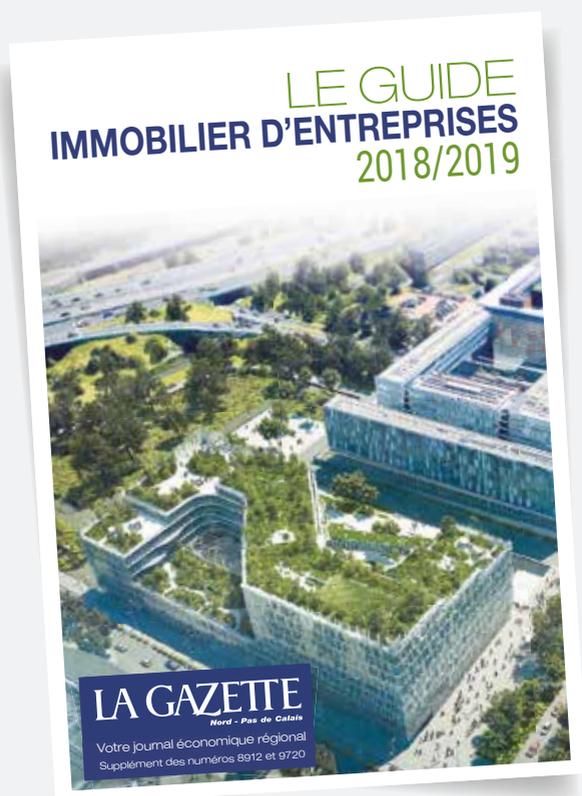


37 210
heures de formation
réalisées par an



12
Conseillers en
Formation Continue

contact.greta-lille@ac-lille.fr 03 20 74 67 10



LA GAZETTE
Nord - Pas de Calais

GUIDE IMMOBILIER D'ENTREPRISES 2019/2020

Un véritable **outil de marketing** territorial à l'intention de la plus **forte audience** de cadres, dirigeants d'entreprises et décideurs économiques de la région **Nord - Pas de Calais!**

Contactez dès maintenant

pour votre publicité : **Jérôme Capoen**

Tél. 03.28.82.22.13 - j.capoen@spid-com.fr



L'UTC et UniLaSalle, les forces vives de l'Oise

Dans l'Oise, l'enseignement supérieur est à la pointe de l'innovation. Au-delà des offres de formation, les différents projets menés ont un poids régional, national, voire international. L'Université technologique de Compiègne (UTC) et UniLaSalle Beauvais sont des exemples de ces écoles qui intègrent la recherche dans la pédagogie pour saisir l'excellence.

Par Virginie KUBATKO

En France, la formation supérieure connaît plusieurs visages et offre un éventail de formations post-bac. L'UTC et UniLaSalle, deux écoles d'ingénieurs, ont choisi la formation par la recherche et la spécialisation en lien avec leur territoire, le tout intégré dans le paysage économique et industriel. L'environnement est donc un pan central dans les cursus, l'Oise

étant un département avant tout rural. «*Le modèle UTC est original car c'est une université qui forme des ingénieurs et qui mène une recherche technologique*, explique Marie-Christine Ho Ba Tho, directrice de la recherche de l'UTC. *La recherche technologique joue un rôle central pour donner un sens à l'innovation et à la formation de nos ingénieurs. [...] Nous avons trois axes stratégiques*

d'innovation : bioéconomie/bioraffinerie, transports/urbanité et les technologies pour la santé. Nous comptons depuis les 20 dernières années environ 100 brevets, 13 créations d'entreprises issues des laboratoires.» Avec ses 4 400 étudiants, l'UTC ambitionne de former ses élèves aux interactions entre la technologie et l'homme, dans un environnement mondial, tout en

conduisant des projets innovants dans l'industrie et la recherche.

À Beauvais, UniLaSalle réunit 1 800 étudiants dans les domaines des sciences de la Terre, du vivant et de l'environnement. Avec ses plateformes novatrices comme AgriLab, centrée sur l'agriculture de demain, et GoéLab, dédiée aux innovations en géosciences, UniLaSalle porte l'innovation à

UN PARTENARIAT INDUSTRIEL EFFICACE

Le partenariat avec les entreprises est au centre des cursus. Il est primordial pour répondre aux besoins des industriels et aux futures problématiques sociétales. «Travailler avec les entreprises fait partie de l'ADN de l'UTC, avec une forte proximité avec le partenariat industriel, tant sur le plan de la formation que la recherche. Elles sont présentes dans nos instances conseils, aussi bien en formation qu'en recherche. Nous avons des collaborations de recherche avec des laboratoires communs et des partenaires industriels. Par exemple, nous avons actuellement un laboratoire commun avec Renault, un en création avec ArcelorMittal et un renouvellement avec DeltaCAD», expose la directrice de la recherche à l'UTC.

son maximum. «La recherche stimule les cours car ensuite elle est déclinée en outils opérationnels pour les mettre en place au niveau politique, note Philippe Pouillart, enseignant-chercheur à UniLasalle. Aujourd'hui, elle est totalement intégrée au cursus avec des équipes labellisées, signe de nos compétences.»

DES PROJETS DE GRANDE ENVERGURE

C'est véritablement dans les projets en cours et déjà réalisés que les deux établissements rayonnent. À UniLasalle, la filière «Alimentation et Santé» a créé un site web baptisé «Vite fait, bienfaits !», qui fournit des recettes de cuisine adaptées aux patients atteints du cancer, avec notamment des cours de cuisine thérapeutiques dispensés aux étudiants. «Nous travaillons avec la Médecine, qui est venue nous chercher, confie Philippe Pouillart, chercheur dans cette filière à Beauvais. Nos recherches en alimentation et santé ont une retombée internationale, et nous, chercheurs en alimentation, sommes devenus un support dans la gestion des patients dans leur alimentation, qui est considérée comme un soutien au processus de guérison.»

La force des projets réside aussi

dans le partenariat. Les chercheurs de ces deux écoles se sont associés via une plateforme de démonstration de méthanisation basée sur l'élevage de micro-algues. L'objectif ? Obtenir du biogaz, une fois la méthanisation opérée, composé de méthane et de CO₂. «Les micro-algues se multiplient naturellement à la lumière du soleil et ont besoin de CO₂ pour leur développement, détaille Thierry Ribeiro, chercheur intégré au projet. Nous pourrions ainsi doper la production de gaz tout en allégeant les coûts.» Le projet en est à ses prémices et les recherches vont durer 18 mois, pour une éventuelle reconduite des recherches futures.

Ces innovations sont la clé de voûte de cette excellence isarienne. «Ce qui a favorisé notre réussite est certainement notre modèle UTC qui favorise l'interculturalité et l'interdisciplinarité. Oui, la recherche est importante, car c'est un indicateur de notre capacité à développer de nouvelles connaissances et d'innover», note Marie-Christine Ho Ba Tho.

Ces deux formations forment les futurs ingénieurs, mais aussi les consciences de demain. Intégrés pour la plupart dans des industries, ces étudiants seront capables d'évoluer dans leur environnement et ses multiples enjeux.

ANALYSE

Cathy Ducrocq,

DIRECTRICE DE L'ÉCOLE
DE LA 2^e CHANCE GRAND HAINAUT



360 ENTREPRISES PARTENAIRES

L'École de la 2^e chance est un réseau national de structures labellisées. Dans les Hauts-de-France, la première, à Roubaix, date de 2007. Notre vocation est d'accueillir des jeunes, de 18 à 25 ans, sortis du système scolaire, sans diplôme ni qualification. On leur demande d'être motivés pour trouver emploi ou formation. Ici, le parcours est individualisé, dure neuf mois, la moitié du temps en entreprise. Après délivrance de l'attestation, l'E2C assure un suivi d'un an. En 2019, 300 jeunes devraient être accueillis sur nos trois sites.

On constate que nos stagiaires sont plus jeunes, souvent moins de 20 ans. On pourrait penser le contraire, mais ils souffrent de la dématérialisation et de la fracture numérique. Souvent, ils ont des situations familiales et/ou personnelles difficiles. Leur orientation, ils ne l'ont pas choisie ; et, à 80%, ils nous arrivent après deux à trois ans de décrochage avec, au maximum, un niveau de CAP ou de troisième.

En 2018, l'E2C Grand Hainaut comptait 1 930 structures partenaires, dont 360 entreprises différentes ayant accueilli 627 stages. Côté emplois, les tendances sont dans les services à la personne, le commerce (détail, grande distribution, drive), l'hôtellerie/restauration, la logistique, le bâtiment, l'industrie...

La moyenne, c'est 58% de sorties dites «positives» : 61% vers une formation qualifiante ; 23% vers l'apprentissage ; 16% vers un contrat de travail de plus de six mois. On compte s'étendre vers le Cambrésis et dans le Valenciennois.»

ANALYSE

Stéphane Canonne,

DIRECTEUR EXECUTIVE EDUCATION & MBA'S

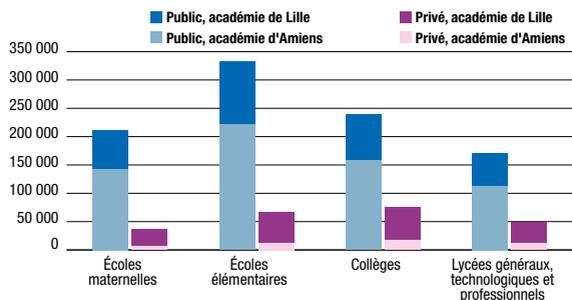


EXPÉRIMENTER DE NOUVELLES PRATIQUES ENTREPRENEURIALES

Tous les décideurs naviguent dans un monde incertain, qu'il s'agisse des PME, des ETI ou des grands groupes. Ils ont tous besoin de prendre du recul et de réfléchir collectivement avec des confrères pour confronter leurs représentations et leurs modes de management. Nos programmes de formation continue s'étalent sur une période d'une année, avec notamment des séances d'immersion à l'étranger pour le MBA ou dans d'autres univers d'excellence. Sur nos campus de Lille, Paris et Nice, l'EDHEC propose un programme Manager, un Executive MBA et des programmes sur mesure. Problématiques clients, de business models, projets de consulting... il ne s'agit pas d'une formation scolaire mais bien de l'expérimentation de nouvelles pratiques qui font de l'EDHEC la deuxième plus importante promotion d'Executive MBA en France. Environ 400 étudiants sont diplômés chaque année sur les campus de Lille et de Paris, et une centaine suivent le programme sur mesure, qui est une formation certifiante. La ressource rare de nos étudiants, c'est bien entendu le temps, et nous développons donc de la formation en blended, avec un mélange de présentiel et d'outils digitaux. Nos formations continues nous permettent de contribuer au développement économique de la région, dans tous les secteurs d'activité, et cela correspond totalement à notre stratégie 'Make an impact'.»

RÉPARTITION DU PERSONNEL

Année 2018-2019

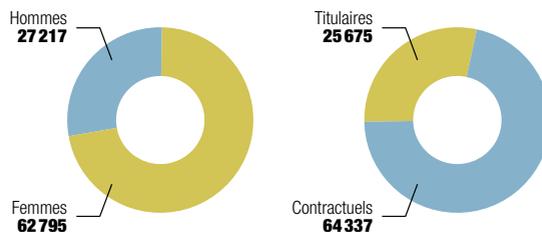


Sources : Académie de Lille et d'Amiens

La majorité des effectifs se concentre dans l'enseignement élémentaire, suivi par les collèges. L'Académie d'Amiens compte un nombre plus important de salariés.

PERSONNEL DANS LES ÉCOLES, COLLÈGES ET LYCÉES DES HAUTS-DE-FRANCE

Année 2016-2017

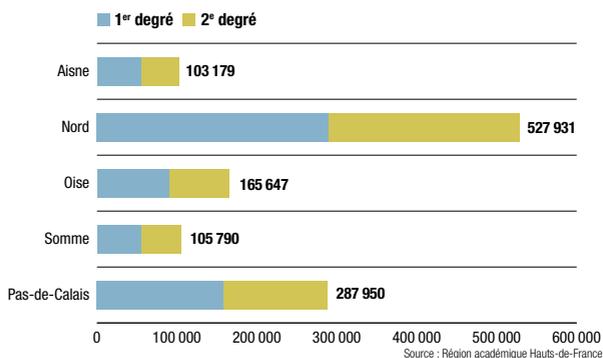


Sources : Académies de Lille et Amiens

DÉSÉQUILIBRE. Presque les trois quarts des intervenants sont des femmes. En école maternelle, il y a neuf maîtresses pour un maître, en primaire huit femmes pour deux hommes. Ce ratio passe à trois professeurs femmes pour un homme au collège puis enfin environ 60 % des enseignants sont des femmes au lycée.

RÉPARTITION RÉGIONALE DES ÉLÈVES

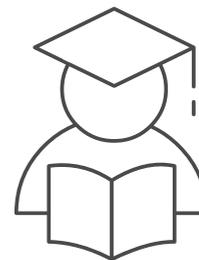
Années 2018-2019



Source : Région académique Hauts-de-France

RÉPARTITION. Les Hauts-de-France comptent au total près d'1,2 million d'élèves, répartis entre le 1^{er} et le 2^{ème} degré.

10%



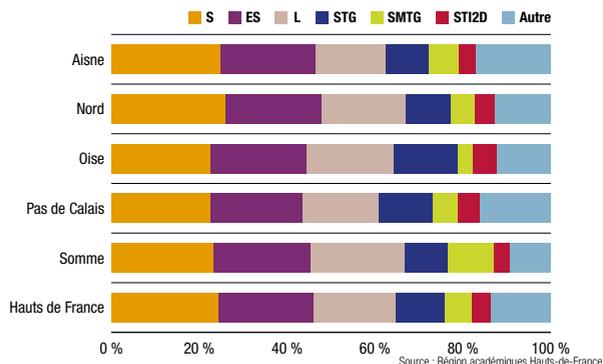
C'est la part de stages réalisés à l'étranger par les étudiants français sur l'année 2016-2017.

Source : Ministère de l'éducation national

INTERNATIONAL. Cela concerne 7 % des licences générales, 8 % des licences professionnelles et des DUT, 11 % des masters et 24 % des étudiants en formation d'ingénieur. À l'Université de Lille, 7 300 étudiants sont étrangers en 2017-2018, soit 11 % de la masse universitaire totale.

LES FILIÈRES DU BACCALAURÉAT

Année 2016-2017



Source : Région académiques Hauts-de-France

ÉQUILIBRE. Dans la région, le bac S est plébiscité, au coude à coude avec les deux autres bacs généraux. Le bac STMG concentre le plus de bacheliers des filières techniques.

Taux de Réussite au Bac

Année 2016-2017, en %

	AISNE	NORD	OISE	PAS-DE-CALAIS	SOMME
L	92,3	91,7	91,9	90,7	89,4
ES	88,5	88,5	90,6	87,8	86,6
S	88,9	89,4	89,7	89,7	88,8
STG	83,2	86,2	82,4	86,1	79,8
STI2D	91,1	94,1	93,0	91,5	89,9
STMG	89,5	91,2	88,7	90,5	87,7

Source : Région académiques Hauts-de-France

MOYENNE. L'ensemble des filières a un taux de réussite au bac proche des 90%, avec une particularité pour le bac STI2D qui affiche un taux de 94,1%.



Fédération
Départementale
d'Énergie
du Pas-de-Calais

Toujours plus pour l'environnement et la biodiversité

Des bâtiments plus sains, des espaces nocturnes favorables à la faune... La FDE 62 s'engage aux côtés des collectivités qui souhaitent adopter des approches encore plus respectueuses de l'environnement.

Rénover avec des matériaux biosourcés

Laines de fibres animales ou végétales, paille, chanvre, textile recyclé... Les matériaux biosourcés conjuguent performances énergétiques, hygiène et confort. La FDE 62 accompagnera les collectivités qui choisiront ces matériaux écologiques.

Créer des trames sombres

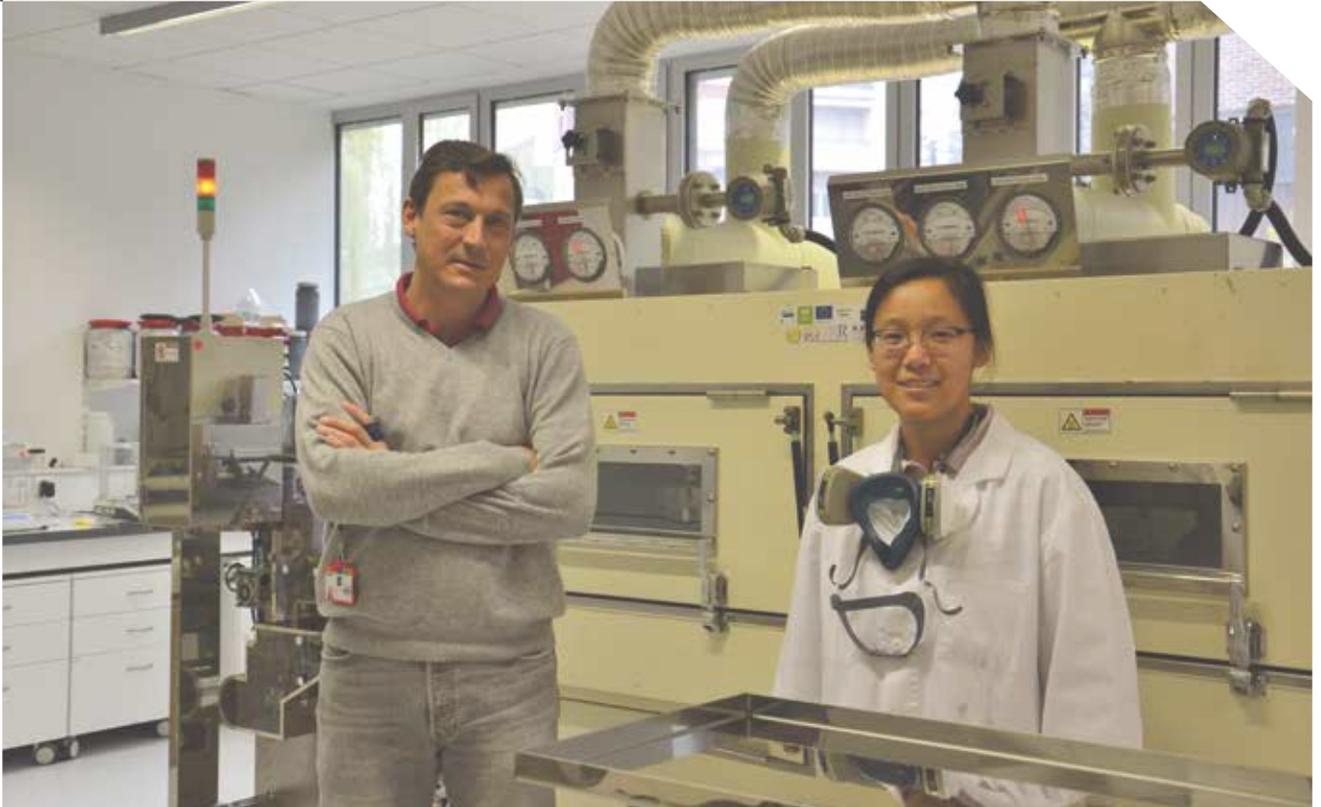
La nuit constitue le cadre de vie de très nombreux animaux menacés par les éclairages publics. La FDE 62 vous invite à mettre en place des trames sombres où la luminosité est régulée afin de préserver la biodiversité et les attentes d'éclairage des habitants.



Le bon réflexe : avant tout projet, contactez la fde⁶²

40 avenue Jean Mermoz CS 70255 62005 DAINVILLE Cedex
Tél. : 03 21 51 09 40 – Fax. : 03 21 51 11 08

www.fde62.fr



Amiens, capitale de la batterie du futur

La région est en train de se faire une place de leader sur le marché des batteries grâce au Hub de l'énergie, basé à Amiens. Dans ce laboratoire, qui est aussi un centre de développement préindustriel, une centaine de chercheurs, étudiants et salariés inventent et testent les batteries de demain pour s'adapter aux enjeux environnementaux et améliorer notre quotidien.

Par Loretta RIZZUTO

Un bâtiment aux lignes futuristes, 5 500 m² de laboratoires et de bureaux répartis sur quatre étages, un accès par badge pour garantir la confidentialité et la sécurité du matériel dernier cri, des idées qui fusent et s'échangent dans toutes les langues... Nous ne sommes pas à la Silicon Valley, mais à Amiens, en plein cœur du quartier étudiant Saint-Leu. C'est là que le Hub de l'énergie a vu le jour en 2017 et

a été inauguré un an plus tard par Frédérique Vidal, alors ministre de l'Enseignement supérieur. Cet immense laboratoire de chimie, qui est aussi un centre de développement préindustriel, travaille à l'échelle nationale et internationale pour créer une nouvelle génération de batteries qui alimenteront les trottinettes, scooters, voitures et bus électriques de demain, en vue de les rendre plus propres, plus performants, plus puissants,

plus silencieux et surtout plus autonomes. «*Nous inventons les matériaux qui sont à l'intérieur des batteries pour améliorer leurs performances et répondre à des besoins spécifiques selon les usages*», résume Mathieu Morcrette, qui dirige ce grand navire depuis 2008.

AMÉLIORER L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

La force du Hub, chef de file du

CHIFFRES

5 500 m² de surface
22 millions d'euros
 d'investissement (dont **15**
 financés par la Région)
120 personnes, dont **40**
 permanents et **50** doctorants/
 post-doctorants
25 nationalités différentes

RS2E (Réseau sur le stockage électrochimique de l'énergie, qui fédère 17 laboratoires, 13 industriels et 3 établissements publics français, dont le CNRS), c'est sa pluridisciplinarité. «*Nous faisons appel à différentes compétences : les mathématiques, la physique, l'intelligence artificielle et même les sciences humaines et sociales, qui permettent d'évaluer l'utilité des projets. Car, pour toute invention, il faut également imaginer un modèle économique*», poursuit le directeur. En plus de son réseau d'étudiants et de chercheurs, le Hub s'entoure également de partenaires industriels, comme Engie, Total, EDF ou

« Notre objectif, c'est de contribuer au développement économique des Hauts-de-France »

encore Renault, afin de pouvoir répondre au mieux à leurs attentes en termes de développement et de trouver des débouchés à ses inventions. C'est d'ailleurs essentiellement sur le secteur automobile que se concentrent les travaux du laboratoire, même si ces batteries peuvent également accompagner l'éolien et le photovoltaïque.

Parmi les grandes trouvailles du Hub, la batterie lithium-soufre, qui contient des matières actives très légères capables de révolutionner les industries aéronautique et spatiale. «*Elles ne conviennent pas aux voitures car beaucoup trop volumineuses*», précise le directeur. La batterie tout solide, elle, pourrait grandement améliorer la sécurité de nos véhicules automobiles grâce à ses

matériaux ininflammables. «*Ces batteries pourraient être commercialisées d'ici une dizaine, voire une quinzaine d'années. C'est assez frustrant de devoir attendre aussi longtemps pour voir nos inventions prendre vie*, sourit Mathieu Morcrette. *Aujourd'hui on fait la course à l'autonomie, demain ce sera peut-être autre chose.*»

PRODUIRE À PLUS GRANDE ÉCHELLE

Grâce à Tiamat, start-up développée au sein du Hub pour transférer les découvertes du laboratoire à l'industrie, la batterie sodium-ion, sur laquelle les chercheurs travaillent depuis 2011, sera bientôt fabriquée à plus grande échelle. Avec sa durée de vie plus longue, sa puissance et son temps de charge très rapide, celle-ci est particulièrement bien adaptée aux applications de mobilité (trottinettes, scooters, véhicules hybrides) et de stockage stationnaire, encore

peu développée en France. «*C'est une technologie exclusive, brevetée et protégée. Quand elle a été mise au point, elle n'avait pas encore d'utilité. Aujourd'hui, elle est destinée à un marché sur lequel il y a une très forte demande*», se félicite Laurent Hubard, dirigeant de l'entreprise. La demande est d'ailleurs si forte que Tiamat se dotera bientôt de son premier site de production, «*très probablement à Amiens, nous l'espérons en tout cas*». Les effectifs de l'entreprise devraient alors passer de 18 salariés aujourd'hui à une petite centaine en 2020. «*Notre objectif, à plus ou moins long terme, c'est de contribuer au développement économique des Hauts-de-France. Nous sommes sur la bonne voie*», conclut Mathieu Morcrette.

ANALYSE

Laurent Cantat-Lampin,
DÉLÉGUÉ RTE POUR LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE



EN DIX ANS, LES ÉNERGIES RENOUVELABLES PRODUITES ONT ÉTÉ MULTIPLIÉES PAR QUATRE

Notre mission première est de faire en sorte que chaque foyer puisse disposer d'électricité à chaque seconde, la plus verte possible, et ce, au meilleur coût. De par sa mission de service public, RTE (Réseau de transport d'électricité) est la seule entreprise à bénéficier d'une vue d'ensemble et précise du mix énergétique en région. Nous éditons ainsi chaque année les principaux chiffres à l'échelle des Hauts-de-France, et nous pouvons noter une évolution significative ces dernières années avec l'arrivée de la transition énergétique. En dix ans, les énergies renouvelables produites ont été multipliées par quatre. En 2018, les émissions de CO2 liées au mix énergétique ont ainsi baissé de près de 25%. Même si l'électricité ne représente que 10% de la production de CO2 sur l'ensemble du pays, il s'agit d'un gain remarquable. Dans la région, la production d'électricité a augmenté de 5% en 2018 avec un parc de production des énergies renouvelables qui couvre aujourd'hui 15,5% de la consommation d'électricité de la région, soit une augmentation de 2,7 points par rapport à l'an passé. Année après année, le parc de production régional se verdit durablement. Aujourd'hui, la production nucléaire reste prépondérante avec 67%, l'éolien totalise 14%, les bioénergies 2% et le solaire 0,1%. Tout cela répond à des volontés politiques régionales et nationales depuis 2010. Chaque année, RTE investit plus de 100 millions d'euros sur la région, justement pour accompagner la transition énergétique et adapter le réseau aux évolutions du territoire, notamment le développement des énergies renouvelables.»

ANALYSE

Thierry Pagès, DIRECTEUR RÉGIONAL
NORD - PAS-DE-CALAIS ENEDIS

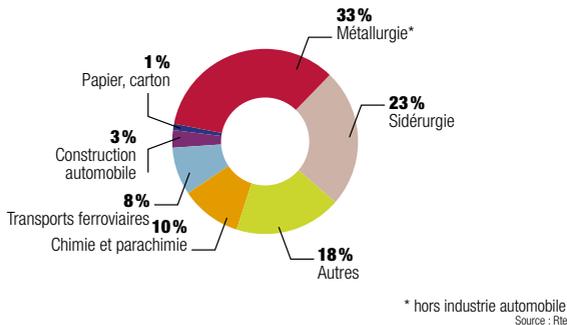


LE RÉSEAU EST DE PLUS EN PLUS BIDIRECTIONNEL

Aujourd'hui, Enedis est un opérateur industriel au cœur de la transition énergétique. Nous avons trois objectifs majeurs. D'abord, développer les énergies renouvelables : nous avons actuellement 15 à 17% de capacité de production dans notre réseau. Notre ambition est de passer à 40% en 2035. Le second objectif est la décarbonation. Nos compteurs Linky mettent à disposition des données qui peuvent être intégrées dans la politique énergétique, environnementale ou encore dans l'urbanisme. Enfin, nous souhaitons développer la mobilité électrique. Le scénario médian montre qu'il y aura 9 millions de véhicules électriques sur le territoire français en 2035. Les capacités de stockage des batteries pourraient permettre de redistribuer l'énergie dans le réseau local. Le réseau est de plus en plus bidirectionnel. La flexibilité électrique est, par exemple, la réduction de la consommation électrique d'un industriel, ponctuellement, afin de se plier aux contraintes du réseau et d'éviter la surtension dans certaines zones, le tout contre rémunération. Nous avons déjà fait une opération dans l'Avesnois avec la laiterie Canelia Petit-Fayt en partenariat avec la communauté de communes du Cœur de l'Avesnois et le Syndicat d'électricité de l'arrondissement d'Avesnes. Nous avons identifié d'autres zones : Douai, Valenciennes, Cambrai et Lille. À cet effet, nous avons lancé depuis novembre 2018 un appel à contribution sur la flexibilité locale et publié une cartographie des besoins en flexibilité.»

INDUSTRIES LES PLUS CONSOMMATRICES D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DE LA RÉGION

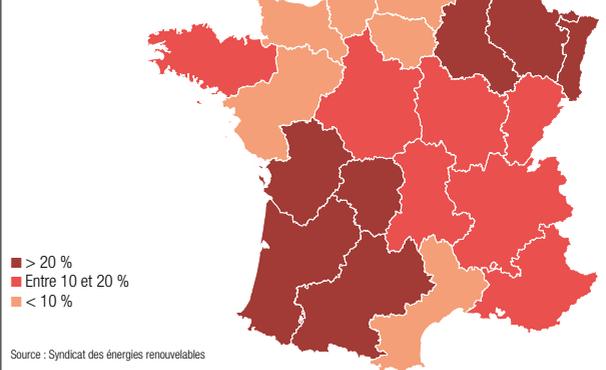
En 2017



CONSOMMATION. Sans surprise, l'industrie est le secteur d'activité le plus énergivore.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

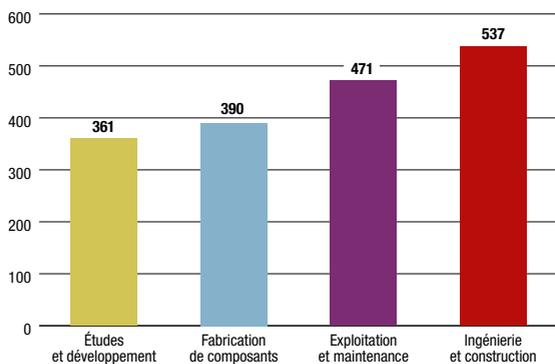
En 2015



DYNAMIQUE. La Troisième Révolution Industrielle (rev3), fixe l'objectif de couvrir les besoins énergétiques régionaux par les énergies renouvelables à l'horizon 2050.

EMPLOIS DES HAUTS-DE-FRANCE DANS L'ÉOLIEN

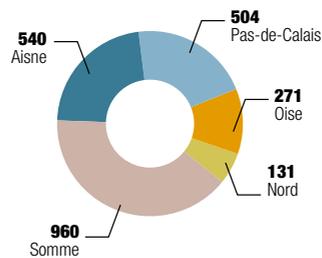
En 2018



DÉFI. Dans les énergies renouvelables, 31 000 emplois auraient été identifiés à l'horizon 2050.

PROJETS ÉOLIENS AUTORISÉS

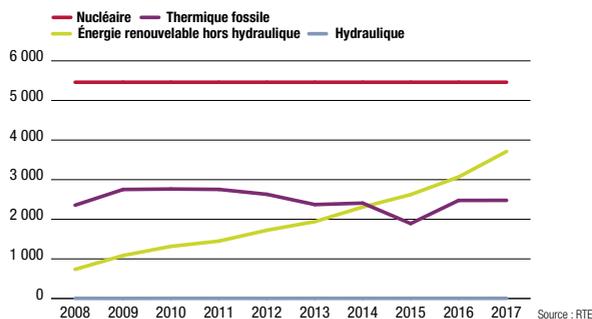
Au 1^{er} octobre 2018



Avec 1 771 projets, l'ex-Picardie concentre la majorité des projets éoliens autorisés en région.

COMPOSITION DU PARC RÉGIONAL DES INSTALLATIONS D'ÉLECTRICITÉ

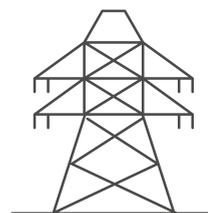
Données en MW



DIVERSIFICATION. Le parc nucléaire représente 47 % des capacités installées en Hauts-de-France. Avec 3 395 MW, le parc éolien est le plus important de France et représente 25 % des capacités éoliennes installées dans l'Hexagone. À partir de 2014, les énergies renouvelables du parc, hors hydraulique, produisent plus que le thermique fossile.

100,5 M€

C'est le montant des investissements 2017 en Hauts-de-France pour le développement du réseau électrique. Se comptent 8 479 lignes aériennes, 285 km de lignes souterraines et 209 postes électriques.



Source : RTE

DÉVELOPPEMENT. Sur la période 2018-2022, ces investissements régionaux devraient s'établir à environ 500 millions d'euros. L'émergence des énergies renouvelables terrestres (éolien, photovoltaïque, bioénergies...) reste le facteur le plus influent du développement de réseau sur les Hauts-de-France.

L'IDÉE, C'EST DE VOUS VENDRE MOINS D'ÉLECTRICITÉ.

Pour accompagner ses clients dans la transition énergétique, EDF développe des solutions conçues pour aider à consommer moins d'énergie.
Devenons l'énergie qui change tout.



Rejoignez-nous sur [edf.fr/energie-efficace](https://www.edf.fr/energie-efficace)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !



Philippe Colle devant ses vaches laitières.

Des agriculteurs s'engagent à produire du «lait bas carbone»

Un concept qui ne change pas le goût du lait mais qui permet de réduire les gaz à effet de serre (GES) des exploitations laitières. Ce nouveau projet est actuellement déployé auprès de 700 producteurs laitiers des Hauts-de-France.

Par Anne HENRY-CASTELBOU

Philippe Colle, éleveur de 87 vaches laitières à Saint-Venant (Pas-de-Calais), est ravi. Il est dans le top dix des meilleures empreintes carbonées de la région : son exploitation n'émet que 0,76 kg eq. CO₂/litre de lait. Ses GES proviennent essentiellement de la fermentation entérique des vaches, mais aussi de l'achat d'aliments (en tenant compte de leur fabrication et du transport) et des effluents bovins (déjections animales). Si notre agriculteur a réussi à être en dessous de la moyenne régionale (1 kg eq. CO₂/litre de lait), c'est, selon lui, grâce à une bonne

gestion de son exploitation : «*Depuis vingt ans, j'arrive à faire du lait avec la ration alimentaire de base la plus riche possible et peu d'intrants. Elle est équilibrée avec du colza, plus local et moins cher que le soja.*» Et la présence de prairies et de haies sur l'exploitation compensent 6% des GES émis, grâce au stockage de carbone dans les sols.

LUTTE CONTRE L'AGRIBASHING

Cela n'a pas été simple pour Philippe Colle de mettre en place sur la ferme ce plan d'action «Lait

UN CADRE NATIONAL

L'AOPEN Dairy, Association d'organisations de producteurs éleveurs novateurs Dairy (laitiers), regroupe trois OP de lait des Hauts-de-France (Bailleul, Cuincy et Fauquet), soit 700 producteurs, pour 300 millions de litres de lait produits. L'AOPEN porte le projet «Lait bas carbone», financé par la Région des Hauts-de-France et coordonné par l'Institut de l'élevage d'Arras, en collaboration avec les entreprises laitières, comme Danone. Alors que le secteur bovin contribue à 10% des émissions des GES, pour Jean-Baptiste Dollé, responsable environnement à l'Institut de l'élevage d'Arras, «*ce projet régional s'inscrit dans un programme national 'La Ferme laitière bas carbone'. Objectif : réduire l'empreinte carbone du lait et de la viande de 20% d'ici dix ans, grâce à 12 000 élevages impliqués en France.*»

bas carbone», développé par l'AOPEN Dairy, en collaboration avec l'Institut de l'élevage d'Arras. Plusieurs demi-journées lui ont été nécessaires pour évaluer ses performances environnementales, recueillir le diagnostic et mettre en place les leviers pour réduire encore plus les GES. Mais pour lui, le jeu en vaut la chandelle : «C'est une réponse à l'agribashing que nous subissons depuis dix ans et un engagement dans une démarche de valorisation de la filière.»

EFFETS DE LEVIER ÉCONOMIQUE

C'est Elisabeth Castellan, chef de projet environnement en élevage laitier de l'Institut de l'élevage, qui s'est déplacée début février 2019 dans son exploitation pour lui annoncer les bons résultats et lui expliquer comment faire mieux.

« C'est une réponse à l'agribashing que nous subissons depuis dix ans et un engagement dans une démarche de valorisation de la filière »

« Il y a plusieurs leviers d'actions : réduire les émissions de GES en adaptant l'alimentation du troupeau, la gestion des effectifs animaux, la gestion des assolements et des rotations, et favoriser le stockage de carbone en améliorant la gestion des prairies, l'agroforesterie, la plantation de haies... » La mise en place de ces actions lui

permettrait un gain économique de 13 250 euros/an et une réduction de 24 t de CO₂. Et pourquoi ne pas se lancer dans un projet de méthanisation ? «C'est trop coûteux, ça se chiffre en millions d'euros, et je manque de personnel», répond Philippe Colle.

CALENDRIER

Le programme «Lait bas carbone des Hauts-de-France» se déploie depuis septembre 2018 auprès des éleveurs de l'AOPEN Dairy. «Nous espérons maintenir un rythme de cent diagnostics par an, précise Elisabeth Castellan. Mais ce n'est simple. Les producteurs de lait sortent de deux années de crise laitière. Si le prix du lait s'est amélioré depuis dix-huit mois, certains ont encore des problèmes de fin de mois et ne sont pas facilement mobilisables.»

Pourtant, «cette démarche régionale valorise la production laitière de notre région par rapport à la Normandie ou la Bretagne. C'est important lors des négociations commerciales avec l'industrie agroalimentaire», souligne Gilles Durlin, président de l'AOPEN Dairy. A terme, il espère qu'une quatrième organisation de producteurs (180 éleveurs) de la région les rejoindra et que la démarche «Lait bas carbone» soit valorisable sur les bourses carbone. «L'AOPEN Dairy pourrait avoir la certification en tant que créateur de carbone, au nom des producteurs, via la Banque des territoires, d'ici deux à trois ans. L'argent récupéré serait réinvesti dans des actions de développement durable agricoles.» Reste maintenant à faire connaître cette démarche auprès du grand public.

ANALYSE

Jaouad Zemmouri,
PRÉSIDENT DU GROUPE SPARKLAB

PROPOSER DES SOLUTIONS INNOVANTES DE TRAITEMENT DE L'AIR



Sparklab est une start-up industrielle née en 2013. Nos locaux administratifs et notre service R&D sont situés à Wavrin, près de Lille, et notre site de production est situé à Grande-Synthe, près de Dunkerque. Nous avons développé le «Therra» grâce auquel nous pouvons proposer des solutions innovantes de traitement de l'air, basées sur le recyclage de l'énergie thermique. Depuis, nous avons voulu pousser plus loin encore ce procédé en développant la technologie «Terraosave». Le «Terraosave» est utilisé pour le traitement des rejets gazeux d'usines, d'incinérateurs, de chaufferies collectives ou encore de séchoirs agricoles. Son intérêt principal est de récupérer à la fois l'énergie thermique, mais aussi la pollution contenue dans les fumées comme les particules fines, les NO_x, les SO_x, acides ou bien les métaux lourds. L'énergie thermique récupérée est ensuite restituée ou recyclée dans d'autres process, internes ou externes. Ce qui permet une économie importante d'énergie en plus de la récupération des polluants industriels. Je suis particulièrement fier que le «Terraosave» ait été récompensé aux Vitrites de l'innovation de l'édition 2018 du salon international Pollutec et qu'il ait été aussi lauréat d'un appel à projets lancé par la RATP, la SNCF, Airparif et Ile-de-France Mobilités. Le «Terraosave» est désormais installé et en exploitation sur quelques sites en France. Nous avons également des contacts à l'étranger, notamment en Chine et en Inde, deux pays particulièrement confrontés à la pollution industrielle.»

ANALYSE

Virgile Martin, INGÉNIEUR
GNV MOBILITÉ DURABLE GRDF, GAZ RÉSEAU
DISTRIBUTION FRANCE RÉGION NORD-OUEST.

ÊTRE UN MOTEUR POUR LES TERRITOIRES DANS LE DÉPLOIEMENT DU GNV ET BIO-GNV

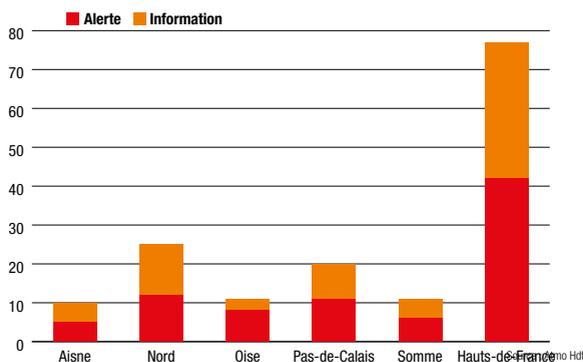


En région Hauts-de-France, dont l'ambition est d'être la première région européenne de biométhane injecté, le sujet du GNV1 est au centre des priorités de GRDF. Notre rôle : favoriser le développement des stations de gaz. Inscrit pleinement dans le cercle vertueux du développement durable, le Bio-GNV (carburant gaz vert) réduit les émissions de CO₂ de 80%. Cette qualité vient s'ajouter à celles du GNV : réduction de NO_x (oxyde d'azote, -30%) et de particules fines (-93%) par rapport au diesel. Les performances environnementales du GNV et Bio-GNV sont un atout non négligeable alors que les épisodes de pics de pollution deviennent de plus en plus réguliers. Bénéficiant d'une vignette Crit'air 1, les véhicules gaz sont aussi plus silencieux de 50%. Ils permettent d'accéder aux centres-villes, sans désagrément pour les riverains. Les collectivités d'Arras, de Boulogne-sur-Mer et de Lille utilisent déjà le GNV pour les besoins de leurs bus. Aujourd'hui, près de 500 bus, 100 bennes à ordures ménagères et 100 poids lourds roulent au GNV en région Hauts-de-France. Le territoire dispose de huit stations publiques. L'objectif est de multiplier ces stations. Si les collectivités sont d'ores et déjà impliquées, le monde privé commence à s'y intéresser et c'est notre rôle d'accompagner l'émergence des stations, en identifiant les potentiels de flottes, jusqu'au raccordement gaz. Nos voisins européens sont dans la course depuis longtemps, avec aussi des véhicules pour particuliers. GRDF se mobilise afin de faire du GNV un relais de croissance en maillant le territoire avec le plus de stations possibles pour offrir une offre de ravitaillement cohérente aux transporteurs, pour ce carburant utilisable aussi sur des longues distances.»

1. Gaz naturel véhicule.

ÉPISODES DE POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

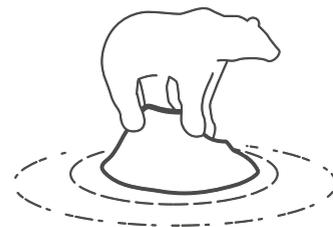
Procédures préfectorales déclenchées, en nombre de jours, en 2018



Les indices de qualité de l'air ont été particulièrement mauvais en 2018, avec de nombreux épisodes de pollution atmosphérique, majoritairement dans le Nord.

4,3

C'est la vitesse moyenne d'élévation en centimètre par décennie dans le port de Calais d'après les mesures effectuées depuis 1941.



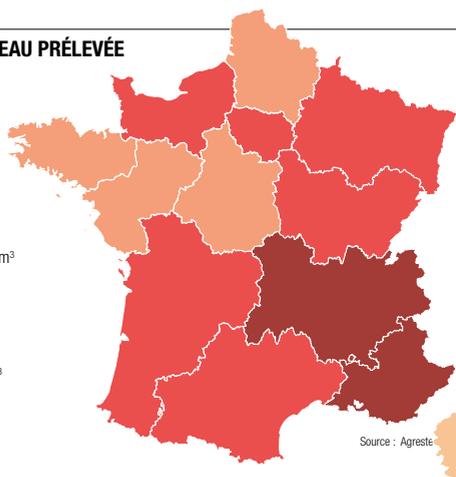
Source : observatoire du climat

ÉLÉVATION. Quel que soit le point de mesure, une tendance progressive à l'accélération est observée. À Dunkerque, les relevés indiquent une hausse du niveau de la mer de 9,5 cm entre 1956 et 2016.

QUANTITÉ D'EAU PRÉLEVÉE

En 2016

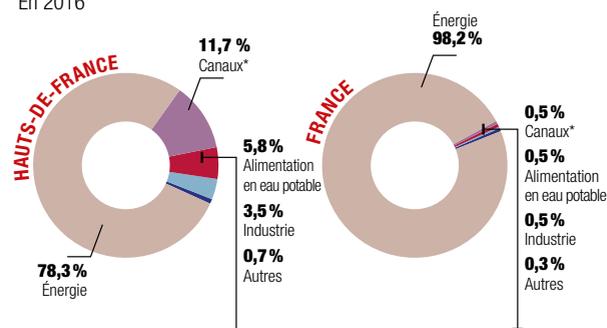
- Plus de 150 Mds m³
- Entre 20 Mds m³ et 70 Mds m³
- Entre 1,8 Mds et 20 Mds m³
- Moins de 1 Md m³



Source : Agreste

USAGE DE L'EAU

En 2016



* Volume d'eau dérivé à partir d'une ressource vers un canal principalement destiné à la navigation, l'irrigation ou la régulation des débits.

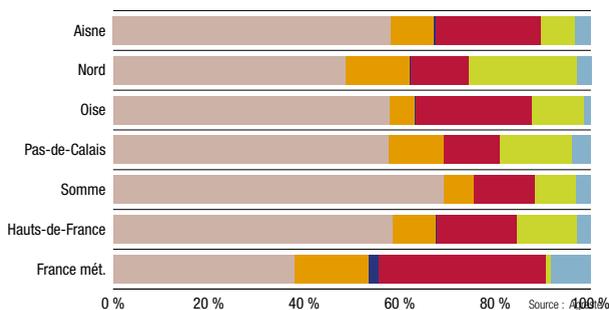
Source : Agence de l'eau

Comme pour la France, c'est l'énergie qui a l'usage de l'eau le plus important en région, avec 78,3%

RÉPARTITION DE L'OCCUPATION DU SOL

En 2017 par hectare

- Terres arables
- Surfaces toujours en herbe
- Cultures permanentes
- Bois et forêts
- Sols artificialisés
- Autres territoires*

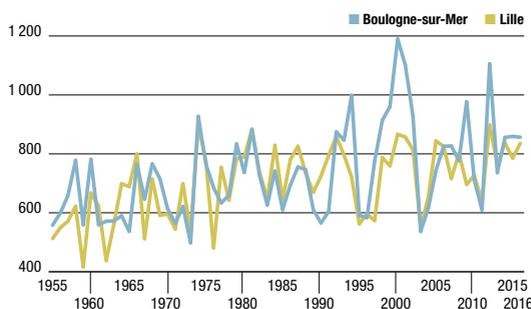


*Landes, friches, plages, rochers, eaux intérieures...

Source : Agreste

VOLUMES DE PRÉCIPITATIONS ANNUELLES

Exprimés en mm



Source : Observatoire du climat

DISPARITÉ. S'il pleut moins à Lille qu'à Boulogne-sur-Mer, le volume de précipitations annuelles augmente d'année en année pour les deux communes.

Le gaz, ça chauffe, ça cuit, et ça permet aussi de rouler plus propre.



Aujourd'hui, certains véhicules utilitaires circulent déjà au Gaz Naturel Véhicule (GNV) et BioGNV qui permettent de réduire les émissions de particules fines dans l'air.

**CHOISIR LE GAZ
C'EST AUSSI
CHOISIR L'AVENIR**

GRDF

GAZ RÉSEAU
DISTRIBUTION FRANCE

#LeGazCestLavenir
Informations sur legazcestlavenir.fr

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Quel que soit votre fournisseur.

Au cœur de la plateforme logistique Delta 3, transitent des flux en provenant de toute l'Europe, mais aussi d'Asie avec la réouverture de la Route de la soie.



Les Hauts-de-France, une région de passage

La région des Hauts-de-France a une position particulière. Zone frontière avec la Belgique et l'Angleterre, elle est un point de passage obligé pour les touristes du Nord de l'Europe, mais aussi pour les flux de marchandises qui transitent depuis les ports d'Anvers ou d'Amsterdam.

Par Guillaume CUGIER

La région des Hauts de France est une des régions françaises les mieux dotées en infrastructures. Elle dispose de 1 177 kilomètres d'autoroutes, 2 916 kilomètres de voies ferrées, 215 km de littoral donnant sur le détroit le plus fréquenté du monde avec 3 grands ports maritimes (Dunkerque, Calais, Boulogne). Les Hauts de France, c'est également 1 381 km de canaux de voies navigables, 27 ports fluviaux, 2 aéroports internationaux (Lille-Lesquin, Beauvais-Tillé)

et 5 aéroports secondaires (Le Touquet-Côte d'Opale, Valenciennes-Denain, Calais, Albert-Picardie et Merville-Callonne).

Sa situation géographique, au cœur d'un carrefour international, lui confère une position de premier choix qui en fait la région française la plus traversée par les flux touristiques, mais aussi pour l'échange de marchandises. Pour preuve, les autoroutes les plus fréquentées d'Europe, l'A1 et l'A2, reliant Paris à Lille et par extension à Bruxelles et

Londres, traversent la région du nord vers le sud.

Au cœur de ce terrain parfaitement desservi par les grands axes de communication, de nombreuses entreprises ont fait le choix du développement : des industriels, des agro-industriels, des entreprises de services et de transports.

«Après quelques années difficiles entre 2009 et 2013, l'activité du transport est repartie à la hausse, pour atteindre aujourd'hui quasiment les mêmes niveaux d'avant-crise», souligne Frédéric Marsy,

dirigeant de l'entreprise éponyme basée à La Bassée. Spécialiste de l'affrètement, son entreprise emploie 7 salariés. Son rôle est d'optimiser les transports des clients. «*Nous sommes spécialisés dans l'industrie et faisons en sorte de trouver des transporteurs pour les marchandises de nos clients. Notre rôle consiste à faire transiter des camions complets pour optimiser les coûts.*» L'optimisation passe par un transport "juste à temps" à des tarifs maîtrisés, car, aujourd'hui, le stock coûte très cher et les industries fonctionnent à flux tendu.

LA LOGISTIQUE

La route reste le moyen de transport de prédilection de l'ensemble des industriels de la région, Frédéric Marsy précise : «*S'il y a quelques années, des clauses particulières avec des modes de déplacement doux étaient insérées dans les appels d'offres, dans les faits il n'y en a que très peu.*»

Quant au transport par péniche, il nécessite d'avoir un quai de chargement/déchargement, mais aussi une quantité de marchandises relativement importante. Même constat pour la voie ferrée, à moins de disposer d'infrastructures dédiées.

Souhaitant faire de la position géographique un atout, générer des emplois et créer une dynamique économique, les instances régionales ont décidé, il y a plus de 20 ans, de mener une réflexion et de développer la logistique pour devenir une région pilote et exemplaire.

Sur le terrain, cela s'est traduit par le développement de plusieurs ports intérieurs et par la mise en place d'une première plateforme logistique à Dourges en lieu et place d'anciennes friches industrielles. Aujourd'hui, la plateforme est un véritable outil au service des entreprises et du territoire. Elle est

en liaison avec la Chine, l'Espagne et le Portugal par voie ferrée, en relation directe avec les ports de Dunkerque, d'Anvers et Amsterdam par la voie d'eau.

CANAL SEINE-NORD

La région n'a pas encore dit son dernier mot en termes de transport de biens et de marchandises. Si elle se place actuellement à la quatrième position au niveau national en termes d'effectifs, derrière l'Île-de-France, les régions Rhône-Alpes et PACA, le développement du canal Seine-Nord Europe pourrait bien changer la donne. «*Objectif : avoir un canal à grand gabarit européen pour relier la région parisienne au Nord de l'Europe. Forcément, la région des Hauts-de-France est au cœur de ce tracé*», développe Jacques Petit, maire de Marquion et élu régional. À la clé un nouveau souffle pour la logistique régionale et ses 2 900 établissements de transports, mais aussi de sérieux atouts pour le développement de la plateforme logistique de Marquion. En effet, la plateforme de Cambrai-Marquion devrait s'étendre sur 156 hectares en lieu et place de l'ancienne base aérienne 103, et pourrait permettre la création de près 3 500 emplois directs. Seine-Nord devrait avoir également des répercussions sur l'ensemble du réseau régional. Ainsi la voie navigable qui rejoint Dunkerque en passant par Béthune devrait voir son trafic s'intensifier. Les entreprises implantées sur ce tracé auraient de fortes chances de pouvoir en profiter. «*Nous attendons beaucoup de ce projet Seine-Nord, il y a une réelle volonté politique régionale pour soutenir ce projet financièrement*», conclut Jacques Petit.

La région des Hauts-de-France se doit d'innover dans le domaine des transports tant les enjeux sont importants...

ANALYSE

François Rubichon,
PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE
DE LA SAGEB, GESTIONNAIRE DE L'AÉROPORT
DE BEAUVAIS-TILLÉ



TOUTES LES PLANÈTES SONT ALIGNÉES POUR L'ESSOR DE L'AÉROPORT

Les trois collectivités propriétaires – la Région Hauts-de-France, le Département de l'Oise et la communauté d'agglomération du Beauvaisis –, les deux actionnaires de la SAGEB – Transdev et la CCI Hauts-de-France –, tous sont en ordre de marche pour apporter une réponse encore plus large à la demande qui s'exprime, en s'appuyant sur les atouts incontestables de la plateforme beauvaisienne : la proximité avec la Capitale, des réserves foncières, des équipes performantes capables d'assurer l'exploitation dans des conditions parfois difficiles et l'absence de concurrence. C'est une chance pour nous d'avoir parmi nos clients la compagnie Ryanair, devenue la 1^{re} compagnie aérienne d'Europe. Après deux ans de baisse, le nombre de passagers de l'aéroport est reparti à la hausse en 2018 à 3,8 millions, +4% par rapport à l'année précédente. Nous desservons 60 destinations avec 6 compagnies, plus d'un millier de salariés interviennent sur le site, dont 240 collaborateurs de la SAGEB. Nous préparons un plan de développement qui favorisera la création d'emplois durables et non délocalisables, sur toute une panoplie de métiers, tout en préservant la qualité de vie des riverains avec lesquels nous échangeons en toute transparence. Sans oublier l'activité des navettes entre l'aéroport et Paris, que nous ferons également évoluer.»

ANALYSE

Walter Charpentier,
DIRIGEANT DE TWV



NOUS PROPOSONS DE LA LOGISTIQUE CLÉS EN MAIN

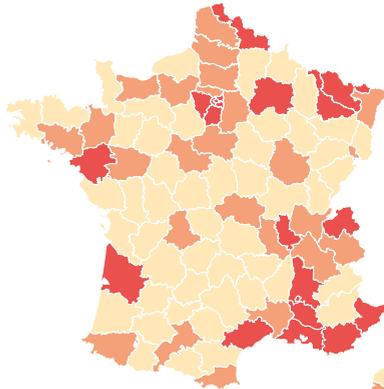
J'ai créé TWV à Nœux-les-Mines en mars 2001, une entreprise spécialisée dans le transport, la logistique et, j'espère, bientôt la douane, dans la mesure où nous construisons actuellement un nouvel entrepôt sous douane, dans lequel nous stockerons de la marchandise spécifique de haute valeur. Cette année, nous nous faisons livrer un parking sécurisé d'une capacité de 100 camions, avec des services associés, restauration, douche et service de gardiennage. Dans un second temps, nous ouvrirons une base logistique de 1 500 m², avec la possibilité de nous agrandir à 6 000 m². À terme, nous allons créer une dizaine d'emplois.

Notre volonté est d'avoir un positionnement différent à ce qui se fait aujourd'hui. Nous allons proposer de la logistique clés en main avec un service de préparation de commandes. Sur ce nouveau site directement branché sur l'échangeur A26 de Nœux/Labourse, nous serons en activité jour et nuit, avec une continuité dans les flux entrants et sortants. Aujourd'hui, TWV emploie douze personnes sédentaires et huit conducteurs. Nous organisons 25 000 à 30 000 transports par an pour 1 500 partenaires sur l'Europe tout entière.»

VÉHICULES FLASHÉS PAR DES RADARS FIXES

En 2017

- > 20 personnes flashées par heure
- Entre 10 et 20 personnes flashées par heure
- < 10 personnes flashées par heure

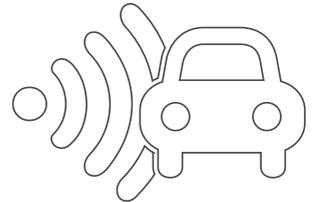


Source : Sécurité routière

CONCENTRATION. 20 départements français ont recensé plus de 186 012 infractions de vitesse contrôlées par des radars fixes en 2017 soit plus de 20 véhicules par heure. On constate une concentration du nombre d'infractions principalement au Sud-Est et autour des grandes villes.

1 429

C'est le nombre de véhicules flashés par heure en France par un radar fixe, soit au total 12,1 millions sur l'année 2017.

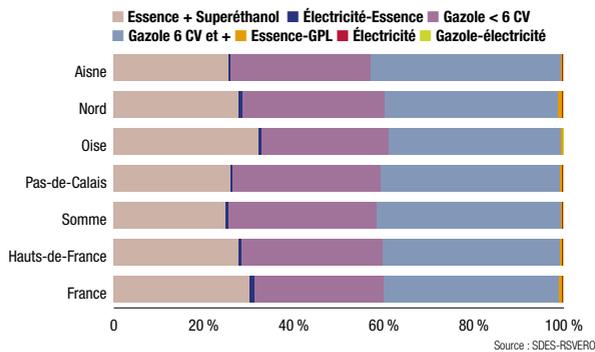


Source : Sécurité routière

EXCÈS DE VITESSE. Dans les Hauts-de-France c'est l'A16 dans le sens de circulation Dunkerque direction Boulogne qui a eu le plus grand nombre d'automobilistes en excès de vitesse : 102 302 personnes concernées soit 280 voitures par jour.

RÉPARTITION DU PARC AUTOMOBILE

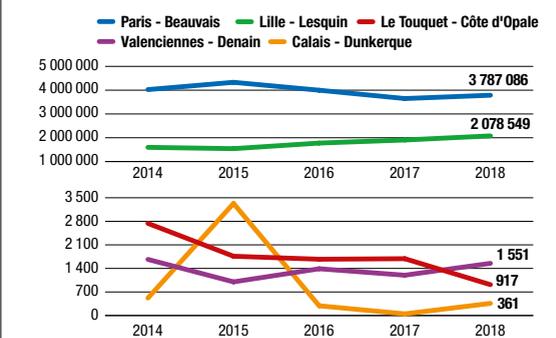
Au 1^{er} janvier 2018



Source : SDES-RSVERO

Le diesel reste le carburant le plus utilisé dans tous les départements, les véhicules électriques sont très minoritaires.

ÉVOLUTION DES VOLS COMMERCIAUX EN HAUTS-DE-FRANCE

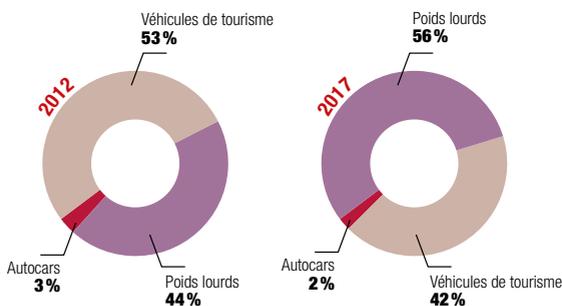


Passagers payants et non payants des avions commerciaux (passagers locaux + passagers en transit direct)

Source : Union des Aéroports français et francophones associés

La barre des 2 millions de passagers a été franchie à l'aéroport de Lille-Lesquin alors que Paris-Beauvais connaît une légère baisse de fréquentation.

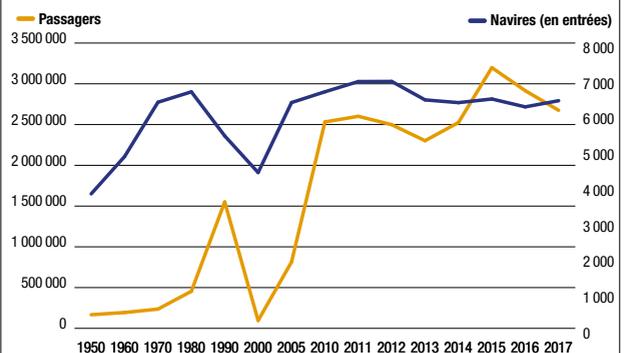
TRAFICS TRANSMANCHE : CALAIS-DOUVRES



Source : Port Boulogne Calais

TRAFIC. Le port de Boulogne-sur-Mer demeure en 2017 le premier port de pêche français avec 32 028 tonnes débarquées. En 2012 plus de la moitié des quatre roues passant par les ferries Calais-Douvres étaient des véhicules de tourisme pour un total de neuf millions de voyageurs.

TRAFIC DU PORT DE DUNKERQUE



source : Dunkerque port

3^{ème} port français, 7^{ème} port du Range nord européen mais aussi 1^{er} port fluvial du Nord-Pas-de-Calais, le port de Dunkerque est aussi 1^{er} pôle de fret ferroviaire français.

**Le projet d'aménagement Quai 22,
à Saint-André-lez-Lille, comptera d'ici 2025,
700 logements, 10 000 m² de bureaux,
6 000 m² de surfaces commerciales ...**





De nouveaux quartiers à Arras

Lorsqu'en 2010 les derniers régiments quittèrent Arras, la communauté urbaine d'Arras (CUA) est devenue officiellement propriétaire de la citadelle Vauban ainsi que des sites associés. La CUA s'est alors engagée dans la transformation de casernes en logements et locaux d'activité. En définissant un plan de sauvegarde de ce patrimoine qui raconte son histoire, la CUA a associé des partenaires pour réaliser un ambitieux projet sans faire appel à des fonds publics.

Par Georges BACOT

C'est ainsi que selon un projet annoncé en janvier 2011 par la CUA, la citadelle Vauban s'est reconfigurée dans le cadre d'une réhabilitation en différents espaces (logements, entreprises et collectivités, loisirs), pour se transformer progressivement en nouveau quartier d'Arras.

Disposant d'un savoir-faire unique en termes de rénovation

du bâti à haute valeur patrimoniale, le groupe Histoire & Patrimoine est devenu en 2012 partenaire de la CUA dans son projet de reconversion du patrimoine militaire en se portant acquéreur de trois bâtiments (l'Équerre, la Cantine et les Archers) au cœur de la citadelle. En 2015, les bâtiments ont été livrés et l'ensemble réhabilité offre 94 logements, des bureaux et des espaces

publics, comme la place d'Armes qui accueille chaque année le Main Square Festival. Ce partenariat a débouché en 2014, après mise en concurrence, sur une nouvelle collaboration sur le site de l'ancienne caserne Schramm, désaffectée depuis 1995.

LES OPÉRATIONS SCHRAMM

La CUA a cédé, pour une lourde

LA CASERNE SCHRAMM

Destinée à conforter la présence militaire à Arras, la caserne a été construite en 1700 et son mur d'enceinte, en 1752. L'ensemble fut baptisé plus tard Schramm, du nom de deux généraux père et fils qui s'illustrèrent lors des campagnes de la Révolution française et de l'Empire. Le fils, Jean-Paul Adam, naquit à Arras le 1^{er} décembre 1789. La CUA a obtenu en 2012 que l'ensemble de la caserne Schramm soit protégée au titre des Monuments historiques. Dans ce cadre, les potentiels opérateurs immobiliers ont pu obtenir une défiscalisation facilitant les travaux respectueux du patrimoine. Au final, l'opération est blanche pour la CUA, la vente des bâtiments de la caserne couvrant les coûts d'aménagement du quartier.

réhabilitation, à Histoire & Patrimoine deux bâtiments : le pavillon des Officiers pour 21 logements et le bâtiment Saint-Aubert, long de 145 mètres, pour 87 logements. On imagine que 500 personnes vivront dans ce nouveau quartier, soit 1% de la population d'Arras. Les travaux ont débuté en 2015 ; 108 logements ont été réhabilités par Histoire & Patrimoine pour un investissement de 17 M€ pour ces opérations, avec création de 117 places de parking pour les résidents.

En 2018, un troisième bâtiment a été transformé en résidence services seniors avec 101 logements aménagés, des espaces de convivialité et de nombreux services utiles à ce type de résidents : 12,5 M€ ont été investis pour les travaux. Cette résidence senior «Les jardins d'Artois» est exploitée par Cogedim Club®. Après avoir réalisé des logements classiques sur les deux premiers bâtiments et une résidence services seniors, le dernier bâtiment de la caserne, dit «des Archers», est en cours de réhabilitation en 78 logements à loyer raisonnable pour des jeunes (étudiants, alternance, jeunes travailleurs, etc.). Le rez-de-chaussée est conservé par la CUA pour y accueillir

après restructuration des activités libérales, des bureaux, etc.

LE LIEN AVEC LA VILLE

Propriétaire des bâtiments et des espaces publics, la CUA a contribué au réaménagement de l'ensemble en aménageant des espaces publics de qualité et ouverts sur la ville pour un budget de 1 M€. Ce nouveau quartier est ouvert sur la «Basse Ville» et le quartier de la place Victor-Hugo. Par ailleurs, une centaine d'arbres a été plantée, ainsi que de nombreuses haies, et des points d'apport volontaire pour la collecte des déchets sont implantés à différents emplacements. Avec ce site et celui de la citadelle, de nouveaux quartiers ont ainsi vu le jour à Arras. Comme l'exprimait à l'époque Philippe Rapeneau, le regretté président de la CUA, «*le propos est d'ouvrir ce site aux habitants, aux piétons... On avait parlé de la citadelle comme d'un nouveau quartier, celui-ci en sera un nouveau au cœur de la ville*».

ANALYSE

Hélène Pierre,
BUSINESS DEVELOPER CHEZ ENGIE



UNE TECHNOLOGIE PARTICULIÈREMENT PROMETTEUSE

Engie est le principal partenaire de la communauté urbaine de Dunkerque sur le projet de démonstrateur GRHYD qui teste actuellement, dans 100 logements de Cappelle-la-Grande et dans un centre de soins voisin, l'injection d'hydrogène dans le réseau de distribution de gaz naturel, mais aussi, à terme, la production d'Hythane© (un mélange d'hydrogène et de gaz naturel) pour alimenter en carburant quelques bus GNV du réseau de transport de la communauté urbaine de Dunkerque. Inauguré le 11 juin 2018, ce démonstrateur est une première en France puisqu'à terme, c'est 20% d'hydrogène – un seuil encore jamais atteint – qui sera injecté dans le gaz naturel. Actuellement, nous en sommes à 10%. L'hydrogène injecté est produit par électrolyse de l'eau à partir d'électricité issue des énergies renouvelables. C'est là l'un des principaux intérêts de cette technologie : parvenir à stocker de l'électricité dont la production, par éolienne par exemple, est forcément intermittente et ne peut pas être régulée. Et c'est ce qui nous intéresse au premier chef, en tant qu'énergéticien particulièrement actif dans le développement de la part d'énergies renouvelables dans la production totale d'énergie en France. Le grand intérêt que suscite le démonstrateur GRHYD auprès de collectivités et d'entreprises en France et même à l'étranger nous prouve que cette technologie est particulièrement prometteuse et que nous avons fait le bon choix en étant précurseur dans ce domaine avec la communauté urbaine de Dunkerque.»

ANALYSE

Frédéric Nihous, PRÉSIDENT
DE LA RÉGIE RÉGIONALE DU SPEE



ÉTENDRE LE DISPOSITIF PICARDIE PASS RÉNOVATION À L'ENSEMBLE DE LA RÉGION

Le Service public régional de l'efficacité énergétique (SPEE Picardie) est le premier opérateur public français dédié à la rénovation énergétique des logements individuels et collectifs du parc résidentiel privé. Il va connaître cette année un moment important puisqu'à la suite de l'expérimentation sur le territoire picard, nous pouvons annoncer l'extension du dispositif à la totalité des Hauts-de-France. Notre forum de février dernier sur Amiens, avec une centaine d'opérateurs, a été également déterminant pour bâtir la matrice de la saison 2 du SPEE. La recherche de l'efficacité énergétique n'est pas juste un effet de mode, mais une œuvre belle et bien utile au plus grand nombre. Depuis que Picardie Pass Rénovation existe, ce sont plus de 1 500 logements qui ont été isolés ; 93% des travaux ont été réalisés par des entreprises locales. Ce qui a généré 38 millions d'euros de travaux. Alors non, nous ne sommes pas en train de faire du green washing à tout va, mais bien de l'amélioration thermique et énergétique. De quoi aboutir à 42% d'économie d'énergie sur la facture des Picards, ce qui améliore sensiblement la qualité de vie des foyers. L'autre avancée du Picardie Pass Rénovation à laquelle je tiens particulièrement, c'est la recherche de simplification administrative dans le montage du dossier avec la création d'un guichet unique dès cet été.»

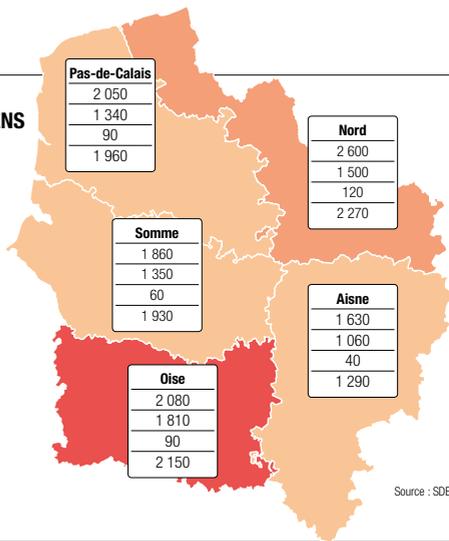
LOGEMENT

COMPARAISON DES PRIX MOYENS

En 2018, en €/m²

Département
Maison neuve
Maison ancienne
Terrain
App. ancien

Appartements neufs
> 4000 €
3 500 € à 4 000 €
< 3 500 €

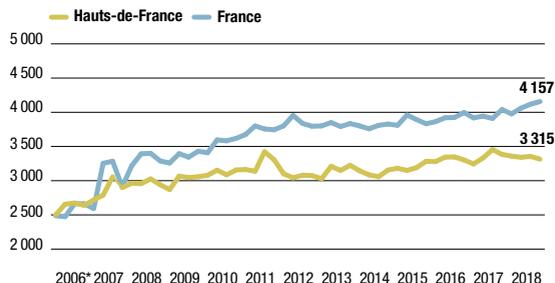


Source : SDES

Le Département du Nord enregistre les prix les plus élevés, alors que les maisons anciennes sont plus onéreuses dans l'Oise.

ÉVOLUTION DU PRIX DES APPARTEMENTS NEUFS

En €/m² (1)

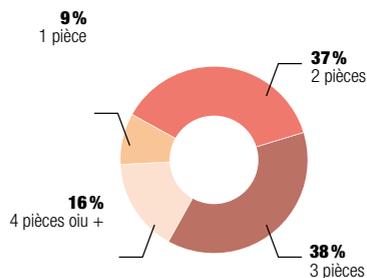


(1) prix à la réservation
* Les données de 2006 ne prennent pas en compte la Corse et Provence Alpes Côte d'Azur

Source : SDES

RÉPARTITION DES VENTES D'APPARTEMENTS EN HAUTS-DE-FRANCE

En 2018 par nombre de pièces



Source : SDES

LOGEMENTS. La majorité des ventes sont des T2 ou T3. Pour un total, sur l'année 2018 en France, de 111 584 appartements vendus, dont 4 301 en Hauts-de-France (soit 3,9%). Un appartement mis en vente sur trois en 2018 se situe en Ile-de-France.

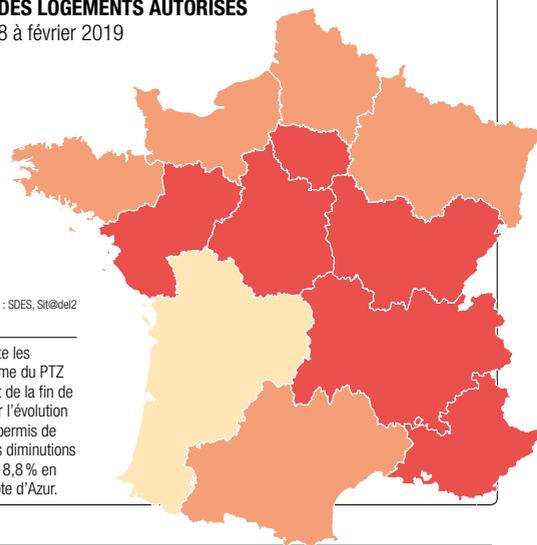
ÉVOLUTION DES LOGEMENTS AUTORISÉS

De mars 2018 à février 2019

- > 0%
- Entre -10 et 0%
- < -10%

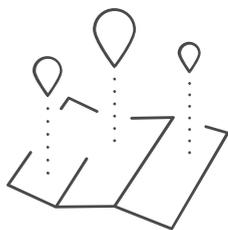
Source : SDES, Sit@del2

CHUTE. On constate les impacts de la réforme du PTZ (prêt à taux zéro) et de la fin de l'APL accession sur l'évolution des demandes de permis de construire avec des diminutions jusqu'à l'ordre de 18,8% en Provence-Alpes-Côte d'Azur.



40,8 %

C'est le pourcentage d'acheteurs de terrains en Hauts-de-France ayant entre 30 et 40 ans.

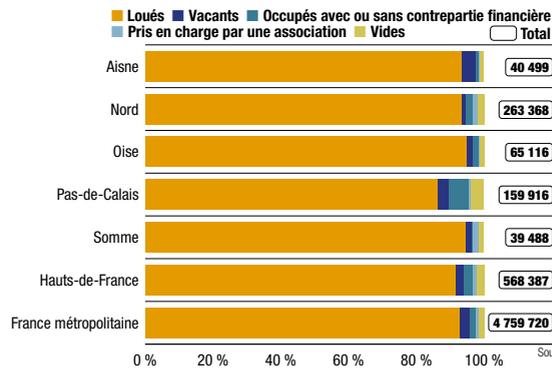


Source : SDES/Enquête EPTB

ACHAT. Viennent ensuite les moins de 30 ans (31,9%), les 40-50 ans (17%), les 50-60 ans (6,3%) puis les plus de 60 ans (4,1%). Au niveau national, les acheteurs sont surtout âgés entre 30 et 40 ans (39,2%), la proportion des moins de 30 ans étant de 26,8%.

LES LOGEMENTS SOCIAUX

Au 1^{er} janvier 2017



Source : SDES

Le département du Nord est le premier territoire régional en termes de logements sociaux du fait notamment de sa densité géographique.

Ensemble, construisons une communication à votre image

Publication **GRATUITE**
autofinancée
par la régie
publicitaire

Créateur d'**ÉVÈNEMENTS**
et organisateur de
SALONS B2B



CRÉATION
MISE EN PAGE
IMPRESSION

dans nos imprimeries
intégrées

- Conseil en communication B2B • Création d'identité visuelle •
- Événementiel • Impression • Rédaction d'articles de Presse
- Création et gestion de sites web et de newsletters •
- Régie publicitaire • Télévision •

UN PROJET... CONTACTEZ-NOUS

Spid
COM

Caroline Denglos
06 17 87 32 19
c.denglos@spid-com.fr

Partenaires

LA GAZETTE
Nord - Pas de Calais
Votre journal économique régional
f t

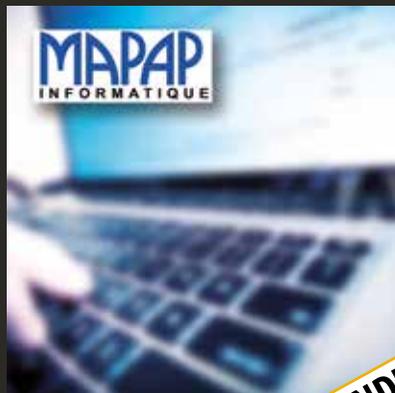
GRAND LILLET
L'info en continu + www.grandlille.tv

ILS NOUS ONT FAIT CONFIANCE pour céder leur entreprise



JOCAFLOR - Négoce d'accessoires
& matériels pour fleuristes
HALLUIN

VENDU



MAPAP - Société d'informatique
LILLE

VENDU



BIOMED ORTHO - Conception
et réalisation de matériel orthopédique
LILLE

VENDU

ENSEMBLE, CONCRÉTISONS VOS PROJETS !



MICHEL SIMOND
ENTREPRISES

Réseau national de conseil en cession & acquisition - Commerces - Entreprises - Immobilier commercial
Courtier en prêts professionnels

**UNE MAÎTRISE GLOBALE DES PRINCIPAUX ASPECTS TECHNIQUES
LIÉS À LA TRANSMISSION DE TPE/PME**

L'équipe du **CABINET DE LILLE** vous conseille dans toutes les étapes
de votre projet de cession ou d'acquisition d'entreprise
dans **LA PLUS GRANDE CONFIDENTIALITÉ**

Cabinet d'Affaires Michel Simond LILLE - 102 rue de Canteleu - 59000 LILLE
Tél. **03.20.08.28.99** - lille@msimond.fr - www.michelsimond.fr





Les Hauts-de-France Moteur économique



SOMMAIRE

TRIBUNE DE FRÉDÉRIC MOTTE	P. 67
EMPLOI	P. 68
REVENUS ET PATRIMOINE	P. 72
INTERNATIONAL	P. 76
INNOVATION	P. 80
IMMOBILIER D'ENTREPRISES	P. 84
DEMOGRAPHIE DES ENTREPRISES	P. 88

Un réseau pour faire entendre la voix des entreprises et qui vous accompagne dans le développement de votre activité



LE RÉSEAU

- > 2 000 entreprises adhérentes dont 80% de PME
- > 3 MEDEF territoriaux :
MEDEF Douaisis,
MEDEF Flandre Audomarois,
MEDEF Lille Métropole
- > 1 600 mandats portés par 1 200 mandataires
- > 1 000 personnes réunies chaque année à l'Université des entrepreneurs
- > + de 100 rencontres chaque année
- > 1 magazine publié 4 fois par an

INFORMATIONS ET ADHÉSION

MEDEF Lille Métropole :

Sandra AYALA - Responsable Développement
Tél : 03 20 99 47 60

MEDEF Douaisis :

Gérard SONNET - Délégué Général
Tél : 03 27 08 10 70

MEDEF Flandre Audomarois :

Aude DUTILLY - Délégué Général
Tél : 06 07 14 88 73

www.medef-grand-lille.fr
@MedefGdLille

NOS SERVICES

Cité des entreprises

« *Votre service en droit social et RH* »

- > 14 conseillers spécialisés en droit social et relations sociales.
- > 7 clubs thématiques (DRH, dialogue social, juristes, rémunération et avantages sociaux, responsables paie, mobilité internationale, responsables emploi formation)
- > 1 Hotline
- > Newsletter, Bulletin d'Information Mensuelle (BIM : point de droit, jurisprudence)

Cité apprenante

« *Votre organisme de formation* »

- > Organisme de formation professionnelle
- > +100 formations au catalogue (inter et intra entreprises)
- > Des modules sur-mesure
- > 1 plateforme MOOC en ligne :
www.moncampusnumerique.fr

Vos actions RH, santé, sécurité et prévention

- > Accompagnement consultant à la carte (> cibles TPE-PME)
- > 2 clubs spécialisés (Absentéisme, prévention)
- > Outils et diagnostics individuels (sensibilisation prévention santé sécurité au travail / management et organisation interne ...)

Cité du management

« *Vivre ensemble le Management d'aujourd'hui et de demain.* »

- > Espace d'innovations managériales
- > Conférences, ateliers, workshop
- > Laboratoire du management



LE MEDEF HAUTS-DE-FRANCE À L'ÉCOUTE DE SON TERRITOIRE

FRÉDÉRIC MOTTE,
PRÉSIDENT DU MEDEF HAUTS-DE-FRANCE

DIRIGEANTS, CAP SUR L'EXPORTATION !

Si autrefois, chacun pouvait se contenter de son marché local, désormais les entreprises doivent s'exporter. L'exportation est un formidable aiguillon pour les chefs d'entreprises. Certes, le Medef Hauts-de-France ne peut pas agir à la place du chef d'entreprise mais nous devons l'accompagner dans ses démarches. C'est notamment le cas avec le club Heliom, que nous avons lancé avec la CCI Hauts-de-France pour former le dirigeant aux problématiques d'exportation ; mais aussi avec l'Institut du Dirigeant que nous avons inauguré à Marcq-en-Barœul en avril dernier. Avec CCI International, nous allons lancer les clubs Stratexo, initiés par le Medef national et déployés dans plusieurs régions françaises. Leur objectif ? Former les chefs d'entreprise, en attente de réponses concrètes : comment s'assurer à l'export ? Comment participer à un salon ? Comment breveter ses produits ? Quand on veut exporter, il faut y consacrer du temps et des moyens financiers. En Hauts-de-France, l'exportation est clairement une mobilisation de tous les acteurs, à l'image de la Team France Export que nous avons monté avec la région Hauts-de-France et les organismes consulaires. Nous ne partons pas de rien puisque les Hauts-de-France sont la 5^{ème} région exportatrice de France mais on pourrait faire beaucoup mieux car nous sommes tirés par 10 premiers gros exportateurs. S'il y a un message que je souhaite faire passer aux entreprises, c'est que l'export ne s'adresse pas qu'aux grands groupes ! Dans des périodes de mutation fortes, les entreprises qui vont bien sont celles qui exportent. Et ce n'est pas une histoire de taille.

DIRIGEANTS, DIGITALISEZ-VOUS !

Le digital est un passage obligé ! Dans la réflexion que nous menons sur l'intelligence artificielle, notre message est clair : nous ne voulons pas faire des chefs d'entreprise des techniciens. Mais l'intelligence artificielle, c'est aussi ce qui va transformer tous nos métiers. Il ne faut pas voir ces enjeux technologiques sous l'aspect technique mais plutôt comme des remises en cause de modèles économiques. L'évolution de notre environnement s'impose à nous.

DIRIGEANTS, IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA FORMATION DE VOS SALARIÉS !

Difficile de ne pas évoquer les problèmes de recrutement que rencontrent nos chefs d'entreprises. A nous aussi d'ouvrir

d'avantage nos portes. Allons dans les lycées, les écoles, accueillons les parents et leurs enfants. ... Je pense notamment à l'industrie qui souffre d'un vrai problème d'image de marque. Les réformes actuelles sur l'apprentissage vont dans le bon sens : il y avait trop de sections d'apprentissage dépourvues de débouchés. Une formation en adéquation avec les attentes du monde du travail est indispensable. Cela fait aussi partie du travail du chef d'entreprise de s'impliquer dans les enjeux de formation. Le défi n'est pas de garantir un emploi à vie mais la responsabilité d'un chef d'entreprise est de garantir l'employabilité. Je suis optimiste quand je vois la mobilisation concertée avec le Rectorat pour développer les relations écoles-entreprises, ou les relations avec le Conseil régional. Ce sont des petites graines que l'on plante qui porteront leurs fruits. On se donne les moyens d'y arriver.

MA VISION DU CHEF D'ENTREPRISE DANS LES ANNÉES À VENIR ?

Déjà, j'aimerais que ce soit une femme car la tendance s'inverse malheureusement... Incontestablement, il ou elle sera ancré dans son territoire et sera aussi bien un patron, qu'un animateur et un leader. Les ambitions des chefs d'entreprise sont claires : avoir un projet dans lequel les Hommes trouvent tout leur sens. Et cela coule de source que ce projet intégrera les nouvelles technologies. Notre grand défi ? Attirer les talents pour faire face aux défis technologiques. Sous l'impulsion de Pierre Gattaz et de sa fondation Y Croire, nous avons lancé, en étroite collaboration avec Xavier Bertrand, «Les Déterminés» en Sambre-Avesnois. Le principe ? Faire que les gens se mettent sur le chemin de la création. Une première promotion d'une vingtaine de personnes a été lancée fin avril. Nous voulons lancer aussi ce projet dans le Calaisis ou dans l'Aisne et nous avons beaucoup d'espoir pour le territoire.

Le Medef Hauts-de-France n'est pas en hiérarchie mais en synergie avec les 10 territoires. Nous sommes à leur service pour mutualiser des moyens et des actions. Nos collectivités locales ont, elles-aussi, une responsabilité majeure pour entraîner les territoires même les plus reculés. Je suis très préoccupé par la fracture sociale, territoriale ou culturelle... Ne soyons pas naïfs : la métropolisation est inévitable et inéluctable. Oui, on tend vers davantage de concentration mais tout le travail réside à trouver comment notre métropole entraîne et partage.



Trois ans après, bilan positif pour Proch'emploi

Ce dispositif innovant permet de faire le lien entre chefs d'entreprise cherchant à recruter et demandeurs d'emploi. Un peu plus de trois ans après son lancement par Xavier Bertrand, président de Région, le bilan est positif pour Proch'emploi qui a accompagné plus de 15 000 personnes et a visité plus de 7 000 entreprises grâce à ses 21 plateformes réparties sur le territoire. Ces deux clés d'entrée ont permis à plus de 12 000 personnes de trouver une solution.

Par Loretta RIZZUTO

« *I*l manque un maillon entre les employeurs et les demandeurs d'emploi, la Région a un rôle important à jouer», lançait Xavier Bertrand, président des Hauts-de-France, en janvier 2016, au moment de la création de Proch'emploi. Ce maillon, c'est le 0800 02 60 80, un numéro vert que peut composer gratuitement depuis un poste fixe ou mobile tout habitant des Hauts-de-France en recherche d'un emploi. Au bout du

fil, un conseiller le questionne sur son parcours, sa formation, ses attentes et enregistre sa demande. Dans un délai de 15 jours maximum, la personne est recontactée pour un entretien, physique cette fois, afin de se voir proposer des solutions adaptées. «*La logique du sur-mesure est efficace. Proch'emploi est en quelque sorte un circuit-court entre demandeurs d'emploi et employeurs*», résumait ainsi Xavier Bertrand.

XAVIER BERTRAND LANCE PROCH'ORIENTATION

Pour aider les jeunes à faire les bons choix, la Région a lancé, en mai 2019, Proch'orientation. Grâce à un site Internet et à un réseau d'ambassadeurs intervenant dans les classes, le dispositif permet aux collégiens et lycéens de se faire une idée plus réaliste des métiers et secteurs d'activité. L'objectif est de lutter contre les préjugés et fausses représentations en mettant l'accent sur les possibilités d'insertion professionnelle.

4 000 APPELS LE PREMIER TRIMESTRE

«Nous avons reçu beaucoup d'appels, environ 4 000 le premier trimestre», indique Ellen Van Den Broek, directrice régionale de la mission Proch'emploi. «Depuis 2016, ce sont plus de 22 000 appels entrants qui ont été enregistrés», ajoute-t-elle. Le dispositif a permis à plus de 15 000 personnes de bénéficier d'un accompagnement. Certaines ont été orientées vers les missions locales, d'autres (5 420 précisément) ont pu bénéficier d'une formation ou décrocher un emploi en CDD ou en CDI. C'est le cas de Jean-Luc Dujardin. Cet Hazebrouckois de 57 ans a obtenu un poste de cariste intérimaire, fin février 2019, chez Wybo transports, entreprise située à une dizaine de kilomètres de son domicile : «Je ne connaissais pas Proch'emploi jusqu'à ce que Pôle emploi me mette en relation avec eux par le biais d'une offre. J'ai contacté le numéro vert, j'ai été reçu et quelques jours après, je signais mon contrat de travail.» Un soulagement pour cet ancien employé du groupe Arc international (Arques) et du groupe Artmadis (Wasquehal) après six mois de chômage.

7 300 ENTREPRISES CONTACTÉES

«Nous ne sommes pas en concurrence avec Pôle emploi, précise Ellen Van Den Broek. Au contraire, nous sommes complémentaire et travaillons ensemble. La démarche est différente : chez nous l'inscription se fait dans une démarche volontariste, je parle d'ailleurs souvent de chercheurs d'emploi. Notre rôle est également différent : Pôle emploi accompagne et indemnise, Proch'emploi offre une approche plus globale.»
En plus de sa convention avec Pôle

emploi, Proch'emploi s'appuie sur des partenariats avec les missions locales, les départements et les entreprises du territoire. «Depuis juin 2016, nos services ont visité 7 300 entreprises et détecté plus de 12 000 postes», précise Ellen Van Den Broek. Une prospection intensive qui permet non seulement d'identifier les besoins des recruteurs, et notamment de ceux qui ne disposent pas de service RH, mais aussi de faire connaître les aides et formations de la Région. C'est ainsi que Florent Hubo, dirigeant de la société HMP, spécialisée dans la rénovation thermique performante basée à Courset (Pas-de-Calais), a découvert Proch'emploi. «J'ai reçu un premier mail d'accroche. Je me suis alors rapproché du service pour leur faire part de mes attentes, le contact a été très facile», se souvient le chef d'entreprise qui a recruté cinq salariés en deux ans via le dispositif. «Ce que j'apprécie, c'est la réactivité des conseillers et la pertinence des candidatures envoyées», ajoute-t-il.

Pour faire face à l'engouement rapide de Proch'emploi, la Région a dû s'adapter. À ses débuts, le service était géré par une poignée d'agents dans les locaux du Conseil régional ; aujourd'hui ils sont 35 agents régionaux et 54 conseillers spécialement dédiés à cette mission, répartis sur 21 bureaux à travers tout le territoire. Le dispositif s'est également étoffé. Il peut désormais compter sur un réseau de 990 chefs d'entreprise, appelés "chefs de file", dont le rôle est de faire découvrir leur métier et remonter leurs offres de recrutement. Une attention particulière est par ailleurs portée aux jeunes, souvent éloignés de l'emploi (ils représentent près d'un quart des appels entrants chez Proch'emploi). Depuis 2016, 328 réunions leur ont été consacrées, mais Xavier Bertrand souhaite aller encore plus loin pour les aider (voir encadré).

ANALYSE

Antoine Perruchot,
COFONDATEUR DE KEYCOOPT SYSTEM

NOUS SOMMES UN ACCÉLÉRATEUR DE MOBILITÉ INTERNE



Cela fait longtemps que les entreprises régionales prônent la mobilité interne. Désormais, compte tenu de la tension du marché de l'emploi, les sociétés renforcent leur volonté de recruter dans l'entreprise. Elles commencent à digitaliser les processus et vont vers plus de transparence. Il y a beaucoup d'outils qui se sont développés. Ils vont chercher les bons collaborateurs en fonction du poste, des compétences ou des recommandations par exemple. La mobilité et la formation sont de gros enjeux pour les entreprises. On recherche davantage les soft skills aujourd'hui. Ces compétences sont déjà acquises par les collaborateurs qui connaissent la société. L'entreprise n'a plus qu'à financer la formation technique. Nous avons lancé en 2016 Keycoopt System, une plateforme de recrutement proposée aux entreprises en marque blanche. Dès que la société a un job à pourvoir, elle envoie, via un algorithme, l'annonce aux collaborateurs dont le profil correspond. Ils peuvent ensuite choisir de postuler, de recommander quelqu'un ou encore de partager l'annonce sur les réseaux sociaux. Par ce procédé, nous nous positionnons comme un accélérateur de mobilité interne. Nous avons une vingtaine de clients dans les Hauts-de-France, plutôt situés dans le Nord - Pas-de-Calais. Si aujourd'hui nous cibons les collaborateurs sur des critères factuels comme la localisation, le métier, le secteur ou l'expérience, nous souhaitons ajouter des critères de compétence.»

ANALYSE

Sophie Merlier-Lequette,
PRÉSIDENTE DU GROUPEMENT D'EMPLOYEURS
GEIQ 3A

LES GEIQ SONT UNE RÉPONSE POUR RECRUTER ET FORMER



Le groupement d'employeurs GEIQ 3A (Agricole Agro-alimentaire) est né, fin 2013, de la volonté d'un collectif d'exploitants agricoles du Sud-Artois de former la main-d'œuvre sur des périodes de 18 mois en moyenne. En avril 2016, s'en est suivie la création du GE 3A, avec pour objectif l'embauche en CDI temps plein, les parcours GEIQ réussis et des saisonniers. Fin août 2018, les GE et GEIQ 3A ont atteint les 100 salariés mis à disposition, pour 150 adhérents (exploitants agricoles, entreprises de travaux agricoles, entreprises d'espaces verts, horticulteurs, maraîchers, etc.) pour le Pas-de-Calais.

Comme dans de nombreux secteurs d'activité, le milieu agricole a du mal à trouver de la main-d'œuvre qualifiée. Face à cette problématique, les GEIQ 3A et GE 3A sont une réponse pour recruter, former et mettre à disposition leurs salariés auprès d'entreprises agricoles ou agroalimentaires. L'objectif est de monter en compétences et de pérenniser les emplois, pour des personnes issues ou non du milieu agricole, via tout type de contrat de travail : contrat d'alternance, CDD saisonnier, voire CDI.

Du côté de l'entreprise, le GEIQ 3A se charge de recruter le salarié, de le former (sur les périodes d'activité creuses) et gère également les démarches administratives liées au salarié. De plus, il permet de mutualiser la main-d'œuvre via une mise à disposition sur différentes entreprises.»

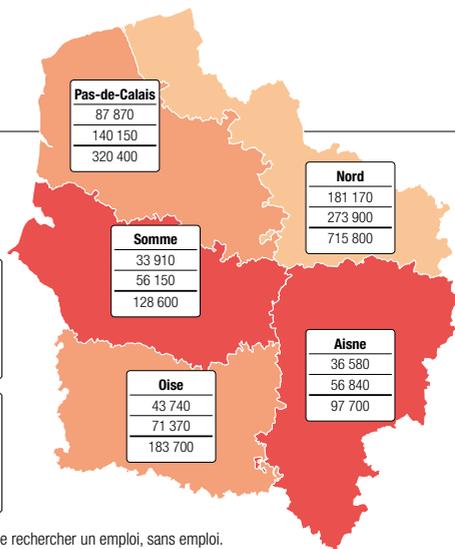
EMPLOI

EMPLOIS ET DEMANDEURS D'EMPLOI

En 2018

Département
Chômeurs catégorie A
Chômeurs catégorie ABC*
Emplois salariés privés

Évolution annuelle de l'emploi
> +0,5 %
Entre 0 et +0,5 %
< 0 %



*Cat. A : Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi.
Cat. A, B, C : Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi.

Sources : Acoess Urssaf et Pôle Emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi est deux fois supérieur dans le Nord par rapport au Pas-de-Calais. L'Aisne est le département le moins touché.

PROFILS DES DEMANDEURS D'EMPLOI

En février 2019, catégorie A, B et C

	HAUTS-DE-FRANCE	FRANCE MÉTROPOLITAINE
Hommes	50,07 %	48,28 %
Femmes	49,93 %	51,72 %
Moins de 25 ans	15,83 %	13,13 %
De 25 à 49 ans	61,05 %	61,25 %
50 ans et plus	23,12 %	25,62 %
Inscrits depuis moins d'un an	48,88 %	52,83 %
Inscrits depuis plus d'un an	51,12 %	47,17 %

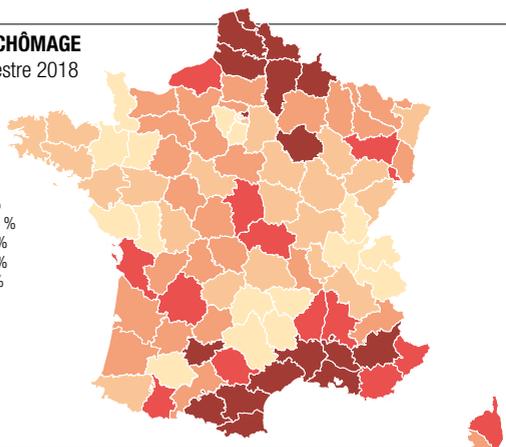
Source : Pôle Emploi

Les hommes sont légèrement plus touchés par le chômage et les demandeurs d'emploi se situent en grande majorité entre 25 et 49 ans.

TAUX DE CHÔMAGE

Au 4^e trimestre 2018

- Plus de 10 %
- Entre 9 et 10 %
- Entre 8 et 9 %
- Entre 7 et 8 %
- Moins de 7 %



Source : INSEE

DIMINUTION. Les Hauts-de-France ont le taux de chômage le plus élevé de France (11%). La Somme a eu une évolution du chômage annuelle nulle (avec 10,7 % de chômage) contrairement aux autres départements où il a reculé (-0,3 point pour l'Aisne et l'Oise, -0,2 point pour le Pas-de-Calais et -0,1 point pour le Nord).

MÉTIERS LES PLUS RECHERCHÉS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018

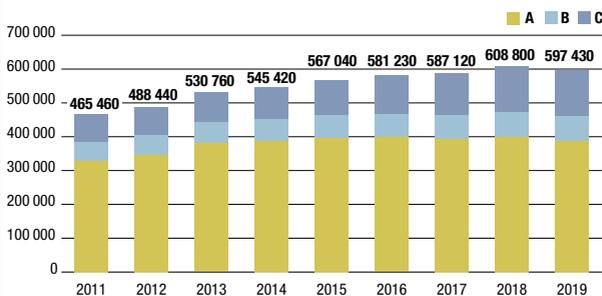
	PROJETS EN CDI, CDD OU INTERIM	PROJETS TOTAUX
Agents d'entretien de locaux (y compris ATSEM)	7 403	8 948
Ouvriers non qualifiés de l'emballage et manutentionnaires	7 100	9 597
Aides à domicile et aides ménagères	5 729	7 207
Employés de libre-service	5 722	7 310
Conducteurs routiers et grands routiers	5 362	6 269
Aides-soignants (médico-psycho., auxil. puériculture, assistants médicaux...)	4 709	6 635
Aides, apprentis, employés polyvalents de cuisine	4 097	6 356
Ingénieurs, cadres études & R&D informatique, responsables informatiques	3 094	3 125
Agents de sécurité et de surveillance, enquêteurs privés et métiers assimilés	2 603	3 203
Serveurs de cafés, de restaurants	2 406	4 907

Source : Pôle Emploi

EMBAUCHES. 203 846 projets d'embauche ont été exprimés en décembre 2018 par les entreprises du territoire. Cela représente 31 582 projets de recrutement de plus sur un an, soit une hausse de 18,3 %.

ÉVOLUTION DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN HAUTS-DE-FRANCE

Au 1^{er} janvier

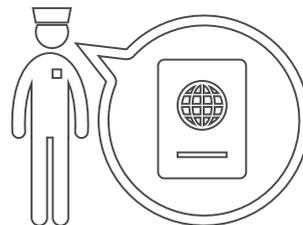


Source : Pôle Emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi a légèrement baissé entre 2018 et 2019.

24 200

C'est le nombre de salariés des Hauts-de-France travaillant à l'étranger.



Source : Insee

FRONTALIERS. Les frontaliers vont principalement en Belgique. Elle est cependant moins attractive que par le passé. Entre 2013 et 2017, le nombre de travailleurs frontaliers des Hauts-de-France a ainsi diminué alors qu'il a augmenté dans le sens inverse. À présent, près de 10 000 salariés arrivent de Belgique chaque jour dans la région.



LES FACULTÉS
DE L'UNIVERSITÉ
CATHOLIQUE DE LILLE

Licence ou Master ?



DROIT · ETHIQUE &
PHILOSOPHIE · EXPERTISE
& AUDIT · GESTION,
ECONOMIE & SCIENCES ·
INTERNATIONAL · LETTRES
& SCIENCES HUMAINES ·
MEDECINE & MAIEUTIQUE
· SCIENCE POLITIQUE ·
DESIGN THINKING

Soirée d'information « Spécial Parents »
Mardi 11 février 2020 - 18h

Immersion des Terminales :

Mercredi 20 novembre 2019 - après midi

> les 2 événements sur inscription :

<https://lesfacultes.univ-catholille.fr>

Portes Ouvertes de l'Université

Samedi 30 novembre 2019 - de 9h30 à 17h

80 formations

Licences - Prépas
Grandes Écoles -
Masters

→ 82 % de réussite

en première année de
Licence et 33 % au
concours de Médecine
PACES (sources 2017-2018)

60 boulevard Vauban
59000 Lille

<https://lesfacultes.univ-catholille.fr>
lesfacultes@univ-catholille.fr





De la graine à la planche, il y a du boulot !

La région des Hauts-de-France est une petite région forestière. Elle se situe à l'avant-dernière place au niveau national avec 13% de surface boisée, mais se positionne à la 5^e place en consommation de bois, principalement dans la construction. En vertu d'un constat alarmant portant sur une perte de 6 000 emplois en cinq ans, et d'une importation massive des bois d'œuvre, un master plan sur la filière forêt-bois en Hauts-de-France a été signé par les acteurs de la filière en 2018. Il vise à remettre l'emploi au cœur des préoccupations et à promouvoir le bois, qui absorbe plus de 20% d'émissions de carbone, fondement de la croissance verte française.

Par Lucy DULUC

La forêt régionale, composée principalement de feuillus comme le chêne, le peuplier ou le hêtre, couvre 428 000 hectares et produit 4 millions de mètres cubes de bois par an. Les 72% de forêt privée présentent la particularité d'être répartis entre une multitude de propriétaires privés (plus de 120 000), beaucoup possédant de petites parcelles, ce qui ne facilite pas l'accès et

la récolte. Le bois issu des forêts alimente une filière locale qui représente plus de 8 000 établissements et 42 000 emplois en Nord – Pas-de-Calais – Picardie, selon les sources de Nord Picardie bois et ses partenaires du Contrat de filière forêt-bois. Selon ces mêmes sources, ce volume pourrait nettement augmenter si les forêts étaient mieux gérées, mieux entretenues et préparées

aux événements climatiques de demain.

Une enquête réalisée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) met en évidence l'attachement des propriétaires forestiers à leur patrimoine et leur faible motivation quant à son exploitation commerciale. Ce n'est qu'au-delà de 150 hectares que plus de 50% des propriétaires disent rechercher un pro-

duit financier et se considèrent comme producteurs de bois. À ce jour, seulement 56% du bois disponible est récolté dans la région. Pour tenter d'inverser la tendance, les dispositifs se multiplient.

Le Centre régional de la propriété forestière (CRPF), situé à Amiens, vise notamment à aider les propriétaires à passer d'une gestion patrimoniale à une gestion dynamique de leur forêt. Pour cela, des plans de gestion sont développés à dix, quinze ou vingt ans sur des parcelles de 20 à 25 hectares. «Nous formons des forestiers qui sont des gestionnaires», explique Henri de Witasse Thezi, président du CRPF. *Mettre la bonne essence qui correspond au terrain, planter des chênes, des hêtres, ne pas mettre ses œufs dans le même panier sont autant de conseils qui permettent d'assurer le renouvellement d'une forêt. En outre, depuis trente ans, les modes d'extraction ont changé. Le bois doit être sorti d'un coup, par des engins de plus en plus lourds, il*

faut donc créer des chemins. Nous travaillons sur des cycles de 20 à 150 ans», rappelle le président qui est aussi sylviculteur, à savoir un forestier soucieux d'agir sur le développement, la gestion et la mise en valeur d'une forêt. À la tête d'un patrimoine forestier de 80 hectares, dans la famille depuis plusieurs générations, l'homme sait de quoi il parle : «Quand on récolte du bois, vous savez que c'est celui de vos grands-parents. Et lorsque vous plantez des arbres, vous savez qu'ils profiteront à vos petits-enfants.»

UN MASTER PLAN AU CHEVET DE LA FILIÈRE

La moitié de la récolte totale de bois issue des forêts régionales constitue du bois énergie. La majorité du bois d'œuvre, destiné à être scié ou débité, quitte quant à elle la région. Dans le cadre du Contrat de filière et du Pôle d'excellence régional bois, puis, plus

récemment, du master plan, les partenaires cherchent à développer des filières courtes via de nouveaux débouchés pour les bois locaux, et ce, avec le soutien de la Région Hauts-de-France. Il en est ainsi du peuplier, «plus nerveux que le chêne» décrit le président du CRPF. «On a développé un vrai savoir-faire dans la transformation du peuplier pour faire de la charpente», explique Fabienne Delabouglise, déléguée générale de la branche professionnelle Fibois, ajoutant que «les constructions se font en général avec des résineux, qui ne sont pas légion dans la région». 50 projets où le peuplier est utilisé en construction sont actuellement accompagnés en région : crèches, salles de sport, médiathèques... «Quelques bailleurs se penchent aussi sur le logement collectif», souligne la déléguée. *On travaille avec un bois local, transformé localement, qui reste encore un peu plus cher*

qu'un bois importé, mais nous étudions avec les scieurs un meilleur taux de rendement.» En outre, 6,8 millions d'euros d'investissement sont fléchés dans le master plan vers les entreprises de première transformation comme les scieries, jugées aujourd'hui trop petites et vieillissantes.

Valoriser dans la construction la ressource en bois feuillus ; améliorer l'attractivité des formations du bois pour développer les compétences et l'emploi au niveau national – plus de 3 300 élèves et apprentis seraient formés par an dans la région – ; promouvoir les solutions bois pour la réhabilitation des bâtiments et aboutir à la proposition de systèmes constructifs performants, tels sont les axes prioritaires de ce masterplan. Trouver l'équilibre entre les grandes fonctions de la forêt – économique, environnementale, sociétale et cynégétique – constitue un vrai défi.



Plus de cinquante projets où le peuplier est utilisé en construction sont actuellement accompagnés en région. A l'image du Centre de la petite enfance à Courcelles-les-Lens.

ANALYSE

Anny-Claude Morisau,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA SAS MORISAU ET
VICE-PRÉSIDENTE DE FIBOIS HAUTS-DE-FRANCE



L'ESSENTIEL DANS NOS MÉTIERS, C'EST L'APPROVISIONNEMENT

La SAS Morisau est implantée à Wignehies, près de Fourmies, où se trouve la scierie, et à Avesnes-les-Aubert, dans le Cambrésis, où se situe la plateforme logistique. Notre activité consiste à acheter les bois abattus dans les forêts de la région des Hauts-de-France et à vendre des produits prêts à être posés, comme le bois d'ossature en peuplier. À l'activité de scierie, de stockage, de séchage et de transformation s'ajoute une activité de négoce pour la construction... Cela fait une quinzaine de salariés en tout. Dans notre activité, l'essentiel, c'est le stock et donc l'approvisionnement. La certification APECF, pour Association pour l'emploi des chênes et des feuillus français, assortie du label transformation UE, nous permet de nous approvisionner en bois de chêne auprès de l'Office national des forêts et d'éviter que ces arbres partent vers la Chine et reviennent «transformés» chez nous. Pour nous, ce serait vraiment la double peine. Mais la présence étrangère se fait plus durement sentir lors des achats aux propriétaires de bois privés, via des intermédiaires.

Avec l'association Fibois, l'association interprofessionnelle de la filière forêt bois de la région Hauts-de-France, un projet de plateforme numérique se met en place avec les producteurs de bois. L'enjeu est de mutualiser les approvisionnements. Avec notre scierie de l'Avesnois, nous fonctionnons en circuit court pour l'aune de la Thiérache qui sert aux bardages, notre spécialité.»

SALAIRES MOYENS SELON LES PROFESSIONS

Salaire net annuel moyen en équivalent temps plein dans le secteur privé en 2015 en euros

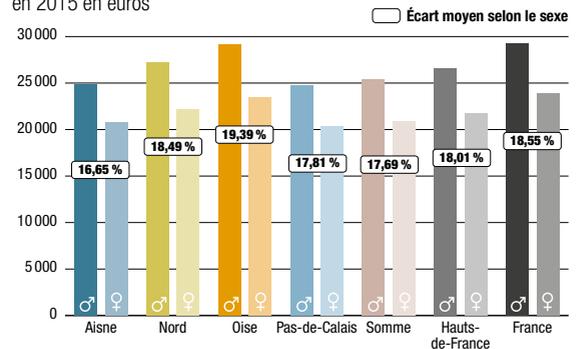
	CADRES	PROFESSIONS INTERMÉDIAIRES	EMPLOYÉS	OUVRIERS
Aisne	43 500	26 540	18 930	20 660
Nord	44 690	26 320	19 060	20 150
Oise	49 040	28 260	20 350	21 690
Pas-de-Calais	43 200	26 140	18 580	20 260
Somme	43 420	26 090	18 840	20 530
Hauts-de-France	45 060	26 610	19 120	20 500
France	49 720	27 260	19 640	20 610

Source : Ministère de l'action et des comptes publics

REVENUS. Les Oisiens sont les mieux payés de la région.

DIFFÉRENCES SALARIALES

Salaire net annuel moyen en équivalent temps plein dans le secteur privé en 2015 en euros



Source : Ministère de l'action et des comptes publics

Quelque soit le Département concerné, les femmes sont moins bien payées que leurs homologues masculins.

IMPÔT SUR LA FORTUNE EN HAUTS-DE-FRANCE

En 2017

	NOMBRE DE REDEVABLES*	PATRIMOINE MOYEN EN €	IMPÔT MOYEN EN €
Aisne	385	2 508 489	10 435
Nord	4 280	2 833 668	11 423
Oise	508	2 793 782	11 223
Pas-De-Calais	510	2 499 113	9 940
Somme	584	2 684 552	9 310

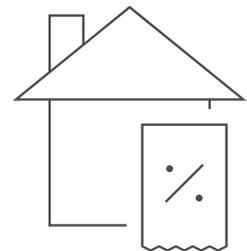
* Sont pris en compte les villes de plus de 20 000 habitants ayant plus de 50 redevables à l'ISF

Source : Ministère de l'action et des comptes publics

Si le Nord compte le plus de redevables à l'ISF, l'Oise, avec 508 redevables, a un patrimoine moyen quasiment identique au Nord.

38%

C'est le pourcentage de foyers fiscalement imposés dans les Hauts-de-France.

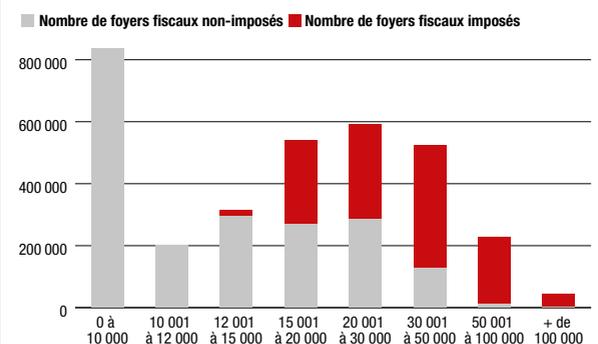


Source : Direction générale des Finances publiques

FISCALITÉ. La moyenne nationale est bien plus élevée : 44 % soit 16 548 541 foyers. Plus d'un foyer fiscal sur trois payant plus de 8 000 euros d'impôts vit en Île-de-France et 6 % dans les Hauts-de-France.

FOYERS FISCAUX EN HAUTS-DE-FRANCE

Revenu fiscal de référence par tranche, en euros, en 2016



Source : Direction générale des Finances publiques

TAUX DE PAUVRETÉ EN FRANCE

Données 2015

- > 26%
- Entre 20 et 26%
- Entre 14 et 20%
- < 14%

Source : Insee

DERNIER. Avec un premier quartile s'élevant à 11 531 €, une médiane à 18 598 € et un troisième quartile à 26 298 €, les Hauts-de-France se placent en dernière position et sont donc la région la plus pauvre de France.

Engagés à vos côtés
à chaque étape
de votre croissance



Nous suivre
www.experts-comptables.fr



L'usine Graftech Calais a investi 15 millions d'euros dans une nouvelle ligne de production.



Investissements étrangers : les Etats-Unis en tête

La région Hauts-de-France était citée récemment par le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, comme faisant partie des régions les plus attractives en termes d'investissements étrangers. Selon le bilan publié par Business France, elle arriverait derrière l'Île-de-France en termes d'emplois créés ou sauvegardés. Ces investissements étrangers totalisent 5 761 emplois en 2017 en région, soit une progression de près de 26% par rapport à 2016, d'après les données établies par Nord France Invest.

Par Lucy DULUC

Les années 2017 et 2018 ont été particulièrement propices aux projets d'investissements industriels dans les Hauts-de-France et, contrairement aux idées reçues, les décisions d'investissements sur le territoire national, ne se concentrent pas dans les très grandes agglomérations : 40% des projets sont localisés dans des agglomérations de moins de 200 000

habitants. En témoignent les entreprises à capitaux américains telles que Milliken à Roisel, dans la Somme, fabricant de textile technique, qui vient d'investir dans l'extension du site afin de consolider son activité en région, ou Coca-Cola European Partners qui va investir 19 millions d'euros dans une nouvelle ligne de production de bouteilles en verre dans son usine de Socx, près

de Dunkerque. Cet investissement devrait permettre l'embauche de 23 personnes.

15 MILLIONS CHEZ GRAFTECH

Graftech International, un des leaders mondiaux américains sur le marché des électrodes en graphite artificiel, gros fournisseur des aciéristes mondiaux, vient d'investir 15 millions d'eu-

DES INVESTISSEMENTS SIGNIFICATIFS

Les Etats-Unis arrivent encore en tête devant l'Allemagne, la Belgique et le Royaume-Uni. Depuis 2012, 86 projets américains ont été développés en région. Cela représente 13 584 emplois, dont 6 931 créés et 6 653 sauvegardés (dont 5 144 pour la reprise d'Arc France en 2015).

ros dans son usine de Calais. Cet investissement s'est traduit par une augmentation de 40% de la production d'électrodes de graphite et de l'embauche d'une vingtaine de personnes en emplois directs, auxquels s'ajoutent des postes liés à l'activité des sous-traitants au sein de l'usine qui compte désormais plus de 200 personnes. La maison mère, Graftech International, est basée à Cleveland, dans l'Ohio depuis sa création en 1886. Elle s'appelait à l'époque National Carbon Company. Depuis l'implantation du site calaisien en 1976, les Américains ont régulièrement investi dans cette usine. «C'est une industrie très capitalistique», souligne Frédéric Royal, directeur général du site. Sur un marché ultra concurrentiel, le site de Calais a été retenu par le groupe pour la rentabilité du projet et le savoir-faire des salariés.

Le choix d'implantation n'est pas le fait du hasard. Le groupe Graftech International a implanté une usine à Calais pour des raisons logistiques. L'établissement reçoit 80% de ses matières premières par la mer. Le site est proche des pays de l'Europe du Nord, les accès autoroutiers sont aisés et il est proche des grands ports de la mer du

Nord (Anvers, Rotterdam) qui ouvrent aux grandes routes maritimes vers tous les continents : 95% de la production calaisienne quittent la France.

Selon un rapport de KPMG portant sur l'attractivité des Hauts-de-France, dans 87% des cas, les filiales étrangères choisissent la région pour son emplacement géographique, avec une préférence pour le Nord - Pas-de-Calais (92%) et plus spécifiquement pour la Côte d'Opale (100%) et le Grand Lille (91%).

PROJETS RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

L'autre fait notoire de ce bilan 2017 est l'augmentation du nombre d'emplois des projets de R&D, qui permet aux Hauts-de-France d'atteindre la 5^e place du bilan national. La région reste sur la dynamique de six projets de ce type par an depuis 2015. Et pour la première fois, trois d'entre eux dépassent les 50 emplois, dont IBM, qui a annoncé 100 emplois pour un centre d'opérations de sécurité, et Dickson Constant, avec 50 emplois dédiés au développement des produits.

Enfin, cinq projets gagnés par Nord France Invest les années précédentes ont permis de créer 1 292 emplois supplémentaires : Amazon à Douai (700 emplois), et à Senlis (300 emplois), Booking.com à Tourcoing (255 emplois), Camaris à Longuenesse (15 emplois), et Fenwick à Coudin (22 emplois).

En plus d'un nombre important d'emplois créés, essentiellement dû à la croissance de grands groupes tels que Booking.com et AGCO, les entreprises américaines permettent également de maintenir des emplois en reprenant des entreprises prometteuses à l'image de Pentair, racheté par le groupe Emerson.

ANALYSE

Laure Ansart,
DIRECTRICE DU PROJET OUSPEK

NOUS FACILITONS LA MISE EN RELATION ENTRE LES PME FRANÇAISES ET RUSSES



Beaucoup de grandes entreprises françaises sont déjà en Russie. Le pays attire car il est en voie de développement et c'est un territoire d'entrepreneurs. Peu de PME françaises sont installées là-bas, mais celles qui ont sauté le pas prospèrent. Je contacte principalement des sociétés qui font déjà de l'international. Début 2017, j'ai passé une semaine entre Saint-Petersbourg et Moscou pour faire le point sur l'activité textile. Je suis repartie avec 60 demandes, dont une grande partie dans le domaine des tissus techniques, dans le secteur sportif ou bien le revêtement spécifique. L'écologie intéresse aussi, tous secteurs confondus. Il y a une vraie prise de conscience même s'il y a beaucoup de choses à faire. Parmi les entreprises françaises, je compte dans mon fichier 60% de sociétés des Hauts-de-France sur la filière textile, majoritairement en B to B. Certaines ont déjà des distributeurs sur place. Près de 85% du textile est acheté en Russie, cela représente 150 millions de consommateurs. Il y a une demande d'un label de qualité français. Je suis en contact avec 30 régions en Russie sur 85, et j'y passe un tiers de mon temps. Les outils informatiques facilitent la mobilisation des dynamiques. Je vais coorganiser un showroom sur l'économie circulaire dans le textile, du 1^{er} septembre au 31 décembre 2019. Les acheteurs pourront poser en direct leurs questions aux entreprises françaises par le biais de Skype.»

ANALYSE

Pieter de Brabandere,
GÉRANT DE FLANDRES BÉTON

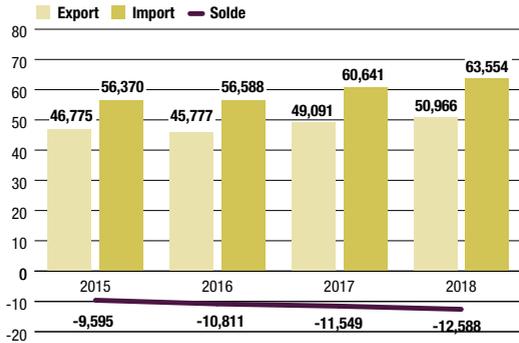
LE DUNKERQUOIS RÉUNIT TOUTES LES CONDITIONS POUR UN INVESTISSEUR



Mon frère et moi sommes la 4^e génération d'une entreprise familiale. Le groupe Brabandere a démarré en 1905 à Furnes, en Belgique. Nous avons déjà quelques activités sur le territoire français entre 2010 et 2014, puis nous avons eu l'idée de développer une structure française afin d'approcher une clientèle locale. Nous recherchions à nous implanter entre Calais et Dunkerque. Puis nous avons prospecté sur le port de Dunkerque en avril 2013 et avons rencontré Dunkerque promotion grâce à qui nos démarches ont été facilitées et un permis de construire mis en place. Tout cela est allé extrêmement vite : nous avons signé avec le Port en janvier 2014 et avons ouvert Flandres béton à Loon-Plage en janvier 2015. Le territoire dunkerquois réunit toutes les conditions pour un investisseur : il existe beaucoup de terrains disponibles et très bien connectés en termes d'infrastructures routières, ferroviaires, fluviales et maritimes. En Belgique, les terrains sont extrêmement chers, ce qui est moins le cas en France. Le territoire bénéficie par ailleurs d'une réserve de main-d'œuvre qualifiée et motivée. En Belgique, le taux de chômage est de 3,5%, de ce fait il est difficile de trouver du personnel, c'est un grand atout pour le territoire français. Aujourd'hui, nous avons 15 salariés à Loon-Plage. Dans les années à venir, nous allons continuer d'investir dans le recyclage et développer la multimodalité.»

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR DES HAUTS-DE-FRANCE

En milliards d'euros

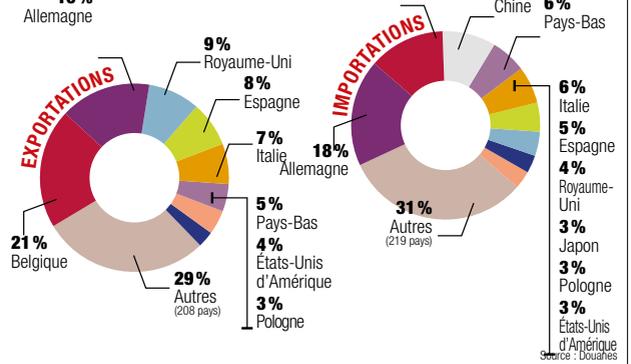


Source : Douanes

AMÉLIORATION. En 2018, la région a davantage importé et exporté les entreprises s'internationalisent.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX EN HAUTS-DE-FRANCE

En 2018 par pays

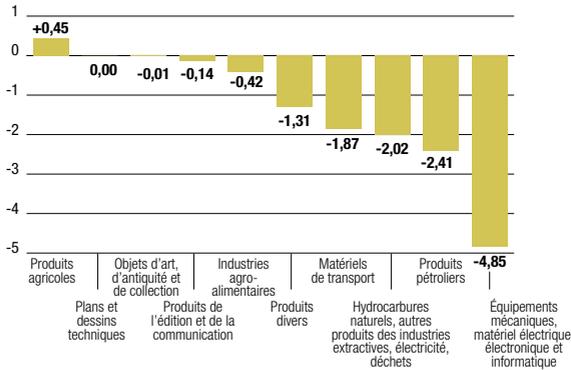


Source : Douanes

La Belgique reste le premier pays vers lequel les Hauts-de-France exportent.

EXCÉDENTS ET DÉFICITS DE LA RÉGION

En 2018, en milliards d'euros

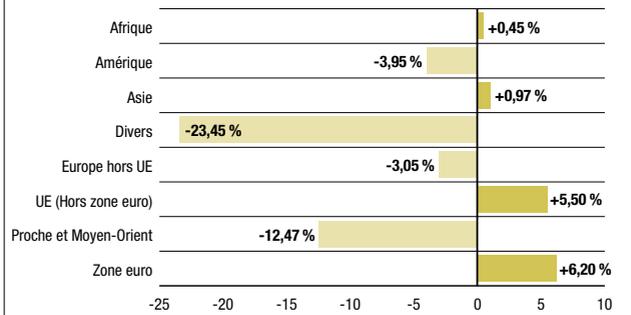


Source : Douanes

Seuls les produits agricoles sont excédentaires, alors que les autres secteurs affichent tous des déficits.

ÉVOLUTION DES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS

Évolution 2017-2018

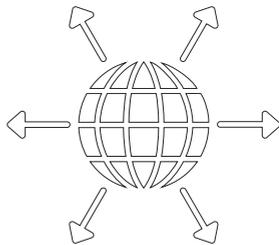


Source : Douanes

Les entreprises exportent vers leurs voisins de la zone Euro. 2018 a été marqué par un net recul des échanges avec le Proche et Moyen-Orient.

10,6%

C'est la proportion des exportations françaises effectuée par les Hauts-de-France.

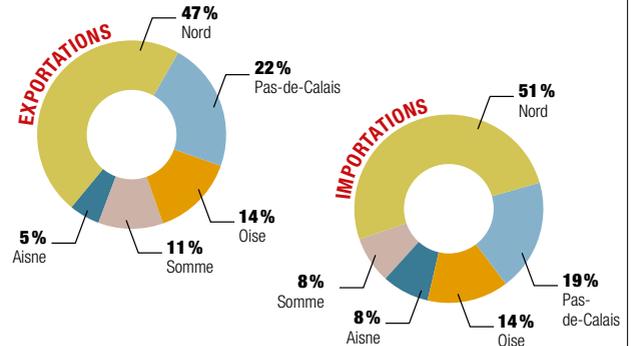


Source : Douanes

ÉCHANGE. La région est derrière l'Île-de-France (20,2%), le Grand Est (13,4%) et Auvergne-Rhône-Alpes (12,5%). Concernant les importations, elles sont surtout d'Île-de-France (26,6%), des Hauts-de-France (11,4%), d'Auvergne-Rhône-Alpes (11,2%) et du Grand Est (10,45%).

RÉPARTITION DU COMMERCE EXTÉRIEUR PAR DÉPARTEMENT

En 2018



Source : Douanes

LOCOMOTIVE. Le Nord et le Pas-de-Calais tirent le commerce extérieur régional.



RENCONTRER
ÉCHANGER



PARTAGER
COLLABORER

En maillant les clubs et les réseaux d'un territoire,
le Business Club Group favorise de nouvelles rencontres.

Dirigeants et décideurs, donneurs d'ordres et sous-traitants, issus de préférence de l'univers
industriel, échangent une fois par mois lors d'un déjeuner-débat organisé autour d'une personnalité
du monde sportif, économique, culturel ou politique.

Nos intervenants offrent et partagent avec vous leurs histoires et leur expérience.
Le tout dans une ambiance conviviale, parfaite pour envisager de nouvelles collaborations !

+ 1 000 MEMBRES

14 CLUBS

300 DÉJEUNERS (AU 01/06/2019)

MOYENNE DE 109 CONVIVES / DÉJEUNER

92% DE RENOUVELLEMENT DE COTISATION



CAMBRAI - MAUBEUGE - VALENCIENNES
DEPUIS OCTOBRE 2013



LILLE
DEPUIS OCTOBRE 2014



ARRAS - BÉTHUNE - LENS
DEPUIS OCTOBRE 2015

CONTACTEZ OLIVIER TALBERT

OTALBERT@BUSINESS-CLUB-GROUP.COM / 06 75 23 30 33



AMIENS
DEPUIS AVRIL 2018



DUNKERQUE
DEPUIS JANVIER 2019

CONTACTEZ EDDY SCHUSTER

ESCHUSTER@CLUB-SBC.FR / 06 76 10 03 96

NOUS SOUHAITONS ACCÉLÉRER NOTRE DÉVELOPPEMENT
SUR LES TERRITOIRES SUIVANTS : LE HAVRE, CAEN, ROUEN, BEAUVAIS,
COMPIÈGNE, RÉGION PARISIENNE, RENNES, BREST, ORLÉANS, LE MANS.

WWW.BUSINESS-CLUB-GROUP.COM

Âge d'or de la région durant plusieurs décennies, le textile est aujourd'hui en pleine reconversion et bien loin d'être mort. Qu'il soit technique ou connecté, il fait partie du quotidien sans qu'on s'en aperçoive. Grâce aux prouesses technologiques, l'innovation rend le textile compétitif, performant et recyclable à l'infini.

Par Amandine PINOT



Le renouveau du textile par sa technicité et sa compétitivité

Le métal remplacé par des textiles composites, les géotextiles pour renforcer la construction, des fibres pour des dispositifs médicaux innovants... Il n'y a pas que dans l'habillement ou la décoration que l'on trouve du textile. Avec ses propriétés multiples, il est partout là où on ne l'attend pas. «*En Hauts-de-France, la filière représente 14 000 salariés, pour 400 entreprises de l'industrie textile et de l'habillement*», détaille Eric Mézin, délégué général de l'UIT Nord (Union des industries textiles). Certes, ils étaient 100 000 dans les années 1960, mais pour la première fois depuis 30 ans, les effectifs ont enfin progressé de 3% et le secteur attire les jeunes talents. «*Le recrutement est le problème n°1 de la filière. Heureusement de nombreux jeunes veulent s'y investir, que ce soit dans la mode*

ou le textile technique. Mais nous manquons encore de profils, notamment ouvriers.»

RECYCLABLE À L'INFINI

Éric Mézin en est convaincu : le textile renaît grâce aux textiles techniques ou au Made in France. «*On ne se bat plus contre la Chine, avec laquelle il est impossible de rivaliser. Une vraie tendance se dessine : acheter moins mais mieux, et là, nous pouvons faire la différence.*» L'habillement a souffert ces deux dernières années, loin d'être une priorité pour la plupart des ménages et en région. Calais et Caudry ont été elles aussi frappées par un ralentissement économique, avec un secteur du luxe en recul au niveau mondial. Au CETI de Tourcoing (Centre européen des textiles innovants), c'est le futur

du textile qui se prépare, bien loin des fibres classiques : polyester en écorce de betterave, polyamide à base d'huile de ricin... À chaque produit sa fonctionnalité. Leader dans le recyclage du coton – qui représente 25% des pesticides mondiaux –, le CETI a deux enjeux : la consommation durable et les textiles techniques. «*Quand on sait que la production de trois tee-shirts consomme 6 000 litres d'eau et que l'on compte 600 000 tonnes de vêtements usagés en France, c'est beaucoup trop. Il faut réinventer le métier d'effilocheur. Nous avons donc établi un consortium et investi deux millions d'euros dans une ligne de recyclage qui récupère la matière effilochée pour en refaire un fil*», explique Pascal Denizart, directeur général. D'ici deux ans, le CETI espère que la matière sera recyclable à

100%, à l'image de cette collaboration avec Adidas sur des chaussures en polyuréthane, jusqu'à dix fois recyclables. «*Il est possible d'avoir une technologie intelligente sur une fibre classique. Aujourd'hui il n'y a plus de développement textile sans se soucier de l'environnement. Il faut imaginer des fibres textiles légères, et c'est là tout l'enjeu des smart textiles.*»

COMPÉTITIVITÉ, PERFORMANCE ET EXPORTATION

«*Les plus gros investisseurs du textile sont l'automobile et l'aéronautique*», explique Eugène Deleplanque, président-directeur général de Dickson Constant, à Wasquehal. Le groupe Dickson, leader mondial du textile, travaille dans le domaine de la protection solaire,

de l'industrie marine, du revêtement de sol, de la bagagerie ou des produits techniques, et exporte sa production à 80%. Mais, surtout, pour rester compétitif, le groupe a fait de l'innovation son cheval de bataille. «*Nous cherchons la rupture technologique pour créer quelque chose de différent*», poursuit le PDG. C'est le

nous étions restés sur nos métiers de base, nous n'en serions pas là aujourd'hui. Ce qui sauvera l'industrie textile, c'est sa compétitivité et sa performance. Nous avons tout intérêt à garder une industrie en Europe pour être plus flexible et mieux répondre aux besoins de la distribution. Les produits techniques peuvent apporter une

réponse aux applications demandées par les consommateurs, l'innovation est infinie.» Sur les trois entités que compte le groupe au chiffre d'affaires de 150 M€ (Dickson PTL dans l'Ain, Dickson Coatings en Isère et Dickson

Constant en Hauts-de-France), le site de Wasquehal est la plus importante des trois, avec 100 M€ de chiffre d'affaires, dont 6 à 7% sont investis en R&D.

Il n'y a plus de développement textile sans se soucier de l'environnement

cas, par exemple, de la fibre acrylique «*teint masse*» qui garantit la couleur du tissu et sa résistance aux UV, ou de la toile de protection solaire autonettoyante. «*Si*

ANALYSE

Laurent Malterre,
DIRECTEUR DES ETABLISSEMENTS MALTERRE



NOUS AVONS SURVÉCU GRÂCE AUX MARCHÉS DE NICHE

Chez Malterre, le textile est connecté. Il est devenu un matériau qui pénètre désormais les secteurs du sport et même de la santé. Par exemple, nous avons élaboré ces dernières années un produit pour le CHU d'Amiens, une innovation mondiale qui a été brevetée : une cagoule permettant la réalisation d'électroencéphalogrammes chez le nourrisson. Il y a également les tissus de voltige pour artistes de cirque vendus dans le monde entier et même en Chine, ou encore l'invention de pistes nomades en textile conducteur pour la pratique de l'escrime. De quoi nous rendre visible lors des JO 2024 en France. Nous sommes fiers de donner une image dynamique du textile français. Dans notre usine à Moreuil s'exprime la passion d'un métier trop souvent mal considéré. Notre unité de tricotage collabore en effet avec les plus grands fabricants et se positionne à un très grand niveau de technicité pour transformer du fil en maille, notamment pour la lingerie féminine française. Les marques Lejaby, Perele, Barbara nous sont toujours fidèles, mais aussi Lacoste et bien d'autres. La société que je dirige depuis les années 1980 avec mon épouse Patricia est donc spécialisée dans la fabrication d'étoffe à maille et opère sur de nombreux marchés, balnéaire, prêt-à-porter, mais aussi dans les secteurs militaire et médical. Elle s'est surtout fait une spécialité des marchés de niche.»



SHOWROOM DE LILLE

Plongez au cœur du réseau électrique de demain

Professionnels, entreprises, entrepreneurs...

Réservez votre visite commentée et gratuite !



Contact :
Rte-showroom-lille@rte-france.com

Adresse :
Site d'EuraTechnologies
165 avenue de Bretagne 59000 Lille
www.rte-france.com @RTE_Nord



Transition énergétique

Smartgrids

Poste électrique nouvelle génération



Datas



Réalité virtuelle

Voyagez au cœur d'un raccordement de champ éolien en mer.



ANALYSE

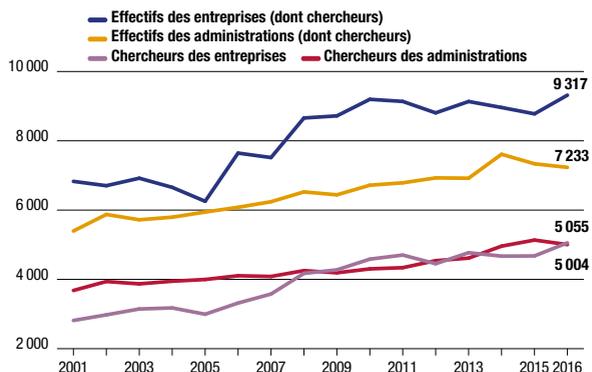
Yves Machu, DIRECTEUR DU CRITT
POLYMÈRES DE VERNEUIL-EN-HALATTE



“ **NOTRE CLIENTÈLE EST CONSTITUÉE À 40% DE PME ET À 60% DE GRANDES ENTREPRISES**

Nous sommes une interface entre industries, PME/PMI et acteurs de la recherche: notre rôle est de convertir un résultat scientifique en innovation. Le CRITT Polymères a été créé en 1984. Sa vocation était initialement régionale, l'État voulait que les technologies diffusent plus facilement vers les PME. Aujourd'hui, si nous bénéficions du soutien de l'État, de la Région, voire du FEDER, notamment pour les équipements dont nous sommes propriétaires, notre autofinancement est de 70%. Sous statut loi de 1901 (mission d'intérêt général), l'essentiel de nos ressources provient de nos prestations. Notre équipe compte six personnes, dont des docteurs et des ingénieurs. Aujourd'hui, nous intéressons de plus en plus les grandes entreprises : elles attendent, comme les PME, de la réactivité et des compétences au meilleur coût. Notre clientèle est constituée à 40% de PME et à 60% de grandes entreprises. Bien que centre régional, notre champ d'action est national, voire international. Nos résultats doivent être directement exploitables et permettre aux entreprises de générer des profits. Nous intervenons sur les polymères (matières plastique, élastomères, colle, fibre...) au stade de la conception, de la transformation ou du recyclage. Nous sommes sollicités sur les agro-matériaux et les plastiques bio-sourcés depuis une dizaine d'années, notamment par des entreprises du secteur de l'emballage. Nous travaillons également sur le recyclage et l'économie circulaire. Ces thématiques représentent environ 25% de nos prestations.»

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DE R&D* DES HAUTS-DE-FRANCE



* Rémunérés

Source : MESRI SIES

Quelque soit l'organisme ou le type de poste, les effectifs de R&D sont en croissance, malgré une légère baisse dans l'administration.

74,5 M€

C'est le budget 2016 alloué par les Hauts-de-France dans la recherche et le transfert de technologie.



Source : MESRI SIES

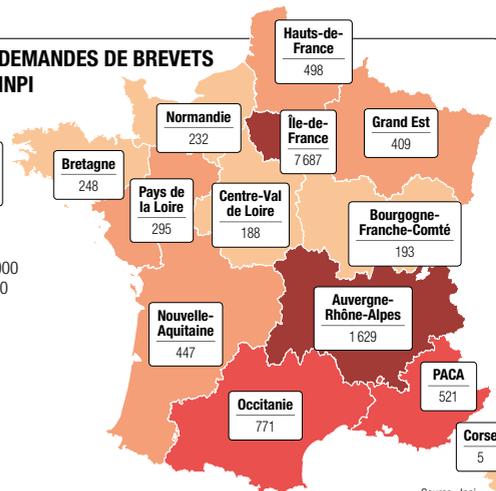
INVESTISSEMENTS. C'est 6,8% de la somme nationale du budget des Conseils Régionaux. Les plus investis financièrement sont l'Île-de-France, la Nouvelle-Aquitaine (14%), l'Auvergne-Rhône-Alpes (12%) et les Pays de la Loire (10%).

NOMBRE DE DEMANDES DE BREVETS PUBLIÉES À L'INPI

En 2018

Département
Nombre de demande de brevets

■ > 1 000
■ Entre 500 et 1 000
■ Entre 250 et 500
■ < 250

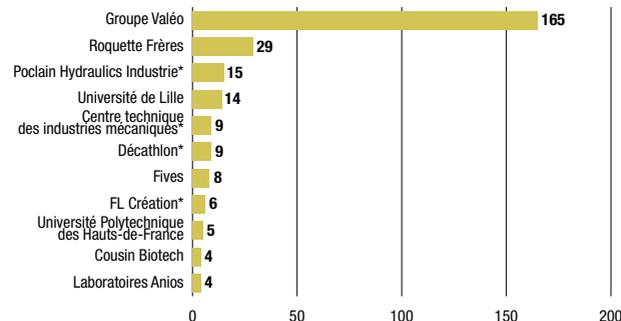


Source : Inpi

CLASSEMENT. La région se place à la 5^{ème} place française en nombre de demandes de brevets publiées à l'INPI.

TOP 10 DES DÉPOSANTS EN HAUTS-DE-FRANCE

Publications 2018 à l'INPI



* Données du déposant non consolidées.

Source : Inpi

Loin devant, le groupe Valéo prend la première place de ce top 10, devant le leader mondial des ingrédients d'origine végétale.



L'innovation dans l'univers comptable, un virage incontournable !



L'innovation, bien qu'indispensable, induit des changements fréquents et profonds qui pour beaucoup font peur. Le métier de l'expertise comptable, souvent perçu comme très traditionnel, est pourtant l'un des domaines qui a dû le plus s'adapter et trouver des solutions face aux bouleversements initiés par les nouvelles technologies. Grégory Denys, Directeur de Cerfrance Nord - Pas de Calais (Association de conseil et d'expertise comptable de plus de 700 salariés) nous explique les enjeux auxquels il faut faire face.

En quoi l'évolution du métier comptable a-t-il nécessité d'innover ?

En comptabilité, comme dans de nombreux secteurs d'activité, nous vivons notre transformation digitale depuis quelques années. Sur le métier de l'expertise comptable, une des traductions la plus visible et concrète en matière d'innovation est la dématérialisation des documents, devenue incontournable pour ne pas dire obligatoire... Il s'agit d'obligations de télédéclaration ou de télépaiement, de la dématérialisation de la commande publique ou encore, de la collecte de données provenant de sources variées...

Quel a été le parti pris par Cerfrance Nord - Pas de Calais pour s'adapter à la dématérialisation ?

Pour comprendre notre parti pris, il faut savoir que nous avons décidé d'aborder le sujet de la dématérialisation par le bénéfice client apporté par cette transformation. Nous avons donc choisi de nous concentrer sur l'amélioration continue de la qualité de service de nos prestations et de privilégier la simplicité. Par exemple : de nouveaux process permettant à nos équipes de clôturer plus rapidement les dossiers, de la sécurité en stockant les documents scannés sur nos propres serveurs sécurisés. Si un document papier est égaré, le client peut le retrouver sur son espace client

Comment se prépare de tels changements au cœur de l'entreprise ?

Plusieurs années d'anticipation sont indispensables pour appréhender sereinement de tels changements ; surtout quand on veut trouver la meilleure solution pour apporter de la valeur ajoutée tant à nos équipes qu'à nos clients et non pas seulement répondre à des obligations

Concrètement, chez Cerfrance, cela a démarré avec la rénovation de nos équipements informatiques comme nos serveurs, nos postes



de travail et bien sûr la mise en place de scanners adaptés au volume de documents comptables à traiter. En parallèle, il a fallu faire évoluer nos logiciels comptables, de conseil et de relation clients. Pour une meilleure maîtrise de ces outils, les équipes ont été formées & accompagnées durant plusieurs mois. Nos effectifs ont d'ailleurs été renforcés avec plus de 100 collaborateurs qui ont rejoint l'entreprise depuis septembre 2018. Enfin, nous avons revu et adapté l'organisation de nos équipes comptables pour garantir un maximum de réactivité.

Côté client, notre pari : profiter de ces changements « obligatoires » pour leur apporter des solutions personnalisées !

Lors de nos travaux de recherche et développement, la volonté était d'apporter des valeurs ajoutées aux entrepreneurs que nous accompagnons. Désormais, via notre extranet, nos clients bénéficient de coffres forts qui permettent de déposer et de conserver les documents de façon sécurisée.

Grâce aux millions de données enregistrées et à l'intelligence artificielle, nous avons mis en place des tableaux de bord permettant de valoriser ces données. Les analyses de ces chiffres permettent à nos clients d'avoir une vision globale de leur activité, ils peuvent

anticiper leurs décisions et peuvent recevoir des alertes si les chiffres sont mauvais.

La dématérialisation se traduit aussi par la transition du papier au numérique. Pour faciliter cela, nous avons également innové en créant un outil unique : le « Class' @ Faire », un trieur qui permet au client de classer méthodiquement ses documents et de nous les déposer régulièrement afin qu'ils soient scannés pour lui en agence. Cet « outil » est le lien concret entre les documents papiers et leur version numérique. Lorsque les documents sont scannés, le client peut les consulter via une plateforme qui lui permet également de suivre l'avancée de sa comptabilité au fil de l'eau.

Dématérialisation et relation humaine, comment trouver le bon dosage ?

La dématérialisation est un mot qui fait peur et tout cela nécessite évidemment une démarche pédagogique, menée par nos équipes. Une large communication est faite : mailing explicatif, newsletter, invitation à des réunions d'information...

Pour accompagner au mieux nos adhérents, un dispositif appelé « Pauses Connectées » qui allie proximité physique & digitale est également déployé en agence afin de leur expliquer la mise en place de différents outils de collecte liés à la dématérialisation.

www.5962.cerfrance.fr



La logistique, filière d'avenir de la Somme

C'est une filière historique de la région : la logistique a depuis quelques années le vent en poupe. Oubliée son image désuète, le secteur a su redorer son blason. Terre de prédilection de la logistique : la Somme, dont les nombreux atouts séduisent les entreprises.

Par Amélie PEROZ

L 57 000 emplois, plus de 13 millions de mètres carrés d'entrepôts et plus de 600 000 m² d'entrepôts de dernière génération disponibles, 17% des bâtiments logistiques français... Des chiffres impressionnants qui parlent d'eux-mêmes et font de la région la première plate-forme logistique en France. Les raisons de ce succès sont en partie à imputer à l'exceptionnelle situation géographique des Hauts-de-France : proximité des grands

aéroports internationaux, liaison directe avec le Royaume-Uni, liaisons maritimes avec les ports de Calais, Dunkerque et Boulogne-sur-Mer, sans oublier un réseau autoroutier, ferroviaire et fluvial – prochainement renforcé par le canal Seine-Nord Europe – dense. Forte de tous ses atouts, la région est devenue au fil des ans une terre d'excellence logistique, avec dans la Somme de grands noms implantés depuis de nombreuses années, comme Clarins ou L'Oréal.

LA SOMME, AU CŒUR DU RÉSEAU

«La région a une très longue tradition logistique derrière elle, cela fait 40 ans qu'elle s'est spécialisée dans ce secteur, sauf qu'elle ne le proclamait pas comme tel. C'est une région de tradition marchande et de vente à distance, confrontée depuis longtemps à ces problématiques de gestion et de stockage de marchandises, d'organisation des entrepôts et de distribution»,

rappelle Laurent Desprez, à la tête du pôle d'excellence logistique et supply chain Euralogistic.

Le secteur a donc grandi avec son époque : les entrepôts se déclinent désormais en version XXL. Et si la logistique a retrouvé ses lettres de noblesse, c'est grâce au e-commerce : «Notre région étant une grande région de consommation, elle s'est naturellement retrouvée en pleine lumière, la logistique est devenue une activité hautement

stratégique. Le Conseil régional a la volonté de faire des Hauts-de-France un hub logistique et marchand, analyse Laurent Desprez. Et la Somme est clairement au cœur de ce réseau.»

Amiens, grâce à son positionnement privilégié, ses parcs d'activités et son bassin de population, a donc une formidable carte à jouer qu'elle a abattue avec l'arrivée à Boves en 2017 du géant américain Amazon et de son centre de distribution de 107 000 m², le plus grand de France, avec à la clé 500 emplois. Les raisons de ce choix : «Amiens est au cœur de l'Europe, avec une place stratégique au sein du réseau routier européen, mais aussi français. La ville est de plus à proximité de notre centre de Lauwin-Planque et à 150 kilomètres seulement de la région parisienne, explique-t-on chez Amazon pour motiver ce choix. L'expertise industrielle de la région est un plus, avec notamment l'implication continue des acteurs locaux pour valoriser le secteur de la logistique, en termes d'attractivité du territoire, de formation et d'emplois durables. C'est important pour nous que ses implantations soient situées dans des bassins d'emploi solides.»

SITES STRATÉGIQUES

Une belle vitrine qui a contribué à mettre en avant les atouts de la Somme, qui voit régulièrement essaimer les projets sur son territoire. C'est le cas sur la Zac des Hauts-Plateaux à Flixecourt, avec JJA Easy Logistique, filiale de JJA (spécialisé dans l'équipement et décoration de la maison), qui va voir le jour en 2020 sur près de 32 hectares. Un second projet d'envergure dans la Somme pour le groupe qui avait déjà installé une plateforme logistique de 110 000 m² Zac des Bornes-du-Temps 1. «La Somme et le bassin d'emploi d'Amiens sont aujourd'hui

identifiés par les promoteurs et investisseurs comme des sites stratégiques en matière de logistique : le coût du foncier est abordable, nous sommes bien situés et il y a de l'espace», note Daniel Gay, directeur du développement à la CCI Amiens-Picardie.

Pour Jean-Sébastien Hébert, directeur des services techniques et du développement économique de la communauté de communes Nièvre et Somme, si la Somme séduit les logisticiens, c'est effectivement grâce «à la disponibilité foncière, avec des terrains préaménagés. Nous sommes en capacité de répondre de façon très réactive aux demandes des entreprises, avec du parcellaire qui n'est pas prédécoupé, ce qui laisse la place à de très gros projets. Mais c'est une des problématiques auxquelles nous nous heurtons : le foncier se raréfie...». Une analyse partagée par Daniel Gay : «La consommation foncière de terrains agricoles est compliquée, une autre piste consiste à réhabiliter des friches industrielles.»

C'est l'option retenue par David Taïeb, à la tête de BT Immo – spécialisé dans le développement immobilier et la logistique –, qui a racheté la friche Goodyear (28 hectares) en 2017 (lire interview ci-contre). Déjà partiellement occupée, la friche devrait être en intégralité en 2020.

L'avenir du secteur ? «Les logisticiens vont devoir opter pour des sites écoresponsables proposant des alternatives multimodales. La filière va devoir rentabiliser au maximum les mètres carrés, avec l'automatisation, et les entrepôts seront encore plus grands», prédit Laurent Desprez.

ANALYSE

David Taïeb, PDG DE BT IMMO GROUP

“ RÉHABILITER DE L'ANCIEN EST BIEN PLUS INTÉRESSANT ET UTILE QUE DE PRENDRE DES TERRAINS AGRICOLES



L'ex-base aérienne n°103 de l'armée de l'air, située près de Cambrai, dans le Nord, va être reconvertie pour accueillir le plus grand parc e-logistique d'Europe dédié au commerce en ligne. En tout 700 000 m² d'entrepôts modulables pour les entreprises de e-commerce. Tout doit être réhabilité et livré d'ici la fin de l'année. L'emplacement à proximité du futur canal Seine-Nord est aussi un atout. L'autre projet d'envergure qui me tient également à cœur est celui d'Amiens sur l'ancien site Goodyear, fermé depuis janvier 2014. Nous allons lui écrire une nouvelle page avec l'installation d'une plateforme logistique. Tout est prêt pour la construction en septembre, en même temps que l'annonce du nom du géant du e-commerce qui s'y implantera avec la création de centaines d'emplois. Ce que j'aime particulièrement dans mon métier c'est bien de redonner une nouvelle vie à de tels sites plutôt que de laisser des verrous. Réhabiliter de l'ancien est mille fois plus intéressant et utile que de prendre des terrains agricoles selon moi. Je suis dans l'immobilier depuis vingt ans, et j'ai créé BT Immo en 2011 avec cet objectif principal et celui tout aussi important de ne jamais nuire au commerce traditionnel et aux commerçants qui ont déjà fort à faire avec les grands centres commerciaux. Avec e-Valley par exemple, nous souhaitons nous inscrire pleinement dans un vrai partenariat avec le Cambrésis et le Pas-de-Calais.»

ANALYSE

Stéphane Mazuy, DIRECTEUR RÉGIONAL NORD-CHAMPAGNE-PICARDIE VINCI IMMOBILIER

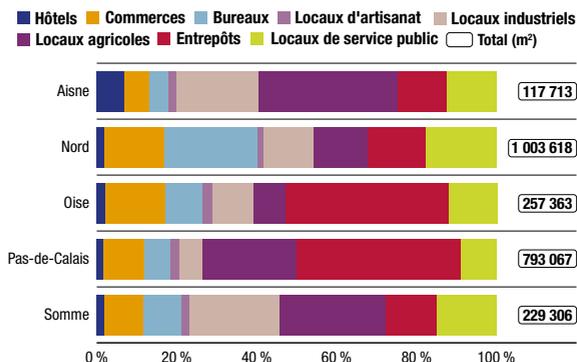
“ LA PLUPART DE NOS CHANTIERS SONT EN MÉTROPOLE LILLOISE



Nous avons une dizaine de projets en cours dans les Hauts-de-France. Parmi eux, on peut parler de Wenov, situé à proximité d'EuraTechnologies, où l'on réalise un campus dédié à l'innovation de 16 000 m², ainsi qu'une résidence pour étudiants, Student Factory, filiale de Vinci Immobilier. Elle accueillera 205 chambres et un espace de coworking. La résidence sera complémentaire avec les bureaux en y logeant des doctorants, chercheurs et étudiants. Les travaux ont démarré en début d'année et devraient s'achever au cours du second trimestre 2020. Sur la même zone, mais cette fois-ci dans la ZAC du pôle d'excellence lillois, nous construisons 6 000 m² de bureaux sur trois bâtiments. Le projet se nomme Triptic et sera livré en septembre. Nous avons déjà vendu des plateaux à des start-up dans l'un des bâtiments. La plupart de nos gros chantiers sont en métropole lilloise où se situe notre siège, à Amiens où nous possédons une agence, et à Reims, en Champagne. Parmi les tendances du moment, on peut noter le bois qui revient d'une manière récurrente sur la thématique du développement durable. Sur notre actualité, nous avançons sur un projet qui sera conçu en ossature bois. Nous allons également mettre en œuvre, pour un immeuble et au profit de notre client dans le quartier d'Euralille, la certification WELL Building Standard. Ce label promeut le confort et la qualité de vie des salariés au travail.»

TYPES DE LOCAUX EN CONSTRUCTION PAR DÉPARTEMENT

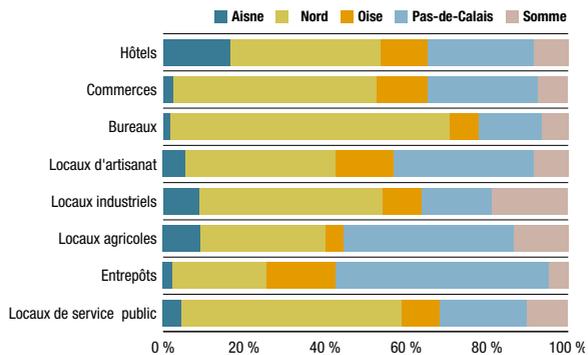
En 2018



Source : SOeS sit@del2

RÉPARTITION DÉPARTEMENTALE DES LOCAUX EN CONSTRUCTION

En 2018, par type

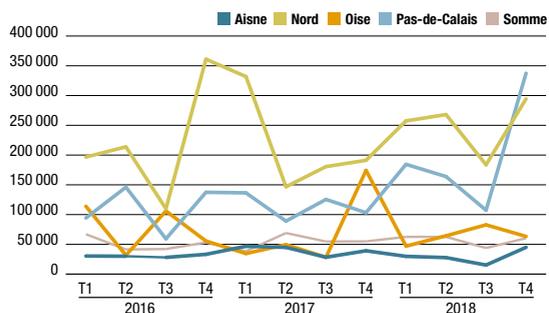


Source : SOeS sit@del2

PROFIL. Le Nord et le Pas-de-Calais concentrent à eux deux, le plus de locaux en construction, boostés par l'attractivité économique.

ÉVOLUTION DE LA CONSTRUCTION DE LOCAUX

Total des surfaces en m² de locaux commencés

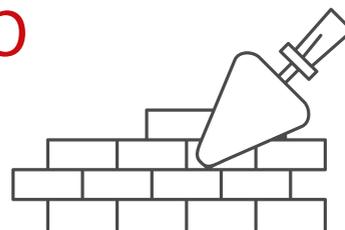


Source : SOeS sit@del2

PROGRAMMES EN COURS. Les surfaces d'activité commencées connaissent une augmentation particulièrement sensible en Hauts-de-France, avec un pic enregistré au 4^{ème} trimestre.

17 375

C'est le nombre de permis de construire délivrés en Hauts-de-France en 2017.

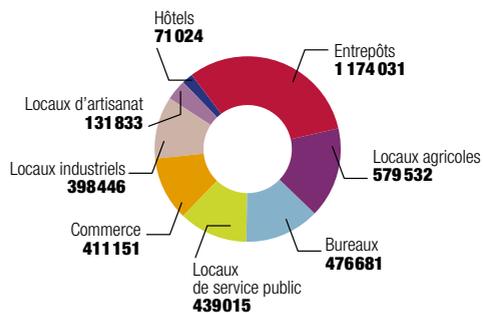


Source : SOeS sit@del2

CHANTIERS. Un total de 3,3 millions de mètres carrés, pour construire entre autres des entrepôts (27%), des locaux agricoles (18%), des locaux de service public (16%), des commerces (14%), des bureaux (12%) ou des industries (9%). 1 153 permis de démolition ont été également délivrés.

TYPES DE LOCAUX AUTORISÉS EN HAUTS-DE-FRANCE

Données 2018, en m²

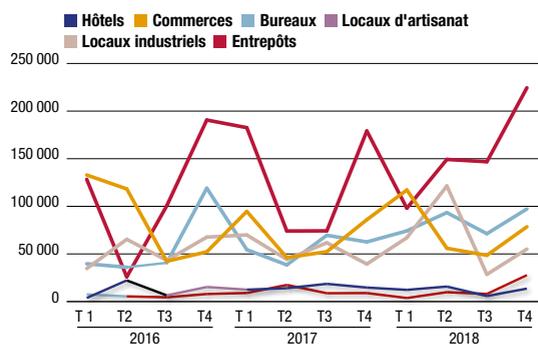


Source : SOeS sit@del2

LOGISTIQUE. La région confirme sa place dans le secteur logistique, notamment autour de la plateforme Delta 3 Dourges.

ÉVOLUTION DU TYPE DE LOCAUX CONSTRUITS EN HAUTS-DE-FRANCE

Surface en m²



Source : SOeS sit@del2

REPARTITION. L'immobilier d'entreprises tire sa principale activité des entrepôts, en forte croissance en 2018, mais aussi de bureaux et des commerces qui remontent après un troisième trimestre plus atone.

Engagée pour promouvoir l'industrie

Avec 30% de ses emplois en industrie, des atouts exceptionnels et une attractivité croissante, le territoire Cœur de Flandre – Pays de Saint-Omer a été détecté en novembre 2018 par le gouvernement français comme « Territoire d'Industrie » puis identifié en janvier 2019 comme Territoire préfigurateur. L'agence de développement économique SOFIE, dont la mission principale consiste à faciliter l'implantation des entreprises françaises et internationales sur ce territoire, pilote la démarche. Les enjeux majeurs de ce dispositif étant de : recruter, attirer, innover et simplifier.

Acteur majeur du développement économique territorial, l'agence déploie ses efforts pour accompagner Cœur de Flandre - Pays de Saint-Omer et leur développement. Parmi les missions de l'agence : renforcer le lien entre le territoire et le monde de l'entreprise.

Dans ce cadre, SOFIE participe à la mise en place du Volontariat Territorial en Entreprises (VTE). Ce dispositif permet de mettre en relation les jeunes diplômés avec les entreprises desdits territoires. Son site officiel vient d'être lancé : www.vte-france.fr

D'autres initiatives figurent également sur la liste des priorités comme favoriser l'export, soutenir l'innovation à travers des projets comme La



Station, ou encore qualifier les métiers industriels pour une meilleure adéquation entre l'offre et la demande.

SOFIE a par ailleurs participé à plusieurs rencontres et réunions d'informations afin d'échanger avec les autres territoires et de réfléchir conjointement aux actions à mener. « La richesse de notre mission vient du fait qu'elle part des besoins recensés sur le terrain » conclut Bénédicte Brienne, directrice de la structure.



CHEZ NOUS
ON NE VOUS PLANTE PAS,
ON VOUS IMPLANTE



Saint-Omer Flandre Interface d'Entreprises
Agence de développement économique



03.21.12.25.35 / www.sofieagency.fr /





Couveuses et incubateurs, un écosystème dense et pluriel

Lorsqu'on évoque les couveuses et incubateurs dans la région Hauts-de-France, on pense d'abord à des mastodontes sur la métropole lilloise comme EuraTechnologies à Lomme ou la Plaine Images à Tourcoing. Mais la région abrite des dizaines d'autres structures, plus petites, à l'image du Carré des affaires à Calais ou de la Serre numérique à Valenciennes. Petit aperçu de ces entités à travers les témoignages de jeunes entrepreneurs.

Par Louis CAILLIER

Parallèlement à l'émergence, puis à la démocratisation de ces structures depuis les années 2000, les partenaires et financeurs se sont également multipliés. Bien que l'Etat soit le principal hébergeur via le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, l'Europe, les collectivités locales (Région, Départements et Métropoles) et des entreprises sont également des acteurs importants

pour l'accueil et le développement de ces entités. Mais pas seulement. Des agences de promotion, des structures privées, les CCI ou des associations comme la BGE sont autant d'acteurs qui aident et apportent des conseils aux entrepreneurs souhaitant créer leur entreprise. Difficile donc de dresser un panorama chiffré des couveuses et incubateurs dans la région Hauts-de-France.

EURATECHNOLOGIES, PREMIER INCUBATEUR ET ACCÉLÉRATEUR FRANÇAIS

Impulsés par le ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche, les premiers incubateurs publics voient le jour au début des années 2000 grâce à la loi Allègre de 1999 sur l'innovation et la recherche, qui a permis aux chercheurs et universitaires de créer des start-up. Rapidement, les universités et

QUELLE EST LA DIFFÉRENCE ENTRE UNE COUVEUSE ET UN INCUBATEUR ?

La couveuse est une structure permettant de tester une activité avant qu'elle n'existe juridiquement.

L'incubateur accueille et accompagne une structure officiellement reconnue.

LES CCI RÉGIONALES GÈRENT QUATRE INCUBATEURS ET PÉPINIÈRES :

- Le Carré des affaires à Calais.
- La pépinière et l'incubateur de la Serre numérique à Valenciennes.
- La pépinière EnR d'Oust-Marest.
- La Pépinière d'entreprises à Abbeville.

grandes écoles emboîtent le pas et lancent leurs propres incubateurs. Pour les personnes hébergées, les couveuses permettent de tester leur activité et sont des accélérateurs de développement permettant une meilleure pérennisation de leur future activité dans le temps.

C'est le cas de Gautier Decroix, jeune entrepreneur de 16 ans, qui a bénéficié de cet accompagnement grâce à l'incubateur public d'EuraTechnologies, géré conjointement par la Région, la MEL et la Ville de Lille. Après une période d'incubation de trois mois en 2018, le lycéen dispose à présent d'un local à Roubaix pour développer sa plateforme internet qui met en relation des professionnels de l'événementiel et des particuliers, «Your Party». «Être à l'incubateur d'EuraTechnologies m'a permis de travailler mon projet avec des professionnels, d'avoir des conseils, notamment sur la stratégie à adopter.» Aujourd'hui, il compte quatre salariés à ses côtés, et deux autres devraient rejoindre l'aventure d'ici peu.

EuraTechnologies, c'est le premier incubateur et accélérateur français classé dans le top 3 européen. Depuis sa création en 2009, 4 000 emplois ont été créés, avec des levées de fonds de l'ordre de 200 millions d'euros, un taux de survie à cinq ans de 82% pour les incubés bénéficiant du programme START (passer de l'idée au concept en 80 jours). Du côté de la communauté urbaine de Dunkerque qui finance à hau-

teur de 19% la couveuse hébergée par l'association BGE Flandre création, 30 entrepreneurs ont été accompagnés en 2018, avec un taux de sortie positif de l'ordre de 75%. Au total, 50 entreprises ont été créées depuis la création de la couveuse en 2013 et 41 sont toujours en activité. Aux côtés des incubateurs publics et associatifs, les incubateurs privés sont également des acteurs importants, à l'image du Carré des affaires by CCI à Calais, géré par la CCI Hauts-de-France.

Suite à une période de près de trois mois en couveuse, Sylvie Valduriez a intégré la pépinière en juin dernier avec son entreprise Thamsyval, qui propose des produits autour du bien-être et des cosmétiques bio. «Je me suis servie de la couveuse de la BGE pour finir mon projet et trouver un local dans une pépinière, car j'étais sûre que mon activité fonctionnerait. Tout s'est passé très vite puisque j'ai pu bénéficier d'un accompagnement personnalisé. En plus, j'étais avec d'autres entrepreneurs qui rencontraient les mêmes problèmes que moi. Il y a eu une véritable entraide et une solidarité que je ne soupçonnais même pas», témoigne la chef d'entreprise. En 2018, selon l'Union des couveuses, la Région Hauts-de-France a accompagné 590 entrepreneurs, dont 63% de femmes. Cette même année, elle a été à l'initiative du «garage.tech», le premier incubateur de commerces de France, sur la commune de Carvin.

ANALYSE

Thierry Lowys,

RESPONSABLE RÉSEAUX ET CLUBS
D'ENTREPRISES DE LA CCI HAUTS-DE-FRANCE

LE RÉSEAUTAGE PHYSIQUE OU DIGITAL EST À LA PORTÉE DE TOUS



Trois cents clubs d'entreprises sont identifiés dans les Hauts-de-France et fédèrent de 12 à 15 000 membres, ce qui fait de notre région l'une des plus maillées de France. L'intérêt que portent de plus en plus les dirigeants d'entreprise sur les clubs d'entreprises s'explique notamment par la volonté de rompre leur isolement de décideur, de développer les échanges de bonnes pratiques et les courants d'affaires de proximité, et de mutualiser certains postes d'achat.

Il ne faut pas imaginer que le réseautage est pour les autres, que c'est compliqué, qu'il faut avoir le profil, etc. Le réseautage physique ou digital est à la portée de tous. Au-delà de l'échange de cartes professionnelles, c'est juste une combinaison de savoir-être et de savoir-faire. Réseauter s'apprend et s'acquiert au fil du temps, pour finalement devenir un réflexe. Nous disposons tous d'un réseau qu'il convient d'inventorier, qualifier, entretenir et développer.

Nous conseillons à un membre potentiel de participer à une ou deux réunions avant d'adhérer à un club pour savoir s'il s'y sent bien, le réseautage étant avant tout une aventure humaine. Malgré notre ère numérique, rien de tel que des rencontres pour créer et élargir son réseau de relations. Les opportunités ne manquent pas – conférences, forums, soirées-débats, speed datings... –, en respectant quelques règles de bon sens, comme cibler les événements en fonction de ses centres d'intérêt, de son projet personnel et surtout du temps que l'on pense pouvoir consacrer.»

ANALYSE

Olivier Talbert,

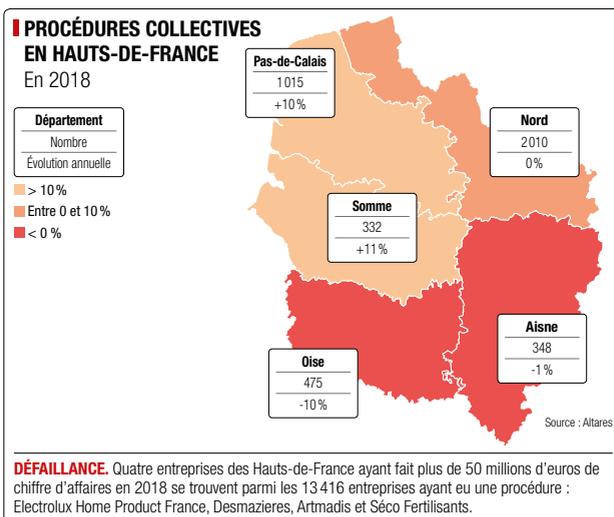
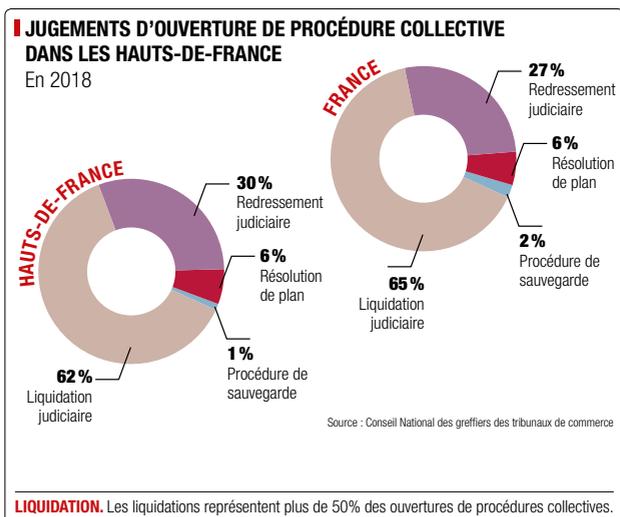
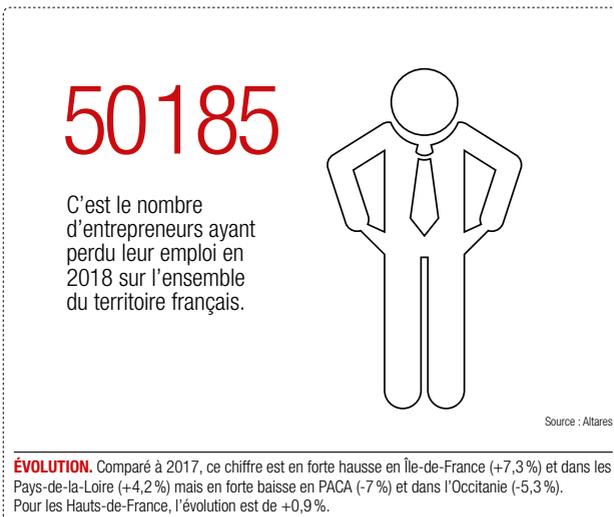
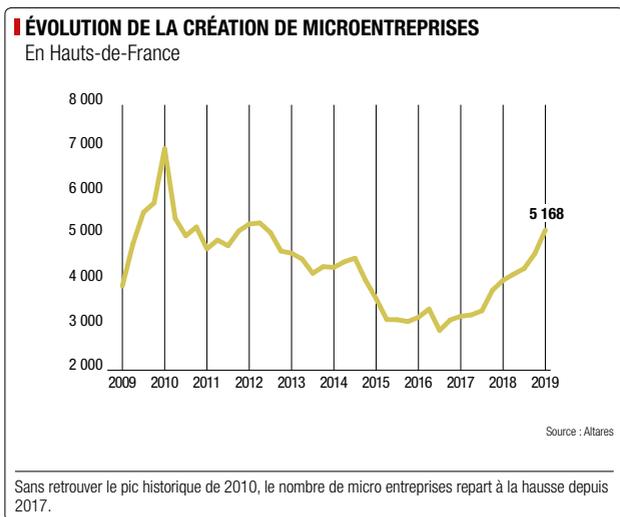
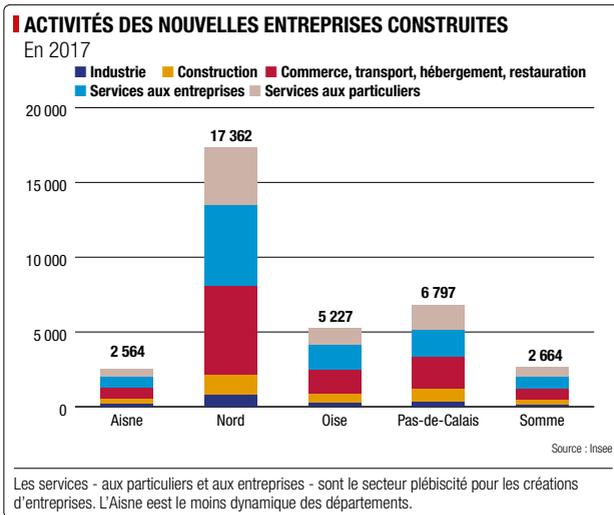
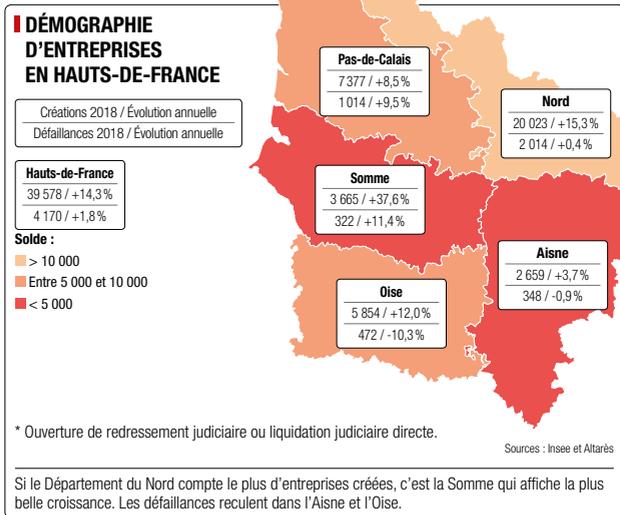
COFONDATEUR DU BUSINESS CLUB GROUP

AVOIR UN MAXIMUM D'INTERLOCUTEURS DANS DIFFÉRENTS MÉTIERS



Il est plus facile de soulever des affaires ou d'avoir écho des affaires qui vont être faites quand il y a plusieurs personnes au même endroit. Le but de notre réseau est de travailler ensemble sur le même territoire. Plutôt que d'aller chercher de la sous-traitance à l'autre bout de la France ou à l'autre bout du monde, nos business clubs rappellent qu'à côté de chez vous, vous avez peut-être une entreprise qui fabrique ce que vous cherchez. Le groupe a démarré en 2014 avec le Hainaut Business Club. Nous venons d'ouvrir notre quinzième club, le Sud Rhin Business Club, à Mulhouse. Notre réseau compte 1 200 membres, dont 600 appartenant aux cinq clubs qui existent dans les Hauts-de-France. Dix déjeuners sont organisés par an et par club. Chaque membre peut choisir à côté de qui il souhaite s'installer. Nos adhérents sont très éclectiques, nous faisons attention à avoir un maximum d'interlocuteurs dans différents métiers. Nous ne sommes pas spécialisés BTP, logistique ou autres. À chaque rencontre, nous avons des intervenants issus du monde économique, sportif, culturel ou politique. L'angle évoqué avec eux, sous forme de questions-réponses avec nos membres, est toujours différent. Quand on a reçu François Hollande en juin dernier, on a parlé pendant une heure de sa mission de chef d'État, sans parler de politique. Des parallèles se créent entre l'histoire des invités et la vie de chefs d'entreprise. On souhaite enrichir et inspirer nos membres à travers ce type d'intervention.»

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES



VIVEZ (R)ASSURÉS : 1 500 JOURS DE COWORKING OFFERTS AUX 150 PREMIERS CONTRATS SANTÉ SIGNÉS !

À partir du
17 Juin 2019

**OFFRE
SPÉCIALE
T.N.S.**



COWORKERS : FAITES PASSER LE BON PLAN !

Dès le 17 juin 2019, M comme Mutuelle, en partenariat avec wereso, offre 1 500 journées de coworking aux T.N.S. souscrivant un contrat santé. Et une journée de coworking vaut 30€ ! Parlez-en vite autour de vous entre coworkers. Vous avez jusqu'au 1^{er} juin 2021 pour les utiliser.

CONTACTEZ DIRECTEMENT HÉLÈNE AU 06 77 12 52 88

wereso
HERE WE SHARE



Les Hauts-de-France En activité

SOMMAIRE

TRIBUNE DE PHILIPPE VASSEUR	P. 93	INDUSTRIE COSMÉTIQUE	P. 154
INDUSTRIE	P. 100	SERVICES	P. 158
AUTOMOBILE	P. 104	ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	P. 162
INDUSTRIE FERROVIAIRE	P. 114	COMMERCE	P. 166
INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE	P. 118	ARTISANAT	P. 170
INDUSTRIE NAVALE	P. 122	PROFESSIONS LIBÉRALES	P. 176
INDUSTRIE DU VERRE	P. 126	BANQUES	P. 180
LOGISTIQUE	P. 130	ASSURANCES	P. 184
BTP	P. 134	FILIÈRE NUMÉRIQUE	P. 188
AGRICULTURE	P. 138	MÉCÉNAT CULTUREL	P. 192
AGROALIMENTAIRE	P. 142	FILIÈRE ÉQUINE	P. 196
FILIÈRE HALIEUTIQUE	P. 146	TOURISME	P. 198
FILIÈRE CHAMPAGNE	P. 150	LOISIRS	P. 202
		GASTRONOMIE	P. 206





HAUTS-DE-FRANCE, TERRITOIRE(S) EN TRANSFORMATION

PHILIPPE VASSEUR
PRÉSIDENT DE LA MISSION REV3



Au travers de rev3, c'est la mise en mouvement d'une multitude d'acteurs qui agissent pour le développement d'une économie plus durable et plus connectée en Hauts-de-France.

Au lancement de la Troisième Révolution Industrielle en 2013, nous avons partagé le même constat sur les bouleversements qui se dessinent sans avoir de solutions toutes faites : le développement exponentiel de l'intelligence artificielle, la réduction des ressources énergétiques fossiles, le changement climatique....

S'adapter à un changement d'une telle ampleur ne peut s'opérer que grâce à l'implication de chacun et de tous, entreprises, monde de l'enseignement et de la recherche, monde politique et institutionnel et la société civile.

De cette mise en mouvement ont émergé spontanément plus d'un millier de projets sur l'ensemble du territoire des Hauts-de-France.

C'est en provenance des territoires et de la volonté des acteurs locaux d'horizons différents que la mutation se construit concrètement, jour après jour.

Il n'est pas question d'opposer le territoire au global. Nous sommes dans un monde globalisé. Nous nous rendons compte que c'est **dans le local que nous pouvons être réellement efficaces**. Nous nous apercevons **que dans les pays avancés les populations se réapproprient le local**. La réappropriation de l'alimentation est le phénomène le plus visible mais il en est de même dans le domaine de l'énergie, de la production et de l'économie circulaire. **Au XXI^{ème} siècle, les femmes et les hommes, «la société civile»** développent une plus grande conscience des enjeux économiques, sociaux et environnementaux et **s'investissent de plus en plus nombreux dans des projets de territoire.**

Il en est de même pour l'entreprise, qui, elle-même trouve ses clients sur un territoire. Parallèlement, elle a un impact sur le territoire. Une entreprise doit faire des profits, mais elle **porte également des responsabilités environnementales et sociales. Les entreprises peuvent également être vertueuses, et en l'étant, conquérir de nouveaux clients.** En Hauts-de-France, des entreprises pionnières développent de nouvelles façons d'agir en symbiose avec d'autres entreprises

aux activités non concurrentes pour mettre en action, par exemple, la circularité de la matière (les produits intermédiaires des uns/déchets sont les ressources des autres). Elles réutilisent de l'énergie résiduelle d'un autre site, partagent des réseaux d'énergie renouvelable, recyclent l'eau.

Sur un territoire, nous avons la possibilité de rassembler tous les acteurs. Dans un territoire, l'économique rencontre le politique, mais également le monde universitaire, la société civile. **Il est alors possible de créer des convergences d'intérêt et des communautés de destin. C'est ce que nous faisons au travers de l'accélération de rev3 en faisant se croiser filière d'avenir et territoire. Les filières économiques se déploient autour des enjeux sociaux et environnementaux.**

Au travers de nos grands chantiers rev3, notre responsabilité est de proposer des domaines d'avenir qui ouvrent des perspectives de projets concrets dans la mobilité, la logistique, la bio économie, la rénovation énergétique des bâtiments, l'économie circulaire, l'hydrogène, les réseaux électriques intelligents, l'intelligence artificielle, les parcs d'activité rev3, universités et grandes écoles,... Créer les solutions de demain, c'est inventer et inventer c'est expérimenter. Aussi, nous pensons que le droit à l'expérimentation est primordial pour inventer l'à-venir concrètement.

Travailler à l'échelle d'une région ne signifie pas pour autant que nous nous renfermons sur les Hauts-de-France. Au contraire, en développant les synergies sur le territoire, nous pourrions nous ouvrir sur le monde, et envisager des partenariats avec des organismes internationaux.

Top 50 Hauts-de-France

AVERTISSEMENT

Ce classement, issu de Vérif, est une liste non exhaustive des entreprises ayant leur siège social dans les Hauts-de-France et déposés leurs comptes pour l'année 2017 (les chiffres consolidés ne sont pas pris en compte). Nous déclinons toute responsabilité pour les erreurs ou les omissions éventuelles, de quelque nature qu'elles soient.

RANG	ENTREPRISE / RAISON SOCIALE	SIÈGE SOCIAL	ACTIVITÉ	CA 2017 (M€)	EFFECTIFS
1	AUCHAN HYPERMARCHÉ	VILLENEUVE-D'ASCQ	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	12766,5	50574
2	VOLKSWAGEN GROUP AUTOMOTIVE RETAIL FRANCE	VILLERS-COTTERÉTS	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	7047,2	770
3	DECATHLON	VILLENEUVE-D'ASCQ	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	6069,2	3895
4	LEROY MERLIN FRANCE	LEZENNES	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	5631,8	NC
5	DECATHLON FRANCE	VILLENEUVE-D'ASCQ	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	3258,3	16500
6	CASTORAMA FRANCE	TEMPLEMARS	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	2818,5	13569
7	TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE	ONVAING	Industrie automobile	2529,3	3149
8	DALKIA FRANCE	SAINT-ANDRÉ-LEZ-LILLE	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	2102,4	9583
9	ROQUETTE FRÈRES	LESTREM	Industries alimentaires	2071,2	3699
10	PETROVEX	VILLENEUVE-D'ASCQ	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	2018,7	NC
11	SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE VÉHICULES LÉGERS DU NORD	LIEU-SAINT-AMAND	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	1926,4	NC
12	DISTRIBUTION SAINTAIRE CHAUFFAGE	VERNEUIL-EN-HALATTE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	1460,2	4355
13	ADEO SERVICES	RONCHIN	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	1433,4	1052
14	INGRAM MICRO	LESQUIN	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	1415,4	NC
15	AUCHAN CARBURANT	CROIX	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	1366,8	2
16	TEREOS FRANCE	ORIGNY-SAINTE-BENOITE	Industries alimentaires	1343,1	1786
17	KIABI EUROPE	HEM	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	1135,7	5367
18	BAYER HEALTHCARE SAS	LOOS	Industrie pharmaceutique	1081,3	1159
19	SUPERMARCHÉS MATCH	LA MADELEINE	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	1050,1	4754
20	ASTRAZENECA DUNKERQUE PRODUCTION	DUNKERQUE	Industrie pharmaceutique	988,7	415
21	SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'APPROVISIONNEMENT DE LA RÉGION DE L'ARTOIS	TILLOY-LÈS-MOFFLAINES	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	954,2	429
22	ORGANISATION INTRA-GROUPE DES ACHATS	CROIX	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	916,3	678
23	NOCIBÉ FRANCE DISTRIBUTION	VILLENEUVE-D'ASCQ	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	826,6	3799
24	FRANÇAISE DE MÉCANIQUE	DOUVRIIN	Industrie automobile	807,4	2280
25	AGCO S.A.S.	BEAUVAIS	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	805,4	1361
26	SOCIÉTÉ VALMY DÉFENSE 17	SAINT-ANDRÉ-LEZ-LILLE	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	736,5	NC
27	ÉLECTRO DÉPÔT FRANCE	FACHES-THUMESNIL	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	733,5	NC
28	BONDUELLE EUROPE LONG LIFE	RENESECURE	Industries alimentaires	732,6	2271
29	VERSALIS FRANCE S.A.S.	DUNKERQUE	Industrie chimique	728,2	401
30	BOMBARDIER TRANSPORT FRANCE S.A.S	CRÉSPIN	Fabrication d'autres matériels de transport	714,6	1536
31	AGCO DISTRIBUTION S.A.S.	BEAUVAIS	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	705,0	147
32	AB INBEV FRANCE	LA MADELEINE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	606,8	NC
33	LIBERTY ALUMINIUM DUNKERQUE	LOON-PLAGE	Métallurgie	576,6	552
34	BRICOMAN	LEZENNES	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	575,6	2202
35	SOCIÉTÉ VALMY DÉFENSE 38	SAINT-ANDRÉ-LEZ-LILLE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	574,6	NC
36	COMPAGNIE DES ASSOCIÉS NORD EST LAIT INDUSTRIE ALIMENTAIRE	PETIT FAYT	Activités immobilières	570,1	NC
37	AUCHAN RETAIL AGRO	VILLENEUVE-D'ASCQ	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	550,9	NC
38	SMRC AUTOMOTIVE MODULES FRANCE SAS	HARNES	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	545,6	1020
39	LYRECO FRANCE	MARLY	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	540,9	2015
40	API RESTAURATION	MONS-EN-BAROEUL	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	539,4	6840
41	OKAÏDI	ROUBAIX	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	535,1	2158
42	DCA-MORY SHIPP	LOOS	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	523,7	NC
43	KILOUTOU	VILLENEUVE-D'ASCQ	Activités de location et location-bail	502,2	3865
44	BRIDGESTONE FRANCE	BÉTHUNE	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	499,0	1215
45	ARC FRANCE	ARQUES	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	495,7	4935
46	SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE UNÉAL	SAINT-LAURENT-BLANGY	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	468,7	338
47	COCA COLA PRODUCTION	SOIX	Fabrication de boissons	462,6	NC
48	PROMOD	MARCO-EN-BAROEUL	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	453,9	2668
49	TEREOS SCA	ORIGNY-SAINTE-BENOITE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	446,5	NC
50	DILLINGER FRANCE	GRANDE-SYNTHÉ	Métallurgie	439,7	546

Top 50 Aisne



RANG	ENTREPRISE / RAISON SOCIALE	SIÈGE SOCIAL	ACTIVITÉ	CA 2017 (M€)	EFFECTIFS
1	VOLKSWAGEN GROUP AUTOMOTIVE RETAIL FRANCE	VILLERS-COTTERÉTS	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	7047,2	770
2	TEREOS FRANCE	ORIGNY-SAINTE-BENOITE	Industries alimentaires	1343,1	1786
3	TEREOS	ORIGNY-SAINTE-BENOITE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	446,5	NC
4	EBERSPACHER SYSTÈMES D'ÉCHAPPEMENT SAS	SAINT-MICHEL	Industrie automobile	349,6	301
5	SICAPA	NEUVILLE-SAINT-AMAND	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	317,3	17
6	TERNOVO	SAINT-QUENTIN	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	271,5	NC
7	TEREOS COMMODITIES FRANCE	ORIGNY-SAINTE-BENOITE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	232,9	NC
8	SOPROCOS	GAUCHY	Industrie chimique	225,5	273
9	INTERSNACK FRANCE	MONTIGNY-LENGRAIN	Industries alimentaires	205,0	534
10	MBK INDUSTRIE	ROUVROY	Fabrication d'autres matériels de transport	202,7	593
11	S.N.E.	SAINT-QUENTIN	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	180,8	NC
12	UNION SUCRERIES DISTILLERIES AGRI COLLEC	ORIGNY-SAINTE-BENOITE	Entreposage et services auxiliaires des transports	159,6	NC
13	WEST PHARMACEUTICAL SERVICES FRANCE S.A.	LE NOUVION-EN-THIÉRACHE	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	155,7	526
14	CLÉSENCE	SAINT-QUENTIN	Activités immobilières	134,5	303
15	SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE CERNA	THENELLES	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	133,7	75
16	SAICA PAPER FRANCE	VENZEL	Industrie du papier et du carton	122,3	106
17	SOCIÉTÉ-MISSENAUD QUINT B	GAUCHY	Travaux de construction spécialisés	108,1	563
18	MW FRANCE	TERGNIER	Industrie automobile	93,8	NC
19	TEREOS PARTICIPATIONS	ORIGNY-SAINTE-BENOITE	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	92,7	203
20	CASTELDIS	CHÂTEAU-THIERRY	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	92,3	278
21	LAONDIS	CHAMBRY	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	88,9	270
22	NOVACEL OPHTHALMIQUE SAS	CHÂTEAU-THIERRY	Autres industries manufacturières	87,5	458
23	SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE LAITIÈRE NORD AISNE ARDENNES - LAIT	LA CAPELLE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	84,2	9
24	MELITTA FRANCE	CHÉZY-SUR-MARNE	Industrie du papier et du carton	83,5	NC
25	SOC INDUSTRIELLE ET CHIMIQUE DE L' AISNE	CHAUNY	Industrie chimique	83,4	67
26	CSP PARIS FASHION GROUP	FRESNOY-LE-GRAND	Industrie de l'habillement	74,0	399
27	SKRETTING FRANCE	FONTAINE-LÈS-VERVINS	Industries alimentaires	71,0	92
28	LE CREUSET	FRESNOY-LE-GRAND	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	63,2	596
29	TEREOS SCA	ORIGNY-SAINTE-BENOITE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	61,9	NC
30	CONTOYDIS	HARLY	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	60,9	190
31	TATA STEEL FRANCE BÂTIMENT ET SYSTÈMES SAS	CHAUNY	Métallurgie	59,8	167
32	GREENFIELD	CHÂTEAU-THIERRY	Industrie du papier et du carton	59,6	76
33	MAGUIN SAS	CHARMES	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	59,2	178
34	LACTINOV BRAINE	BRAINE	Industries alimentaires	58,4	93
35	VILLERDIS	VILLERS-COTTERÉTS	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	54,9	196
36	NESPOLI FRANCE	LA CAPELLE	Autres industries manufacturières	53,9	265
37	SUPERMARCHÉS LCC	ÉTAMPES-SUR-MARNE	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	53,4	175
38	PILLAUD MATÉRIAUX	ÉPAUX-BÉZU	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	52,7	186
39	MAHLE FILTERSYSTEME FRANCE SAS	SEBONCOURT	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	50,3	209
40	SODIAG	GAUCHY	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	49,9	NC
41	SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE VINICOLE DE LA VALLÉE DE LA MARNE	CHÂTEAU-THIERRY	Fabrication de boissons	49,1	52
42	SOCIÉTÉ ANIZIENNE DE CONSTRUCTION	ANIZY-LE-CHÂTEAU	Travaux de construction spécialisés	49,0	NC
43	COLBEAUX	SAINT-QUENTIN	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	47,1	NC
44	ZEHNDER GROUP VAUX ANDIGNY	VAUX-ANDIGNY	Fabrication d'équipements électriques	46,2	216
45	ONDULYS SAINT QUENTIN	MORCOURT	Industrie du papier et du carton	45,8	171
46	DEFTA ESSOMES	ESSÔMES-SUR-MARNE	Industrie automobile	45,7	170
47	LACACHA	CHAUNY	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	44,0	122
48	DAUNAT PICARDIE	CHAMBRY	Industries alimentaires	43,6	318
49	EXPANDIS	MARCHAIS	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	43,3	NC
50	SULZER ENSIVAL MORET FRANCE	SAINT-QUENTIN	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	40,4	235



Top 50 Nord

RANG	ENTREPRISE / RAISON SOCIALE	SIÈGE SOCIAL	ACTIVITÉ	CA 2017 (M€)	EFFECTIFS
1	AUCHAN HYPERMARCHÉ	VILLENEUVE-D'ASCQ	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	12766,5	50574
2	DÉCATHLON	VILLENEUVE-D'ASCQ	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	6069,2	3895
3	LERROY MERLIN FRANCE	LEZENNES	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	5631,8	NC
4	DÉCATHLON FRANCE	VILLENEUVE-D'ASCQ	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	3258,3	16500
5	CASTORAMA FRANCE	TEMPLEMARS	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	2900,3	13525
6	TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE	ONNAING	Industrie automobile	2529,3	3149
7	DALKIA FRANCE	SAINT-ANDRÉ-LEZ-LILLE	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	2102,4	9583
8	PETROVEX	VILLENEUVE-D'ASCQ	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	2018,7	NC
9	SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE VÉHICULES LÉGERS DU NORD	LIEU-SAINT-AMAND	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	1926,4	NC
10	ADEO SERVICES	RONCHIN	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	1433,4	1052
11	INGRAM MICRO	LESQUIN	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	1415,4	NC
12	AUCHAN CARBURANT	CROIX	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	1366,8	2
13	KIABI EUROPE	HEM	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	1135,7	5367
14	BAYER HEALTHCARE SAS	LOOS	Industrie pharmaceutique	1081,3	1159
15	SUPERMARCHÉS MATCH	LA MADELEINE	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	1050,1	4754
16	ASTRAZENECA DUNKERQUE PRODUCTION	DUNKERQUE	Industrie pharmaceutique	988,7	415
17	ORGANISATION INTRA-GROUPE DES ACHATS	CROIX	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	916,3	678
18	NOCIBÉ FRANCE DISTRIBUTION	VILLENEUVE-D'ASCQ	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	826,6	3799
19	SOCIÉTÉ VALMY DÉFENSE 17	SAINT-ANDRÉ-LEZ-LILLE	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	736,5	NC
20	ELECTRO DÉPÔT FRANCE	FACHES-THUMESNIL	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	733,5	NC
21	BONDUELLE EUROPE LONG LIFE	RENESCURE	Industries alimentaires	732,6	2271
22	VERSALIS FRANCE S.A.S.	DUNKERQUE	Industrie chimique	728,2	401
23	BOMBARDIER TRANSPORT FRANCE S.A.S	CRESPIN	Fabrication d'autres matériels de transport	714,6	1536
24	AB INBEV FRANCE	LA MADELEINE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	606,8	NC
25	LIBERTY ALUMINIUM DUNKERQUE	LOON-PLAGE	Métallurgie	576,6	552
26	BRICOMAN	LEZENNES	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	575,6	2202
27	SOCIÉTÉ VALMY DÉFENSE 38	SAINT-ANDRÉ-LEZ-LILLE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	574,6	NC
28	COMPAGNIE DES ASSOCIÉS NORD EST LAIT INDUSTRIE ALIMENTAIRE	PETIT-FAYT	Activités immobilières	570,1	NC
29	AUCHAN RETAIL AGRO	VILLENEUVE-D'ASCQ	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	550,9	NC
30	LYRECO FRANCE	MARLY	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	540,9	2015
31	API RESTAURATION	MONS-EN-BAROEUL	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	539,4	6840
32	OKAIDI	ROUBAIX	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	535,1	2158
33	DCA-MORY SHIPP	LOOS	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	523,7	NC
34	KILOUTOU	VILLENEUVE-D'ASCQ	Activités de location et location-bail	502,2	3865
35	COCA COLA PRODUCTION	SOCX	Fabrication de boissons	462,6	NC
36	PROMOD	MARCO-EN-BAROEUL	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	453,9	2668
37	DILLINGER FRANCE	GRANDE-SYNTHÉ	Métallurgie	439,7	546
38	ALDI MARCHÉ CUINCY	CUINCY	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	379,0	994
39	ALINE IMMO	ROUBAIX	Activités immobilières	376,0	2412
40	BUNSHA	HEM	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	365,0	703
41	EURAUCHAN	VILLENEUVE-D'ASCQ	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	361,1	NC
42	LOGISITIQUE FRANCE	VILLENEUVE-D'ASCQ	Entreposage et services auxiliaires des transports	348,0	2346
43	JULES	ROUBAIX	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	332,0	NC
44	TATA STEEL MAUBEUGE SAS	LOUVROIL	Métallurgie	329,0	471
45	BOUYGUES BÂTIMENT NORD-EST	VILLENEUVE-D'ASCQ	Construction de bâtiments	322,3	895
46	CEETRUS FRANCE	CROIX	Activités immobilières	315,7	291
47	FAURECIA SEATING FLERS	FLERS-EN-ESCREBIEUX	Industrie automobile	315,7	504
48	TRANSPORTS EN COMMUN MÉTROPÔLE LILLOIS	MARCO-EN-BAROEUL	Transports terrestres et transport par conduites	315,0	2581
49	ZIEGLER FRANCE SA	RONCQ	Entreposage et services auxiliaires des transports	310,9	1239
50	MAISONS & CITÉS SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM	DOUAI	Activités immobilières	299,7	893

Top 50 Oise



RANG	ENTREPRISE / RAISON SOCIALE	SIÈGE SOCIAL	ACTIVITÉ	CA 2017 (M€)	EFFECTIFS
1	DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE	VERNEUIL-EN-HALATTE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	1460,2	4355
2	AGCO S.A.S.	BEAUVAIS	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	805,4	1361
3	AGCO DISTRIBUTION S.A.S.	BEAUVAIS	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	705,0	147
4	APPROVISIONNEMENT EN PARFUMERIE-SCAPARF	RESSONS-SUR-MATZ	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	485,9	NC
5	SOCIÉTÉ ANONYME COOPÉRATIVE GIPHAR	GRANDVILLIERS	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	485,0	347
6	STOKOMANI	CREIL	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	372,1	2270
7	ORLAIT	VENETTE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	365,5	25
8	BEAUTÉ RECHERCHE & INDUSTRIES	LASSIGNY	Industrie chimique	334,1	463
9	OFFICE DÉPÔT FRANCE S.N.C	SENLIS	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	327,7	1941
10	BREZILLON	MARGNY-LÈS-COMPIÈGNE	Construction de bâtiments	316,1	842
11	WELDOM	BREUIL-LE-SEC	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	309,0	433
12	ELECTROLUX HOME PRODUCTS FRANCE	SENLIS	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	288,0	166
13	GROUPEMENT INTERNATIONAL MÉCANIQUE AGRIC	BEAUVAIS	Industrie automobile	286,6	887
14	RS COMPONENTS SAS	BEAUVAIS	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	265,0	492
15	SIXT SAS	AVRIGNY	Activités de location et location-bail	225,5	35
16	DOCKS DE L'OISE	NOYON	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	217,6	787
17	AKZO NOBEL DÉCORATIVE PAINTS FRANCE	THIVERNY	Industrie chimique	201,2	523
18	AGORA	CLAIROIX	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	188,5	90
19	ABCIS PICARDIE	SAINT-MAXIMIN	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	177,2	191
20	COOPÉRATIVE AGRICOLE VALFRANCE	SENLIS	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	173,8	138
21	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT - OPAC DE L'OISE	BEAUVAIS	Activités immobilières	165,8	678
22	FRONERI BEAUVAIS SAS	BEAUVAIS	Industries alimentaires	165,2	508
23	SOCIÉTÉ LAITIÈRE DE CLERMONT	CLERMONT	Industries alimentaires	143,3	200
24	WEYLICHEM LAMOTTE	TROSLY-BREUIL	Industrie chimique	139,7	447
25	SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION CAMBLIZARDE	CHAMBLY	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	114,8	327
26	EJ PICARDIE	SAINT-CRÉPIN-BOUVILLERS	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	110,7	NC
27	ADL PARTNER	CHANTILLY	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	108,6	205
28	INGRAM MICRO SERVICES	BEAUVAIS	Réparation et installation de machines et d'équipements	103,7	527
29	FLINT GROUP FRANCE SAS	BREUIL-LE-SEC	Industrie chimique	102,3	259
30	ESPACE SAINT MAXIMIN	SAINT-MAXIMIN	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	102,3	1
31	EUROVIA PICARDIE	THOUROTTE	Génie civil	99,6	398
32	GRÉVIN ET COMPAGNIE	PLAILLY	Activités sportives, récréatives et de loisirs	97,8	840
33	MAUSER FRANCE	MONTATAIRE	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	91,0	197
34	REVOCOAT FRANCE	SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	91,0	190
35	RAC FINANCE SAS	BEAUVAIS	Activités de location et location-bail	84,9	NC
36	EVOLUPHARM	AUNEUIL	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	81,7	43
37	ELECTROLUX PROFESSIONNEL	SENLIS	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	81,3	180
38	EIFFAGE CONSTRUCTION PICARDIE	COMPIÈGNE	Construction de bâtiments	78,9	395
39	ISAGRI	TILLÉ	Édition	74,7	822
40	SAS SODIMAX	PONT-SAINT-MAXENCE	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	73,7	171
41	PLESSIS DIS	LE PLESSIS-BELLEVILLE	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	71,7	221
42	SOCIÉTÉ TRIDIS	TRIE-CHÂTEAU	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	70,2	NC
43	ROPA FRANCE	GOLANCOURT	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	68,1	NC
44	FRANKE-FRANCE	CHAMBLY	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	68,1	188
45	SAD HLM PICARDIE HABITAT	COMPIÈGNE	Activités immobilières	64,2	179
46	ABENA-FRANTEX	NOGENT-SUR-OISE	Industrie du papier et du carton	64,1	114
47	MATERNA OPÉRATIONS	COMPIÈGNE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	62,8	34
48	AB FLEETCO	BEAUVAIS	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	62,7	NC
49	DESRUES	PLAILLY	Autres industries manufacturières	60,5	232
50	URANIE INTERNATIONAL	LE MEUX	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	53,9	20



Top 50 Pas-de-Calais

RANG	ENTREPRISE / RAISON SOCIALE	SIÈGE SOCIAL	ACTIVITÉ	CA 2017 (M€)	EFFECTIFS
1	ROQUETTE FRÈRES	LESTREM	Industries alimentaires	2071,2	3 699
2	SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'APPROVISIONNEMENT DE LA RÉGION DE L'ARTOIS	TILLOY-LÈS-MOFFLAINES	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	954,2	429
3	FRANÇAISE DE MÉCANIQUE	DOUVRIIN	Industrie automobile	807,4	2 280
4	SMRC AUTOMOTIVE MODULES FRANCE SAS	HARNES	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	545,6	1 020
5	BRIDGESTONE FRANCE	BÉTHUNE	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	499,0	1 215
6	ARC FRANCE	ARQUES	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	495,7	4 935
7	SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE UNEAL	SAINT-LAURENT-BLANGY	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	468,7	338
8	INGREDIA	ARRAS	Industries alimentaires	342,1	414
9	MC CAIN ALIMENTAIRE	HARNES	Industries alimentaires	245,3	1 044
10	MOY PARK FRANCE SAS	HÉMIN-BEAUMONT	Industries alimentaires	242,6	534
11	SOFIDAP	BÉTHUNE	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	225,2	318
12	MOWI BOULOGNE	BOULOGNE-SUR-MER	Industries alimentaires	205,8	203
13	VERTDIS	SAINT-LAURENT-BLANGY	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	185,0	903
14	EIFFAGE ÉNERGIE SYSTÈMES - TRANSPORT & DISTRIBUTION	VERQUIN	Travaux de construction spécialisés	173,9	728
15	ONTEX SANTE FRANCE	DOURGES	Industrie du papier et du carton	166,0	308
16	SOCIÉTÉ DE TRANSMISSIONS AUTOMATIQUES	RUITZ	Industrie automobile	159,4	463
17	APERAM STAINLESS SERVICES & SOLUTIONS	ISBERGUES	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	159,4	92
18	VENATOR FRANCE	CALAIS	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	158,7	117
19	ENERSYS SARL	ARRAS	Fabrication d'équipements électriques	149,7	645
20	COOP LAITIÈRE ARTOIS FLANDRE	ARRAS	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	144,2	19
21	THYSSENKRUPP ELECTRICAL STEEL UGO	ISBERGUES	Métallurgie	135,0	540
22	ASF-ARVATO SERVICES FRANCE	VENDIN-LE-VIEIL	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	129,2	2 398
23	LIANOUDIS	OUTREAU	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	127,3	372
24	POLYNT COMPOSITES FRANCE	DROCOURT	Industrie chimique	125,6	204
25	CARTONNERIES DE GONDARDENNES	WARDRECQUES	Industrie du papier et du carton	121,4	383
26	SEDE ENVIRONNEMENT	ARRAS	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	119,2	354
27	HABITAT HAUTS-DE-FRANCE ESH	COQUELLES	Activités immobilières	117,3	196
28	GEDINOR	ACHET-LE-GRAND	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	115,5	203
29	SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES PORTS DU DÉTROIT	CALAIS	Entreposage et services auxiliaires des transports	108,8	714
30	PERLE UNION	SAINT-LAURENT-BLANGY	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	105,7	9
31	CARRIÈRES DU BOULONNAIS	LEJULINGHEN-BERNES	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	100,0	NC
32	LES CHEVRONS SOFIDA	BÉTHUNE	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	98,5	157
33	UM CORPORATION	BIACHE-SAINT-VAAST	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	96,2	NC
34	NORPAPER AVOT VALLÉE	BLENDRECQUES	Industrie du papier et du carton	94,1	175
35	SICAL	LUMBRES	Industrie du papier et du carton	93,5	455
36	LENZE DRIVE SYSTEMS FRANCE	RUITZ	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	93,4	106
37	UNITED PETFOOD FRANCE-UPF	WIMILLE	Industries alimentaires	91,5	NC
38	ETS PRUVOST LEROY	SAINT-HILAIRE-COTTES	Industries alimentaires	87,5	157
39	BRIOCHE PASQUIER AUBIGNY	AUBIGNY-EN-ARTOIS	Industries alimentaires	87,5	194
40	C G 2 I	HERMIES	Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	86,1	42
41	ÉTABLISSEMENTS À CATHELAIN ET COMPAGNIE	HERMIES	Génie civil	81,0	286
42	SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION NOEUXOISE	NOEUX-LES-MINES	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	78,7	NC
43	DURAND PRODUCTION	HARNES	Cokéfaction et raffinage	76,6	98
44	LEROY SEAFOOD FRANCE	BOULOGNE-SUR-MER	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	75,8	7
45	DAINVILLE DISTRIBUTION DAINVILDIS	DAINVILLE	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	75,2	241
46	SOCIÉTÉ CARVIN DISTRIBUTION*	CARVIN	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	74,1	143
47	PAPETERIES SILL	WIZERNES	Industrie du papier et du carton	73,6	150
48	MARINE SA	BOULOGNE-SUR-MER	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	72,9	NC
49	SBE FRANCE	SAINT-LÉONARD	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	71,2	540
50	MAXAM TAN SAS	MAZINGARBE	Industrie chimique	66,8	86

Top 50 Somme



RANG	ENTREPRISE / RAISON SOCIALE	SIÈGE SOCIAL	ACTIVITÉ	CA 2017 (M€)	EFFECTIFS
1	SILLAGE	BOVES	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	387,8	NC
2	CEREMIS	ROYE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	385,6	10
3	NORIAP	BOVES	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	291,4	NC
4	VALEO EMBRAYAGES	AMIENS	Industrie automobile	269,7	1001
5	UNION TERRES DE FRANCE	BOVES	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	212,4	14
6	NUTRIBIO	DOULLENS	Industries alimentaires	178,2	NC
7	LACTINOV ABBEVILLE	ABBEVILLE	Industries alimentaires	168,7	NC
8	LABORATOIRE UNITHER	AMIENS	Industrie pharmaceutique	149,7	544
9	DAILYCER FRANCE	FAVEROLLES	Industries alimentaires	119,7	355
10	UNION FLANDRE PICARDIE	BOVES	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	112,9	NC
11	FAVELEY TRANSPORT AMIENS	AMIENS	Fabrication d'autres matériels de transport	110,1	373
12	NOVIAL	BOVES	Industries alimentaires	99,9	NC
13	GUEUDET SARVA	AMIENS	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	94,4	211
14	HABITAT CONCEPT	DURY	Construction de bâtiments	92,8	116
15	KWS FRANCE	ROYE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	91,9	228
16	LACT'UNION	ABBEVILLE	Industries alimentaires	90,5	41
17	PÂTISSERIE PASQUIER VRON	VRON	Industries alimentaires	85,1	308
18	SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES GARAGES DE L'OISE	AMIENS	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	84,9	173
19	GOODYEAR DUNLOP TIRES AMIENS SUD	AMIENS	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	82,4	836
20	VKR FRANCE	FEUQUIÈRES-EN-VIMEU	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en van	78,4	NC
21	PREMIUM PICARDIE	RIVERY	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	77,6	NC
22	DS SMITH PACKAGING CONTOIRE-HAMEL	CONTOIRE	Industrie du papier et du carton	76,6	238
23	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'AMIENS MÉTROPOLE	AMIENS	Activités immobilières	71,1	276
24	PALAIS DE L'AUTOMOBILE GUEUDET FRÈRES	AMIENS	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	68,0	139
25	ŒUFS NORD EUROPE	DOULLENS	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	67,6	41
26	ÉTABLISSEMENTS CHARPENTIER	BEAUQUESNE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	66,0	NC
27	DECEUNINCK SA	ROYE	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	65,4	113
28	FAVI-LE LAITON INJECTE	HALLENCOURT	Métallurgie	60,4	350
29	MILLANCOURT ET NICOLAS	GAMACHES	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	59,6	NC
30	EVONIK REXIM	HAM	Industrie chimique	58,0	226
31	ATALIAN PROPRIÉTÉ NORD NORMANDIE*	AMIENS	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	56,4	NC
32	RKW SAINT FRÈRES EMBALLAGE	VILLE-LE-MARCLET	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	56,2	NC
33	RIVERY EXPLOITATION	RIVERY	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	55,3	NC
34	SCOTT BADER SAS	AMIENS	Industrie chimique	54,9	114
35	RÉSIDENCES PICARDES BDL	DURY	Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	53,8	70
36	LE PALAIS DE L'AUTOMOBILE ABBEVILLE	AMIENS	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	51,8	97
37	DECAYEUX S.T.I.	NIBAS	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	51,7	281
38	SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE SALOUEL	SALOUEL	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	51,5	NC
39	SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DU LITTORAL PICARDIE SOMME	ABBEVILLE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	50,2	55
40	CALBERSON PICARDIE	AMIENS	Entreposage et services auxiliaires des transports	48,3	281
41	UNION DES COOPÉRATIVES AGRICOLES DE LA RÉGION ABBEVILLE	ABBEVILLE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	47,7	NC
42	GRAP SA	BOVES	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	46,6	NC
43	LEASE EXPANSION	AMIENS	Activités de location et location-bail	46,5	3
44	COOPÉRATIVE FÉCULIÈRE DE VECCHEMONT	AMIENS	Culture et production animale, chasse et services annexes	46,0	2
45	MERSEN FRANCE AMIENS SAS	AMIENS	Fabrication d'équipements électriques	45,7	NC
46	VILMURIER	MUILLE-VILLETTE	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	45,5	133
47	TEAM 3 SERVICES	ESTRÉES-DENIÉCOURT	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	45,4	NC
48	SODIDIER EXPLOITATION	MONTDIDIER	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	44,0	NC
49	SEDALCOL FRANCE	MESNIL-SAINT-NICAISE	Industrie chimique	43,9	NC
50	SANTERLEG	SOYECOURT	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	43,5	7

* CA 2017 sur 16 mois recalculé sur 12 mois



Dunkerque veut accélérer la transformation économique de son territoire

Depuis plusieurs années, le territoire dunkerquois ambitionne d'accélérer sa transition économique en devenant un démonstrateur de l'industrie du XXI^e siècle, tourné vers l'écologie industrielle et les énergies renouvelables. C'est la raison de sa candidature à l'appel à projets «Territoires d'innovation» lancé en 2017 par le gouvernement, pour lequel il est le seul territoire représentant les Hauts-de-France.

Par Pascaline DUBAN

Le territoire dunkerquois a réussi à passer le premier palier. Fierté supplémentaire : il est le seul sur l'ensemble de la région Hauts-de-France. En janvier 2018, il a été lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt «Territoires d'innovation» lancé par le gouvernement en 2017, grâce à son

ambitieux projet : devenir un démonstrateur de l'industrie du XXI^e siècle tourné vers l'écologie industrielle et l'innovation dans les énergies renouvelables. «En clair, il s'agit d'accélérer notre transition économique en repensant complètement notre tissu industrialo-portuaire hérité des années 1960», résume Patrick

Vergriete, maire de Dunkerque et président de la Communauté urbaine. «Il ne s'agit pas de lamoindrir. Dunkerque est et restera une terre industrielle et portuaire. Mais il faut faire en sorte qu'il soit prêt à affronter les défis du XXI^e siècle, tant en termes environnementaux qu'en termes d'innovation ou encore

CHIFFRE

50 millions d'euros

La dotation d'État pour chacun des 10 lauréats «Territoires d'innovation».

de formation. Tout cela pour, in fine, créer de l'emploi et améliorer la qualité de vie des habitants d'un territoire qui doit encore gagner en attractivité.»

Depuis janvier 2018, les 24 territoires lauréats (sur 117 candidats) ont reçu chacun une enveloppe de 50 000 euros pour les aider à passer la deuxième et dernière étape du concours : faire partie des 10 territoires qui seront finalement lauréats de l'appel à projets «Territoires d'innovation». La somme a surtout servi à la réalisation d'études préparatoires afin de bétonner le dossier dunkerquois qui a été rendu fin avril. Il faudra ensuite convaincre le jury qui doit se tenir à l'automne prochain à Paris. L'enjeu est d'importance. «Il y a beaucoup d'argent à aller chercher pour nous accompagner dans cet énorme projet dont nous sommes encore aux prémices et qui va s'étaler sur au moins une décennie, apprécie Patrice Vergriete. C'est d'abord pour cette raison que nous candidatoons. Mais bien au-delà, nous profitons de cette occasion pour engager l'ensemble des acteurs institutionnels, économiques, universitaires et portuaires du territoire autour d'un projet commun d'envergure. C'est cette cohérence de territoire, cette envie de réussir ensemble, de nous dépasser ensemble pour la transformation de notre économie que nous allons aller défendre à Paris.»

Patrice Vergriete en est convaincu : «Oui, l'enveloppe de 50 millions d'euros promise à chacun des territoires lauréats serait un énorme coup de pouce, mais si Dunkerque devait échouer à quelques encablures du podium, le projet ne serait pas abandonné. Nous avons lancé une vraie dynamique, un vrai projet de territoire qui se concrétisera que nous soyons ou non lauréat», insiste-il. Le projet de transformation d'un écosystème industrialo-portuaire présenté par le territoire s'articule

autour de plusieurs axes : renforcer l'économie circulaire, soutenir la dynamique portuaire, accompagner des industriels dans la mise en place de stratégies bas carbone et innover dans le domaine énergétique, avec l'amélioration de la qualité de l'air en élément central et transversal. L'autre majeur du territoire réside dans les initiatives en ce sens qui ont déjà été enclenchées, et qui ne demandent qu'à être amplifiées. «L'économie circulaire, appelée aussi écologie industrielle, est quelque chose que nous pratiquons depuis longtemps à Dunkerque. Depuis le début des années 1980, par exemple, la chaleur fatale produite par le sidérurgiste ArcelorMittal est utilisée dans le réseau de chaleur de Dunkerque, le plus important de France, qui vient d'ailleurs d'être étendu à la ville voisine de Grande-Synthe. Plus récemment, l'entreprise Ecocem s'est implantée sur le port de Dunkerque. Elle réemploie le laitier moulu des hauts-fourneaux issu du site d'ArcelorMittal pour produire du ciment bas carbone. Sur un plan énergétique, nous soutenons également le développement des énergies renouvelables. Un parc éolien offshore de 70 km², pour une production électrique de 500 MW, doit prochainement voir le jour au large des côtes dunkerquoises. Et nous nous sommes également lancé dans le développement de la filière hydrogène avec notre projet GRHYD et le pôle d'excellence EuraEnergie», détaille Patrice Vergriete.

Cette candidature, initialement portée par la communauté urbaine de Dunkerque, intéresse désormais bien au-delà. Ainsi, la communauté de communes des Hauts-de-Flandres s'y est associée. Elle a également reçu le plein soutien de Xavier Bertrand, président de Région. Réponse attendue fin septembre.

ANALYSE

Luc Delabie, COGÉRANT DE DELABIE
À FRIVILLE-ESCARBOTIN



LE GROUPE EXPORTE AUJOURD'HUI DANS PLUS DE 90 PAYS

Notre groupe familial, leader européen en équipements sanitaires pour les établissements recevant du public (ERP), a fêté l'an dernier ses 90 ans. Nous comptons 400 salariés, dont 240 en France. Au fil des générations, entrepreneurs et collaborateurs se sont succédé avec le souci permanent de préserver l'identité de la marque et son exigence d'excellence. D'abord spécialisée dans la robinetterie domestique, Delabie s'est positionnée rapidement sur le marché qui constitue aujourd'hui son cœur de cible : les établissements recevant du public. En moins d'un siècle, nous sommes devenus le leader européen en robinetterie et équipements sanitaires pour les ERP et un acteur mondial incontournable. L'export est en très fort développement depuis une quinzaine d'années. Le groupe poursuit sa politique de croissance à l'international par le biais d'ouvertures de filiales ou d'acquisitions de sociétés qui lui permettent aussi d'élargir son offre. Il exporte aujourd'hui dans plus de 90 pays, à partir de son site de production français de Friville, et au travers de ses 8 filiales installées au Royaume-Uni, au Benelux, en Allemagne, en Pologne, en Espagne, au Portugal, aux Emirats arabes unis (Dubai) et en Chine (Hong Kong). Les robinetteries et équipements Delabie sont installés dans la plupart des projets d'envergure : le Philharmonique à Paris, le Musée du quai Branly à Paris, le Stade de France à Paris, l'hôpital Southmead de Bristol, le terminal Eurostar à Londres, le sanctuaire de la Mecque... »

ANALYSE

Charles Cassar, DIRECTEUR DU SITE SARTOMER
DE VILLERS-SAINT-PAUL, GROUPE ARKEMA



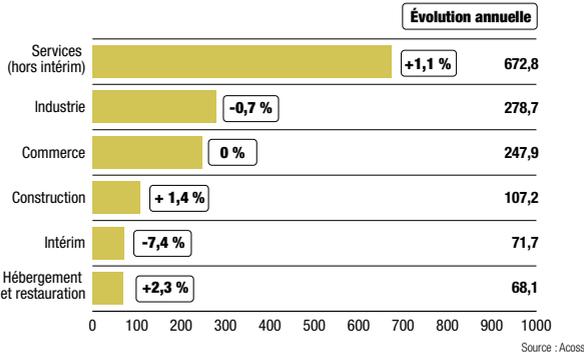
NOTRE SAVOIR-FAIRE UNIQUE PERMET AUX INDUSTRIELS L'AVANCÉE TECHNOLOGIQUE QU'ILS RECHERCHENT

Sartomer, implanté à Villers-Saint-Paul, appartient au pôle "Matériaux de haute performance", domaine d'activité stratégique et à forte valeur ajoutée du groupe Arkema. Les résines photo-réticulables sont destinées à des marchés en pleine expansion comme l'impression 3D, les adhésifs, l'électronique, les vernis de protection. La technologie UV, ou de photo-réticulation, est un procédé sans solvant et hautement productif, ce qui en fait une technologie d'avenir. Une part de plus en plus importante des résines photo-réticulables fabriquées à Villers-Saint-Paul permettent la fabrication d'objets en 3D. Le groupe se positionne comme un leader mondial sur cette activité. Le centre de recherche de l'Oise rattaché au site est situé à Verneuil-en-Halatte et regroupe tous nos experts. Ce savoir-faire unique de la photo-réticulation permet aux industriels de la fabrication 3D et à nos partenaires l'avancée technologique qu'ils recherchent sur de nombreux marchés, dont le médical, le dentaire, l'électronique et le sport. Arkema investit de façon régulière pour accompagner le développement de ses clients sur le marché porteur de l'impression 3D. Le site bénéficie d'investissements réguliers et d'un plan en cours pour pérenniser son activité, et ainsi conforter la position de leadership du groupe sur ce marché en pleine croissance. Enfin, en industriels responsables, nous conduisons nos opérations de production dans le strict respect des réglementations et en limitant au maximum notre impact environnemental grâce à un plan de réduction continu des déchets et émissions.»

INDUSTRIE

SALARIÉS PRIVÉS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE LA RÉGION

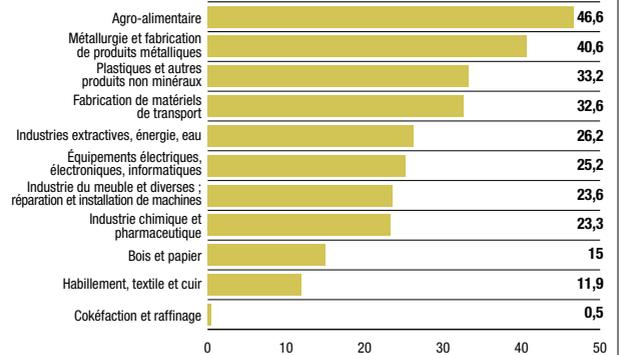
Au 31 décembre 2018, en milliers



LEADER. 4^e région industrielle française en termes d'emplois, les Hauts-de-France occupent une position de leader dans l'automobile, l'agroalimentaire, le ferroviaire, l'aéronautique ou encore la santé. 15 % des salariés de la région des Hauts-de-France travaillent dans l'industrie.

EFFECTIFS DES SALARIÉS PRIVÉS

En 2018 par activité, en milliers



SPÉCIALISATION. L'agroalimentaire compte presque la moitié des effectifs industriels de la région, juste devant la métallurgie.

COMPARAISON DE LA PART DE L'INDUSTRIE DANS L'EMPLOI TOTAL

En %

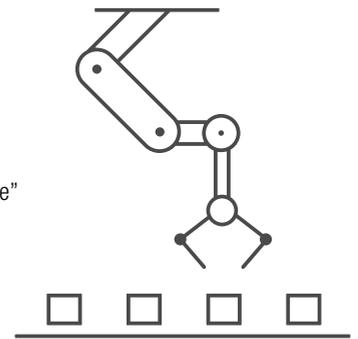
	1975	2014	ÉVOLUTION
Hauts-de-France	39	14,9	-24,1
Grand Est	37,4	17,1	-20,3
Bourgogne-Franche-Comté	35,5	17,7	-17,8
Auvergne-Rhône-Alpes	34,9	16,2	-18,7
Normandie	30,3	17	-13,3
Centre-Val de Loire	30	16,6	-13,4
Île-de-France	28,8	7,9	-20,9
Pays de la Loire	26,9	16,9	-10
Nouvelle Aquitaine	22,5	12,5	-10
Occitanie	20	10,8	-9,2
PACA	19,4	8,8	-10,6
Bretagne	17,6	14,4	-3,2
Corse	6,4	5,6	-0,8

Source : Insee RP

TENDANCE. La part de l'industrie a été divisée par deux en 40 ans dans le quart nord-est de la France. Pour la première fois depuis de nombreuses années, il y a eu plus de créations d'usines entre 2015 et 2017 que de disparitions.

12

C'est le nombre de "territoires d'industrie" labellisés en Hauts-de-France.

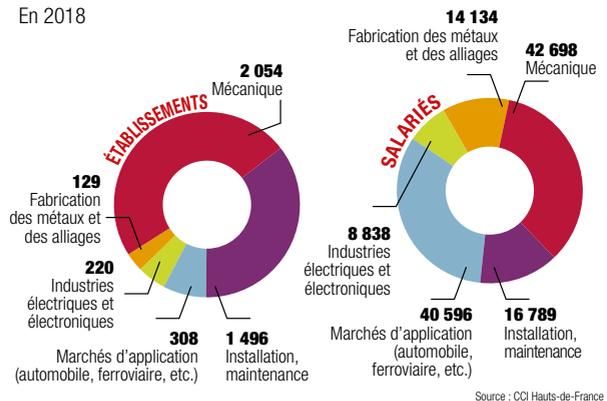


Source : Conseil national de l'industrie

POTENTIEL. La France en compte au total 136. L'État consacrera une enveloppe d'un peu plus d'1,3 milliard d'euros en vue de leur soutien. Les "territoires d'industrie" représentent 30 % de la superficie du pays et concentrent la moitié des emplois industriels français, soit 1,5 million de personnes.

LA MÉTALLURGIE DES HAUTS-DE-FRANCE

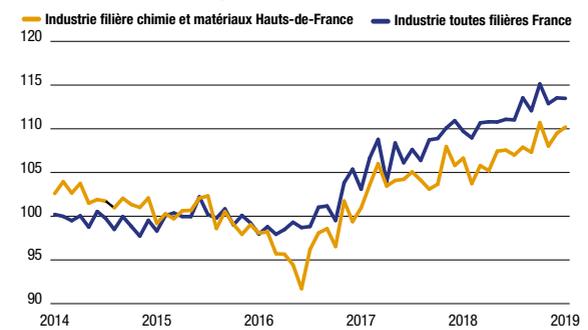
En 2018



INTERNATIONAL. La métallurgie est le second secteur industriel des Hauts-de-France. La majorité des emplois se concentrent dans la mécanique et les marchés d'application. 31 % des entreprises exportent leurs produits à l'international.

LES FILIÈRES CHIMIE/MATÉRIAUX EN HAUTS-DE-FRANCE

Indice de chiffre d'affaires*, série mensuelle CVS-CJO



* Les indices de chiffre d'affaires dans l'industrie permettent de mesurer mensuellement l'évolution des ventes en valeur, y compris à l'export, des entreprises relevant des secteurs concernés.

PÔLES. La filière chimie représente 18 000 emplois directs dans la région Hauts-de-France autour de quatre pôles de compétitivité : la chimie du végétal et les bioraffineries, les matériaux / la chimie / la chimie verte, les matériaux textiles avancés et le recyclage des matériaux.

Coordination **S**écurité et **P**révention de la **S**anté (**CSPS**)
Coordination **S**ystème **S**écurité **I**ncendie dans les ERP (**CSSI**)
Assistance **M**âitre d'**O**uvrage AMIANTE (**AMO**) - **M**âîtrise d'**Œ**uvre (**MOE**)

megatec ingénierie

AGENCE HAUTS-DE-FRANCE

COORDINATION HYGIÈNE & SÉCURITÉ - SSI - MOE



Renseignements

03 22 38 15 95

olivier.bonamy@megatec-ingenierie.fr

www.megatec-ingenierie.com

megatec ingénierie - megatec-ingenierie



www.laboutique.com.fr

(siège)
Hauts-de-France

Pôle Jules Verne
5 rue des Indes Noires
Imm. Grand Large
80440 Boves

**Agence
Grand Ouest**

Gare Saint-Jean - Pav. Nord
Parvis Louis Armand
CS 21912
33082 Bordeaux Cedex

**Agence
Grand Sud-Est**

5 place Charles Béraudier
69003 Lyon

Complémentaire santé

& prévoyance

Pour les particuliers,
professionnels et entreprises



Mutualia Alliance Santé, expert des mutuelles des territoires

Des valeurs mutualistes appliquées à un engagement social et
solidaire, au service des besoins des territoires et de leurs habitants

À l'heure où l'objectif de nos gouvernants est de donner l'accès aux soins au plus grand nombre, malgré l'ANI, de nombreux français ne bénéficient pas de couverture santé faute d'informations sur les dispositifs existants (CMU, ACS, etc.) et des capacités financières nécessaires. Nombreux sont les élus qui entendent apporter une solution à leurs administrés, **c'est dans cette volonté partagée de permettre à chacun de se soigner, que s'inscrit l'ambition de Mutualia.** Les mutuelles des territoires constituent l'un des éléments de cette solidarité qui s'exprime sur nos territoires, parce qu'elles offrent **de bonnes garanties, des services innovants, et respectent les capacités de financement** de chacun.



Construisons ensemble
la complémentaire santé
adaptée à votre commune

Mutualia, présente au
Congrès des Maires du Nord
le jeudi 13 juin 2019
à Gayant Expo, 59500 DOUAI

Mutualia
Entre nous, c'est humain

Tél. 03 21 15 99 99 | www.mutualia.fr
Retrouvez votre conseiller en agence Mutualia
31 rue d'Inkermann - 59000 LILLE

Mutualia Alliance Santé, livre II du code de la Mutualité. Siren n° 403 596 265 - Photos : DR



La ligne de production de la Kangoo II ZE à l'usine Renault de Maubeuge-MCA 2.

La région prépare activement le véhicule de demain

Depuis quelques années déjà, la filière automobile investit massivement dans les Hauts-de-France pour les futurs véhicules. Pour l'ensemble des projets automobiles, c'est plus de 2,5 milliards d'euros d'investissement depuis 2012. Quels sont aujourd'hui les grands projets engagés afin que la région puisse rester la première dans l'Hexagone en termes de production automobile ?

Par Romain MILLET

Selon les dires de Luc Messien, délégué général ARIA Hauts-de-France, «on n'a jamais vu autant d'idées émerger concernant les trois disruptions majeures que sont l'électromobilité, le véhicule autonome et connecté, ainsi que les nouveaux usages.»

L'ÉLECTROMOBILITÉ, UN ENJEU MAJEUR

Entre 2030 et 2040, le véhicule

électrique occupera une place importante au sein du parc automobile. Sans nul doute la réalité le confirmera ! Sur le terrain, nombre d'acteurs sont déjà à l'œuvre depuis quelques années pour opérer cette transition vers l'automobile du futur. On note déjà un engouement certain pour le véhicule hybride électrique, qui représente notamment une véritable solution pour les courts trajets urbains. «L'électrique va égale-

ment évoluer dans son propre produit via la conception de moteurs légers et de batteries plus efficaces. Toutefois, des problèmes sont à soulever au niveau de l'autonomie et de la recharge. Actuellement, tous les acteurs concernés travaillent en étroite collaboration pour y remédier», explique Luc Messien.

Par ailleurs, l'enjeu de l'électrique ne doit pas faire oublier la prépondérance actuelle et future des moteurs thermiques,

ainsi que la difficulté pour les constructeurs à mener cette transition. Sur ce point, Jérôme Bonduelle, président-directeur général du CRITT M2A, centre de recherche indépendant majeur dans la réalisation d'essais en recherche et développement, indique qu'«*aujourd'hui, on nous demande d'investir dans l'électrique via l'apport d'énergies alternatives, tout en nous sommant d'améliorer le thermique. Pour les constructeurs, c'est une mission très complexe que celle-ci, en raison des investissements colossaux que cela implique. De fait, ces derniers ne peuvent que très difficilement disposer d'une vision stratégique claire*». Ce dernier poursuit en indiquant que «*sur l'électrique, nous sommes en retard de dix ans par rapport à la Chine et la Corée. Cela a et aura un coût conséquent pour l'ensemble des acteurs mais aussi pour la population*».

Dans un contexte où la norme favorise cette transition vers plus d'électrique, les experts du sec-

LA FILIÈRE AUTOMOBILE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE, C'EST :

- > le 1^{er} employeur industriel en région,
- > la 1^{er} région française en construction de véhicules ; en 2017, c'est 689 229 véhicules produits,
- > la 2^e région automobile française en effectifs.

teur continuent malgré tout d'embrasser une vision qui leur est propre. «*De notre côté, et en étroite collaboration avec tous les équipementiers, nous menons un important travail de veille scientifique et technique sur les différents modes de propulsion. Nous savons parfaitement où aller, en nous positionnant sur une partie de la chaîne de valeur*», précise Jérôme Bonduelle.

LE VÉHICULE AUTONOME ET CONNECTÉ EST PRÊT MAIS...

«*Aujourd'hui, techniquement nous sommes prêts, les véhicules*

de même que les constructeurs. Il y a aujourd'hui plus de 6 000 emplois en R&D dédiés à ce marché», déclare Luc Messien. Tempérant son propos, il ajoute que «*c'est très complexe d'assurer une voiture 100% autonome en raison du nombre important de paramètres extérieurs liés aux infrastructures. Par exemple, sur des routes sinueuses, il sera très difficile pour la voiture d'assurer une orientation optimale, ce qui engendrera des risques majeurs d'accident*».

Pour minimiser ces aléas, le pôle de compétitivité i-Trans, situé à Valenciennes, en tant que cataly-

seur d'innovation, accompagne et labellise de nombreux projets de R&D&I collaboratifs. «*Actuellement, nous accompagnons nos adhérents sur leur capacité à la fois à développer les capteurs et le traitement de données, et à réfléchir sur les moyens disponibles pour répondre aux défis de la connectivité en continu des véhicules intelligents et autonomes*», souligne Eric Trégoat, directeur général d'i-Trans.

Enfin, avec l'émergence des nouveaux usages, il est important de se demander quel sera l'impact de la démocratisation de l'auto-partage sur l'automobile? A terme, avec l'introduction de la navette autonome, des usages nouveaux et novateurs apparaîtront. Celle-ci révolutionnera peut-être l'utilité originelle de l'automobile «classique», en permettant d'en faire un lieu de travail. «*L'Autolib pourrait être le nouvel usage de référence à condition d'améliorer la robustesse des équipements, de renforcer la motorisation afin que cet usage puisse vraiment être utilitaire*», indique Luc Messien. Avant de conclure : «*L'essentiel est de bien comprendre les besoins de tous les acteurs en présence afin de les accompagner efficacement dans cette transition, et, in fine, maintenir les 50 000 postes en place. A cette fin, cette anticipation nous permettra d'amortir les dommages inévitables engendrés par la baisse des voitures diesel.*»



Ligne de production chez Toyota à Onnaing.

ANALYSE

Michaël Brison, VICE-PRÉSIDENT DES OPÉRATIONS CHEZ LINAMAR LIGHT METALS GROUP



L'EXPERTISE DU SITE DE LAIGNEVILLE EST UN ATOUT DANS LA CONQUÊTE DE NOUVEAUX MARCHÉS

Depuis l'acquisition de 2016, la stratégie de développement du groupe s'est accrue afin de répondre aux enjeux du marché automobile mondial. Soutenu par la capacité d'investissement de Linamar, nous capitalisons sur notre savoir-faire technique et l'expertise de nos sites de production pour développer les composants du véhicule de demain : de la structure allégée en aluminium aux motorisations hybrides et électriques, en passant par les pièces de sécurité et de liaison au sol. L'ensemble des sites Montupet constitue désormais la division Linamar Light Metals (LLM) dont Laigneville est l'un des fleurons. La maîtrise des différents procédés de fonderie, gravité, gravité basculée, basse pression et les capacités d'innovation de ce site représentent des gages de pérennité dans une industrie toujours plus compétitive et en pleine évolution. Le site de Laigneville est le point d'ancrage de notre plus grand projet industriel à ce jour : la production de culasses de dernière génération développées conjointement pour Daimler et Renault, à hauteur de 1 000 000 de pièces par an. Ce projet est en phase avec le basculement de l'industrie automobile européenne du diesel à l'essence. L'expertise historique du site de Laigneville en fonderie et en usinage est un atout dans la conquête de nouveaux marchés. Notre technologie est déployée vers le développement des pièces complexes, non seulement liée aux traditionnels moteurs thermiques mais également aux motorisations hybrides et électriques. Le centre de R&D de Laigneville est au cœur de l'innovation de LLM. Notre équipe est constituée d'une cinquantaine d'ingénieurs, chercheurs et techniciens qui développent les procédés de demain : noyautage inorganique, simulations numériques et nouveaux procédés de moulage sont autant d'exemples d'innovation.»

ANALYSE

Alberto Santos, DIRECTEUR DE VALEO ETAPLES



EN 2021, DEUX TIERS DE NOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES SERA GÉNÉRÉ PAR DES PRODUITS INNOVANTS

Valeo est une entreprise technologique qui développe des systèmes innovants permettant la réduction des émissions de CO2 et le développement de la voiture autonome et connectée. Le site de Valeo Etaples est l'une des deux plus grosses usines du monde de fabrication d'alternateurs et d'alternodémarrateurs. Près de quatre voitures sur dix produites aujourd'hui en Europe sont équipées d'un système fabriqué ici, une voiture sur dix produite dans le monde. On fabrique près de 10 millions de produits chaque année et 80% de cette production part à l'export ! En Europe, essentiellement, mais aussi un peu aux Etats-Unis, en Chine, en Inde, au Japon... On livre près de 300 sites de constructeurs à travers le monde. Nous concevons, via notre R&D ici, et fabriquons les alternodémarrateurs les plus innovants sur le marché, qui permettent de réduire les émissions de CO2 au meilleur coût. L'usine est extrêmement dynamique, avec de très belles perspectives, puisque notre carnet de commandes a presque doublé en trois ans. En 2021, deux tiers de notre chiffre d'affaires sera généré par des produits innovants. Nous avons, par exemple, lancé l'an dernier les premières lignes de fabrication de systèmes 48V qui sont de petits moteurs électriques qui permettent l'électrification du véhicule à un coût très intéressant pour les constructeurs. Le site de Valeo Etaples est aujourd'hui le plus gros employeur de la région. Un peu plus de 1 800 personnes y travaillent et nous continuons de recruter.»

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE VÉHICULES

Évolution 2017-2018 en %

	AISNE	NORD	OISE	PAS-DE-CALAIS	SOMME	HAUTS-DE-FRANCE*	FRANCE*
Véhicules particuliers	1	5,6	-3,8	6,4	28,1	3,1	2,8
Véhicules utilitaires légers	21,8	3,6	-7,2	8,2	15,5	3,5	4,4
Véhicules industriels à moteur et de transports en commun	215,9	4,5	-20,9	14,3	9,3	9,1	7,5
Ensemble des véhicules	7,6	5,2	-4,5	6,9	25,7	3,3	3,2
Nombre total de véhicules	29 557	94 104	147 799	51 183	41 271	363 914	2 657 325

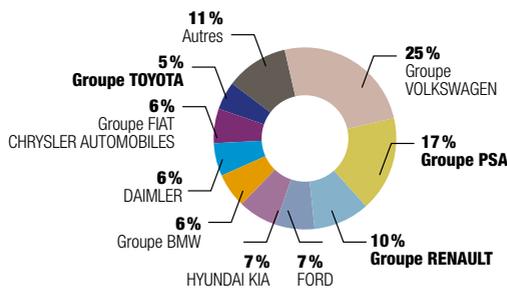
Sources : INSEE, Ministère en charge des transports

*France métropolitaine

DISPARITÉS. Seul le département de l'Oise subit une baisse du nombre de véhicules, malgré un nombre total de véhicules le plus important des Hauts-de-France.

IMMATRICULATIONS DES VOITURES DES PARTICULIERS DANS L'UE*

De janvier à mars 2019

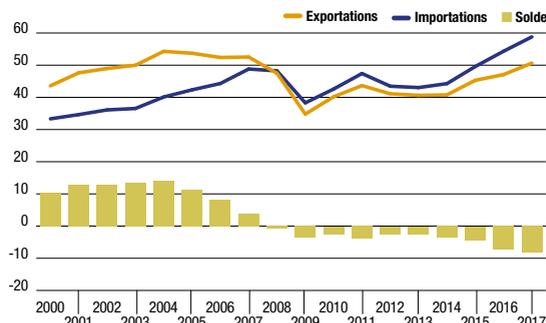


*UE 28 pays - Données de Matle non disponibles
Source : CCFA, CCI Hauts-de-France

SITES. Dans les Hauts-de-France, trois constructeurs mondiaux sont présents sur sept sites de construction, avec au total plus de 50 000 salariés dans la filière pour une production annuelle de plus de 1,3 million de boîtes de vitesses et de plus de 600 000 moteurs.

COMMERCE EXTÉRIEUR RÉGIONAL DE PRODUITS AUTOMOBILES

En milliards d'euros



Source : INSEE, CCI Hauts-de-France

SOLDE NÉGATIF. Les Hauts-de-France sont la 1^{re} région automobile de France, fabriquant près d'un tiers de la production nationale de véhicules. Depuis 2008, la valeur des importations est plus importante que celle des exportations (-8,16 milliards d'euros en 2017).



LE GROUPE DUGARDIN :

Une Success story de 50 ans

Alors qu'il souffle sa cinquantième bougie, le Groupe Dugardin a réussi au fil des années à se distinguer de la concurrence et à s'imposer comme acteur incontournable de la distribution automobile dans le Nord. D'abord installée à Lys-Lez-Lannoy, l'enseigne poursuit depuis une politique d'extension remarquable avec des lancements réguliers de nouvelles marques et des ouvertures périodiques de nouvelles concessions.

LE GROUPE DUGARDIN : UNE HISTOIRE DE FAMILLE

Passionné par le monde de l'automobile, Robert Dugardin veut devenir mécanicien dès son plus jeune âge. Il suit alors des cours du soir dès 17 ans pour se spécialiser dans le domaine.

« Doté de qualités personnelles et professionnelles hors normes, mon père réussit rapidement à faire ses preuves et devient garagiste puis agent pour Ford tout en poursuivant ses études pour lancer son propre projet » raconte Philippe Dugardin, fils du fondateur et président actuel de l'enseigne : « C'est en 1969 qu'il concrétise son rêve en ouvrant un petit local de 72 m² ». Le premier noyau du Groupe éponyme est né.

PRESTIGE DU PRODUIT, QUALITÉ DU SERVICE, SATISFACTION DU CLIENT

Si l'enseigne a réussi à s'imposer rapidement comme leader dans son domaine, nul doute que ses valeurs fondatrices en sont les principales



**Philippe DUGARDIN**

CHIFFRES CLÉS

- 5** : Le nombre de sites du Groupe Dugardin sur la métropole lilloise
- 10** : Le nombre de marques automobiles distribuées par le Groupe
- 20** : Le nombre de points de contrôle détenus par Dugardin dans la métropole lilloise
- 220** : Le nombre de salariés du Groupe
- 115** : Le chiffre d'affaires en millions d'euros réalisé par le Groupe Dugardin en 2018
- 3305** : Nombre de véhicules neufs vendus en 2018
- 1550** : Nombre de véhicules d'occasion vendus en 2018



raisons. Le Groupe met en effet le client au centre de ses préoccupations, et s'assure de lui offrir des produits de qualité associé à un service impeccable, et ce quelque soit son profil ou son projet d'achat.

DES CONCESSIONS ET DES MARQUES

Grâce à la réputation enviable qu'elle s'est taillée, la petite structure de Lys-lez-Lannoy devient concessionnaire de Ford en 1983. Aujourd'hui, le groupe adopte une politique multimarque et élargit de jour en jour l'éventail de ses véhicules commercialisés.

Les clients de la structure ont en effet le choix entre des marques généralistes comme Ford et Hyundai, d'autres Premium comme Jaguar, Volvo et Land Rover, de luxe comme Maserati ou encore des voitures sans permis telles que Ligier, Chatenet et Microcar.

Au niveau de l'implantation, Le Groupe Dugardin dispose désormais de 7 implantations dans le Nord et 4 dans le Pas-de-Calais totalisant plus de 51.500 m² de surface dont 16.500 m² d'espaces couverts :

- ▶ Lys-lez-Lannoy avec les marques Ford et Chatenet,
- ▶ Roncq avec Volvo, Ford Microcar
- ▶ Faches-Thumesnil avec Ford, Hyundai, Ligier et Microcar,
- ▶ Armentières avec Ford, Ligier et Microcar,
- ▶ Villeneuve d'Ascq où sont exposés des

véhicules Ford, Volvo, Jaguar, Land Rover et Maserati et Dugardin Heritage

- ▶ St Omer, Calais, Boulogne, Dunkerque et Aire sur la Lys avec la marque Ford
- ▶ Et enfin, pour 2019, et à Valenciennes, en plus du site dédié à Ligier et Microcar, deux bâtiments devront voir le jour pour une concession Volvo et une autre dédiée à Land Rover et Jaguar.

DUGARDIN : C'EST ÉGALEMENT DES HOMMES ET DES FEMMES !

Avec plus de 220 collaborateurs, le groupe Dugardin a mis en place une politique de Ressources Humaines proactive caractérisée par la valorisation de l'Homme.



L'entreprise veille dans ce sens à adopter un management de proximité permettant à ses salariés de s'imprégner de la culture locale et de s'épanouir personnellement et professionnellement.

Par ailleurs, et en parallèle aux formations assurées par les constructeurs, l'enseigne mise sur la formation interne comme outil indispensable d'amélioration de la performance et de développement des compétences.

L'établissement s'assure également d'offrir un cadre de travail sain où les consignes de sécurité et d'hygiène sont strictement respectées. « *La mobilité et la promotion internes font partie de nos valeurs profondes* » explique Philippe Dugardin. Cette démarche assure à l'entreprise une réelle fidélisation de son personnel.

« *Grâce à notre engagement envers nos collaborateurs, leur professionnalisme exemplaire et leur savoir-faire indéniable sont désormais reconnus dans la région* » brandit fièrement le dirigeant.

A LA POINTE DE LA TECHNOLOGIE !

Conscient de l'impact grandissant du digital dans le processus d'achat, le Groupe Dugardin dispose aujourd'hui d'un site internet dynamique et interactif.

Sur **www.dugardin.com**, le client peut en effet choisir son véhicule selon son budget et ses attentes et le configurer à sa guise (couleur, motorisation, options, etc.). « Même si le formulaire de crédit n'est pas encore dispo-



nible en ligne, il peut être acheminé à la boîte email de la personne suite à un simple appel téléphonique » étaye le PDG du groupe.

La demande est alors étudiée par CGI Finance, le partenaire financier de la structure, et une réponse gratuite et sans engagement est accordée au client : « *Nous prenons contact avec l'acheteur pour finaliser la transaction* ». La voiture acquise peut par ailleurs être livrée à domicile, partout en France Métropolitaine. L'enseigne n'entend toutefois pas s'arrêter là : « *Une fois que la CGI aura finalisé la dématérialisation des dossiers de financement, nos clients seront en mesure de réaliser toute l'opération d'achat en ligne si désiré* » déclare Philippe Dugardin.

INTERAGIR EN PERMANENCE AVEC LE CLIENT

Comprendre le client, assimiler ses besoins et trouver des solutions à ses problématiques est l'essence même de la vision du Groupe Dugardin.

Dans ce sens, le Groupe teste actuellement son CRM (Customer Relationship Management). Fin observateur de son environnement, le président pense que « *grâce à cet outil, l'établissement peut assurer une meilleure gestion de ses contacts clients et améliorer ainsi sa rentabilité commerciale* ». La structure a par ailleurs mis en place un centre d'appel pour répondre aux questions, renseignements ou doléances de ses pros-

pects. Actuellement géré par des prestataires externes, le call-center permet à l'enseigne d'être plus réactive vis-à-vis de toute sollicitation. « Avec nos projets d'élargissement, nous devons nous munir des moyens nécessaires pour développer notre propre centre d'appel en interne » prévoit Philippe Dugardin.

BIENTÔT À VALENCIENNES

Située à une cinquantaine de kilomètres de Lille, Valenciennes représente un bassin équivalent au tiers du marché local. Dans le cadre de sa politique de proximité, le groupe Dugardin a décidé de s'y implanter mettant pied ainsi dans le Hainaut. Avec un investissement global de 3,5 millions d'euros, l'enseigne a acquis un terrain de 12.000 m² à Aulnoy-lez-Valenciennes et a entamé les travaux de terrassement pour construire deux nouveaux bâtiments destinés à la commercialisation de ses marques premium. « Nous espérons vendre quelques 300 voitures supplémentaires par an (Volvo, Jaguar, Land Rover) grâce à cette nouvelle implantation » stipule Philippe Dugardin.





SPONSORING SPORTIF



Partenaire historique du LOSC, le groupe Dugardin renforce son engagement envers le club lillois grâce à Hyundai. Le constructeur automobile, dont il est distributeur, devient en effet fournisseur officiel de Lille Olympique Sporting Club jusqu'en 2021.

DU NEUF, DU PRESQUE NEUF, ET DU MOINS NEUF !

En parallèle à ses véhicules neufs, le groupe Dugardin propose une gamme complète de véhicules d'occasion récents. Ces derniers, généralement acquis auprès des parcs constructeurs, sont garantis de 6 à 72 mois et sont soumis à un contrôle technique pointu avant leur mise en vente.

Depuis juin 2018, l'enseigne a par ailleurs lancé un nouveau site internet www.monoccasion.fr consacré lui à un autre type de produit : les VO à petit prix. Il s'agit de voitures âgées généralement de 7 à 10 ans et vendus à des tarifs inférieurs à 7.000 euros. Exposés sur le site de Roncq, ces véhicules subissent des révisions de moteurs et des équipements de sécurité



et bénéficient d'une garantie de 6 mois. « Actuellement, nous vendons une dizaine de véhicules par mois, mais les perspectives de développement sont prometteuses » révèle le manager.

DES VOITURES DE COLLECTION AUSSI

Pour Philippe Dugardin, l'automobile est plus qu'un métier, c'est une passion. C'est pour cela que le Groupe a lancé Dugardin Heritage, une collection de voitures anciennes au charme indéniable.

« Suite à l'abandon de la marque Infiniti, nous avions un hall libre et nous avons décidé de l'utiliser autrement » justifie le passionné de belles voitures. Un parc automobile spécial a ainsi été aménagé à Villeneuve D'ascq pour exposer ces perles rares. Une Maserati Indy, une Austin-Healy, un AC-Cobra, une Ford Mustang Mach 1 ou encore une exceptionnelle Type de 1967, les amateurs de mécanique seront envoutés par la beauté des modèles et submergés par les souvenirs des années 50-70. Aller dans le détail, c'est ce qui spécifie la société lilloise. Ainsi, et en plus de la vente des voitures héritage, l'entité offre un service d'achat, de restauration et entretien.

DES VÉHICULES TOUJOURS FLAMBANT NEUFS

« Un véhicule acheté accompagne l'acquéreur pour quelques années, c'est pour cela que le service après-vente demeure un souci permanent pour notre structure » explique Philippe Dugardin.



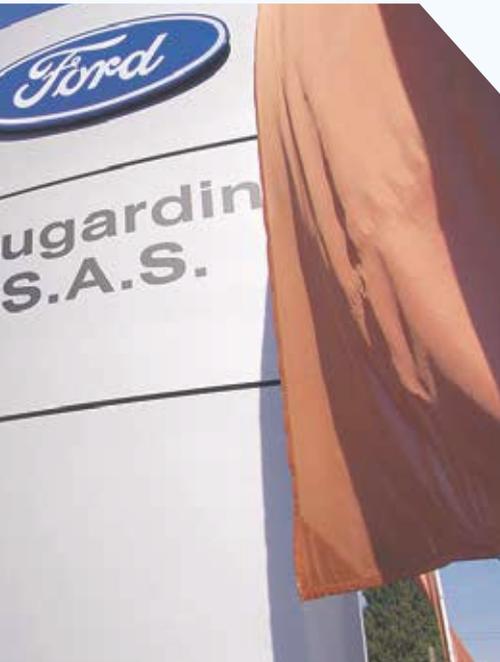
Pour cela, l'entreprise dispose de plusieurs points de contrôle sur la métropole lilloise. Les voitures peuvent y être entretenues et restaurées par des techniciens, des carrossiers ou des mécaniciens spécialisés aussi bien dans les réparations mécaniques qu'électroniques.

Quelque soit la marque du véhicule, divers forfaits, qui vont du simple vidange, à la vente de pneumatique ou au changement de frein et d'embrayages, sont mis à la disposition des conducteurs et ce à des tarifs très compétitifs. Les pièces et les équipements utilisés sont par ailleurs garantis d'origine.

UN ACCOMPAGNEMENT POUR LES ENTREPRISES DANS LA GESTION DE LEUR FLOTTE

Afin d'aider les entreprises à gérer leur parc automobile efficacement, le groupe Dugardin leur propose une panoplie de services adaptés. Chaque structure dispose ainsi d'un interlocuteur unique qui reste à l'écoute de ses besoins et l'accompagne pour le choix du véhicule, du type d'acquisition et du financement.

De la Location avec option d'achat à la location longue durée en passant par l'acquisition en nom propre, le conseiller commercial Solutions Entreprises accompagne et oriente le chef d'entreprise dans sa prise de décisions.



Aussi bien pour les utilitaires que pour les voitures de société, le Groupe peut équiper et carrosser les véhicules à la demande du client. Des tarifs dégressifs sont par ailleurs offerts aux clients tandis que le service après-vente reste réactif face à toute demande. Une flotte de véhicules de prêt est mise à leur disposition pour assurer la mobilité en cas de panne ou d'accident et la concession s'occupe de réaliser toutes les démarches auprès de la compagnie d'assurance.

2019 :
L'ANNÉE DE TOUS LES RECORDS

Après une bonne année 2017 marquée par le

classement dans le top 100 des distributeurs automobiles en France, et après une consolidation de ces résultats positifs en 2018 avec 3.305 VN et 1550 VO vendus pour un chiffre d'affaire global de 115 millions d'euros, l'année 2019 s'annonce exceptionnelle pour le groupe nordiste.

La structure s'apprête en effet à franchir un nouveau pas dans son développement avec le rachat de 5 sites. « *Nous avons approché l'Autorité de la concurrence pour valider cette acquisition* » précise Philippe Dugardin. Grâce à cette opération, il espère vendre quelques 1 500 VN et 1 000 VO supplémentaires par année, pour un chiffre d'affaires d'environ 30 millions d'euros.

« *Cette acquisition permettra surtout à notre structure de s'ouvrir à de nouveaux territoires* » ajoute-t-il. L'établissement acquis, en plus de sa concession Ford de Dunkerque situé dans le Nord, dispose en effet de 4 sites dans le département du Pas-de-Calais : un à Boulogne-sur-Mer, un autre à Saint-Omer, un troisième à Calais et le dernier à Aire-sur-la-Lys.

LE GROUPE DUGARDIN :
C'EST AUSSI UNE RESPONSABILITÉ
ENVIRONNEMENTALE

Les véhicules « *écologiques* » séduisent de plus en plus de français. Le groupe Dugardin, conscient des bouleversements que connaît le marché de l'automobile, dispose aujourd'hui d'une large gamme de voitures hybrides et électriques pour répondre aux nouveaux besoins des clients. Hyundai, mais également Jaguar, Ford ou Volvo proposent divers modèles pour rouler vert.



GROUPE DUGARDIN

Les dates marquantes :

1969 : L'année où Robert Dugardin ouvre un garage qui deviendra ensuite le Groupe Dugardin

1983 : La structure de Lys-lez-Lannoy devient concessionnaire Ford

1993 : Rachat de la concession Ford à Roubaix

1996 : Rachat de la concession Ford à Faches-Thumesnil

2000 : Rachat de la concession Jaguar à Lille

2001 : Le groupe distribue les marques Ford, Volvo et Land Rover à Roncq

2005 : L'enseigne devient concessionnaire de Mazda à Lys-Lez-Lannoy et Villeneuve d'Ascq

2006 : Le Groupe Dugardin commence à commercialiser les voitures sans permis Micro Car

2009 : Toujours dans les VSP, le groupe distribue la Marque Chatenet

2011 : La structure devient concessionnaire Hyundai à Faches-Thumesnil puis à Lys-Lez-Lannoy en 2013

2012 : La marque sans permis Ligier fait son entrée dans le groupe également

2015 : Le Groupe Dugardin est concessionnaire de Maserati à Villeneuve d'Ascq et inaugure un centre Jaguar et Land Rover dans la même ville

2017 : Le Groupe fait partie du Top 100 des distributeurs auto en France

2019 : Inauguration de Jaguar, Land Rover et Volvo à Valenciennes



VOLVO, une seule envie : la vôtre

Depuis les années 1970, Volvo a entamé ses recherches sur les moteurs électriques. En 2010, le constructeur a lancé C30, une gamme pilote 100% électrique suivi en 2012 par le premier véhicule hybride rechargeable diesel au monde avant de s'engager en 2017 à électrifier chaque modèle de sa gamme.

Désormais, l'enseigne dispose de 3 types de technologie :

- ▶ La micro-hybridation
- ▶ L'hybride rechargeable ou Twin engine
- ▶ et le 100% électrique (début 2020)

VOLVO : LES NOUVEAUTÉS

Un système de micro-hybridation sur la SUV XC60

Les motorisations diesel sont pointées du doigt et accusées d'être extrêmement polluantes. Volvo Cars agit en conséquence et vient d'équiper son modèle XC60 d'un système de micro-hybridation.

Intégré pour la première fois sur la Volvo XC90 lors de la présentation de son restylage en juillet prochain, ce dispositif permet de réaliser des économies de carburant et d'afficher

un niveau de CO2 inférieur à un moteur diesel classique.

Alimentés par un bloc diesel en transmission intégrale, les SUV XC60 disposent désormais d'une batterie lithium-ion de 48 volts, située dans le coffre du véhicule, et d'un système de récupération d'énergie cinétique. Un alternateur intégré assiste en effet les

moteurs à combustion interne permettant de récupérer l'énergie cinétique en phase de freinage et ce lorsque la voiture évalue que l'utilisation du frein moteur est suffisante au ralentissement requis. Entraîné par une courroie par le vilebrequin, l'équipement tient alors le rôle de générateur en produisant de la puissance électrique qui est par la suite stoc-



kée dans la batterie en lithium-ion puis redistribuée lors du démarrage ou durant une accélération rapide.

L'énergie cinétique récupérée permet par ailleurs de rendre la fonction Start/Stop plus performante et plus silencieuse.

Après l'intégration de ce système de micro-hybridation, les motorisations Diesel D4 AWD et D5 AWD utilisées sur la Volvo XC60, sont désormais baptisés B4 AWD et B5 AWD et leur puissance respective se chiffre à 197 chevaux et 235 chevaux.

En parallèle à ses avantages environnementaux, le dispositif permet au conducteur de profiter d'un meilleur comportement de conduite sur la route et d'une meilleure sensation de performance. La pédale de frein lui offre en effet une réponse améliorée tandis que la nouvelle boîte automatique 8 rapports shift-by-wire procure plus de souplesse et de fluidité. Disponible également sur les modèles T8 Twin Engine, elle gère les changements de vitesse par impulsions électriques et non plus mécaniques.



pour garantir une expérience de conduite hors normes.

La dernière version T8 Twin Engine a été dotée d'une nouvelle batterie dont la capacité s'élève à 11,6 kWh (contre 10,4 kWh pour la précédente version). La voiture voit ainsi son autonomie 100% électrique se prolonger de 4 à 5 km supplémentaires en mode Pure. L'autonomie totale en 100% électrique passe ainsi à 50 km environ.

DES TECHNOLOGIES DE PLUS EN PLUS POINTUES

Le système Start & Stop, disponible sur tous les modèles des gammes 60 et 90, fonctionne désormais selon les conditions réelles de la circulation, et ce grâce aux radars de stationnement, à la caméra du City Safety et au système

de navigation. A l'approche d'un rond-point ou d'un arrêt bref, le moteur restera par exemple en marche.

D'autre part, quand la navigation est activée, l'assistance à la conduite intelligente adapte la vitesse dans les virages pour améliorer le confort.

Les véhicules Volvo peuvent également communiquer entre eux via le cloud Volvo lorsqu'ils sont connectés à internet.



UN T8 TWIN ENGINE PLUS PERFORMANT

La motorisation Twin Engine fait référence à la technologie hybride rechargeable de Volvo qui permet de choisir entre 3 modes de conduite différents :

Le Pure : 100% électrique, qui en pleine charge permet de faire son trajet sans émission et en réalisant des économies de carburant.

L'Hybrid : où sont utilisés conjointement le moteur électrique et le moteur thermique afin de minimiser les émissions tout en optimisant l'efficacité.

Et le Power : qui combine la puissance du moteur électrique à celle du moteur thermique

Dans le cadre de ce partenariat baptisé « *Hyundai by groupe Dugardin* », la marque sud-coréenne mettra à la disposition du LOSC une flotte de 25 véhicules (Tucson, Ionic Hybrid, Kona) et profitera parallèlement d'une visibilité au Stade Pierre Mauroy à travers un large dispositif panneautique et de l'affichage LED.

Pour Philippe Dugardin, cette collaboration confirme « *l'attachement du groupe à des valeurs fortes, telles que la passion, l'esprit d'équipe et le respect, qui sont véhiculées par le sport* ».





Les Hauts-de-France, une région locomotive

Les Hauts-de-France sont aujourd'hui la première région ferroviaire de France : près d'une rame sur deux y est fabriquée ; plus de 14 000 personnes travaillent dans cette industrie de pointe, pour un chiffre d'affaires annuel supérieur à un milliard d'euros. C'est encore dans les Hauts-de-France, plus particulièrement dans le Valenciennois, que sont installés Bombardier et Alstom, les deux grands constructeurs de train, de même que l'institut de recherche Railenium et le pôle de compétitivité i-Trans.

Par Jean-Baptiste ALLOUARD

Au niveau régional, le marché du matériel roulant voyageur se porte bien ! Sylvain Bele, président de l'Association des industries ferroviaires des Hauts-de-France (AIF), peut avoir le sourire. Le marché se porte même très bien, puisque les deux sites Bombardiers et Alstom ont enregistré un certain nombre de commandes et

connaissent un pic d'activité. A tel point que les deux poids lourds du ferroviaire recrutent pour pouvoir répondre à la demande et auraient même, selon Sylvain Bele, « du mal à trouver les ingénieurs dont ils ont besoin ».

Après un creux de l'activité ces dernières années, celle-ci repart à la hausse, notamment grâce à des projets nationaux. Dans la

région, les deux constructeurs Bombardier et Alstom, respectivement installés à Crespin et Petite-Forêt, ont décroché la timbale il y a deux ans en signant avec la SNCF et le conseil régional d'Ile-de-France un contrat de 3,75 milliards d'euros pour fabriquer, dans le cadre d'un consortium, les 255 rames du RER nouvelle génération, avec les premières livrai-

LE CHIFFRE

50%

Le Valenciennois accueille 50% de la filière ferroviaire.

AVEC LE PROJET CARE, SIX FOURNISSEURS EN PREMIÈRE LIGNE

L'annonce du projet Care a été faite en janvier dernier, conjointement par l'Etat et la Région, accompagnés par Bombardier et Alstom. Lors du comité régional de la filière ferroviaire le 1^{er} mars, ce projet a été présenté à l'ensemble de ses acteurs. Calqué sur l'initiative de la filière aéronautique et son association Space lancée à Toulouse en 2007, ce projet pilote doit permettre à six entreprises stratégiques, impliquées fortement dans l'industrie ferroviaire, de devenir, notamment, plus performantes sur le plan industriel. «*Aujourd'hui, précise Sylvain Bele, président de l'Association des industries ferroviaires des Hauts-de-France (AIF), notre filière n'est pas forcément structurée comme peut l'être l'aéronautique. On a des constructeurs qui, en raison de la bonne conjoncture, sont passés d'un niveau d'activité plus faible à un niveau plus élevé. Ça signifie qu'à un moment ils ont besoin que les fournisseurs puissent les accompagner. Vu qu'il y a une montée en compétences et en charges, on a besoin que toute la supply chain s'adapte, car les cadences augmentent. S'il vous manque un siège, vous ne livrez pas votre train, avec des pénalités de retard conséquentes.*»

Le projet Care, annoncé dans la première région ferroviaire de France, a une vocation nationale. Les Hauts-de-France ont été mis, comme le souligne Sylvain Bele, «*sous microscope*» pour voir son efficacité. Fin avril, les six premières entreprises retenues ont été présentées. Il s'agit de Hiole Technologies à Prouvy, MSM Europeinture et Deprecq à Raismes, Metal Technologies Manufacturing à Saint-Amand-les-Eaux, Mecajet à Ligny-en-Cambrésis et Stratiforme à Bersée. «*Ce projet est fait avec la Région et les deux constructeurs qui participent financièrement, poursuit le président de l'AIF. Ces six entreprises, qui seront renouvelées dans un an, n'ont pas été prises au hasard, mais parce qu'elles ont une activité significative dans le ferroviaire.*» L'idée étant de montrer qu'avec un soutien adapté, il est possible d'améliorer les processus de fabrication avec de meilleurs rendements et des délais de livraison plus courts.

sons prévues en 2021. Le constructeur canadien est en charge de la production des voitures passagers ; son homologue français, des motrices. Plus récemment, Alstom a gagné l'appel d'offres lancé par la Société du Grand Paris pour la réalisation de 1 000 voitures, soit 183 rames, qui seront déployées sur les nouvelles lignes du métro du

Grand Paris Express, pour un montant de 1,3 milliard d'euros. Cette dynamique a un effet indéniable sur la relance de l'emploi dans ce secteur, et «*nombre de métiers sont à pourvoir*», insiste le patron de l'AIF, afin de suivre la cadence et respecter les délais qui restent relativement serrés. Si actuellement, les deux sites valenciennois cumulés repré-

ANALYSE

Antoinette Cousin,
PRÉSIDENTE DE DEPRECQ

“UNE EXPERTISE ET UN SAVOIR-FAIRE DEPUIS 1880

Fournisseur de rang 1, Deprecq est une société de tôlerie de précision, qui réalise des ensembles techniques et complexes pour des grands donneurs d'ordre dans les secteurs du ferroviaire et de la défense. Nos plus grands clients sont Alstom, Bombardier, la SNCF et la RATP. Dans le secteur de l'armement, notre premier client est Nexter Systems. Les pièces techniques fabriquées dans nos ateliers en petites et moyennes séries sont destinées plus particulièrement aux matériels roulants : armoires et coffres électriques, pupitres de commande ou consoles, plafonds de cabine de conduite pour l'aménagement intérieur des véhicules. Basée sur une expertise technique en CAO (conception assistée par ordinateur) et une organisation industrielle en «lean», l'entreprise accompagne les clients depuis la coconception, le prototypage et le développement des produits jusqu'à la production en juste à temps. En répondant à leurs besoins, nous nous appuyons sur une expertise et un savoir-faire depuis 1880, que nous adaptons à leurs évolutions et leurs contraintes, année après année. En 2019, notre chiffre d'affaires atteindra environ 6 millions d'euros, et actuellement, nous employons 55 personnes. Poursuivant notre volonté d'amélioration continue de nos performances industrielles au service de nos clients, nous avons intégré le programme CARE parrainé par l'AIF, cofinancé par Alstom, Bombardier et la Région Hauts-de-France, et dédié aux entreprises du secteur ferroviaire.»



ANALYSE

Guy Leblon,
PRÉSIDENT DU GROUPE STRATIFORME

“LE MARCHÉ EST EN TRAIN DE SE POSITIONNER TRÈS FORTEMENT VERS L'INTERNATIONAL

Nous sommes expert dans les matériaux composites, et on travaille avec les matériels roulants – trains, métros et tramways – sur trois domaines principaux : les cabines de conduite, les intérieurs de train et les modules toilettes. Après le matériel roulant, il y a un deuxième axe dans le ferroviaire où Stratiforme est concerné : c'est tout ce qui est infrastructures. Récemment, un de nos produits a même été récompensé aux Journées européennes du composite, par un prix de l'Innovation dans le transport terrestre. Il s'agit de notre armement caténaire 100% composite. Pour cette réalisation, on était en consortium avec l'Ecole des mines de Douai, le centre d'essais ferroviaires à Valenciennes et SNCF Réseau. Ce caténaire s'installe très rapidement, ce qui est primordial aujourd'hui. Nos clients sont Alstom, Bombardier, Siemens, la SNCF, la SNCB ou encore la Deutsche Bahn. Ensuite, nous sommes implantés au Maroc, en Pologne et en Inde, et nous avons des accords commerciaux avec les Etats-Unis et le Canada. Notre spécificité, c'est cette capacité à faire à la fois de la recherche et du développement et de livrer des produits reconnus pour leur qualité. Pour compléter : si, actuellement en France, il y a des perspectives intéressantes pour notre activité, le marché est en train de se positionner très fortement vers l'international. Pour Stratiforme, qui fêtera prochainement ses 60 ans, c'est de bon augure, surtout que le ferroviaire représente 70% de notre activité.»



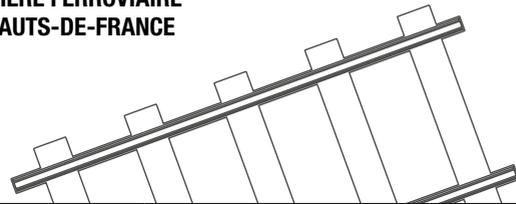
sentent environ 3 000 emplois selon les chiffres de son association, il faut savoir, comme l'explique Sylvain Bele, « que lorsque vous avez un emploi chez un constructeur, ça en représente globalement trois chez les sous-traitants. Donc, s'il y a embauches chez Bombardier et Alstom, ça veut dire forcément que derrière, ça va suivre ». Soit près de 200 entreprises concernées dans la région, équipementiers de rang 1 et 2, ce qui n'est pas rien.

Chez Alstom, par exemple, entre 2019 et 2022, 250 postes aux profils très variés (soudeurs, câbleurs, garnisseurs, mais aussi techniciens et ingénieurs) seront ouverts pour répondre aux différents besoins générés par ce regain d'activité. Chez Bombardier, pour tenir les délais des voitures passagers, on va doubler une des chaînes de production et embaucher une centaine de salariés supplémentaires.

L'évolution du marché et son redémarrage dans la région, essentiellement dans le Valenciennois qui accueille 50% de la filière, a en tout cas incité l'AIF à consolider son secteur d'activité pour que l'ensemble des acteurs de la chaîne logistique – et pas seulement les deux constructeurs – puisse profiter de cette dynamique et être à la hauteur des enjeux. C'est ainsi que le projet Care (pour Compétitivité accompagnement rail emploi) a été lancé en début d'année par l'Etat et la Région avec Bombardier et Alstom (voir encadré page précédente), avec un modèle copié sur celui imaginé pour l'aéronautique en 2007. « Il s'agit

d'accompagner six PME-PMI grâce, entre autres, à des conseils d'experts, et leur permettre, sur le plan industriel et en termes de qualité et de délais de livraison, de mieux répondre aux besoins des grands donneurs d'ordre dont les exigences augmentent, développe Sylvain Bele. Si on prend le plan de charge des deux sites, ils sont occupés jusqu'en 2022, mais il est nécessaire par la suite de garantir une pérennité des activités. Les commandes de trains, ça ne tombe pas tous les jours. Entre un appel d'offres, l'avant-projet, les remises d'offre, les modifications, les remises d'offre définitives, les négociations, les passages de commandes, les études, le premier train et le lancement en série, il faut deux à trois ans. Alors c'est bien, dans cette optique, de mettre toutes les chances de notre côté ! »

LA FILIÈRE FERROVIAIRE DES HAUTS-DE-FRANCE



1^{re} région pour la construction ferroviaire

40 % de l'activité industrielle ferroviaire française

14 000 professionnels

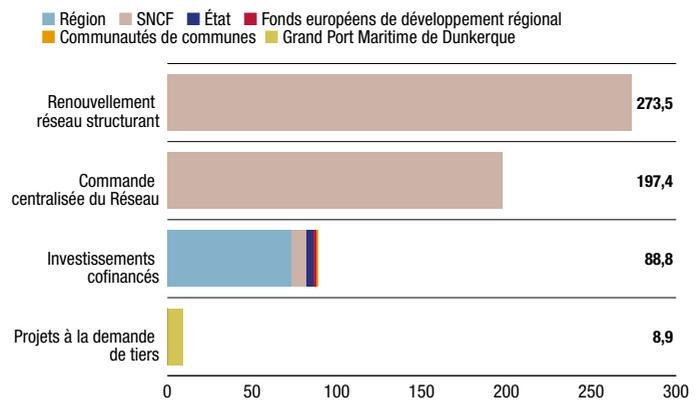
1 Md€ de chiffre d'affaires

60 % de l'activité ferroviaire régionale basée sur le Valenciennois

Source : Transvalley

COÛTS DES PRINCIPAUX CHANTIERS 2019 DE LA RÉGION

Projets en millions d'euros

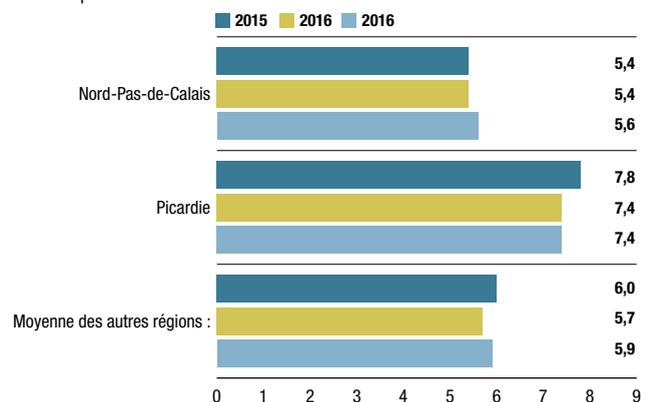


Source : INSEE

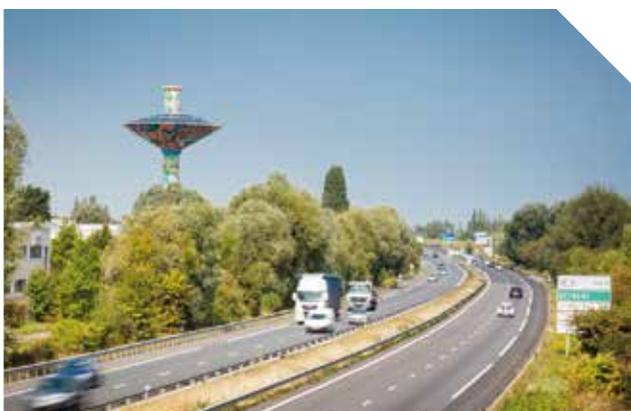
La majorité des chantiers régionaux concerne des projets SNCF, notamment en renouvellement du réseau structurant.

RECETTES DE TRAIN PAR KILOMÈTRE PARCOURU

En euros par train



Source : SNCF



Et si vous offriez à votre entreprise UNE TERRE À VALEUR AJOUTÉE ?

Situé aux portes de Lille, le Parc des industries Artois-Flandres est certifié ISO 14001 et accompagne les 70 entreprises présentes avec une même volonté de croissance durable. Doté d'équipements performants, le Parc est ouvert à tout type d'implantation (industrie, logistique, services) et à toute taille d'entreprise (de l'artisan à la grande entreprise) qui développe un projet de qualité. Pour en savoir plus, appelez-nous !



Parc des industries
ARTOIS-FLANDRES

64 rue Marcel Cabiddu 62138 DOUVRIIN
Tél. 03 21 08 60 86 • Fax : 03 21 69 58 00

the place to be !

www.parcdesindustries.com



L'aéronautique, poumon économique de certains territoires de la région

Les Hauts-de-France profitent de la présence de Dassault et Stelia, deux géants du secteur aéronautique.

Par Corentin ESCAILLET

Les deux mastodontes implantés dans la région font vivre une centaine de sous-traitants et portent 8 500 emplois dans le secteur aéronautique, selon une étude de Nord France Invest publiée en 2017. Dans l'immense majorité des cas, selon l'Insee, les emplois du secteur sont concentrés dans

des entreprises de plus de 1 000 salariés. En 2015, alors que l'institut recensait un peu plus de 3 000 employés dans l'aéronautique en Hauts-de-France, 2 500 de ces salariés travaillaient dans de grandes entreprises. Implantés respectivement à Seclin (Nord) et Méaulte (Somme), Dassault et Stelia font figure de poumons

économiques de la branche d'activité et de ces territoires. Thalès, à Méru (Oise) et Rafaut, à Valenciennes, sont pareillement des poids lourds de la région.

UN SECTEUR PAS COMME LES AUTRES

«C'est un environnement écono-

mique particulier, dû au haut niveau de sécurité et de technique qui est demandé lors de la construction d'un avion», explique David Miceli, responsable d'affaires pour l'aéronautique chez Assistance Aéronautique et Aérospatiale, sous-traitant de Stelia Aerospace, filiale d'Airbus (2,2 milliards d'euros de chiffre d'aff-

fares pour 6 900 employés au niveau mondial). «C'est un secteur assez fermé. Les sous-traitants sont surveillés et certaines entreprises les cotent. Quand une grande entreprise trouve un sous-traitant compétent, elle le garde et l'accompagne pour le conserver.»

UN MAILLAGE EN TOILE D'ARAIGNÉE

Les grandes entreprises de l'aéronautique s'implantent principalement non loin des aéroports et aérodromes pour des questions pratiques. Les sous-traitants s'installent, quant à eux, non loin de ces géants pour des raisons que l'on imagine. Ce qui donne lieu à de véritables bassins d'emploi de l'aéronautique dans la région.

Dans les Hauts-de-France, il y a Stelia, qui dispose d'un site à

Albert et emploie 1 500 salariés. Au total, 4 000 personnes travaillent directement ou indirectement pour la filiale d'Airbus (CDI et intérim). Thalès, à Méru, compte 365 salariés et fabrique des pièces de Rafale, de Mirage 2 000 et de l'Airbus A400M. Par ailleurs, Dassault, à Seclin, emploie entre 200 et 300 personnes. Enfin, le Valenciennois se développe lui aussi en tant qu'autre pôle régional de l'aéronautique, avec l'investissement de 2 millions d'euros en octobre 2018 de Rafaut, qui compte Airbus, Dassault et Safran dans son carnet de clients.

STELIA, FER DE LANCE DE L'EMPLOI AÉRONAUTIQUE À ALBERT

Stelia intervient sur trois types d'appareils Airbus : l'A400M,

l'A320 et l'A350. En 2016, une étude de l'Insee notait que «l'écosystème industriel de pointe, hautement spécialisé (autour de l'aérostructure) et à fort potentiel de croissance, a dynamisé l'emploi à Méaulte (+ 600).» L'implantation d'activités liées à l'aéronautique compense, toujours selon l'institut de la statistique et des études économiques, «le recul observé à Albert (perte de vitesse des zones d'activités albertines, fermetures dans la zone commerciale de Bellevue).»

UN SECTEUR QUI EMBAUCHÉ

L'aéronautique porte certains territoires, comme celui d'Albert, dans la Somme. Tant et si bien qu'un salon de l'emploi aéronautique a été organisé le 3 avril dernier. Les profils recherchés ? «Les entreprises recherchent sur-

tout des profils d'ajusteur-monteur, renseigne Mélanie Lecaffette, responsable d'agence chez Synergie, à Albert. Mais elles ont aussi d'autres besoins en contrôle qualité, technicien méthode, peinture industrielle...» D'autres emplois moins particuliers au secteur y sont représentés, comme cariste, tourneur fraiseur, préparateur de commande, magasinier, dessinateur ou ingénieur.

DE NOMBREUSES FORMATIONS

Les Hauts-de-France comptent un bon nombre de formations initiales et continues dans l'aéronautique. Très technique, la branche peut compter sur une main-d'œuvre spécialisée dans la région «grâce à un nombre important de formations en aéronautique, pourtant rares sur le territoire national», note Nord France Invest dans son étude de 2017. «Bac professionnel, BTS, écoles d'ingénieurs et universités, tous les types d'établissements sont représentés en région et proposent parfois même des incubateurs, assurant également l'innovation technologique, en complément des centres de R&D.» Le secteur aéronautique est donc un pourvoyeur d'emploi très présent sur certains territoires de la région et peut compter sur une main-d'œuvre qualifiée pour son avenir.



ANALYSE

Aline Doyen,
PRÉSIDENTE DE SOMEPIC TECHNOLOGIE
ET DE SOMEPIC FINITION



NOUS FAISONS LA DIFFÉRENCE SUR LES PIÈCES TECHNIQUES

L'entreprise Somepic technologie de Bouzincourt a été fondée en 1961. J'en suis présidente depuis 2003. Elle compte 90 salariés. Nous sommes usineurs, spécialiste des petites et moyennes séries de précision. Nous utilisons deux technologies : le tournage et le fraisage, avec une spécialisation en métaux à forte valeur ajoutée – le titane et l'alliage de nickel – utilisés pour réaliser des pièces de moteur d'avion, résistantes à la chaleur. Nous sommes sous-traitant en rang un ou en rang deux pour les grands donneurs d'ordre de l'aéronautique. Nous réalisons des pièces de structure ou de moteurs. Les 5% restants de l'activité sont consacrés au médical. Nos métiers demandent beaucoup d'exigence. Une traçabilité de toute la production est mise en place. Nous sommes certifiés ISO 9001 et EN9100, une certification pour l'industrie aéronautique qui garantit notre système qualité. Dans notre métier, il y a beaucoup de concurrence, notamment des pays à bas coûts. Nous devons baisser régulièrement nos prix. Nous faisons la différence sur les pièces techniques. Nous nous plions en quatre pour répondre aux défis technologiques de nos clients. Comme nous rencontrons des soucis pour recruter, nous prenons des apprentis. Nous en avons six et nous ouvrons nos portes aux scolaires pour valoriser nos métiers auprès des jeunes. La deuxième entité, Somepic finition à Albert, 25 salariés, est centrée sur une activité de finition de pièces mécaniques. C'est une référence dans la sous-traitance spécialisée.»

ANALYSE

Vincent Caulet, RESPONSABLE
AÉRONAUTIQUE ET AUTOMOBILE DU CETIM À SENLIS



ACCOMPAGNER LES ACTEURS DE LA FILIÈRE VERS L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE DE DEMAIN

Labellisé Carnot, le Centre technique des industries mécaniques adresse principalement quatre grands marchés que sont l'aéronautique, l'automobile, l'oil & gas, et l'énergie. Sur notre site de Senlis, l'activité aéronautique du Centre est particulièrement représentée via notamment des projets de codéveloppement visant à accompagner les acteurs de la filière vers l'industrie aérospatiale de demain. Nos compétences multidisciplinaires et notre forte expertise en R&D nous permettent en effet de répondre aux principaux enjeux de secteur (réduction des émissions, sécurisation des ramp-up de production, augmentation de la rentabilité...) par des solutions et services innovants. En outre, nous possédons un haut niveau d'expertise dans l'analyse vibratoire, les essais en fatigue, la durabilité des pièces. Laboratoire de référence en testing métallique et non métallique, le Cetim dispose également d'un savoir-faire en contrôles non destructifs et dispense des formations dans toute la France et à l'international. Le Cetim a récemment participé à des projets phares comme E-taxi, un système de roulage électrique réduisant l'impact carbone et la consommation de carburant d'un avion, la mise au point de hublots plus légers grâce aux composites dans le cadre du projet européen Sherloc (programme Clean Sky 2) ou encore TACT, projet de CNC automatisé de pièces composites... Notre proximité avec l'Ile-de-France, première région aéronautique et aérospatiale de France, est un réel atout. Cette situation géographique nous permet d'être au plus près des acteurs de toute la supply chain du secteur et des grands donneurs d'ordre comme Safran, le groupe Airbus ou encore Ariane Group, avec qui nous avons tissé des liens étroits.»

20 M€

C'est la somme investie par la société Rafaut pour la création de son usine 4.0 à Rouvignes près de Valenciennes.



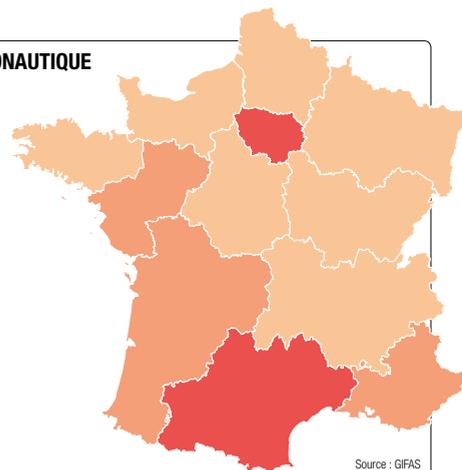
Source : Hauts-de-France

DÉVELOPPEMENT. Le bâtiment du constructeur de pièces aéronautiques pour le Rafale, le Mirage 2000 et Airbus - récemment repris par le groupe HLD - devrait compter une surface totale de 11 000 m². 80 emplois sont attendus à terme sur le site.

SALARIÉS DE L'AÉRONAUTIQUE ET L'AÉROSPATIAL
En 2017

Poids de la région au niveau national :

- Plus de 13 %
- De 6 à 12 %
- De 1 à 5 %



Source : GIFAS

EMPLOIS. 8% des effectifs sont dans le secteur spatial et les 92% restant dans le secteur de l'aéronautique. La filière aéronautique des Hauts-de-France emploie près de 8 500 salariés pour 100 établissements. Cette région possède deux centres importants de l'industrie aéronautique.

AÉROPOLE DE PICARDIE : UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL DANS LA SOMME

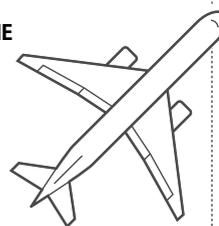
2 000 personnes sur le site chaque jour

45 ha de terrains près de l'aéroport Albert-Picardie et d'IndustriLAB.

3 centres de R&D

8 079 passages enregistrés pour la plaisance privée, en baisse de 1,3% en un an.

30 entreprises locales spécialisées dans les domaines de la mécanique de précision, de l'hydraulique, de la machine-outils ou de l'assemblage aéronautique.



Source : Aéroполе de Picardie



Hauts-de-France
ARAPL
Nord-Pas de Calais

Association Régionale Agréée
des Professions Libérales

AU SERVICE DES PROFESSIONNELS LIBÉRAUX DEPUIS PLUS DE 40 ANS

ADHÉSION

Dans les 5 mois de votre début
d'activité ou avant le 31 mai.
(Nous contacter en cas de transfert)

Bulletin d'adhésion
téléchargeable sur notre site.

COTISATION 2019

95€ HT

Soit 114€ TTC⁽¹⁾
pour un exercice
individuel

ESPACE DÉDIÉ

sur www.araplnpc.org

- > informations comptables,
fiscales et sociales
- > documentation
- > espace de saisie en ligne
- > planning des formations

⁽¹⁾ **Cotisation réduite pour les micro-BNC : 57€ TTC**

ADHÉREZ À L'ARAPL ET BÉNÉFICIEZ DE NOMBREUX AVANTAGES

COMME LES 25.000 ADHÉRENTS QUI NOUS FONT CONFIANCE

- Payer moins d'impôts
- Être accompagné tout au long de votre vie professionnelle :
assistance téléphonique, documentation spécialisée, flash d'actualités, statistiques
professionnelles...
- Accéder à des séances de formations et d'informations gratuites

118, rue du 8 Mai 1945 - B.P. 90205
59654 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX

03 20 47 43 00 03 20 47 44 22 www.araplnpc.org araplnpc@araplnpc.org

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 - Agrément n°202591 - TVA FR 75 313 309 536 00040 Siret - APE 9499 Z



Les Hauts-de-France renouent avec la construction navale

La région, terre historique de chantiers navals, a mal vécu le changement de millénaire avec la liquidation de la Normed à Dunkerque et la crise du secteur de la pêche qui a perdu la visibilité suffisante pour investir dans le renouvellement de ses flottilles. Pourtant, l'activité a bien repris et de belles entreprises se développent, perpétuant le savoir-faire de la main-d'œuvre du littoral.

Par Benoît LOBEZ

Socarenam, implantée à Boulogne, Calais, Dunkerque et Étaples, et Damen à Dunkerque sont les héritiers de chantiers qui ont construit les plus grands navires – chalutiers, cargos et paquebots – de leur époque. Employant jusqu'à 3 000 salariés, les Ateliers et Chantiers de France (puis Normed), qui ont

mis à l'eau 266 navires, entre le quatre-mâts en fer Adolphe en 1902 et le train-ferry Nord Pas-de-Calais (158 mètres de long) en 1987, restent ancrés dans la mémoire collective de la région.

Longtemps spécialisé dans la réparation navale, le dunkerquois Damen Shiprepair étend son activité en débarquant sur

le marché du neuf. Responsable commercial du chantier, Fabien Guillemot justifie cette ambition de diversification : «*Notre groupe a une expertise dans ce domaine et dispose de modèles éprouvés sur ses chantiers de construction néerlandais notamment. Nous allons copier ce modèle pour l'implanter ici.*» Si le chantier vise les petites unités

CHIFFRE

100 millions d'euros

Le chiffre d'affaires annuel cumulé pour Socarenam, Damen et Wauquiez Boats.

(navires de servitude, remorqueurs), il entend profiter également du futur parc éolien offshore. En 2019, les quais dunkerquois accueillent l'Apollo, un monstre des mers destiné à la construction de plateformes pétrolières, gazières, éoliennes et aux gros travaux en mer. Damen est notamment chargé d'y ajouter une plateforme pour hélicoptère.

SOCARENAM A RETROUVÉ LA PÊCHE !

Depuis cinq ans, la Socarenam est le premier chantier français de chalutiers artisanaux. Le rythme de construction ne cesse de s'accélérer : tous ses sites des Hauts-de-France sont mis à contribution. Le 23 novembre 2018 symbolise ce renouveau : jamais avant cette date, on n'avait pu voir en même temps au bassin Napoléon du port de Boulogne autant de bateaux neufs prêts à être livrés à la Marine, aux Douanes, aux marins-pompiers de Marseille ou à des marins pêcheurs de Vendée ou de Normandie. Aux cinq navires neufs déjà à quai, se sont en effet ajoutées ce jour-là deux unités de 25 mètres mises à l'eau pour des patrons de Port-en-Bessin. Leurs timoneries ont été construites sur le site étaplois, preuve de la complémentarité d'un chantier également implanté en Bretagne (à Saint-Malo). «Aujourd'hui, assure son PDG Philippe Gobert, sept autres unités de pêche sont en construction ou

en commande, dont deux pour notre fidèle client, l'armement Porcher (Côtes-d'Armor).»

Après cinq sisters-ships construits à l'extérieur de la région, l'armement coopératif Scopale a confié la construction de sa sixième unité à Socarenam : il s'agit du Saint Philippe, un coquillard de 16 mètres, destiné à Nicolas et Jean-Philippe Descharles. Son lancement, attendu pour la fin de l'année 2019, constituera un événement pour le port d'Étaples qui renoue ainsi avec la construction de navires de pêche, puisque c'est Socarenam Côte d'Opale qui a obtenu le marché. Le site de Calais, pour sa part, a assuré la construction d'un 14 mètres pour l'artisan pêcheur Paul Marie, de Port-en-Bessin.

Socarenam, qui a su assurer sa diversification lorsque la pêche avait du mal à renouveler sa flotte, profite aujourd'hui de sa polyvalence. La plaisance mise à part, tout ce qui flotte, de 10 à 80 mètres de long, peut être construit sur ses chantiers : navires de guerre, de passagers, de servitude portuaire, d'assistance à l'offshore, patrouilleurs de surveillance, bateaux fluviaux, vedettes de lutte contre les incendies...

WAUQUIEZ BOATS SURFE DANS LE NAUTISME DE LUXE

Les Hauts-de-France sont aussi une terre d'accueil pour la plaisance. La région abrite d'ailleurs,

depuis un demi-siècle, l'un des fleurons français de la construction de voiliers haut de gamme. Elisabethan, Prétorien, Gladiateur, Hood, Chance, Amphora, Centurion, Pilot Saloon... ont marqué l'histoire de la plaisance internationale. Certaines séries ont même connu des succès que n'aurait jamais imaginés le créateur du chantier en 1965, Henri Wauquiez : au total, la société a mis sur l'eau près de 3 000 bateaux.

Adossé depuis 2011 à un groupe industriel isérois, le chantier de Neuville-en-Ferrain Wauquiez

Boats demeure aujourd'hui l'un des rares à perpétuer une fabrication artisanale 100% made in France, et à posséder son propre atelier de menuiserie ainsi qu'un bureau d'études intégré qui participe activement à la conception des futurs modèles. Les tecks y sont travaillés sur mesure et posés latte après latte par les ébénistes. Pour l'aménagement de ses voiliers, le chantier fait la part belle au bois, au cuir, au verre et à l'inox. Certains modèles peuvent exiger jusqu'à mille heures de travail !

ANALYSE

Hélène Szulc,
DIRIGEANTE DE TECH SUB



« NOUS TRAVAILLONS SUR DES SECTEURS VARIÉS COMME L'HYDRAULIQUE, LE NUCLÉAIRE OU LES SECTEURS DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT

Spécialisée dans les travaux sous-marins et d'accès difficiles, Tech Sub est basée à Saint-Laurent-Blangy. Depuis 1995 nous intervenons sur toute la France et à l'étranger avec 50 collaborateurs sur 3 sites (Arras, Brive-la-Gaillarde et Montélimar) et nos filiales : Aquageo (étanchéité par géosynthétiques), Aquago (traitement de l'eau), et Altabyss aux Émirats arabes unis. Ma présidence depuis 2016 du SNETI (Syndicat National des Entrepreneurs de Travaux Immergés) affilié à la FNTP, m'a donné une vision d'ensemble de nos marchés fortement liés à la commande publique et aux grands projets d'infrastructure. En 2018, les travaux publics ont renoué avec la croissance, en particulier grâce au projet du Grand Paris, après plusieurs années de sous-investissement des collectivités locales. La diversification de nos marchés et de notre clientèle nous a toujours permis de résister aux aléas conjoncturels. Ainsi, nous travaillons aussi bien pour les collectivités locales que pour des clients privés, et sur des secteurs variés : l'hydraulique, le nucléaire, l'industrie, les secteurs de l'eau et de l'environnement, et même les stations de sports d'hiver. Notre mobilité a été salutaire : développement à l'export, mais aussi implantations en France. En Hauts-de-France nous avons des projets d'envergure comme le Canal Seine-Nord ou le projet d'éoliennes en mer à Dunkerque. Le calendrier de réalisation ne cesse de glisser, il est donc difficile pour les sous-traitants comme Tech Sub de se projeter sur ces projets.»

ANALYSE

Anne-Claire Laurent,
DIRECTRICE DE MNL À ÉTAPLES

“ J'APPORTE UNE TOUCHE FÉMININE À L'AMÉNAGEMENT D'UN NAVIRE



Mitoyenne de Socarenam Côte d'Opale à Étaples, l'entreprise MNL, ex-Menuiserie navale Lefebvre rachetée par la Socarenam en 1994, intervient dans la finition des chalutiers et des navires gris de la maison mère. J'essaie d'apporter une touche féminine à l'aménagement intérieur et extérieur de tout type de navire (de 10 à 80 mètres de long). Nous réalisons l'isolation phonique ou thermique, les cloisonnements (vaigrages, portes, plafonds), les sols, les cales à poissons, les cambuses et les ponts en bois traditionnels au brai et calfat, jusqu'à la réalisation des petites chapelles embarquées par les marins pêcheurs.

Fort du savoir-faire de nos sept menuisiers et ébénistes, nous avons accompagné en 2018 la mue de l'ancien navire météorologique norvégien Polarfront en yacht de croisière polaire. J'ai le même âge que ses armateurs Sophie Galvagnon et Yann Le Bellec, le même goût qu'eux pour l'écologie et pour le made in France. Doter des structures anciennes d'un design scandinave moderne a été passionnant. Nous avons récupéré les façades des armoires et des commodes du bateau pour créer un mobilier sur mesure et un bar en teck et granit. Les bois les plus nobles ou issus de la forêt responsable sont utilisés : l'iroko pour les ponts, le teck pour le luxe, le sapelli pour les plinthes et l'antiroulis, mais aussi le chêne ou l'ébène.»

ANALYSE

Philippe Gobert,
PRÉSIDENT DE LA SOCARENAM



“ LA PÊCHE, MAIS PAS SEULEMENT...

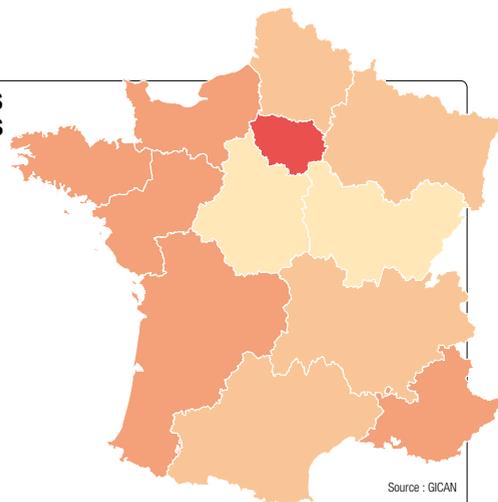
Ce renouveau de la construction de chalutiers français va de pair avec le renom de la Socarenam acquis dans la construction de bateaux gris ou rouge. En 2018-2019, nous avons livré deux bateaux-pompes de 24,90 mètres pour la Ville de Marseille – le Capitaine de Corvette Paul Brutus et le Matelot Louis Collet – et trois vedettes de 28 mètres pour les Douanes – le Cers (Sète), le Vent d'Amont (Cherbourg) et le Mistral (Marseille). De même, un troisième patrouilleur de type PLG, capable d'intervenir en cas de crise humanitaire liée à des phénomènes climatiques dans les Antilles, sera réceptionné par la Marine dès le début de cet été : la Combattante.

Fin 2018 s'est achevé le programme de 21 vedettes de liaison (VLi), débuté trois ans plus tôt à Étaples. Les dernières sont parties pour Toulon, l'Île Longue, Nouméa et Tahiti. Notre site de Calais s'est lui lancé dans la construction avec deux premières unités de 15 mètres de long, tout en aluminium : une vedette d'entraînement à l'hélicoptère pour Hyères, une autre pour assurer des missions des pelotons de sûreté maritime et portuaire (PSMP) à la gendarmerie maritime à Saint-Nazaire.

Boulogne, en revanche, garde l'armement de la drague Ostrea (40 mètres), innovante et écoproformante (avec gaz naturel liquide), une commande de 20 millions d'euros à livrer en 2019 au GIE Dragages-Ports et le Grand Port maritime de Bordeaux.»

CONSTRUCTIONS ET RÉPARATIONS NAVALES

En 2017

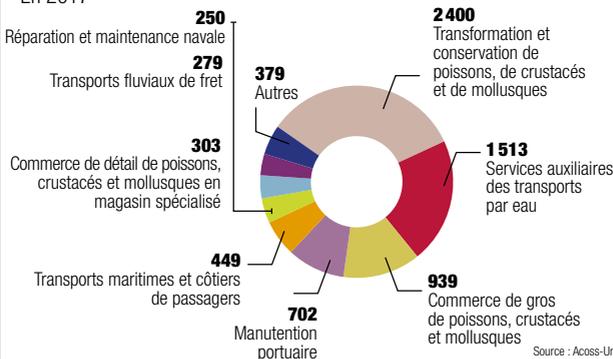


Source : GICAN

PORTS. En Hauts-de-France, la façade maritime génère des activités diversifiées portées par les trois ports de la région : Boulogne-sur-Mer (1^{er} port de pêche français), Calais (port à vocation transmanche) et Dunkerque (3^e port français pour le tonnage total de marchandises) avec au total plus de 7 000 salariés.

SALARIÉS DE L'ÉCONOMIE MARITIME DES HAUTS-DE-FRANCE

En 2017



Source : Acooss-Urssaf

MARITIME. 64,8 % des emplois sont concentrés dans le Pas-de-Calais. Vient ensuite le Nord avec 30,4 % des effectifs de la filière. Les trois premières activités représentent 67,2 % de l'emploi salarié.

6 M€

C'est la somme investie par le port de Calais dans des aménagements pour se préparer aux conséquences du Brexit.



Source : Port Boulogne Calais

RÈGLEMENTATIONS. À présent le port peut répondre aux nouvelles obligations en matière de contrôles et d'inspections douaniers et sanitaires pour les marchandises transitant par le port. Il est constitué dorénavant de six quais de déchargement et de quatre quais pour les contrôles ou les inspections douaniers.

FORMATIONS
SÉCURITÉ

GESTION DT-DICT

DÉTECTION
GÉORÉFÉRENCEMENT

FIBRE

CARTOGRAPHIE

INGÉNIERIE

EXPERT
DE VOS RÉSEAUX



#SÉCURISEZVOSCOLLECTIVITÉS

#SÉCURISEZVOSCHANTIERS

#SÉCURISEZVOSRÉSEAUX



Une région leader dans le secteur du verre

Une étude réalisée en 2016* par la chambre de commerce et d'industrie Nord de France souligne qu'elle est leader dans la fabrication du verre. Décryptage.

Par Isabelle BOIDANGHEIN

La fabrication de verre comprend deux catégories d'entreprises : celles qui façonnent les verres "plats" et celles qui réalisent les "creux" (bouteilles, flacons, pots...). Dans notre région, elles représentent près 9 500 emplois pour 56 entités, soit près d'une sur deux à l'échelle de la France mais 14,8% des établissements de notre pays.

La fabrication de verres plats se développe sur quatre établissements et celle de verre creux, sur 51 établissements.

Les grands noms de cette industrie si particulière sont présents dans les Hauts-de-France. Citons notamment Arc International à Arques, dans le Pas-de-Calais, avec ses 5 500 employés, dont 500 intérimaires. C'est le leader mondial

des arts de la table et de la verrerie pour le grand public et les hôtels, cafés et restaurants. Sa capacité de production est de 400 000 tonnes par an.

Plus au sud, Feuquières, dans l'Oise, est le berceau de Saverglass : 1 200 personnes. On y produit environ 150 millions de bouteilles de spiritueux par an. Saverglass vient d'abandonner la production de flacons

LA GLASS VALLÉE

La Glass Vallée est une association loi 1901 regroupant les entreprises de la vallée de la Bresle avec le soutien financier de l'Etat, des Régions Normandie et Hauts-de-France. Elle fédère 70 entités et plus de 7 500 salariés entre le Tréport et Feuquières, dans l'Oise, mais aussi autour de Dieppe et d'Abbeville. Elle représente plus de 70% de la production mondiale de flacons de luxe pour la parfumerie, les spiritueux ou la pharmacie. *«Le savoir-faire a fait perdurer cette activité qui, au départ, s'est installée car les matières premières (bois et sable), étaient proches, explique William Varrall, directeur de Glass Vallée. Aujourd'hui, la concurrence se trouve en Italie, en Allemagne... L'industrie du luxe reste dynamique. Les clients mettent la pression au niveau des tarifs, qui baissent d'environ 3% chaque année. Il a des soucis de recrutements qui vont s'accroître dans les années futures. Les grands verriers ont mis en place des formations en interne. Ils pourront sans doute mettre en place leurs propres CFA, mais ce n'est pas le métier des entreprises de former des gens. Cela pose un problème de fond. Alors on essaie de séduire les jeunes en intervenant, par exemple, dans les collèges.»*

de parfum pour mieux se recentrer sur ce métier.

Les flacons de parfum, c'est la grande spécialité de Verescence à Mers-les-Bains. Il occupe plus de 800 salariés, et a une capacité de production de près d'un milliard de flacons par an. À noter que son entité de 250 personnes SGD pharma, dédiée à la pharmacie, a déménagé dans un site neuf à Saint-Quentin-la-Croix-au-Bailly. Depuis octobre 2016, le groupe appartient au fonds chinois JIC (China Jianyin Investment). Stoelzle, à Masnières, dans le Nord (près de 370 personnes), fabrique des flacons de parfumerie et de cosmétique haut de gamme.

La région est aussi spécialisée dans la fabrication de bouteilles de bière, vin et boisson. Verralia (150 salariés) à Cuffies, près de Soissons, réalise des bouteilles et des pots pour les vins, produits alimentaires, bières et boissons non alcoolisées. La bouteille de bière est aussi le métier des 145

salariés de la verrerie Owens-Illinois à Wingles, dans le Pas-de-Calais. Un milliard y sont produites chaque année.

Une bouteille ou un flacon de

verre ne serait rien sans décor. Chez Verescence Somme (300 employés), à Abbeville, flacons de parfums et pots de cosmétique de gamme prennent des couleurs : 110 millions de flacons sont décorés chaque année. Glass parachèvement, une dizaine de salariés, à Beaucamps-le-Vieux dans la Somme, décore du verre creux. Création et personnalisation sont assurées.

D'autres entreprises, comme Pariche à Bouillancourt-en-Séry, 120 salariés, se sont fait une renommée dans le décapage, le dépolissage, le laquage parfumerie, la bouteille et la cosmétique.

Le verre plat est représenté dans notre région par deux grands leaders : Saint-Gobain Glass et AGC France. Tous deux comptent deux sites de production. Saint-Gobain Glass est implanté à Emerchicourt dans le Nord (190 personnes) et réalise des verres plats pour le bâtiment. À Thourotte, dans l'Oise, on fabrique et façonne des verres

plats. Chez AGC France à Boussois, dans le Nord, 240 employés produisent des verres clairs et extra-clairs pour le bâtiment et l'ameublement. Sur le site d'Aniche, 275 salariés et 80 intérimaires, dans le Nord, la production est spécialisée dans les toits et pare-brises pour l'automobile.

«Ce qui m'a le plus frappé, c'est la présence des grands leaders dans la région qui travaillent dans la production de produits de luxe, sur des niches comme par exemple la cosmétique, précise Grégory Stanislawski, l'un des auteurs de l'étude. Toute la chaîne – de la matière première au parachèvement – est présente dans la région.

Les activités sont diverses. Citons notamment la fabrication de biberons en verre. C'est un secteur qui sait se remettre en cause, innover, mais qui connaît de vrais problèmes de formation. Ce sont des entreprises dont on parle peu alors qu'elles font parties du quotidien de beaucoup de personnes.»

** Les chiffres d'emploi ont été réactualisés.*



ANALYSE

Jean-Marc Arrambourg,
PDG DE SAVERGLASS

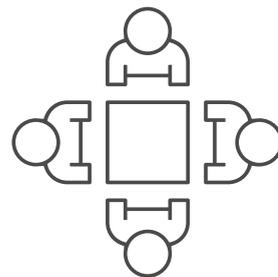


“ **UNE CROISSANCE D'EXCEPTION AU SERVICE DU BEAU** ”

200 recrutements sur les quatre sites français au cours des deux dernières années : c'était le nombre total de salariés de l'entreprise de Feuquières lorsqu'elle a été reprise, il y a 35 ans, par Loïc Quentin de Gromard, actuel président du conseil de surveillance. Misant sur le flaconnage très haut de gamme pour les vins et spiritueux, Saverglass est devenue un groupe international de 3 200 collaborateurs, dont près de la moitié sur le site historique picard. Premier acteur mondial du marché des bouteilles en verre premium, le groupe conçoit, fabrique et décore quelque 700 millions de bouteilles par an, pour plus de 5 000 clients répartis dans 80 pays. Environ 60% de nos clients ont eux-mêmes conçu leurs flacons et nous en confient la production, selon un cahier des charges rigoureux et avec des exigences de qualité draconiennes. Les autres clients choisissent parmi les 200 modèles de notre catalogue, déclinés en différentes couleurs, contenances, finitions... Des bouteilles satinées, taillées, sérigraphiées... créées par notre bureau d'études de 80 personnes, en veille permanente pour mettre sur pied de nouveaux procédés, adapter les machines à de nouvelles utilisations, pour innover, surprendre et séduire. Parce que le consommateur d'aujourd'hui cherche à boire moins mais mieux, l'élégance du flacon contribue à faire de la dégustation un moment rare.»

120 M€

C'est le montant de l'apport négocié fin mars pour la société de verrerie Arc France basée dans le Pas-de-Calais.



Source : cfeceg

FINANCEMENT. L'argent provient de Dick Cashin (30 M€), des pouvoirs publics (30 M€ - État, Région, Capso), de fonds Russes (25 M€) et de divers organismes financiers (35 M€). En déficit depuis plusieurs années, une grande partie de la réussite du plan est basée sur la réduction des effectifs. Les départs en retraite seront théoriquement remplacés à hauteur de 1 sur 2.

ANALYSE

Vincent Renaud, DIRECTEUR
DU SITE VERESCEANCE DE MERS-LES-BAINS

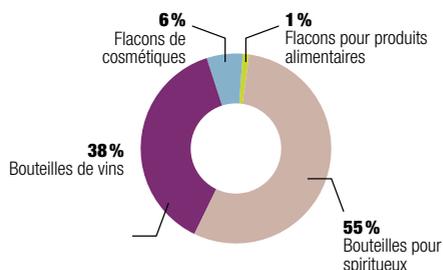


“ **LE CHALLENGE ET LA CRÉATIVITÉ SONT NOTRE RAISON D'ÊTRE** ”

Nous sommes leader mondial du flaconnage en verre spécialisé en parfumerie et cosmétique. L'usine de Mers-les-Bains fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 avec ses 820 employés. Entre l'introduction des matières premières et la sortie du verre en fusion, il s'écoule 24 heures. Du sable, de la soude, de la chaux et quelques ingrédients complémentaires, voilà la recette de fabrication du verre soufflé dans la masse dans un four en fusion à 1 600°. Résultat : de beaux flacons pour des clients comme Hermès, Yves Saint Laurent ou Estée Lauder. Le site de Mers-les-Bains a plus de 120 années d'expérience au service des plus exigeants, de Coty, Christian Dior hier, aux créateurs de beauté aujourd'hui. Avec deux cents millions de flacons produits chaque année, il est assez magique de voir comment, d'une industrie lourde à feu continu et de tradition, naissent des objets aussi aériens et raffinés que les flacons de parfum fabriqués ici. Il faut 15 lignes de fabrication et trois fours pour produire près de 300 tonnes de verre par jour, essentiellement pour le très haut de gamme et prestige. Nous produisons des verres de couleur, jaunes, rouges, noirs, et du verre recyclé : le Verre Infini@NEO. Notre savoir-faire et notre expertise sont reconnus au plan international. Nous repoussons sans cesse les limites de notre outil industriel pour développer de nouvelles formes de flacons et de nouveaux décors. Dans notre métier, le challenge et la créativité sont notre raison d'être.»

LES ACTIVITÉS DE SAVERGLASS

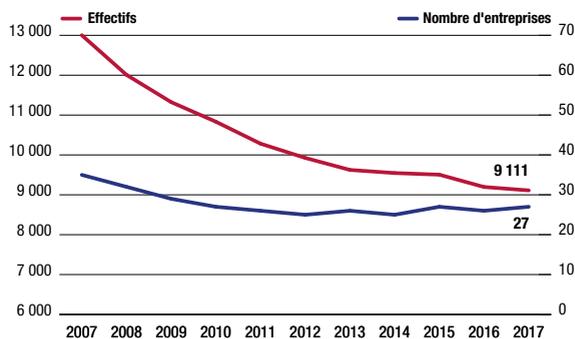
En 2015



Source : Francesoir

ARQUES. Outre l'usine historique de Feuquières qui emploie près de 1 300 personnes, Saverglass dispose également de trois autres unités de productions de verre. Parmi celles-ci, deux se situent en France : au Havre (Seine-Maritime) et à Arques (Pas-de-Calais) où se trouve une unité de production high-tech de décoration de bouteille, fleuron de l'innovation industrielle.

FABRICATION DE VERRES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE



Source : Hauts-de-France CCI

Si le nombre de salariés baisse significativement depuis une dizaine d'années, le nombre d'entreprises stagne.

Sur la zone d'activités de l'Alouette autour de Liévin, plus de 1 000 emplois seront créés d'ici 2020.





Le e-commerce, un défi logistique et technologique

Cent milliards d'euros. C'est le chiffre d'affaires colossal que devrait atteindre le e-commerce d'ici fin 2019¹. Avec des ventes en hausse de 13,4% en 2018 et des prévisions de créations d'emploi de l'ordre de 13 500 cette année, ce secteur a révolutionné les modes de consommation et permet aussi de revitaliser certaines communes.

Par Amandine PINOT

C'est toujours l'effervescence chez l'un des mastodontes régionaux du e-commerce. Avec plus de 80 millions de colis traités en 2018, un chiffre d'affaires de 211 millions en 2017 et des prévisions de croissance de 34%, Mondial Relay, à Hem, est le centre névralgique de millions d'articles commandés sur Internet qui sont ensuite dispatchés dans les 8 000 points relais français

et les 40 000 d'Europe. Textiles, produits techniques, décoration, cosmétique... Réparti en huit univers, le site logistique de 10 000 m² est réglé d'une main de fer par Benoît Demilly, directeur industriel, en charge de la mécanisation des sites. Avec une moyenne de 150 employés, le site peut embaucher jusqu'à 250 personnes en périodes de pointe, avec 250 000 colis traités chaque jour (fêtes de fin

d'année, soldes, Black Friday...). «Le textile représente 20% de notre chiffre d'affaires, mais on constate un important développement des sites de revente et de produits d'occasion», détaille Benoît Demilly. Les machines, de très haute capacité, traitent 6 000 colis par heure, des paquets qui sont ensuite triés pour être acheminés vers les différentes agences régionales avec des flux de camions oscillant entre 45

CHIFFRES

> **92,6** milliards d'euros dépensés par les Français sur Internet

> **83%** des e-commerçants sont rentables ou à l'équilibre

et 90 arrivées par jour. Et c'est avec une logistique millimétrée que le site d'Hem est dirigé puisque le colis ne reste que deux heures à peine dans l'entrepôt. Une adaptation logistique perpétuelle pour augmenter la productivité du site et coller aux tendances du marché du e-commerce.

DES TRANSACTIONS SANS CESSER EN HAUSSE

Si le consommateur a le clic facile – 1,5 milliard de transactions en 2018, mais avec un montant moyen avoisinant les 60€, en baisse de 5€ sur un an –, il n'en est pas moins très exigeant : rapidité dans la livraison, à un endroit de son choix, mais aussi à moindre coût... «Le client cherche la solution la moins chère, que ce soit pour expédier ou recevoir son colis. Le consommateur n'est plus fidèle, il butine jusqu'à trouver ce qui lui correspond le mieux. Le panier moyen ne fait que baisser car il y a de plus en plus d'offres, mais, pour autant, on fait de plus en plus de transactions... mais à des montants moins

élevés», analyse Antoine Pottiez, président de Mondial Relay. Alors que la création de sites marchands se poursuit avec une augmentation de 12,6% sur un an – soit 21 800 sites supplémentaires et près de 200 000 sites marchands actifs –, la consommation des ménages reste en recul (-1,36% en 2018 contre -0,8% en 2017²), mais n'empêche pas le e-commerce de poursuivre une croissance fulgurante avec la barre des 90 milliards d'euros de ventes franchie en 2018. Le secteur surmonte donc les aléas conjoncturels avec une dynamique qui lui permet de maintenir un niveau de croissance élevé.

REDYNAMISER LES TERRITOIRES

«La présence de nos points relais est liée à la densité de population», détaille Antoine Pottiez. Dans toutes les communes de plus de 2 000 habitants, Mondial Relay dispose d'un point de vente. Un maillage très dense qui permet aussi à des commerçants de générer du trafic dans leurs boutiques ; à eux de transformer le simple retrait de colis en un achat potentiel... D'un

côté, on compte les gros acteurs du web – Amazon, Ventes privées, Showroomprivé, Cdiscount... –, mais 45% des e-commerçants sont implantés dans les communes de moins de 20 000 habitants. Et 87% des sites des PME sont rentables³. L'alliance secrète ? Le phygital : l'alliance d'un site e-commerce et d'un magasin traditionnel : 60% des PME interrogées constateraient une progression de plus de 10% de leur chiffre d'affaires en point de vente physique à la suite du lancement de leur site. Mais attention : si le e-commerce affiche une croissance à deux chiffres, Antoine Pottiez tempère : «Le commerce est assez atone. Ce n'est pas parce qu'on ajoute un 'e' devant que cela fonctionne mieux. Le secteur du textile est plutôt malmené.» Là aussi, sur ce secteur, c'est la complémentarité du web et du commerce physique qui semble être indispensable. D'autant que le consommateur, plus attentif à ses achats, recherche plus de sens et de valeur.

1. Source : Fevad.
2. Source : Banque de France.
3. Enquête Oaxtis, Le profil du e-commerçant 2018.

IMPLANTEZ VOTRE ACTIVITÉ DANS UN PARC D'ACTIVITÉS AMÉNAGÉ À PROXIMITÉ DES GRANDS AXES

Foncier

- Parcelles divisibles de 1 200 m² à 30 hectares
- Secteurs : Calaisis, Montreuillois, Lens-Liévin, Hénin-Carvin, Cambrésis, Cœur d'Ostrevent et Avesnois
- Activités : logistique, industrie, artisanat, services,...

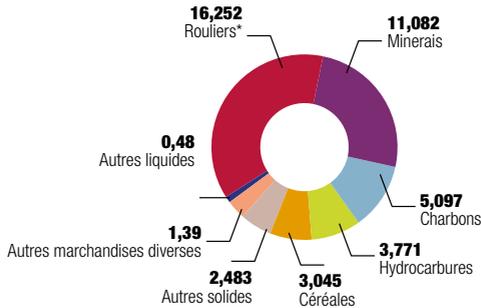
Construction

- Accompagnement possible dans la réalisation de votre projet immobilier clé en main



CIRCULATION AU PORT MARITIME DE DUNKERQUE

En 2015, marchandises en millions tonnes



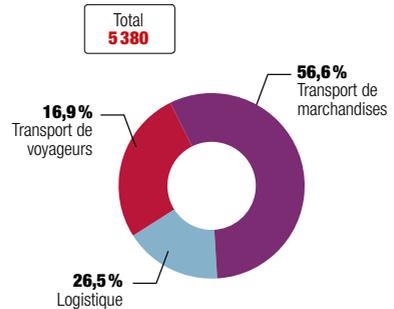
* Navires utilisés pour transporter entre autres des véhicules.

Source : Grand Port Maritime de Dunkerque

Premier port français d'importation des minerais et du charbon, le port de Dunkerque s'illustre aussi dans le roulier Transmanche.

LES ÉTABLISSEMENTS DE LOGISTIQUE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2016

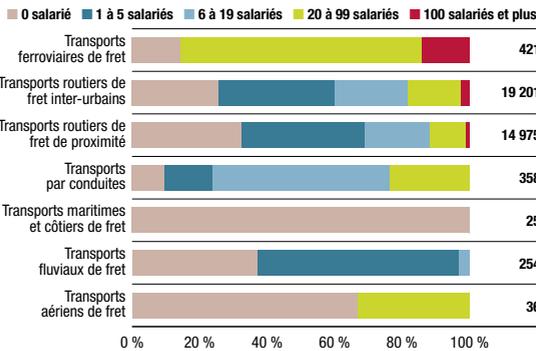


Source : Euralogistic

Euralogistic, pôle d'excellence régionale à Douges, s'étend sur 7 hectares et intervient sur l'ensemble de la région.

EFFECTIFS DES ÉTABLISSEMENTS DE TRANSPORT DE MARCHANDISES

En 2015

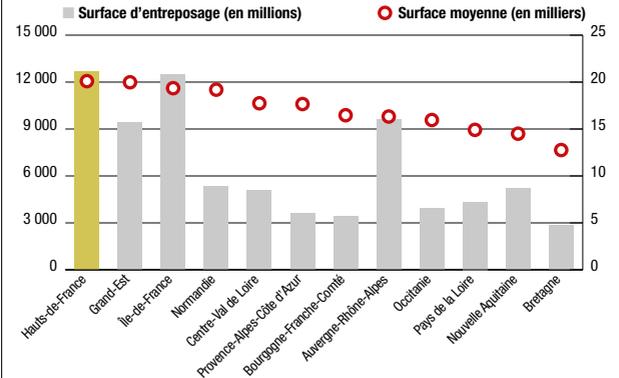


Source : CCI de région Nord de France - Picardie, URSSAF

RÉPARTITION. 25% des effectifs se concentrent dans le transport des voyageurs, 38% dans la logistique et 36% dans le transport de marchandises.

LES ENTREPÔTS À TRAVERS LA FRANCE

En 2015



LEADER. La région confirme sa première place dans le secteur de la logistique, grâce à sa situation géographique au cœur de l'Europe.

LES MÉTIERS LES PLUS RECHERCHÉS DANS LE SECTEUR DU TRANSPORT ET DE L'ENTREPOSAGE

En 2019 dans la région Hauts-de-France

Métier	NOMBRE DE PROJETS*	JUGÉS DIFFICILES
Conducteurs routiers	5 484	70%
Ouvriers non qualifiés de l'emballage et manutentionnaires	2 200	38%
Ouvriers qualifiés du magasinage et de la manutention	1 026	58%
Conducteurs de transport en commun sur route	697	37%
Conducteurs et livreurs sur courte distance	648	59%
Conducteurs de véhicules légers	528	56%
Agents d'exploitation des transports	238	70%
Conducteurs sur rails et d'engins de traction	150	94%
Ouvriers de l'assainissement et du traitement des déchets	142	100%
Ingén. et cadres d'étude, R&D en informatique, chefs de projets informatiques	136	64%

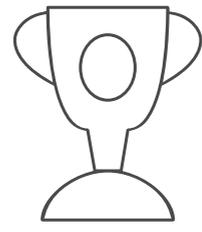
*Projets de recrutement déclarés par les entreprises du secteur transport-entreposage

Source : Pôle emploi, enquête BMO

12 788 projets d'embauche dans le secteur, soit 67% des projets de la région et une progression de 4 381 projets supplémentaires sur un an.



C'est la place des Hauts-de-France dans le classement national des régions concernant la logistique.



Source : Nord France Invest

AMÉNAGEMENT. 157 000 emplois sont concernés avec, en 2018, plus de 13 millions de m² d'entrepôts dont plus de 600 000 m² d'entrepôts de dernière génération disponibles et une capacité d'entreposage frigorifique de plus de 1,2 million de m² (soit 15% de la capacité française totale). Les centres de distribution sont principalement Amazon, Primark, Babiliss et Orchestra.

ANALYSE

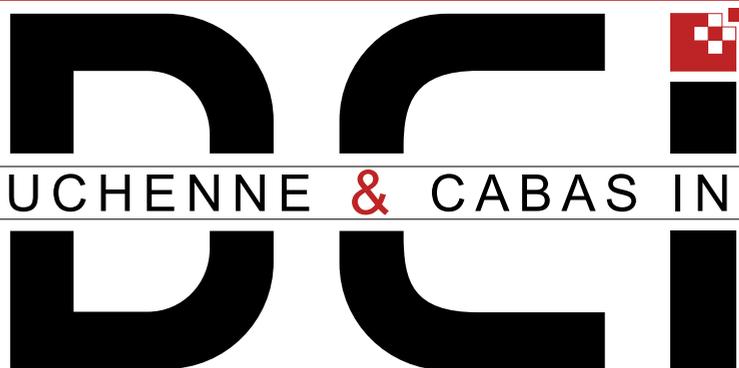
Vincent Gourlin, DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT DE GAZELEY

“ LA ZONE D’ACTIVITÉS ACTIPARC SE SITUE DANS UN ENVIRONNEMENT ADAPTÉ AUX PROJETS DE GRANDE TAILLE



Créé en 1987, Gazeley est un des principaux investisseurs et développeurs d'entrepôts logistiques et de parcs de distribution en Europe, et gère un portefeuille de près de 2 millions de mètres carrés. Gazeley a intégré en 2017 le groupe GLP, leader mondial de solutions logistiques à capitaux singapouriens. En 2003, Gazeley a choisi Arras par rapport à d'autres implantations pour y développer ses activités. Une vente de 25 hectares a été signée avec la communauté urbaine d'Arras pour une première phase de développement d'un Magna Park au sein de la zone d'activités Actiparc. Idéalement située au nord-est d'Arras, la zone dispose au total d'une surface de 280 hectares dans un environnement soigné et adapté aux projets de grande taille, de la logistique aux activités industrielles. De nouveaux travaux ont débuté au dernier trimestre 2018, pour s'achever en septembre, dans le cadre d'un lancement en blanc (25 000 m² d'immeuble logistique de dernière génération entrepôts et bureaux avec 26 portes à quai).

Un second projet est prévu dans une approche clés en main, pour une livraison prévue à mai 2020. La superficie sera de 50 625 m² entrepôts et bureaux avec 62 portes à quai. Le bâtiment viendra renforcer notre position en France pour développer nos activités sur un marché clé où la distribution et la logistique font l'objet d'une demande croissante.»



DUCHENNE & CABAS INGENIERIE

**CONCEPTION
CONSTRUCTIONS**

TERTIAIRES - INDUSTRIELLES - COMMERCIALES

03 . 20 . 61 . 45 . 76

La construction de bâtiments en paille se développe dans les Hauts-de-France : une quinzaine de projets devraient aboutir en 2019.



Retour à des constructions plus naturelles et respectueuses de l'environnement

Des maisons et des bâtiments plus sains, c'est ce que promettent les matériaux naturels. Utilisés jadis, ils reviennent sur le devant de la scène dans les Hauts-de-France, avec la structuration de filières complètes, en commençant par la formation des ouvriers et la gestion de l'approvisionnement avec les agriculteurs.

Par Guillaume CUGIER

Construire des maisons et plus généralement des bâtiments avec des matériaux naturels, c'est tendance, un retour à du bon sens que l'on observe depuis quelques années en France et plus particulièrement dans la région Hauts-de-France. Après quelques expérimentations, des filières reviennent ainsi sur le devant de la scène en matière d'emploi.

En 2014, sous l'impulsion

d'Hervé Poher, président du parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale, et d'Alain Griset, président de la Chambre de métiers et de l'artisanat régionale, un travail de sensibilisation a été mené auprès des propriétaires et des artisans. «*Beaucoup de propriétaires ou d'artisans mal informés pensaient que les vieilles maisons ne pouvaient pas être rénovées correctement et qu'elles ne valaient plus rien. L'objectif du guide technique qui a été édité est*

de faire la démonstration qu'une écorénovation respectueuse des spécificités du bâti traditionnel est possible», indiquent les deux protagonistes, en introduction de ce guide.

Parallèlement à ces initiatives territoriales, des groupes travaillent sur des problématiques bien précises. C'est notamment le cas du Groupe torchis et terre crue, des professionnels qui œuvrent à l'échelle de la région pour préserver et promouvoir le

torchis et la terre crue, avec l'objectif d'investir le champ de l'innovation, de soutenir et développer la professionnalisation. Parmi les membres de ce groupe, on retrouve le CAUE62, la CAPEB, la Fondation du patrimoine, la Chambre des métiers. Le torchis, complexe de terre et de paille, a été utilisé pendant de nombreuses années pour réaliser les murs intérieurs et extérieurs des habitations à colombages. Ce matériau a un

très bon pouvoir isolant. Sec, il est très solide, mais craint l'humidité. Grâce au Groupe, il est aujourd'hui possible de rénover une maison ancienne en conservant les matériaux d'origine, mais aussi d'utiliser le torchis comme base d'isolation d'une maison moderne.

STRUCTURATION DE FILIÈRES

Il y a quelques années, l'ADEME s'est intéressée aux matériaux biosourcés et a dressé un état des lieux en Picardie, sur l'utilisation de la paille, du chanvre, de lin et du colza. «À partir de cet état des lieux, on s'est rendu compte qu'il y avait un réel engouement pour la construction plus naturelle», résume Théodore Stéphane, conseiller matériaux naturels au CD2E.

Paille, chanvre, colza, fibre de bois, les matériaux naturels sont nombreux. Par contre, leur mise en œuvre avait été oubliée au profit des matériaux modernes et plus rapides à mettre en œuvre. Depuis 2015, le Centre de développement des éco-entreprises a également entrepris un travail de référencement des actions à l'échelle régionale. «Nous sommes passés d'un à deux bâtiments en 2015 à plus de quinze en construction en 2019. Nous avons également référencé les bâtiments neufs et anciens rénovés utilisant des matériaux naturels», précise-t-il. Parmi ces projets, il y a des écoles, des bâtiments de stockage, un bâtiment industriel et des maisons individuelles.

La construction paille est une technique reconnue, qui ne pose pas de problème avec les assurances : «Nous ne sommes plus au stade de l'innovation et des tests, les techniques sont parfaitement maîtrisées.» Parmi les questions qui reviennent souvent, celle du risque incendie, ou encore celle des insectes et des rongeurs : «Les

matériaux biosourcés que l'on utilise en construction ont fait l'objet de certification. Il faut savoir que la paille en botte ne brûle pas. En ce qui concerne les rongeurs, ils cherchent des graines.»

«Depuis 2016, nous organisons des formations de cinq jours à destination des professionnels. Cela permet de les former à ces techniques anciennes, mais aussi de les faire reconnaître par leur assurance.» À l'échelle régionale, une cinquantaine d'entreprises sont qualifiées pour mettre en œuvre ces matériaux et sont donc à même de répondre aux demandes à venir.

Le chanvre ou encore le béton de chanvre sont quant à eux des matériaux que l'on va utiliser, pour des raisons d'épaisseur, en rénovation de bâtiments déjà existants. En Hauts-de-France, comme on dispose de paille en quantité conséquente, le matériau est disponible en circuit court. Le chanvre n'est disponible que dans le sud de l'Aisne.

En ce qui concerne le colza et le lin, les filières sont encore en phase de développement. La région est en deuxième position au niveau national en matière de culture de lin, en troisième pour le colza. «Nous disposons d'importantes ressources. Par contre ces filières sont en train de se structurer, avec plusieurs projets de recherche et d'innovation en cours», conclut Théodore Stéphane.

La tendance est donc clairement à un retour à ces matériaux naturels, en circuit court, qui permettent d'améliorer le bien-être à l'intérieur des bâtiments tout en préservant la planète et ses ressources. L'utilisation des matériaux naturels ne coûte pas plus cher si l'on prend la globalité de la construction, mais aussi le retour sur investissement. Tout dépend du projet et de la manière de l'aborder.

ANALYSE

Axel Thery,
COFONDATEUR DE CONSTRUCTIONS 3D



ELARGIR LA COMMERCIALISATION DE NOS MACHINES AUX ÉCOLES D'INGÉNIEURS EN FRANCE

Dès la création de notre activité, notre projet était de répondre au mal-logement en trouvant une solution pour construire des habitats en masse, en peu de temps et à moindre coût. Constructions 3D est une entreprise à part entière depuis août 2017, après presque deux ans d'incubation chez Machines 3D. Notre équipe développe et vend des machines capables d'imprimer des grosses structures en béton pour des constructeurs. Nous avons deux machines différentes, l'une étant capable d'imprimer des murs de trois tonnes, pour des terrains allant jusque 250 m². La seconde, nommée «Mini Printer», est plutôt dédiée à des organismes de recherche, et imprime des structures de 1 m³. En début d'année, nous avons livré deux de ces mini-machines aux lycées François Hennebique, à Liévin, et Jean Prouvé, de Lomme. Les professeurs ont été formés pour travailler sur cet outil avec leurs élèves. Nous souhaiterions élargir la commercialisation de nos machines aux écoles d'ingénieurs en France. Cet été, nous allons également construire un bâtiment de 55 m² à Bruay-sur-l'Escaut, grâce à notre plus grosse machine. Le but est de faire la démonstration de notre savoir-faire. Ce sera par ailleurs une partie de notre futur siège social, lorsque nous quitterons la Serre numérique, à Anzin.»

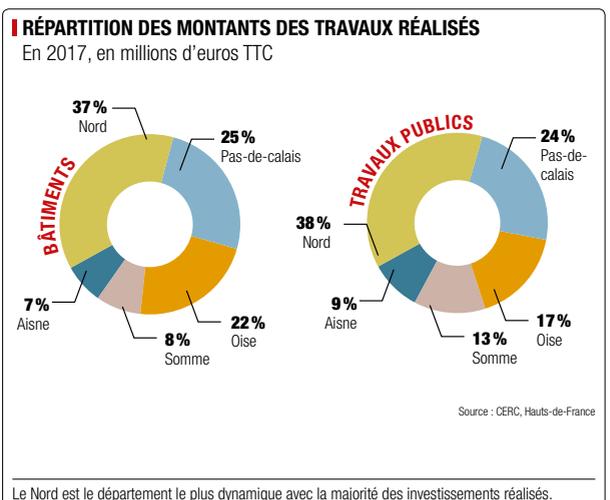
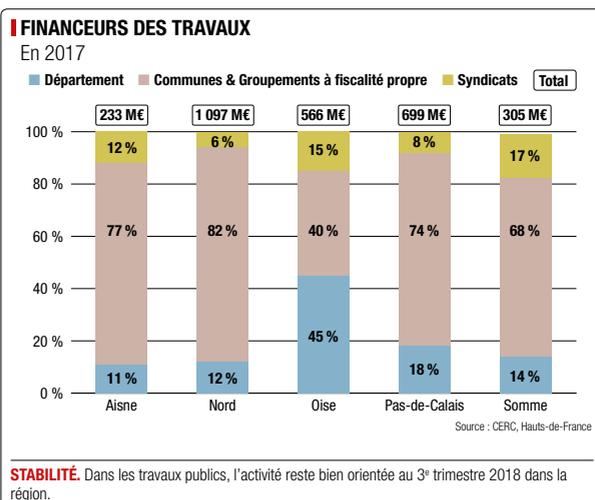
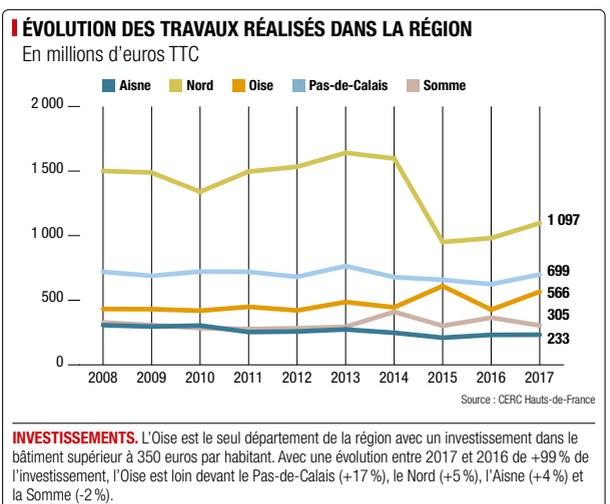
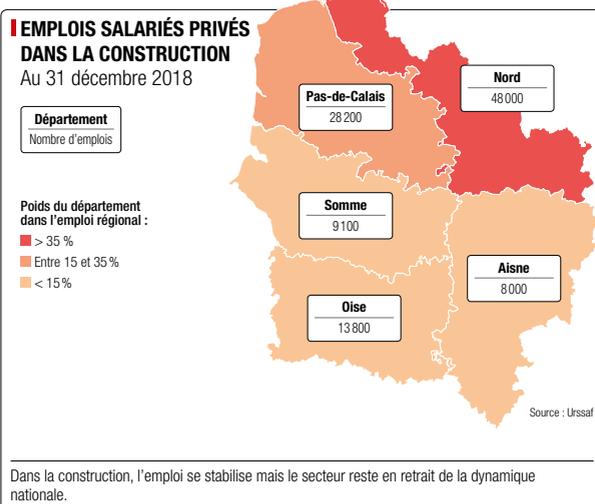
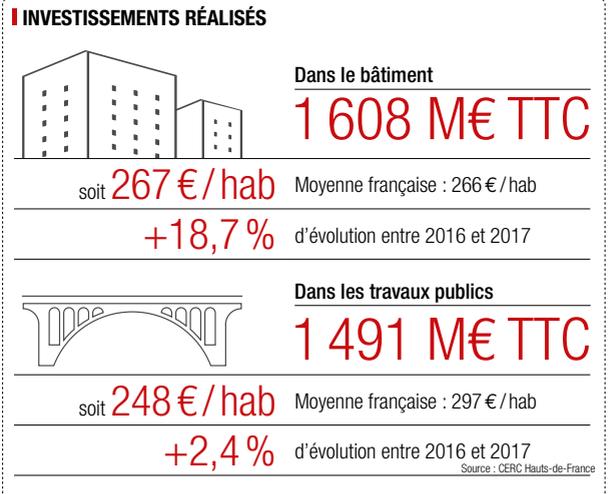
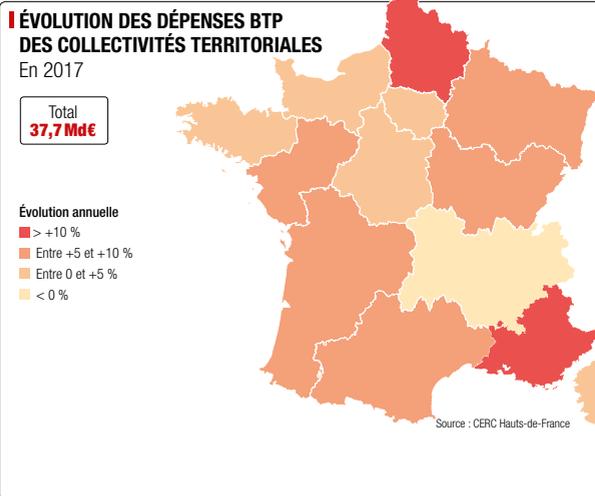
ANALYSE

Jean-Philippe Vacher,
DIRECTEUR STRATÉGIE ET MARKETING
CHEZ CCB À GAURAIN-RAMECROIX (BELGIQUE)



NOTRE POLITIQUE COMMERCIALE EST CENTRÉE SUR LA PROXIMITÉ

La Compagnie des ciments belges (CCB), dont le siège social est dans le Tournaisis, est une société cimentière qui a trois activités : fabrication et commercialisation de ciments au départ de sa seule cimenterie de Gaurain-Ramecroix (l'une des plus grandes d'Europe avec une capacité de 2,3 millions de tonnes de ciment) ; production et commercialisation de granulats naturels pour lesquels nous sommes un acteur important avec 5 millions de tonnes de production ; ensuite, troisième activité, production et commercialisation du béton prêt à l'emploi, en nous appuyant sur neuf centrales à béton en Belgique et cinq sur les Hauts-de-France, avec 1 million de mètres cubes produits. Nous vendons auprès des distributeurs en matériaux de construction qui ont une clientèle de professionnels, mais aussi à la grande surface de bricolage. Notre politique commerciale est centrée sur la proximité, le client et notre capacité à le servir rapidement. Vous commandez le ciment à 18 h, vous êtes livré le lendemain à 7 heures au début du chantier. Côté nouveauté, on vient de lancer un nouveau ciment qui s'appelle le C-Pro+, en sac. Ce ciment apporte un confort d'usage et une sécurité de résultat plus importante. Apprécié par les distributeurs et les entreprises de maçonnerie, il est plus facile à travailler et dispose également d'une classe de résistance supérieure à l'ensemble des ciments qu'on trouve sur les marchés. Son lancement commercial est en cours sur les Hauts-de-France.»





CCB France

CEMENTIR HOLDING

VOUS AVEZ DE L'AMBITION ET, DES PROJETS POUR VOTRE RÉGION ?

CCB FRANCE, CRÉATEUR DE SOLUTIONS CONSTRUCTIVES...



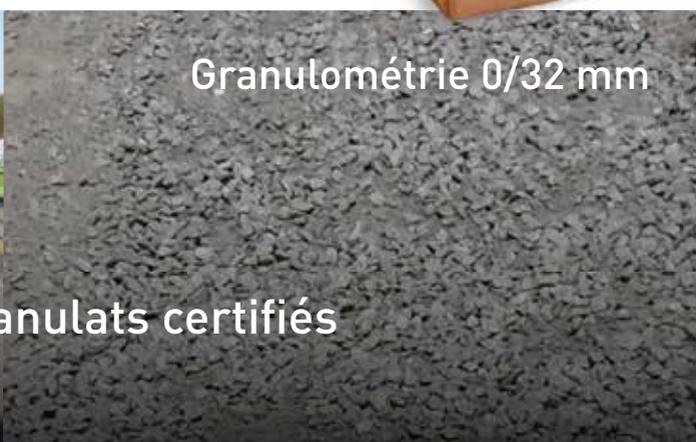
CIMENTS

C-PRO+, un ciment plus résistant et plus maniable...
Confort, performance et sécurité de résultat!



GRANULATS

Une gamme complète de granulats certifiés
pour vos travaux routiers



Granulométrie 0/32 mm



BÉTONS PRÊTS A L'EMPLOI

Bétons spéciaux pour la réalisation
de chapes fluides



EASYSUBFLOOR

POUR TOUT PROJET, N'HÉSITEZ PAS À PRENDRE CONTACT AVEC NOS ÉQUIPES.

CCB France

23 rue Paul Dubrulle | Parc d'activités de la Motte | F-59810 LESQUIN
+33 (0)3 20 05 78 57 | www.ccbfrance.fr





L'avenir de l'agriculture se trouve dans la diversification

Réputés pour être la première région agricole de la France et d'Europe, les Hauts-de-France subissent eux aussi la menace des plus grandes exploitations et des industriels. Pour tenir le coup, les exploitants diversifient leurs activités.

Par Françoise LEFORT

Les agriculteurs de tous secteurs subissent la crise de plein fouet. Dans la Somme, une polémique est née en 2017 avec la fin des quotas sucriers. Les industriels du sucre ont voulu augmenter de 20% les surfaces en betteraves, mais les prix, eux, ont baissé de 20%. Par conséquent, c'est bientôt la sucrerie d'Eppeville qui

va fermer. Hélène cultive les terres familiales dans le Santerre et se confie : « J'ai anticipé la fin des quotas betteraviers, il y a déjà deux ans, en semant 10 hectares de plus de pois. Je ne suis pas la seule à avoir fait ce choix de diversification, car cultiver à perte n'a aucun intérêt. Nous avons aussi la sécheresse qui pourrait engendrer une restriction drastique de

l'irrigation des sols déjà appliquée dans le Nord et l'Oise. J'espère que nous n'en arriverons pas là. Je ne suis pas très optimiste pour l'avenir, car la culture ne paye plus. Le prix des produits phytosanitaires a explosé. Nous sommes le seul métier où on ne sait pas ce qu'on va gagner dans l'année. » En 2017, les aides directes de la Politique agricole commune

LES HAUTS-DE-FRANCE, GRANDE RÉGION AGRICOLE

- > 52 000 actifs travaillant de manière permanente
- > 26 000 exploitations de culture et d'élevage
- > 2 188 823 hectares de surface agricole
- > 210 formations proposées par la région

(PAC) ont été de 582 millions d'euros. Mais 1 000 fermes disparaissent en moyenne chaque année. Les terres sont reprises par de plus grosses exploitations, qui ont de nouveaux salariés agricoles, généralement spécialisés dans le biologique.

PRATIQUES D'ACTIVITÉS PARA-AGRIcoles

Daniel Roguet élève des bovins dans la vallée de la Bresle depuis plus de 30 ans. Il a participé aux États généraux de l'alimentation en tant que représentant des chambres d'agriculture de la région, et porte un regard très

“ Les jeunes doivent s'associer pour que leur activité soit rentable ”

lucide sur son activité : « J'ai trouvé les échanges fructueux avec la grande distribution, les retombées sont plutôt positives pour la rémunération des éleveurs. Je pense que notre élevage régional a un avenir collectif. Les jeunes ne peuvent pas s'installer seuls pour des raisons financières. Sans vouloir faire des "fermes des mille vaches", ils doivent s'associer pour que leur activité soit rentable. » Dans la région, le cheptel bovin compte 1 200 000 bêtes réparties sur 10 000 exploitations. Pour survivre, 42% des exploitations, soit une sur dix, se diversifie en exerçant une activité para-agricole. La part du tourisme est prépondérante.

LA MÉTHANISATION COMME SOLUTION

Soutenue par la Région et l'État via la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), la méthanisation agricole peut aussi offrir un complément de revenus aux agriculteurs. Depuis plusieurs années, des expériences de transformation de déchets organiques en biogaz ont été menées. Le procédé permet de créer des synergies entre les différents acteurs d'un territoire, agriculteurs, industriels et collectivités territoriales, qui représentent autant d'emplois non délocalisables. Pour le milieu agricole, les enjeux sont donc multiples : diversification de l'activité et des revenus, autonomie énergétique, valorisation des sous-produits et effluents agricoles, optimisation de la fertilisation, et valorisation des déchets issus des entreprises voisines et du territoire. Michel Destombes, maire de Morlancourt, à la tête d'un groupement de 23 agriculteurs du Pays du Coquelicot a créé, début 2019, la SAS Biogaz du Coquelicot. « Nous attendons l'ouverture du compte en banque pour lancer l'acquisition du terrain. Les quatre cuves nécessaires pour produire du biogaz seront bâties en 2020, à la sortie de la cité d'Ancre. » Dans la région 40 unités existent, et plus de 100 projets sont en réflexion.

ANALYSE

Olivier Dauger, PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE RÉGIONALE D'AGRICULTURE



IL FAUT S'ACCOMMODER EN PERMANENCE AU CHANGEMENT

L'agriculture diversifiée de notre région est une chance et a un gros potentiel. Nous cultivons beaucoup pour les industries agroalimentaires. Le bio a du retard, mais cela est dû au climat, car, malgré les périodes de sécheresse, le Nord est dans une zone humide, comparée au sud de la France. Le maraîchage de saison et de proximité est en plein essor, mais nous avons un problème de compétitivité avec la concurrence des Belges qui, avec leurs réglementations moins contraignantes et leurs coûts de revient, proposent des prix plus attractifs. Nous allons recréer une dynamique et renverser la tendance. La production de betteraves va baisser là où il n'y a plus de sucreries. Là aussi, il faut innover, avec de nouvelles cultures en fonction des sols. L'élevage souffre de la sécheresse et nous devons garder nos bovins, qui jouent un rôle dans la biodiversité. Il faut valoriser les pâtures pour le retour à l'herbe et c'est un véritable défi. Nos éleveurs doivent vivre de leur travail. La Chambre va les accompagner pour trouver des solutions adaptées au climat. En agriculture, il faut s'accommoder en permanence au changement, car il n'y a pas une exploitation identique. Nous menons aussi, en collaboration avec le pôle Agro-Ressources, une réflexion sur la méthanisation.»

ANALYSE

Jean-François Gaffet, PRÉSIDENT DE LA COOPÉRATIVE CÉRÉALIÈRE NORIAP



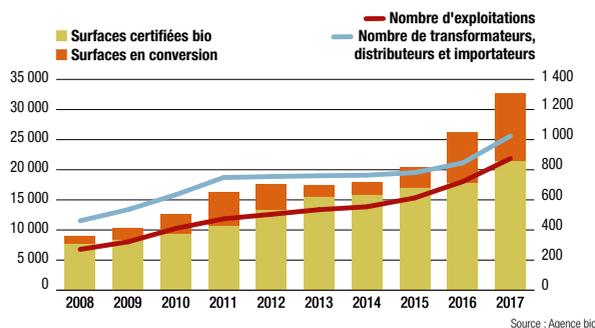
NOUS SOMMES POURVOYEUR D'EMPLOIS NON DÉLOCALISABLES

Noriap est née dans les années 1990 du rapprochement entre deux coopératives de la Somme et une de Seine-Maritime. Nous sommes également présents dans l'Oise et, fort de nos 3 500 adhérents, nous sommes engagés dans d'autres activités que la collecte des céréales. Ainsi, nous vendons des semences, des engrais, des produits de protection des plantes. Nous fabriquons des aliments pour les bovins, les porcs et les volailles sous la marque Novial. Celle-ci est vendue dans les magasins franchisés Gamm Vert de la Somme et de Seine-Maritime, que nous avons créés il y a plus de 20 ans. Nous fabriquons aussi des aliments bio pour les volailles, depuis cinq ans, dans nos usines de Saint-Just-en-Chaussée, Noyelles-sur-Escaut et Bures-en-Bray. Nous vendons également les tracteurs AGCO et tous les équipements qu'ils tractent.

Noriap emploie 900 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 550 millions d'euros en 2018. Nous sommes pourvoyeur d'emplois non délocalisables et avons du mal à recruter. Nous avons un projet d'entreprise décliné dès 2020, afin d'adapter la coopérative à l'environnement et pour répondre aux besoins des agriculteurs. Enfin, en prévision du futur canal Seine-Nord, la coopérative a positionné son site de Languuevoisin, situé dans l'est de la Somme, en site stratégique pour la filière céréales, avec la création d'une plateforme multimodale.»

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS ET DES SURFACES EN MODE DE PRODUCTION BIOLOGIQUE

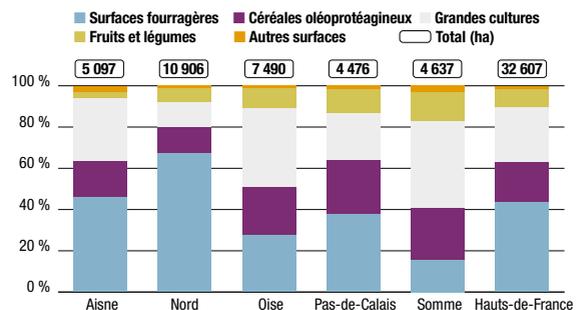
Surfaces en hectares



RATTRAPAGE. Avec 874 exploitations bio et 32 607 hectares certifiés ou en conversion en 2017, les Hauts-de-France se situent au 11^e rang national. L'agriculture biologique représente au sein de la région seulement 2% de la surface agricole utile. Les surfaces certifiées enregistrent toutefois l'une des plus fortes progressions annuelles de l'Hexagone (+20,3%), avec la Corse (+25,7%).

PRODUCTIONS VÉGÉTALES EN MODE DE PRODUCTION BIOLOGIQUE

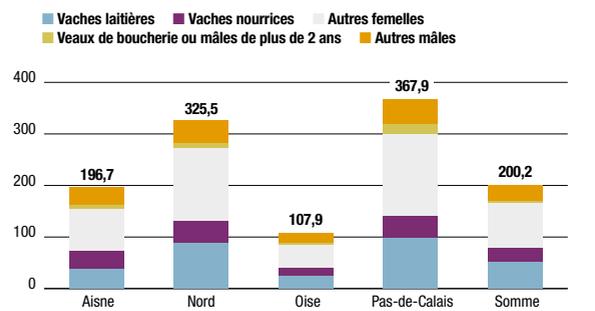
En 2017



DIVERSITÉ. Le département du Nord représente un tiers des surfaces agricoles biologiques de la région. 70% sont des surfaces fourragères ou toujours en herbe alors qu'elles en représentent moins de 50% au niveau régional. Les grandes cultures représentent la majorité de la production bio dans la Somme et l'Oise.

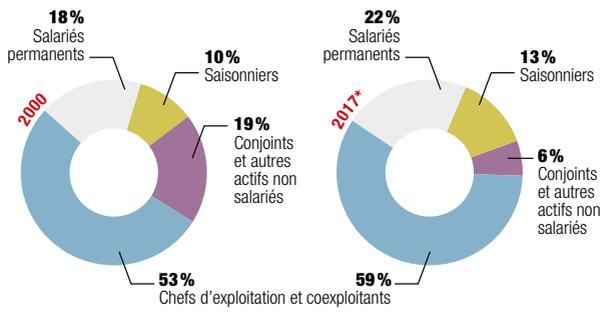
CHEPTEL BOVIN DES HAUTS-DE-FRANCE

En 2017, en milliers de têtes



INDUSTRIE LAITIÈRE. On compte 1,2 million de bovins en Hauts-de-France répartis au sein de 10 000 exploitations, soit 6% du cheptel français et 62% des élevages totaux de la région, hors volailles. L'activité est principalement orientée vers le lait. Les vaches laitières se situent principalement près du littoral et au nord-est de la région.

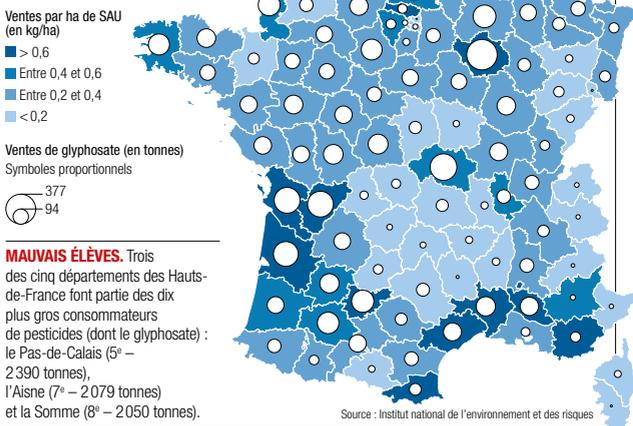
UNITÉS DE TRAVAIL ANNUELLES DES ACTIFS AGRICOLES EN HAUTS-DE-FRANCE



CONJONCTURE. Près de 52 000 actifs travaillent de manière permanente dans les 26 000 exploitations de la région. C'est 8% de moins qu'en 2010, le nombre d'exploitations ayant reculé de 4%. La main d'œuvre permanente s'élève à 37 300 en unités de travail annuel. Elle assure 87% de l'activité des exploitations. Les chefs d'exploitations et les coexploitations restent les principaux actifs.

RÉPARTITION DES VENTES DE GLYPHOSATE

En 2017



1,24 kg/ha de SAU

C'est la quantité de pesticides, classés par l'Union Européenne comme sûrement ou possiblement CMR⁽¹⁾, vendue dans le Pas-de-Calais en 2017.



⁽¹⁾ Cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques (toxiques pour la reproduction).

TOXICITÉ. Le département se classe au 3^e rang national des territoires les plus denses en pesticides CMR. On retrouve la Somme à la 6^e place (1,18 kg/ha) et le Nord en 9^e position (0,9 kg/ha) suivi de l'Aisne (0,88 kg/ha). L'Oise est à la 13^e place (0,85 kg/ha). La moyenne nationale est de 0,417 kg/ha.





L'agroalimentaire regarde vers l'avenir

Premier pôle agroalimentaire national, les Hauts-de-France peuvent compter sur une production agricole riche et diversifiée. Avec l'explosion démographique et les nouvelles attentes des consommateurs, le secteur s'apprête cependant à faire face à de sérieux bouleversements. En attirant des acteurs inédits, notamment dans le domaine des protéines, le Grand Amiénois tire son épingle du jeu.

Par Diane La PHUNG

Avec quelque 800 établissements et 45 000 emplois (près de 10% de l'emploi salarié agroalimentaire au niveau national), des formations d'excellence et des plateformes d'innovation au rayonnement international, l'agroalimentaire est un secteur prépondérant en Hauts-de-France. Un leadership qui s'appuie sur une production agricole historiquement riche et hétérogène. «La particularité

de l'agroalimentaire régional, c'est qu'il ne dépend pas d'une seule activité et qu'il est très étalé sur l'ensemble du territoire», souligne Philippe Hincelin, directeur d'Agro-Sphères, association des entreprises agroalimentaires créée en 2005 à Amiens. Une mixité que l'on retrouve également au niveau des entreprises. «Vous trouverez aussi bien des PME que des grands groupes français et internationaux, mais il s'agit bien

souvent pour ces derniers de sites de production secondaires, pas de centres de décision», poursuit-il.

LE RÔLE DU CONSOMMATEUR

Observé à la loupe, l'agroalimentaire a été montré du doigt à plusieurs reprises ces dernières années, encourageant les industriels à être de plus en plus attentifs aux demandes des

“ En France, nous avons sans doute l'alimentation la plus sécurisée au monde ”

consommateurs. « Il faut être conscient que les règles en matière de sécurité sanitaire sont particulièrement exigeantes en France. Nous avons sans doute l'alimentation la plus sécurisée au monde et les professionnels ont la volonté permanente de progresser », insiste Philippe Hincelin. La filière est cependant soumise à une forte pression et se doit d'adapter son offre. « On entretient avec l'alimentation un rapport émotionnel, nous ne sommes pas dans le domaine de la raison. Un consommateur peut en cacher plusieurs : vous pouvez adopter un régime alimentaire la semaine et faire tout autre chose le week-end », souligne Denis Chereau, directeur général d'Improve, première plateforme dédiée à la valorisation des protéines du futur, installée à Dury depuis 2014. La demande du public pour des produits adaptés à certains régimes comme le sans-gluten, le retrait d'additifs ou de conservateurs a encouragé les industriels à booster leur R&D. « La question est de savoir si le consommateur est prêt en termes de prix mais aussi d'habitudes. Il y a un réel besoin de pédagogie sur ces sujets », dit encore Philippe Hincelin.

LA PROTÉINE, ENJEU D'AVENIR

Dans cette même ligne, l'engouement pour la protéine végétale a commencé à émerger dans les années 2000. « Les chercheurs de l'INRA travaillent sur ce sujet depuis les années 1970. Mais ce n'est pas parce que l'on a une démarche scientifique dans un laboratoire qu'il y a des débouchés et des perspectives commerciales », explique Denis Chereau. Mais l'explosion démographique à venir – la planète devrait accueillir plus de 9 milliards d'humains en 2050 – et la baisse de consommation de produits carnés a changé la donne. « Nos régimes alimentaires

occidentaux sont constitués à 65% de protéines animales. C'est 30% chez les végétariens et 0% chez les végans », ajoute-t-il. Si le flexitarisme – régime mêlant protéines animales et végétales – semble être la solution la plus adaptée, le marché est encore balbutiant. « Les industriels ont conscience de ces enjeux, mais ils sont très dépendants de leur capacité à proposer des produits qui vont intéresser les clients », assure Denis Chereau, qui note également la difficulté pour les agriculteurs à se projeter sur le long terme et à anticiper les besoins en termes de production quand leur situation économique actuelle est problématique. Aujourd'hui, 555 millions de tonnes de protéines végétales sont produites chaque année ; 115 millions terminent dans notre assiette et 440 s'orientent vers l'alimentation animale. Sur le Grand Amiénois comme au niveau régional, ces marchés, qui restent encore marginaux, présentent cependant de réelles opportunités pour le futur. Si Improve ou Extractis, institut techno-agroalimentaire implanté à Dury, rayonnent au niveau mondial, le territoire a également su attirer des acteurs comme Innovafeed ou Ynsect, dont les implantations à Nesle et Amiens sont programmées pour 2019 et 2020. Ces start-up, toutes deux productrices de protéines à partir d'élevages d'insectes pour l'alimentation animale, offrent une nouvelle diversification à la filière agroalimentaire avec des orientations durables, créatrices de valeur ajoutée, d'emploi et d'attractivité. « En ayant une vision sur le long terme, on peut jouer un rôle important. L'écosystème offre déjà un réseau très développé, de la production à la transformation. Mais il faut être performant, innovant et aller vers ces nouveaux marchés en premier », prévient Denis Chereau.

ANALYSE

Isabelle Wisniewski,
RESPONSABLE D'EURALIMENTAIRE



LEUR FAIRE BÉNÉFICIER DE L'ÉCOSYSTÈME RÉGIONAL

L'incubateur, installé sur le MIN de Lomme, vient de fêter ses deux ans, avec 25 entreprises incubées pour plus de 70 emplois. Notre objectif pour 2019 : accueillir 30 projets. Nous sommes déjà à l'étroit et un projet d'extension de l'incubateur est en cours, avec un espace de coworking de 200 m² et un nouvel espace de production sur le MIN. Nous lançons des appels d'offres pour accueillir deux nouvelles entreprises à fin 2019. Cette année sera aussi marquée par l'arrivée d'une start-up parisienne – Encuentro –, une manufacture de chocolat "bean to bar" ("de la fève à la tablette"), que nous sommes très fier d'accueillir ! La foodtech est en plein essor : on vit dans un contexte de renouvellement de l'alimentaire, mais toujours avec un enjeu technologique. Les entreprises sont dans la recherche de naturalité, en modifiant les procédés de fabrication et leur logistique. Nous nous adossons bien entendu aux compétences d'Eurasanté et du pôle NSL pour faire progresser les start-up dans leurs levées de fonds, comme c'est le cas avec Alterfoodie, Nutri'Earth, Mes voisins producteurs ou encore Pleurette. Nous voulons capter des porteurs de projets d'autres régions pour leur faire bénéficier de l'écosystème régional. Que ce soit en termes de santé, de nutrition ou d'alimentation, les attentes des consommateurs sont fortes.»

ANALYSE

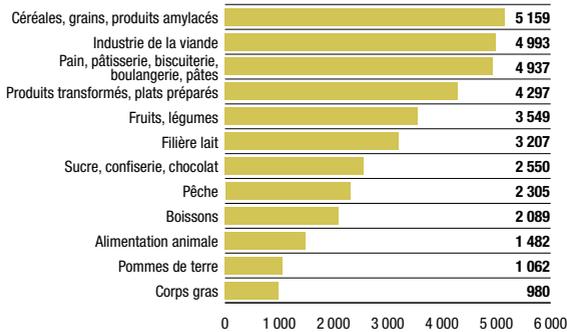
Christian Gourlay,
DIRECTEUR D'UNITÉ DE FLEURY MICHON
À TILLOY-LEZ-CAMBRAI



OUVRIR PLUS DE 150 POINTS DE VENTE À EMPORTER EN 2019

L'activité sur le site Fleury Michon de Tilloy-lez-Cambrai a débuté en 2012 avec la production de jambon supérieur pour vente en libre-service. Chaque année, 11 000 tonnes de jambon sortent de l'usine. Fin 2018, nous avons lancé une ligne de production "traiteur ultra frais". Cette gamme est composée de plats, salades et desserts avec une date limite de consommation inférieure à cinq jours. Elle est conçue pour une clientèle de grande surface, pour les restaurants en entreprise et les trois pop-up stores que le groupe a ouvert dans les centres commerciaux de La Défense et de Vélizy. Pour l'instant, on ne retrouve ces produits qu'en région parisienne. Nous ne tournons donc qu'à 2 000 unités de vente par jour. Mais ce n'est qu'un début, et nous n'excluons pas d'élargir la production. L'objectif est d'ouvrir plus de 150 points de vente à emporter en 2019 et d'atteindre 100 millions d'euros de chiffre d'affaires d'ici à quatre ans. Nous avons recruté 30 nouvelles personnes en octobre dernier, l'usine emploie donc actuellement 200 salariés. Le site de Cambrai est le seul site de Fleury Michon à s'occuper de cette nouvelle production "ultra frais" et nous en sommes très fiers : nos valeurs sont enfin concrétisées puisque nous travaillons au bien-manger des citoyens. Nos produits allient modernité et qualité, et toute l'équipe se réjouit de travailler dans ce sens. Nous voulons également axer notre travail vers une démarche plus environnementale, en travaillant avec un maximum de producteurs locaux et en conditionnant nos nouveaux produits dans des bocaux en verre ou dans des emballages en fibre végétale compostable.»

EMPLOIS DE LA FILIÈRE AGROALIMENTAIRE EN HAUTS-DE-FRANCE
En 2016

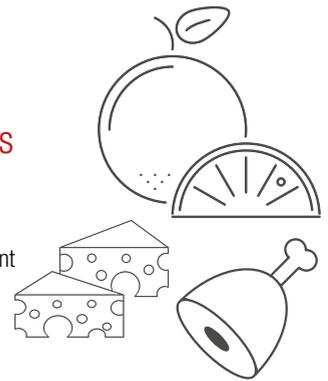


Source : Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

LEADER. L'agroalimentaire des Hauts-de-France représente 1 200 établissements. La région est la 2^e exportatrice de produits agroalimentaires de France (derrière le Grand Est), 3^e en termes de taille moyenne des établissements et représente un chiffre d'affaires de 9,9 milliards d'euros.

46,6 milliers

C'est le nombre de salariés privés travaillant dans l'industrie de l'agroalimentaire en Hauts-de-France.



Source : Acofis

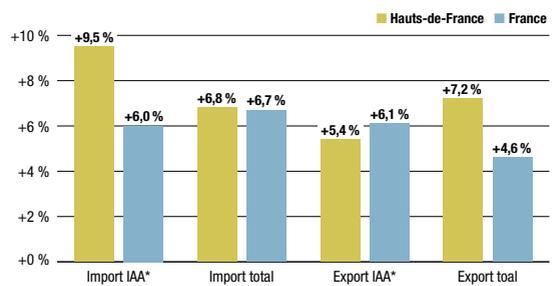
BAISSE. Soit 3% de l'emploi total avec une évolution annuelle négative de -0,6% contre +0,4% au niveau national. Plus globalement, c'est toute l'industrie des Hauts-de-France qui a reculé (-0,7% sur un an) alors qu'elle progresse de 0,3% en France.

TOP 10 DES PLUS GROSSES ENTREPRISES DE LA RÉGION
En 2016

ENTREPRISE	ACTIVITÉ	VILLE	EFFECTIFS
Roquette Frères	Fabrication de produits amylacés	Lestrem (59)	2 865
Herta SA	Préparation de produits industriels à base de viande	St-Pol-sur-Ternoise (62)	990
Bonduelle Europe Long Life	Légumes en conserve et légumes surgelés	Estrees-Mons (80)	800
Mc Cain Alimentaire	Transformation et conservation de pommes de terre	Harnes (62)	589
Haagen Dazs Arras	Fabrication de crèmes glacées	Tilloy-lès-Mofflaines (62)	492
Bonduelle Europe Long Life	Transformation et conservation de légumes	Renescure (59)	464
Moy Park France Henin	fabrication de plats préparés	Beaumont (62)	461
Industrielle Lesaffre	Levurerie	Marcq-en-Baroeul (59)	438
Novandie	Fabrication de lait et produits frais	Vieil-Moutier (62)	424
Nestlé Grand Froid	Fabrication de glaces et sorbets	Beauvais (60)	414

Source : Agreste Hauts-de-France

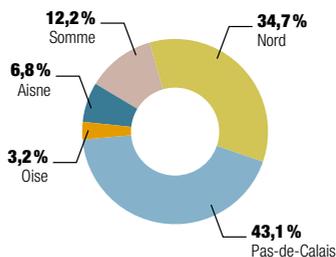
ÉVOLUTION DES ÉCHANGES
Évolution 2016-2017



*IAA : Industries AgroAlimentaires

Source : Agreste Hauts-de-France

POIDS DES DÉPARTEMENTS DANS LES EXPORTATIONS DES PRODUITS DES IAA*
En 2018

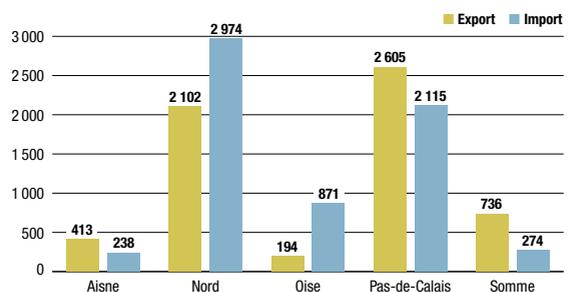


* IAA : Industries Agro Alimentaires

Source : Douanes

Portée par l'activité économique des entreprises basées sur son territoire, le Pas de Calais exporte davantage que son voisin nordiste. Ils cumulent à eux deux près de 78% des exportations.

ÉCHANGES DE PRODUITS DES IAA* DES HAUTS-DE-FRANCE
En 2018, en millions d'euros



* IAA : Industries Agro Alimentaires

Source : Douanes

Malgré une amélioration, les entreprises régionales sont encore en-dessous de la moyenne nationale en ce qui concerne les exportations.

Notre métier : créer **VOTRE** différence !

côté avenue

À VIEUX-BERQUIN
30 minutes de Lille, Lens et Dunkerque



Associations,
entrepreneurs,
comités d'entreprises,
collectivités territoriales...

*Depuis 2019, Côté Avenue
vous accompagne dans
vos projets pour les
rendre uniques !*



03 28 42 75 75
contact@coteavenue.com

Les Champs de la Couronne - 59232 Vieux-Berquin
(Coordonnées GPS : 935, rue d'Estaires)





Le chalutier L'Émeraude, dernier-né de la flotte de pêche hauturière française, armé par le boulonnais Euronor et la Compagnie des pêches Saint-Malo.

Dans l'incertitude du Brexit

No Brexit, no deal et Brexit dur, Brexit doux avec maintien d'une union douanière ? La porte d'entrée des produits de la mer sur le Continent est dans l'attente de la réponse du Royaume-Uni.

Par Benoît LOBEZ

Les pêcheurs des Hauts-de-France sont les premiers concernés par la mise en place du Brexit. Mais c'est tout l'aval de la filière des produits de la mer qui est concerné, car les Hauts-de-France – et notamment son hub de Boulogne-sur-Mer – sont la plaque tournante en Europe continentale de cette branche de l'industrie alimentaire. Toute l'interprofession se prépare à la nouvelle donne, avec crainte ou avec l'espoir de transformer la difficulté en opportunité.

On peut en effet redouter que le Brexit ne respecte pas les droits historiques des pêcheurs européens dans les eaux britanniques, et remette en cause les modalités d'importation des produits transitant par le Royaume-Uni. On estime en effet à 60% la part provenant des eaux britanniques des 32 000 tonnes de poisson vendues à la criée de Boulogne, capitale européenne des produits de la mer. Dans le trio de tête en volume, lieu noir, merlan et maquereau de la Manche et de la mer du Nord sont pêchés à

80% dans la zone économique exclusive du Royaume-Uni. Une interdiction de pêcher dans les eaux britanniques priverait les pêcheurs des Hauts-de-France de la ressource halieutique, mais provoquerait aussi immédiatement un report de pêche de la flottille européenne en Manche avec des risques de pression sur les stocks les plus fragiles.

Au-delà, c'est toute la filière et ses 5 000 emplois directs rien qu'à Boulogne qui risquent d'être impactés. Car la dépendance de Capécure (le quartier

dédié au poisson) aux importations en provenance de Grande-Bretagne (40% des volumes) est forte. «Or, nous travaillons un produit hyper frais, dans des flux extrêmement tendus, ce qui nous rend plus sensibles au moindre retard», rappelle Aymeric Chrzan, secrétaire du syndicat du mareyage boulonnais. Aussi, la création d'un poste d'inspection aux frontières (PIF), face à la gare de marée de Boulogne, a été actée par l'État et agréée par l'Europe. Installé dans des locaux mis à disposition par le transporteur STEF, ce PIF s'ajoutera à un poste de contrôle des camions à la sortie du tunnel et à un corridor Calais-Boulogne. Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche, Didier Guillaume, est venu le 21 mars pour tenter de rassurer les professionnels.

BOULOGNE, PREMIER CENTRE EUROPÉEN DE VALORISATION

De l'amont à l'aval, depuis Boulogne jusqu'aux entreprises régionales implantées parfois loin dans les terres, y compris dans le bassin minier, le Valenciennois ou la métropole lilloise, toute la filière aquatique (même l'aquaculture), avec ses diversités, est interdépendante. Cette excellence régionale collective s'appuie sur un maillage de quelque 150 TPE-PME autour de poids lourds nationaux ou internationaux surtout regroupés à Boulogne (Findus, Gelmer, Capitaine Houat, Marine Harvest, Frais Embal, Delpierre mer et tradition), qui dispose d'une force de frappe dans la découpe et la transformation du poisson, de la logistique (conditionnement, transports, frigos), des outils de formation, de recherche et d'innovation (Ifremer, pôle de compétitivité Aquimer, plateforme Nouvelles Vagues) et de sécurité

alimentaire (Anses). À tous les maillons de la chaîne : du chalut du pêcheur à l'étal du poissonnier.

DES PÉPITES DANS LES TERRES

Toute la filière n'est cependant pas concentrée autour de Boulogne. Le Dunkerquois abrite la ferme aquacole Aquanord (bar, dorade), sa filiale l'Écloserie marine de Gravelines, et le fabricant de plats cuisinés Appéti'marine (Marine Harvest). À Calais, Fournier maintient la tradition de la salaison. À Berck-sur-Mer, Alliance Élaborés fabrique des plats dans son unité La Dieppoise. Au Touquet, Lionel Sawicki perpétue la fabrication de la soupe de poissons Pérard et sa diffusion internationale. Mais la région possède d'autres pépites à l'intérieur des terres : dans le bassin minier avec Simon Dutriaux, qui fume et marine du poisson depuis 1886, dans l'Arrageois avec Fishcut du groupe norvégien Lerojø, ou au cœur du Valenciennois avec le mareyeur Martin import.

Aux poissons de mer s'ajoutent d'autres spécialités de la région. Qu'il s'agisse de la pisciculture – les Hauts-de-France sont le deuxième producteur de salmonidés d'eau douce de l'Hexagone, juste derrière la Nouvelle-Aquitaine – ou de la cueillette de végétaux marins. Sait-on que les pêcheurs à pied professionnels de notre région cueillent 90% de la production française de salicorne sauvage ? Une spécialité des estuaires des baies de Somme et d'Authie que des artisans ont eu la bonne idée d'exploiter. Plus que jamais l'innovation est privilégiée par tous les maillons, petits ou gros, d'une filière désireuse d'anticiper d'éventuelles mauvaises nouvelles et de se positionner dans la nouvelle Europe.

ANALYSE

Laurent Terninck, DIRECTEUR
DE TRUITE SERVICE À LOOS-EN-GOHELLE



« NOUS SOMMES EN VEILLE DE TOUTE INNOVATION

Fondée en 1993 par trois pisciculteurs des Hauts-de-France, la SAS Truite service transforme annuellement 1 200 tonnes de truites fraîches dans notre atelier près de Lens : en portions, en pavés ou en filets. En forte croissance, nous allons investir dans l'automatisation pour fluidifier la production tout en améliorant les conditions de travail de la vingtaine de salariés et le bien-être animal.

Alimenté chaque jour par sept piscicultures du Pas-de-Calais, de Somme et d'Aisne, qui sécurisent l'approvisionnement toute l'année tant en quantité qu'en qualité, nous avons racheté en 2016 une pisciculture à Douriez, en bord d'Authie, pour nous fournir en truites de plus de 2,5 kg, privilégiées pour les pavés et la fumaison. Nous sommes cinq associés de la génération des quadras, en veille de toute innovation. C'est pourquoi nous avons tout de suite adhéré au projet de truite nourrie à la farine d'insectes développé par Auchan. D'autres grandes enseignes pourraient prochainement nous rejoindre.

Environ 65% de notre production totale est écoulée par la grande distribution. Le reste est destiné aux grossistes (français et belges), aux poissonniers et aux industriels, notamment ceux de la fumaison. En quelques heures à peine, les caisses sont prêtes à l'expédition pour honorer les commandes reçues le matin même. Nous avons trois départs par jour, deux pour la plateforme de Boulogne-sur-Mer, un pour le MIN de Rungis.»

ANALYSE

Simon Van Oost,
GÉRANT DE LA CONSERVERIE
SAINT CHRISTOPHE À ARGOULES



« DES PRODUITS AVEC UNE NOTE RUSTIQUE

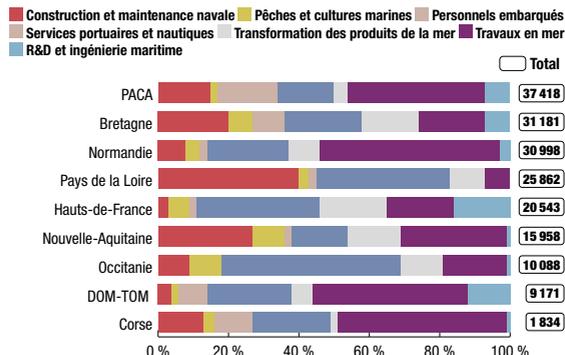
Nichée entre les estuaires sauvages de l'Authie et de la Somme, la conserverie Saint-Christophe créée en 1990 par mon père, Eric Van Oost, confectionne des produits artisanaux avec une note rustique. Si nos spécialités à base de viande sont variées, nous développons de plus en plus de conserves à base de coquillages, poissons et végétaux marins. À la soupe de poisson, s'ajoutent celle aux salicornes et le velouté d'aster maritime de la baie de Somme. Au rayon des pâtés, vous trouvez des terrines au saumon, à la truite fumée et aux moules, en attendant des rillettes de truite aux zestes de citron. En plats cuisinés, les maque-reux marinés ou le waterzoi de poissons. Les bulots, décortiqués par un four-nisseur breton, puis hachés grossièrement, se présentent nature, à la salicorne, à l'estragon ou au curry, tandis que les coques de la baie de Somme sont décoquillées à l'atelier. Tout est conçu, fabriqué et testé en interne.

Avec des partenaires, nous commercialisons aussi des bières à l'aster maritime ou des sauces à la salicorne. Dans notre nouveau siège à Argoules, qui s'étend sur 1 500 m², les 11 salariés affectés à la production alternent d'une fabrication à l'autre. Si nous vendons en épicerie fines et en grandes surfaces, nous écoulons le plus gros de notre production en vente directe sur nos boutiques «Les Conserveries» (Le Touquet, Wimereux, Le Crotoy, Dieppe) et lors des 30 salons auxquels nous participons chaque année en France.»

FILIÈRE HALIEUTIQUE

FILIÈRE MARITIME DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

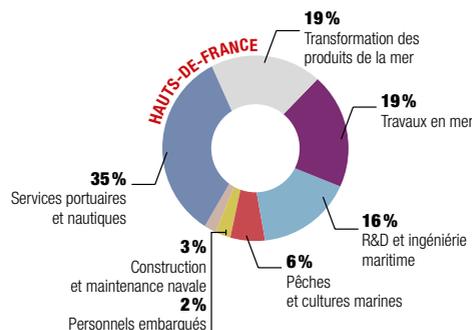
En 2017, hors tourisme



Source : Pôle Emploi

EMPLOIS SALARIÉS DE LA FILIÈRE MARITIME

En 2017, hors tourisme

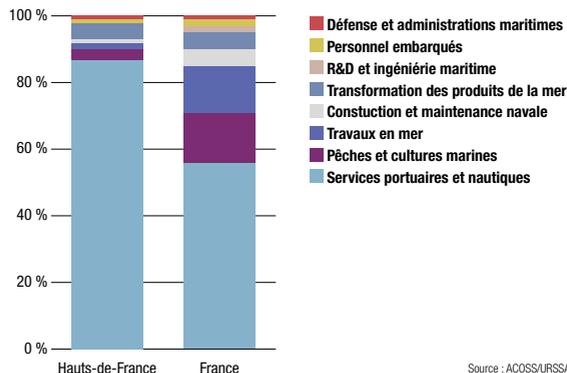


Source : ACOSS/URSSAF

EMBAUCHES. La filière maritime des Hauts-de-France compte plus de 30 000 emplois salariés au sein de 3 000 établissements, soit 11,2% des emplois salariés de la région. Les recrutements sont par ailleurs en hausse de 24% en 2017, soutenus pour moitié par l'hôtellerie et la restauration.

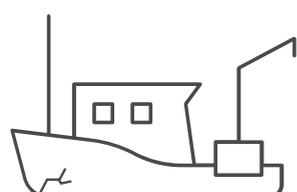
RÉPARTITION DES EMBAUCHES DE LA FILIÈRE MER

En 2017, hors tourisme



Source : ACOSS/URSSAF

CROISSANCE. Les emplois du secteur maritime et fluvial devraient doubler d'ici 2030 en France, soutenus par un fort développement mondial. 500 000 emplois supplémentaires verront le jour dans les dix prochaines années.



63%

C'est la part de navires dans les Hauts-de-France ayant plus de 25 ans.

Source : Hauts-de-France

ANCIENS. Sur ces navires, un quart mesure moins de 12 mètres de long et trois quart plus de 12 mètres. 14% ont plus de 40 ans et 8% moins de 10 ans. 94% des navires ont été actifs à la pêche en 2017 avec en moyenne un peu plus de 4 marins à leurs bords. Les bateaux sont majoritairement côtiers (54%), seulement 7% ne vont qu'au large et 39% font des deux.

LA CRIÉE DE BOULOGNE-SUR-MER

1^{er} port français de pêche fraîche

en volume avec **32 142** tonnes débarquées.

82,6 M€

de chiffres d'affaires, soit **+1,8%** par rapport à 2017, dont **20%** réalisé sur l'encornet, **6,7%** sur le lieu noir, **6,2%** sur le rouget barbet, **6,1%** sur le maquereau ou encore **4,8%** sur le merlan.

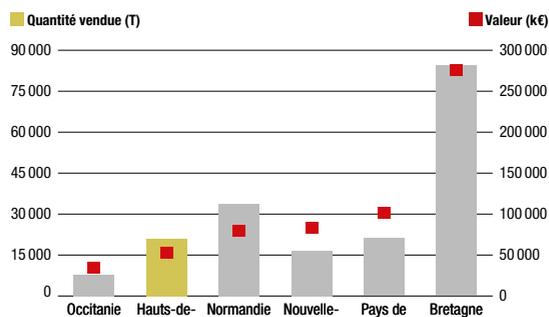
4 490 tonnes

de lieu noir achetées, **1^{ère}** espèce vendue, devant le merlan (3 308 tonnes) et le maquereau (3 304 tonnes). **+6,4%** pour la campagne coquille Saint-Jacques (1 095 tonnes).

Source : Port de Boulogne-sur-Mer

VENTES EN HALLE À MARÉE DES BATEAUX FRANÇAIS

En 2018



Source : FranceAgriMer

RETRAIT. Les ventes dans les halles à marée françaises ont globalement diminué en 2018 : -1,8% par rapport à 2017. Elles progressent toutefois dans les Hauts-de-France : +8,2% de quantités vendues dans les deux halles de Dunkerque et de Boulogne-sur-Mer, avec néanmoins une baisse du chiffre d'affaires de -0,5%.



Et si demain,
on économisait davantage
nos ressources vitales ?



Et si demain,
on pensait plus
développement durable ?



Et si demain,
on mettait plus de nature
dans notre quotidien ?

Et si demain,
on livrait les commandes
encore plus vite ?



Impression offset
plaquettes, livres,
affiches, flyers...

Personnalisation
à la demande,
de documents

Routage sous film
sous enveloppes
dépot poste

Numérique
court tirage
qualitatif,
TRES RAPIDE
Prix attractifs

Site labellisé
FSC, PEFC
Imprim'vert

**Vous avez un projet ou une simple question :
N'ATTENDEZ PLUS CONSULTEZ NOUS**



Imprimerie db PRINT NORD

53 rue de la Lys - CS 10068 - 59432 HALLUIN CEDEX

Tél. 03 20 28 83 20 - Fax 03 20 28 83 25

devis@dbprintfrance.com - www.dbprintfrance.com



db PRINT est certifié PSO
(regroupant 5 normes ISO)



La marque de la
gestion forestière
responsable





Un trésor pour le sud de l'Aisne

A 2 heures 30 de Lille, la vallée de la Marne axonaise offre un cadre idéal pour donner naissance à un produit de terroir connu et apprécié dans le monde.

Par Jacky LACHEREST

On l'oublie souvent : 10% de la production de champagne se fait dans l'Aisne. Car lorsque l'on parle champagne, les villes qui viennent à l'esprit sont Reims, Epernay, Châlons-en-Champagne. Tournez donc votre regard vers ce territoire méconnu et qui réserve de belles surprises. Les coteaux sont principalement concentrés sur la vallée de la Marne dans la région de Château-Thierry. En voiture, à vélo ou à pied, c'est avec les yeux grands ouverts que l'on découvre cette vallée bordée de vignes et couronnée

de forêts. Le vignoble de champagne prend sa source à Crouttes-sur-Marne, serpente autour de Château-Thierry le long de la Marne, puis poursuit sa route vers les départements champenois. L'activité champenoise représente un poids économique dans l'Aisne. Ils sont près de 900 exploitants viticoles qui cultivent quelque 3 357 hectares de vignes, avec des cépages de pinot noir (74%), pinot meunier (16%) et chardonnay (10%). Un secteur qui emploie 985 salariés à temps plein et 9 800 vendangeurs en période de vendanges.

UN RAYONNEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL

Pour élaborer leurs cuvées, un grand nombre de vignerons confient leur production à des coopératives locales. Elles sont au nombre de 13, et assurent le pressurage et la vinification. Une seule coopérative a une envergure régionale. C'est la COVAMA, connue sous les marques commerciales Pannier, Jacquart et Montaudon. En s'approvisionnant auprès des meilleurs vignobles champenois, de la Côte des Blancs à la Montagne de Reims, en passant

CHIFFRES

- **3 357** hectares de surfaces en production
- **10%** de la production champagne AOC
- **20 à 25** millions de bouteilles
- **985** emplois générés
- Près de **900** exploitations viticoles
- **13** coopératives locales
- **1** coopérative régionale

BARON ALBERT VEUT ATTEINDRE LES 415 000 BOUTEILLES



Elles sont trois. Trois sœurs qui dirigent la maison Baron Albert. «*Nous avons passé la barre des 400 000 bouteilles en 2018 qui fut une belle année*», explique Claire Baron. La

marque Baron Albert est vendue à 50% en France et 50% à l'export. «*Le Japon, la Corée du Sud et les Emirats arabes unis sont les pays dans lesquels nous vendons bien*.» Et 80% de la production est vendue à des professionnels et 20% à des particuliers. Ces derniers sont choyés à travers un programme de fidélisation. L'objectif de la Maison est d'atteindre les 415 000 bouteilles. «*Nous avons la capacité. Nous travaillons au quotidien pour nous faire reconnaître. Ce qui n'est pas facile en tant que petite maison familiale*», lâche Claire Baron. Une «petite» Maison qui emploie quinze personnes, entre les vignes, la cave et les bureaux.

par la vallée de la Marne, la coopérative, située à Château-Thierry, a fait le choix de limiter sa production pour ne viser que l'excellence. Un choix audacieux qui aujourd'hui porte ses fruits et fait d'elle une maison de champagne un peu à part. Présent sur les cinq continents, Champagne Pannier bénéficie d'un rayonnement national et international fort, et affirme sa volonté d'exception en proposant exclusivement ses produits dans un circuit de distribution traditionnel (cavistes, restaurateurs, épiceries fines ou vente directe). En 2018, la COVAMA comptait 391 sociétaires, un nouveau record. La coopérative, qui collecte 680 hectares d'appellation Champagne, fait vivre plus de 1 000 personnes sur son territoire de l'Aisne.

CHAMPAGNE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Parmi les premières filières viticoles, la Champagne est pionnière dans le développement

durable. Produire dans le plus grand respect de l'environnement est un devoir pour une appellation d'origine contrôlée de grande notoriété. Cette préoccupation, déjà ancienne, s'est renforcée depuis une quinzaine d'années, et elle s'inscrit dans un objectif de développement durable des activités. «*La démarche 'viticulture durable' est une exigence forte. COVAMA est en pointe sur ce sujet depuis dix ans, et compte répondre pleinement à cette demande sociétale en s'en donnant les moyens*», explique Jean-Noël Pfaff, le directeur de la coopérative.

A la vendange 2019, 120 hectares d'AOC Champagne seront livrés à la COVAMA par des sociétaires dont l'exploitation est certifiée "Viticulture durable en Champagne" et/ou HVE3 (Haute Valeur environnementale niveau 3). La coopérative a mis en place en 2018 une démarche de certification VDC/HVE collective. Chez les sœurs Baron, à Charly-sur-Marne, la maison Baron Albert

ANALYSE

Thierry Soria,
DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING
DES BRASSERIES ET CIDRERIES DE MILLY



UN VENT DE RENOUVEAU SUR LA TRADITION

Reprise en 2012 par le groupe Rouquette, entreprise familiale de distribution de boissons, la cidrerie, créée 60 ans plus tôt par Gérard Maeyaert, a engagé une profonde restructuration. Tout en préservant l'authenticité de nos cidres, bières, jus de fruits et limonades, nous avons entièrement modernisé l'outil de production de Milly-sur-Thérain pour pouvoir augmenter les volumes : notre bâtiment de 1 800 m² abrite des cuves de fermentation ultramodernes d'une capacité globale de 10 000 hectolitres, avec encore une marge de progression. Nous surfons actuellement sur deux tendances fortes. Le cidre tout d'abord, notre cœur de métier historique, devient extrêmement "branché" en France comme à l'étranger, avec l'apparition de bars à cidres où l'on peut déguster et comparer différents crus. Ensuite, la bière a aussi trouvé son public d'amateurs, comme en témoigne la diversité de petites activités brassicoles artisanales émergeant un peu partout. Il était impératif de nous positionner fortement sur ces marchés, d'une part en revenant à un nom plus explicite pour le grand public – Brasseries et Cidreries de Milly – et, d'autre part, en rajeunissant notre image de marque : le design de nos produits a été entièrement renouvelé, pour faire cohabiter tradition et modernité. Nous engageons ainsi un fort développement national et international, générateur d'emplois.»

ANALYSE

Romain Delobel,
DIRIGEANT DE PERLÉ DELOBEL & FILS
À LOISON-SUR-CRÉQUOISE



NOUS COMMERCIALISONS UN PEU PLUS DE 100 000 BOUTEILLES PAR AN

Au début des années 1980, mon père, Hubert Delobel, a souhaité remettre au goût du jour une tradition de vin de groseille que l'on faisait dans la famille. La recette est assez simple : on presse des groseilles, comme un vigneron, pour en extraire le jus que l'on fait fermenter. On obtient un alcool d'environ 15°, légèrement sucré. En 1985, il produisait 3 000 bouteilles dans le sous-sol de la maison familiale ; 30 ans plus tard, nous sommes deux frères à prendre la relève. Nous sommes quatre à travailler dans l'entreprise et commercialisons un peu plus de 100 000 bouteilles par an.

Au fil des années, nous avons développé d'autres recettes de Perlé – à base de framboise puis de cerise –, avec toujours la même volonté de proposer un alcool fruité qui peut se déguster avec modération à l'apéritif ou en accompagnement de différents plats.

Aujourd'hui, 90% de nos bouteilles sont dégustées dans les Hauts-de-France, nous nous sommes toujours refusé de vendre nos produits dans la grande distribution. Nous avons eu un essor tout en douceur ; 50% de notre production est vendue en direct et dans des épiceries fines. Nous commercialisons également à l'export, vers la Belgique, le Danemark et l'Allemagne. Nous continuons nos investissements et cherchons à développer un peu plus l'export, notamment vers l'Angleterre.»

LA COVAMA CONFIANTE EN L'AVENIR



«En 2018, la COVAMA a réalisé 52,6 M€ de chiffre d'affaires, en hausse de 7,1% avec un résultat net de 1,6 M€ conforme aux objectifs, indique Jean-Noël

Pfaff, directeur de la coopérative. Le marché de la bulle est dynamique, mais nous ne sommes pas seuls. L'an dernier, nous avons produit 365 000 bouteilles sous la marque Pannier, 1,9 million de bouteilles Jacquard et 2,4 millions de bouteilles Montaudon.» La marque Pannier est vendue à 60% à l'export dans 55 pays du monde, avec des marchés dynamiques comme les Etats-Unis et le Japon. Jean-Noël Pfaff se dit «confiant en l'avenir», tout en continuant à vouloir «défendre les valeurs de la coopérative et rester l'un des leaders dans le haut de gamme».

est aussi engagée dans une démarche HVE et VDC pour préserver la biodiversité, protéger les salariés et proposer des produits de qualité aux consommateurs.

VERS UNE ACTIVITÉ TOURISTIQUE

Un label «Vignobles et Découvertes» permet à des vigneronniers d'accueillir des touristes au sein de leur Maison pour leur expliquer la méthode de fabrication, partager avec eux leur passion et déguster ce nectar. Certains vigneronniers ont investi dans des chambres d'hôtes, des gîtes, des stages d'œnologie, comme chez Mme Fleury-Gille, qui apprend à reconnaître les différents arômes, conseille sur les différents accords, ou bien encore des visites guidées de petits musées personnels, comme celui de la

maison Météyer Père & Fils qui rassemble une magnifique collection d'objets traditionnels et anciens.

PERSPECTIVES

Dans un contexte de marché qui s'annonce complexe avec le Brexit, la baisse structurelle des ventes de champagne en France et l'incertitude quant à la mise en place d'une taxe à l'importation sur les produits alcoolisés aux Etats-Unis, les vigneronniers et les coopératives doivent continuellement s'adapter. En ce qui concerne COVAMA, ses stratégies permettent de poursuivre le développement de ses marques, notamment à l'international. Les vigneronniers de l'Aisne peuvent compter sur l'image haut de gamme et qualitative du champagne pour faire toute la différence. Ils sont prêts pour l'avenir.

RENDEMENTS DES SURFACES DE PRODUCTION DE RAISIN

Dans l'Aisne en q/ha



Source : Agreste Hauts-de-France

RÉGIONS VITICOLES. Le vignoble de Champagne comprend une surface de production de 33 865 ha avec un rendement raisin de 104 q/ha dont 2 519 ha pour le département de l'Aisne avec un rendement raisin de 94 q/ha.

PRINCIPAUX PAYS ACHETEURS DE CHAMPAGNE

En 2018, sur le marché français

PAYS	CHIFFRE D'AFFAIRES (en millions d'euros)*	NOMBRE DE BOUTEILLES (en millions)
États-Unis	577	24
Royaume-Uni	406	27
Japon	319	14
Allemagne	203	12
Italie	159	7
Belgique	145	9
Australie	123,3	8,4
Suisse	120,9	5,8
Espagne	85,2	4,2
Canada	56,9	2,4

* Hors taxe au départ de la Champagne

Source : Comité du Champagne

CHIFFRES CLÉS DU CHAMPAGNE

4,9 Md

d'euros de chiffre d'affaires*



10% en volume et 36% en valeur de la consommation mondiale de vins effervescents

0,5% de la surface du vignoble mondial et 4% du vignoble français

34 300 hectares

3 119 crus

3 milliards de bouteilles expédiées

16 000 vigneronniers, 140 coopératives

Source : Comité du Champagne

* Hors taxe au départ de la Champagne



FINANCE LES PME RÉGIONALES



DES FINANCEMENTS
ADAPTES A VOS PROJETS
DE 100K€ À 2M€

200

entreprises
financées
tous secteurs
d'activités

2000

entreprises
accompagnées
depuis
35 ans

15 M€

de capacité
annuelle
d'investissement

NOUS LES ACCOMPAGNONS :



finorpa@finorpa.fr
finorpa.fr

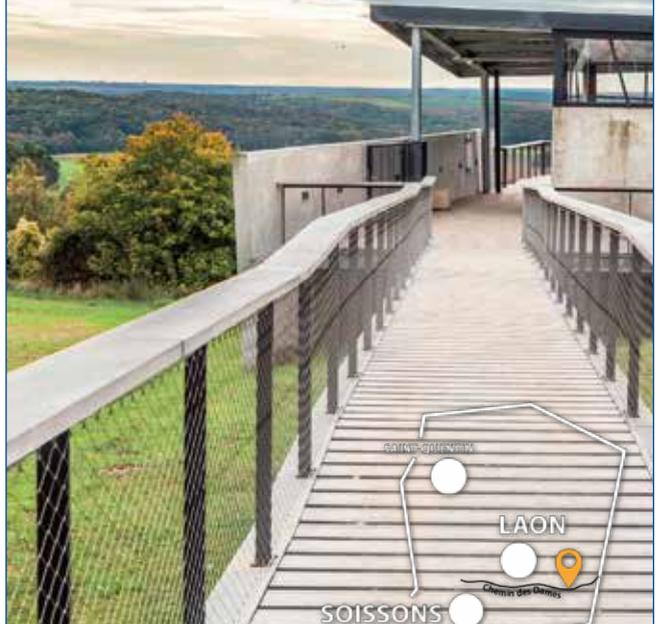
NOUVEAU!



Centre d'Accueil du Visiteur

CHEMIN DES DAMES ■ CAVERNE DU DRAGON

TOUS LES JOURS ENTRÉE LIBRE



LA PORTE
D'ENTRÉE
DU CHEMIN
DES DAMES
03 23 25 14 18



www.chemindesdames.fr



La région mise sur la beauté

Avec plus de 50 établissements, dont quatre leaders mondiaux et près de 4 300 emplois, les Hauts-de-France se situent à la 3^e place des régions françaises d'accueil des entreprises de fabrication de produits cosmétiques.

Par Brigitte FALGUIERE

L'industrie cosmétique en Hauts-de-France est dominée par quatre leaders mondiaux – L'Oréal, Chanel, LVMH et Palmolive Colgate –, entourés de structures plus petites. La production s'inscrit dans une filière très structurée, depuis la fabrication de matières premières jusqu'à la logistique, en passant par la fabrication des contenants et des emballages, sans oublier les centres de recherche et développement et les organismes de formations spécialisées.

QUATRE LEADERS MONDIAUX

L'Oréal, Chanel, LVMH et Palmolive Colgate, des entreprises emblématiques qui font la renommée de l'industrie cosmétique française à travers le monde. Avec quatre sites et plus de 1 400 salariés, L'Oréal est le 1^{er} employeur de la cosmétique sur le territoire. Créée en 1966 par le groupe Yves Saint Laurent à Lassigny dans l'Oise, l'unité «Beauté Recherche & Industries» a été intégrée à la division luxe du groupe L'Oréal en 2008. Ses 490 salariés

fabriquent et conditionnent près de 3 500 produits de maquillage et parfums. A Caudry, dans le Nord, le site SICOS, créé en 1970 par le groupe L'Oréal, compte 420 salariés et fabrique des émulsions, produits de soin, mascaras et fonds de teint pour les marques Yves Saint Laurent, Helena Rubinstein, Armani, Lancôme, Biotherm,... A Gauchy, dans l'Aisne, l'entreprise Soproc, fondée en 1965, spécialisée dans la production d'aérosols cosmétiques et employant 250 salariés, a été

« Les Hauts-de-France, 1^{re} région française pour l'exportation de produits cosmétiques »

rejointe en 1985 par Fapagau, sans doute le plus grand centre de production de parfums de prestige au monde (250 salariés). Chanel a implanté en 1979 son site Chanel Parfum Beauté à Compiègne (Oise), pour la fabrication de parfums et de produits de soins visage et corps, avec 375 salariés, puis en 1987 une usine de fabrication de produits de maquillage à Chamant (Oise) avec 370 employés.

LVMH Fragrance Brands a repris le site historique fondé par Hubert de Givenchy à Beauvais (Oise) en 1968, dont les 330 salariés fabriquent les parfums et produits de maquillage de la marque. La société a ouvert en 1995 à Vervins, dans l'Aisne, une autre usine pour la fabrication des parfums et produits Givenchy, Kenzo, Bulgari et Fendi, ainsi que la mise en bouteille et le conditionnement, avec 200 salariés.

Enfin, l'usine Palmolive Colgate Industriel, installée en 1956 à Compiègne, dans l'Oise, est aujourd'hui le 1^{er} site européen du groupe, avec 460 salariés qui fabriquent plus de la moitié de sa production européenne globale de produits pour la toilette et de détergents, 30% des produits fabriqués à Compiègne étant destinés à l'export.

UN TISSU DE PME INNOVANTES

Aux côtés de ces poids lourds de la cosmétique, la région bénéficie également de la présence d'un tissu de petites et moyennes entreprises dynamiques et leaders sur leur segment. Citons notamment Alkos Cosmétiques à Hesdin-l'Abbé (Pas-de-Calais), qui formule, fabrique et conditionne des produits comme des crayons de maquillage dont il est le seul fabricant français, des savons et sticks parfumés. Ou encore Sarbec Cosmetics à Neuville-en-

Ferrain (Nord), sous-traitant pour la grande distribution ou des grandes marques ; le laboratoire Vabel à Morcourt (Aisne), spécialisé dans la fabrication de produits d'hygiène ; les parfums Jean-Jacques Vivier à Liomer (Somme), Stephid à Pont-Ste-Maxence (Oise)...

Mais la cosmétique va bien au-delà de la seule fabrication de produits de beauté : il s'agit de toute une filière, en amont et en aval de la fabrication. Certaines entreprises produisent des matières premières innovantes, comme la société Minasolve de Beuvry-la-Forêt (Nord), qui propose une alternative au paraben. D'autres sont les seules à fabriquer certaines substances, comme le groupe Aiglon à Précy-sur-Oise (Oise), unique fabricant de vaselines, cires et huiles pour la cosmétique. D'autres encore sont leaders sur leur marché, comme la société Roquette de Lestrem (Pas-de-Calais), leader mondial dans la production d'ingrédients d'origine végétale.

En matière de flaconnage et de moules pour la parfumerie et la cosmétique, c'est dans la «Glass Vallée» située dans la vallée de la Bresle, aux confins de la Somme et de la Seine-Maritime, que se concentrent près de 70 entreprises, parmi lesquelles Verescence à Mers-les-Bains (Somme). Et sur l'ensemble de la région, pas moins de 300 entreprises assurent l'emballage, le conditionnement et la logistique des produits de beauté. Des produits majoritairement destinés à l'export : en 2017, près de 4 milliards d'euros de parfums et cosmétiques sont partis des Hauts-de-France à destination des pays de l'Union européenne, mais aussi des Etats-Unis, de la Chine, de la Russie ou des Emirats arabes unis. Pour affirmer loin dans le monde le savoir-faire des Hauts-de-France.

ANALYSE

Patrick Leroy,
DIRIGEANT DE DISTIMEX



60% DE NOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES SE FAIT AU MOYEN-ORIENT

Depuis 2017, Distimex s'est spécialisée dans la création de cosmétiques, de bougies parfumées et surtout de parfums, pour le compte de marques internationales. Des vendeurs de prêt-à-porter ou encore des joailliers qui souhaitent se diversifier font appel à la société pour réaliser un produit de A à Z. Notre PME est la seule en France à présenter un service complet : nous avons intégré l'ensemble des acteurs de la création d'un parfum – c'est-à-dire le designer, le parfumeur, l'usine de production et d'expédition – dans notre entreprise, à Solesmes. Il y a des concurrents dans le domaine du design, des concurrents dans le domaine de la production, mais je ne pense pas avoir de concurrents qui font tout en une seule solution. C'est un avantage pour nos clients étrangers qui peuvent rencontrer toute l'équipe et discuter de la création d'un produit en une seule journée, à un seul endroit. Ces trois dernières années, nous connaissons un développement très important. Je voyage énormément pour faire des salons. 60% de notre chiffre d'affaires se fait au Moyen-Orient. Nous avons un bureau à Dubai, où je me rends tous les mois pour rencontrer mes clients de la partie orientale. Nous avons aussi un bureau d'achat en Chine pour l'approvisionnement des emballages. Mais les bouteilles et leur contenu sont produits à Solesmes, c'est totalement made in Hauts-de-France.»

ANALYSE

Thibault Dampierou,
PRÉSIDENT COFONDATEUR DE KURYOSITY LAB

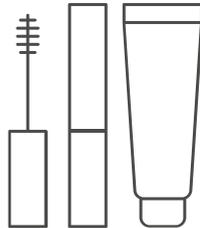


DES FORMULATIONS EXCLUSIVES POUR DES PRODUITS CLÉS EN MAIN

L'entreprise familiale que nous avons créée avec mon père et mes deux frères en 2016 conjugue l'expertise de mon père Christian en conception de produits cosmétiques haut de gamme et ma formation administrative et financière comptable. Notre objectif est de fournir des produits clés en main à nos clients, de grandes marques cosmétiques prestigieuses et des structures plus récentes tournées vers l'innovation. Depuis la conception du produit selon leur brief marketing jusqu'au choix de son packaging, en passant par la phase de tests et la fabrication par notre usine partenaire de l'Aisne, l'entreprise Vabel, nous fournissons des produits finis qu'il n'y a plus qu'à présenter sur les étagères de vente. La vingtaine de soins que nous mettons sur le marché chaque année proscrivent les ingrédients issus de la pétrochimie, les perturbateurs endocriniens, les conservateurs, le silicone... mais privilégient au contraire les produits naturels à souches actives, pour une efficacité maximale. Et devant le succès, souvent mondial, rencontré par nos crèmes, laits et autres gels, nous avons décidé de lancer notre propre ligne de soins sous la marque Curio, créée en 2018. Six produits vont sortir d'ici septembre, commercialisés en Chine grâce à nos partenaires et dans notre boutique parisienne, avant d'être lancés à plus grande échelle sur le marché européen.»

21014

C'est le nombre d'emplois dans la filière cosmétique en Hauts-de-France répartis parmi 381 établissements.

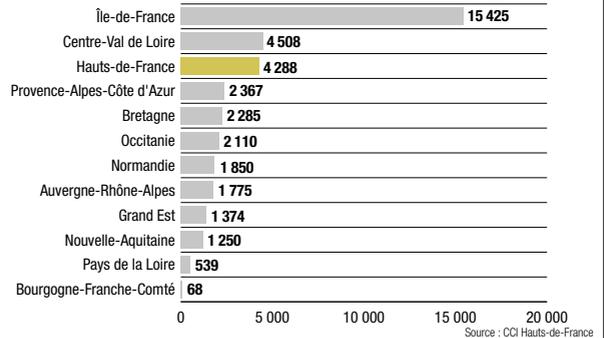


Source : CCI Hauts-de-France

RÉPARTITION. Les activités suivantes sont les plus importantes : les fournisseurs de matières premières (3 970 emplois dans 23 établissements), le flaconnage (3 500 emplois dans 12 entreprises), la fabrication de cosmétiques (4 130 emplois dans 30 entreprises) et l'emballage-conditionnement-logistique (9 036 emplois dans 298 établissements).

EMPLOIS DANS LA FABRICATION DE PRODUITS COSMÉTIQUES

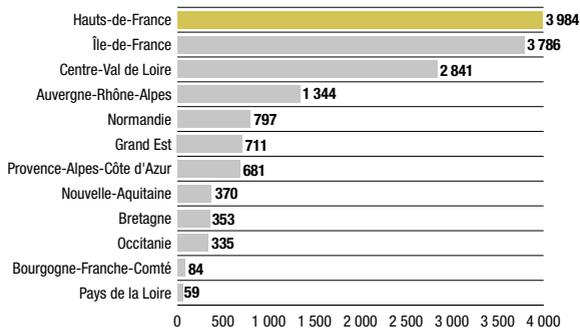
En 2017



Avec près de 4 300 emplois, les Hauts-de-France se placent dans le trio de tête des régions les plus employeuses du secteur.

EXPORTATIONS DU SECTEUR "PARFUMS, COSMÉTIQUES, PRODUITS D'ENTRETIEN"

En 2017, en millions d'euros

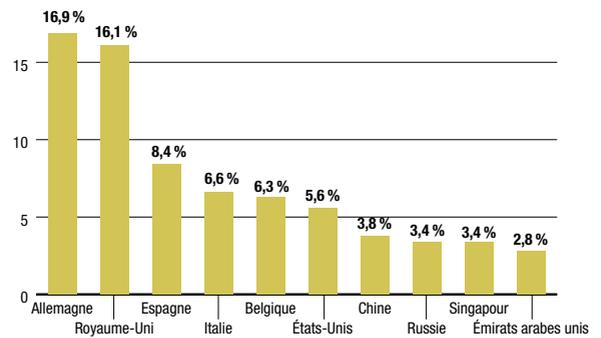


Source : CCI Hauts-de-France

LEADER. La région dépasse l'Île de France pour le volume d'exportations.

EXPORTATIONS DES HAUTS-DE-FRANCE DE COSMÉTIQUE

En 2017, les 10 premiers pays clients concernés

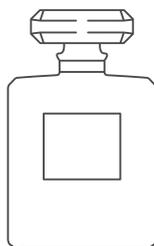


Source : CCI Hauts-de-France

EUROPE. Les pays de l'Union européenne sont les principaux destinataires des produits cosmétiques fabriqués en Hauts-de-France et représentent 66% des exportations.

7000

C'est le nombre de salariés en 2017 dans la vallée de Bresle.



Source : CCI Hauts-de-France

PARFUMERIE. Également appelée Glass Valley, le territoire produit plus de 70% des flacons de luxe pour la parfumerie, les spiritueux ou la pharmacie du monde, à travers 70 entreprises.

6 M€

C'est la somme que compte investir La Maroquinerie Thomas pour s'installer au sein du Grand Arras.



Source : Hauts-de-France

LUXE. Établie à Paris depuis 1937 et travaillant pour les plus grands noms du luxe, l'entreprise s'agrandit et va ainsi construire une nouvelle usine de près de 3 000 m² dans le parc d'activités Actiparc. 250 emplois devraient être créés d'ici 2022.

Les
Scènes
BARRIÈRE

DÎNER +
SPECTACLE

69€

/pers.

AU LIEU DE 74€

À PARTIR DE
20 PERSONNES

CUBANISTA

LA COMÉDIE MUSICALE

15 ARTISTES EN LIVE

UNE PRODUCTION DU GROUPE BARRIÈRE

MISE EN SCÈNE ALEXIS MERIAUX CHORÉGRAPHIE RAFFAELE LUCANIA

B
BARRIÈRE

30 DATES JUSQU'EN 2020

CASINO LILLE

RÉSERVATIONS WWW.CASINOLILLE.FR + 03 28 144 600

18+ | JOUER COMPORTE DES RISQUES : ENDETTEMENT, DÉPENDANCE... APPELEZ LE 09 74 75 13 13 (APPEL NON SURTAXÉ)



Une région dynamique en matière de silver économie

En 2015, les personnes de plus de 60 ans représentaient un quart de la population française. À l'horizon 2060, selon des projections démographiques de l'INSEE, elles seront 23,6 millions. La région Hauts-de-France compte, quant à elle, 25% de personnes âgées de plus de 60 ans dans sa population. Pour répondre aux besoins et impératifs de cette population, la silver économie, filière industrielle spécialisée, s'organise autour de nombreux acteurs régionaux.

Par Nadia DAKI

Dans la région Hauts-de-France, la population des plus de 65 ans est amenée à connaître une forte croissance : +64% entre 2015 et 2030. Les seniors seront ainsi plus nombreux que les moins de 20 ans sur cette même période. Parallèlement, l'espérance de vie va augmenter, passant de 83 ans aujourd'hui à 86 ans en 2025 et 88 ans en 2035.

C'est à partir de 60 ans que les pathologies dites de civilisation, souvent liées au vieillissement, connaissent le plus d'incidences. En région, c'est en particulier le diabète qui est surreprésenté, avec deux points de plus par

rapport à la moyenne nationale (7% en région Hauts-de-France contre 5% au niveau national). La région est aussi particulièrement affectée par les maladies neurodégénératives et constitue l'un des territoires les plus touchés avec 70 000 personnes souffrant d'une des trois pathologies suivantes : Alzheimer, Parkinson et sclérose en plaques.

C'est dans ce contexte qu'un écosystème de soin et de recherche s'est développé pour apporter de nouvelles solutions thérapeutiques et médicales aux patients touchés par ces maladies. La silver économie pour la

région représente un réseau de recherche qui s'appuie sur un tissu industriel de plus 1 000 entreprises employant 30 800 salariés. Elle concerne les secteurs de la biotechnologie, de la pharmacie, des medtech et de la e-santé.

« Nous sommes une région très active sur le sujet, introduit Etienne Vervaecke, directeur général d'Eurasanté, le pôle économique régional dédié à la filière bio-santé. C'est un secteur très composite et nous avons la chance de composer sur notre territoire avec des acteurs économiques, industriels et académiques qui pèsent lourd. »

« La silver économie représente un réseau de recherche qui s'appuie sur un tissu industriel de plus 1 000 entreprises employant 30 800 salariés »

SANTÉ ET INNOVATION

La région peut compter sur sa filière santé et nutrition, très active et dont les grands groupes qui la composent rayonnent sur le plan international. Ce vaste réseau de PME et PMI, occupe une place particulière dans l'économie régionale puisqu'il pèse à hauteur de 12 milliards d'euros dans l'économie, plaçant ainsi la région à la 3^e place des pôles d'importance nationale. Les entreprises de cette filière interagissent avec un vaste réseau d'institutions de recherche (80 laboratoires associant 4 000 chercheurs publics et privés), axés sur des thématiques de santé importantes : cancer, maladies cardio-métaboliques, pathologies neurodégénératives, maladies chroniques de l'intestin. Face aux enjeux du vieillissement de la population, les acteurs de la filière santé

et nutrition ont développé une offre de services et de produits dédiés aux utilisateurs (acteurs du soin, du maintien à domicile) répondant aux besoins des seniors. Ce sont aujourd'hui plus de 400 entreprises (représentant 8 000 emplois) qui sont actives et qui conçoivent des produits et services améliorant la vie des personnes fragilisées, tout en préservant leur autonomie le plus longtemps possible.

Parmi elles, Unaide, incubée à Eurasanté, qui a créé Clara, le premier aidant connecté. Il permet une prise en charge 24 heures sur 24 dans le but d'assurer la sécurité de la personne suivie et de permettre un lien social. «Clara s'assure de l'état de santé de la personne suivie, suit son sommeil, sa nutrition, son hygiène, son hydratation et même la prise de son traitement, sans avoir à porter, actionner, programmer quoi que ce soit et en

préservant l'intimité. Pour ce faire, il suffit de lui parler», explique Mathieu Michiels, cofondateur d'Unaide.

Chaque année depuis 2017, les différents acteurs de la silver économie se retrouvent lors d'un salon à rayonnement international, AgeinFit. L'occasion de présenter des avancées technologiques, des travaux de recherche, et d'échanger autour de la santé des personnes âgées.

AGEINFIT, UN RENDEZ-VOUS INCONTOURNABLE

Première plateforme de rencontres et d'échanges à l'échelle de l'Europe, AgeinFit en est à sa quatrième édition. Organisée à l'initiative d'Eurasanté, en partenariat avec l'association France Silver Eco et le pôle Nutrition-Santé-Longévité, AgeinFit est une vitrine incont-

table d'innovation et de recherche. «AgeinFit est en train de devenir une convention européenne et internationale de référence en matière de silver santé, de e-business et de e-innovation», précise Etienne Vervaecke.

L'édition 2019 a réuni plus de 600 participants. La prochaine édition se tiendra à Nice en 2020. «Nous allons très probablement franchir une masse critique avec plus de 700 participants», ajoute Etienne Vervaecke. On observe d'ores et déjà une accentuation de la présence internationale qui devrait représenter 50% de nos visiteurs.» Une douzaine d'ateliers et de rencontres vont s'articuler autour de la nutrition et du vieillissement, du développement des applications numériques, avec notamment les objets connectés, et de la prise en charge à domicile.

95% DES PERSONNES

REÇOIVENT OU DONNENT UN OBJET PUBLICITAIRE.

ET VOUS ?



Textile



Stylos



Carnets



Mugs



Clés USB



High-Tech

OBJET EXPRESSION

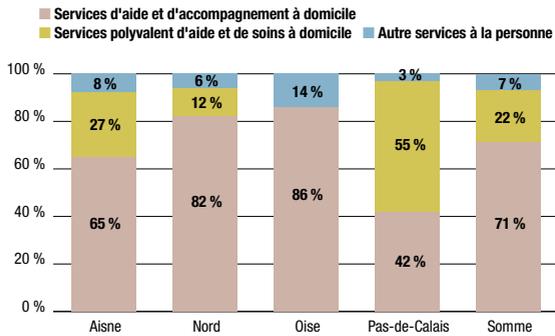
objet publicitaire - textile publicitaire - cadeau d'affaire



29 Chemin du Cartelot - 59290 Wasquehal - Tél. 03 66 72 43 28

info@objet-expression.com - www.objet-expression.com

ORGANISMES DE SERVICES À LA PERSONNE EN HAUTS-DE-FRANCE
En 2018, en %

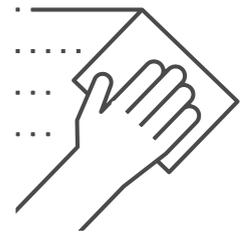


Source : Direccte Hauts-de-France

C'est l'Oise qui compte le plus grand nombre d'organismes d'aide et d'accompagnement à domicile.

50%

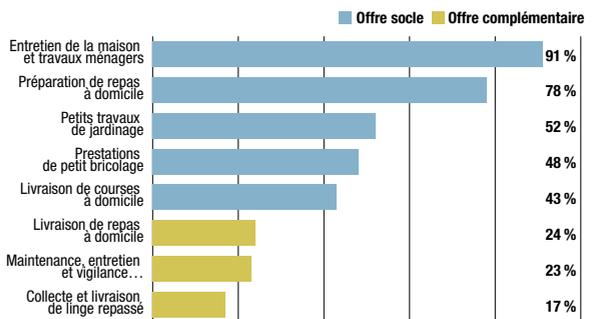
C'est la proportion d'entreprises de services à la personne (SAP) appartenant au secteur privé à but lucratif en 2018 en Hauts-de-France.



Source : Direccte Hauts-de-France

STATUT JURIDIQUE. 38% sont des SAP privées à but non lucratif réalisant plus de la moitié des heures réalisées par toutes les entreprises et 12% sont des SAP publiques. Parmi les SAP privées à but lucratif, 62% sont des SARL (Société à Responsabilité Limitée).

OFFRE DES ENTREPRISES DE SERVICES À LA VIE QUOTIDIENNE
En 2018, en Hauts-de-France

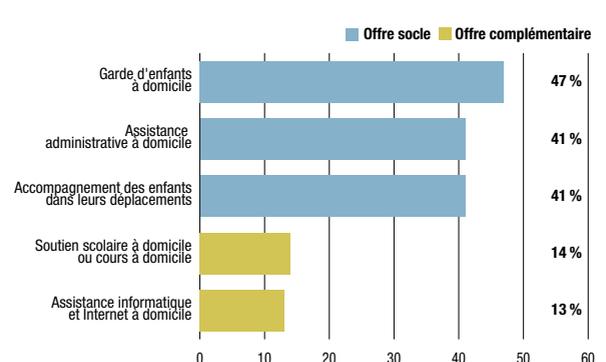


Source : Direccte Hauts-de-France

Une entreprise peut proposer plusieurs types de services.

L'entretien de la maison et les travaux ménagers restent l'offre la plus plébiscitée en région, juste devant la préparation de repas à domicile.

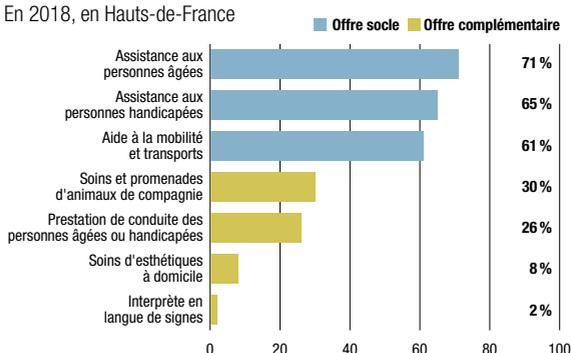
OFFRE DES ENTREPRISES DE SERVICES À LA FAMILLE
En 2018, en Hauts-de-France



Source : Direccte Hauts-de-France

Une entreprise peut proposer plusieurs types de services.

OFFRE DES ENTREPRISES DE SERVICES AUX PERSONNES DÉPENDANTES
En 2018, en Hauts-de-France



Source : Direccte Hauts-de-France

Une entreprise peut proposer plusieurs types de services.

Sans surprise, l'assistance aux personnes âgées arrive en tête de l'offre des entreprises de services.

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA GESTION DU PERSONNEL D'INTERVENTION
En 2018, en Hauts-de-France

	Parfois	Souvent	Total
Recrutement de personnel qualifié	22%	61%	83%
Remplacement des professionnels absents	31%	48%	79%
Arrêt maladie de longue durée (supérieur à 3 jours)	39%	37%	76%
Absentéisme de courte durée (inférieur à 3 jours)	34%	40%	74%
Recrutement de personnel qualifié	34%	30%	64%
Recrutement de personnel non qualifié	31%	31%	62%
Turn-over des employés	41%	19%	60%
Troubles musculo-squelettiques du personnel d'intervention	37%	12%	49%
Visibilité insuffisante sur les parcours de formation existants	31%	15%	46%

Source : Direccte Hauts-de-France

TENSIONS. Les services à la personne emploient plus de 92 000 salariés, soit 4,6% de l'emploi total régional. Un poids équivalent à l'agroalimentaire. Le Nord en concentre 42%. L'activité fait face à de nombreuses difficultés d'embauches, notamment liées à la qualification et à l'absentéisme.

ANALYSE

Mathias Povse,
DÉLÉGUÉ RÉGIONAL EDF HAUTS-DE-FRANCE
ET DIRECTEUR COMMERCE NORD-OUEST



“ COCONSTRUIRE DES SOLUTIONS AVEC NOS CLIENTS

Dans le cadre de la stratégie nationale bas carbone et de la Programmation pluriannuelle de l'énergie, EDF accompagne ses clients – particuliers, entreprises et collectivités – à traduire la transition énergétique dans leurs activités du quotidien. Nous apportons notre expertise et notre appui au-delà de la fourniture d'électricité ou de gaz, en proposant une solution énergétique tenant compte de leurs caractéristiques et de leurs besoins. Pour les particuliers, EDF a notamment lancé «Mon chauffage durable», pour les inciter à passer vers une solution zéro carbone avec l'installation d'une pompe à chaleur, ou encore avec des moyens décarbonés de production et d'usage pour les industriels. Notre expertise nous permet d'allier une maîtrise de la consommation d'énergie en substituant la consommation d'énergie résiduelle par une approche bas carbone. Ces solutions entrent exactement dans la démarche rev3 qu'EDF soutient depuis son origine. Notre ambition ? Faire de la transition énergétique une opportunité de questionnement sur son mode de fonctionnement. Quand on parle de neutralité carbone en 2050, il faut savoir que 75% des bâtiments qui existeront existent déjà : cela pose un vrai questionnement sur la rénovation et la requalification énergétique. Les collectivités s'impliquent elles aussi dans ces démarches. Récemment, EDF a lancé dans neuf métropoles françaises (dont Lille), IZI by EDF, une plateforme numérique de services aux particuliers et petits professionnels. Nous devons utiliser les usages de l'énergie, les traduire dans le contexte actuel et amener notre expertise à l'ensemble de nos clients.»

ANALYSE

Henri Sabatié-Garat, DÉLÉGUÉ
GÉNÉRAL DE LA CENTRALE D'ACHAT PUBLIC
CAP'OISE HAUTS-DE-FRANCE À BEAUVAIS



“ NOUS SOMMES UN FACILITATEUR DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Cap'Oise Hauts-de-France est une centrale d'achat public locale qui a dix ans d'existence et qui met à la disposition de ses clients et de ses bénéficiaires des produits à des prix très compétitifs grâce à la mutualisation des besoins. Nos bénéficiaires sont l'ensemble du secteur public de la région et les établissements privés qui ont une mission d'intérêt général. Nous avons plus de 600 clients : de la commune au Conseil régional, de l'école à l'université, du centre hospitalier à l'Ehpad, sans oublier les syndicats des eaux ou encore les aéroports. Tous nos clients sont importants, de la commune de 1 000 habitants aux plus grosses collectivités. Nous avons des produits diversifiés : du matériel d'espace vert, de nettoyage, des panneaux de signalisation, du sel de déneigement, du matériel électrique, de l'éclairage, de la plomberie et de l'informatique... En gros, l'ensemble des fournitures pour que nos interlocuteurs puissent se concentrer sur leurs missions essentielles. Nous sommes très à l'écoute de nos clients, et puis nous connaissons parfaitement le territoire car nous sommes implantés un peu partout par l'intermédiaire de bureaux locaux assurant une assistance technique si nécessaire. En résumé, nous sommes l'intermédiaire entre le monde économique, le secteur marchand et le secteur public, et nous apparaissions comme un facilitateur de la commande publique. Ce qu'on apprécie chez nous, c'est notre réactivité et notre ancrage qui nous permettent d'être proche de nos donneurs d'ordre et de nos fournisseurs.»



Alarme anti-intrusion



Coffres-forts



Vidéo-protection



Reproduction de clés



Générateurs de brouillard



Portes blindées



Contrôle d'accès



Serrures de sécurité



Armoire de gestion électronique



Dépannage SAV
toute marque
de coffres

À VOTRE ÉCOUTE
POUR VOTRE SÉCURITÉ
DEPUIS 1983

Votre installateur local
certifié



Service d'Installation
et de Maintenance
de Systèmes de :
Détection d'Intrusion (NF 367 I81)
catégories ABC
Certificat n° 81-367/10/128
Vidéo-protection (NF 367 I82)
Certificat n° 82-367/13/116
Certifications délivrées par
AFNOR Certification
www.marque-nf.com
et CNPP. Cert www.cnpp.com



gestion@francealarmenord.com
gestion@nordcoffre.com

📍 LILLE

10 et 11 Place Jeanne D'arc
03.20.54.05.90

📍 BOULOGNE S/ MER

3 rue Coquelin
03.21.33.49.82



Une économie qui veut gagner en visibilité et compétences

Livre blanc, déploiement d'une stratégie marketing, projet de monnaie locale, nouveaux outils de financement... Les acteurs de l'ESS régionale souhaitent bousculer le secteur et convaincre que c'est une solution locale de relance économique.

Par Anne HENRY-CASTELBOU

Enfin, la région dispose d'un livre blanc ambitieux, avec statistiques et enjeux du secteur de l'ESS. C'est à l'initiative d'un duo féminin de choc, la présidente de la CRESS (Chambre régionale

de l'ESS), Peggy Robert, et sa directrice, Hager Khezami. Présenté en janvier dernier à Lille, cet audit révèle quelques chiffres clés : 75% des salariés sont satisfaits de leurs conditions de travail ; la MEL

– Métropole européenne de Lille – concentre 25% des emplois de l'ESS (plus de 50 000) et ce secteur représente 11,2% des emplois de la région (données INSEE 2015), un chiffre stable sur cette dernière décennie.

Est-ce un manque de dynamisme ? Pour Hager Khezami, «ça montre que l'ESS sait résister dans un contexte économique difficile».

Ce livre blanc annonce également une nouvelle stratégie de la CRESS, comme l'explique la

“ Il faut montrer que ce n'est pas simplement l'économie du social mais celle de la solution locale ”

directrice : «Il faut développer la notoriété de ce secteur, montrer que ce n'est pas simplement l'économie du social ou des pauvres mais celle de la solution locale. Les acteurs de l'ESS souhaitent également monter en compétences en matière de gestion des ressources humaines, veille réglementaire, collecte de fonds européens...» Des territoires vont être ciblés par la CRESS (Bassin minier, la Sambre-Avesnois, Thiérache, sud de l'Oise), en créant des clubs d'entreprises et plus de coopération entre sociétés publiques et privées.

Un livre vert paraîtra prochainement avec des solutions concrètes pour aider les structures de l'ESS. La CRESS se veut aussi un relais du French Impact, l'initiative du Haut-Commissaire du gouvernement à l'ESS, Christophe Itier, qui cherche à promouvoir le secteur en France.

LES ATTENTES DES ENTREPRENEURS

Mais certains entrepreneurs présents lors de la présentation du

livre blanc restent sceptiques : «On a le sentiment qu'il y a trop de structures institutionnelles de l'ESS qui semblent s'éparpiller dans leur action.» Pour Pierre Thomas, président de l'URSCOP – Union régionale des SCOP – et SCIC des Hauts-de-France (sociétés coopératives), «c'est une bonne chose que la CRESS ait été renforcée dans sa gouvernance. Elle doit maintenant contribuer à plus de collaboration entre les différentes familles de l'ESS : associations, coopératives, mutuelles, entrepreneurs sociaux, fondations... Il faut renforcer le réseau. Plus on fera de l'économie entre nous, plus on sera fort.»

Mais ceux qui ont passé le pas ne le regrettent pas, comme l'entreprise Façonnable, une imprimerie de Mouvaux (59) rachetée par ses salariés en 2018 en SCOP. Pour son directeur, Vianney Duhoo, «la coopérative a permis plus de polyvalence, de dialogue et d'investissement des personnes, ce qui est nécessaire sur un marché difficile.» Ou encore la petite entreprise lilloise Les Mains dans le guidon, un atelier d'auto-réparation de vélos, dont le cocréateur, Grégoire Seneclauze, cherchait un projet avec du sens : «Au-delà du recyclage des vélos, nous cherchons aussi à transmettre un savoir-faire.» Un nouveau concept de structures de l'ESS commence également à se déployer – les Communs –, comme l'explique Amélie Lefebvre, coordinatrice de la ChairESS des Hauts-de-France : «Ce sont des communautés regroupées autour d'une ressource ou d'une thématique avec des règles communes, avec ou non une activité économique. C'est le cas du SHILAB, avec des acteurs privés et publics de la région qui

travaillent sur la façon dont l'ESS s'empare du numérique.»

NOUVEAUTÉS

Le nouvel incubateur «Evident !» a lancé en avril 2019 sa première promotion de porteurs de projet ESS. L'appel à projets de la MEL «Entreprendre autrement» se poursuit cette année et en 2020 (soutien aux projets ESS jusque 20 000 euros). Début 2020, le St-So Bazaar va ouvrir à la gare Saint-Sauveur à Lille, sur 5 000m². Ce nouveau pôle économique sera dédié à l'économie créatrice (artisans, artistes, chercheurs, fablab, coworking...). Ce projet est porté par Initiatives et Cité, premier cluster de l'ESS de

France, et la coopérative européenne Smart. Une monnaie locale va voir le jour sur la MEL ; une étude assistance à la maîtrise d'ouvrage est en train de tracer son plan de déploiement.

Mais pour Marc Godefroy, conseiller métropolitain délégué à l'ESS à la MEL, rencontré lors des deuxièmes Assises métropolitaines de l'ESS de la MEL en février dernier, l'argent reste le nerf de la guerre : «La MEL, la Région et l'Etat doivent travailler davantage ensemble pour simplifier l'accès aux financements. Trop d'entrepreneurs sont payés avec retard ou n'arrivent pas à accéder aux aides. C'est un sujet qu'il faut bousculer pour que l'ESS sorte de la clandestinité !»

ANALYSE

Julien Fortin, DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ À LA CAISSE SOLIDAIRE, RESPONSABLE OPEN INNOVATION AU CRÉDIT COOPÉRATIF



“ NOUS N'INTERVENONS JAMAIS SEULS ”

Aujourd'hui, on voit émerger de nouvelles pratiques, comme le crowdfunding, où les gens prêtent de l'argent en direct. Nous nous sommes demandé comment adapter au secteur bancaire ces méthodes de crowdfunding. Comment adapter la banque à des circuits courts économiques ? C'est comme ça qu'est née l'idée de pop'up banking. Ce qui est proposé au client, c'est une réponse à la demande des 66% de Français qui veulent donner du sens à leur argent. L'argent déposé par le client est garanti au même titre que tout dépôt bancaire. Derrière, le client bénéficie d'une communication qui est faite de l'utilisation de son argent. L'intérêt, c'est qu'en plus, il peut prendre connaissance de l'impact de son argent. L'ambition est de répondre, via le pop'up banking, à des besoins de financement mal couverts d'entreprises qui contribuent à la cohésion territoriale. Le premier critère regardé, hors de l'analyse financière, c'est le maintien et la création d'emplois. Ensuite, vient l'analyse des indicateurs relatifs aux aspects sociaux et environnementaux. Enfin, nous n'intervenons jamais seuls. Le financement et l'accompagnement des entreprises sont des métiers de réseau. Ils le sont d'autant plus au sein du groupe Crédit Coopératif, banque historique de l'économie sociale et solidaire, auquel la Caisse Solidaire est associée. Quand nous aidons une entreprise, nous apportons la part qui permet de compléter son plan de financement et de déclencher les autres financements. Pour cela, nous travaillons avec des partenaires qui sont au contact des entrepreneurs et qui peuvent être des réseaux d'accompagnement comme l'ADIE, des financeurs solidaires, des collectivités territoriales ou des chambres de consulaires.»

ANALYSE

Emmanuelle Besançon,
CHARGÉE DE RECHERCHE ET DE TRANSFERT
À L'INSTITUT GODIN



“ DÉVELOPPER DES
OUTILS À DESTINATION
DES PORTEURS
DE PROJET

À l'Institut Godin, nous répondons aux problématiques que se posent les acteurs du territoire, qu'ils soient publics ou privés, en apportant nos compétences de recherche et en développant des outils à destination des porteurs de projet, par exemple. Nous menons des travaux de recherche en partant des interrogations portées par les acteurs. Ainsi, dès 2010, l'innovation sociale est une notion qui a fait l'objet d'une appropriation par les différents collectifs, aussi bien sur le plan régional que national. Nous avons été sollicités par nos partenaires pour travailler sur cette notion et aboutir à des outils. Nous avons, par exemple, créé des marqueurs de caractérisation et d'analyse de l'innovation sociale, et différents capteurs comme des tableaux de suivi ou des tableaux de bord des pratiques solidaires. Ce travail est mené en partenariat avec des universités car nous sommes des chercheurs rattachés à la fois à des laboratoires de recherche et à des universités sur Lille, Amiens et Paris. L'Institut compte six chercheurs, dont quatre doctorants, spécialisés en sciences économiques, en gestion et en sociologie. Nous avons un ancrage régional car, historiquement, nous sommes nés à Amiens et nos partenaires initiaux sont également régionaux. Mais nous intervenons sur d'autres territoires, aussi bien en France qu'à l'international. Nous réalisons de nombreuses conférences sur nos sujets de prédilection. Notre vocation est d'outiller et transférer ces outils auprès des structures d'accompagnement et des acteurs de l'innovation solidaire et sociale.»

ANALYSE

Anne-Gaëlle Charvet,
PRÉSIDENTE DE CHÊNELET

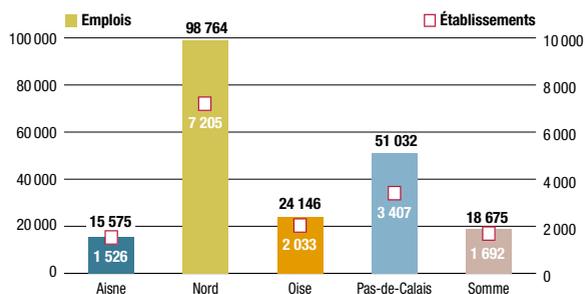


“ DEPUIS 30 ANS,
6 500 SALARIÉS SONT
PASSÉS CHEZ NOUS

Nous sommes une entreprise apprenante à vocation sociale. Nous formons des gens qui sont en chômage de longue durée, sur une période de 18 mois en moyenne. Ce sont majoritairement des personnes qui n'ont pas d'expérience ni de diplôme, ou qui ont eu une rupture dans leur trajectoire de vie – par exemple, une entreprise dans laquelle ils ont travaillé une bonne partie de leur vie qui a fermé... Nous dispensons une formation certifiante pendant le contrat. Nous dispensons 35 000 heures de formation par an, formation certifiée avec des diplômes que l'industrie reconnaît. Avec un chiffre d'affaires de 5 millions d'euros par an, nos activités vont du travail du bois (palette, écoconstruction) jusqu'à la restauration et l'alimentaire. Nous produisons par exemple des soupes, des jus de pomme... Au total, sur nos quatre sites – dont deux dans les Hauts-de-France –, nous avons 280 salariés, dont 220 en insertion. Par an, nous accueillons 350 personnes. Notre activité a démarré il y a 30 ans. Au long de ces années, 6 500 salariés sont passés chez Chênelet. Notre premier objectif est de redonner un cadre de travail aux personnes qui ont été éloignées du monde du travail trop longtemps et de leur redonner l'habitude de la vie en entreprise. Malgré cela, nos clients ne savent pas toujours que nous sommes une entreprise d'insertion par le travail : on ne s'en sert pas comme excuse pour ne pas être exigeant au niveau de la qualité du travail que l'on fournit.»

EMPLOIS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
EN HAUTS-DE-FRANCE

En 2014

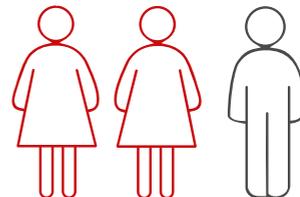


Source : Cress

DISPARITÉS. Le Nord concentre 4 fois plus d'emplois que l'Aisne et 2 fois plus que le Pas-de-Calais.

2/3

C'est la proportion de postes de l'économie sociale et solidaire occupés par des femmes en Hauts-de-France.

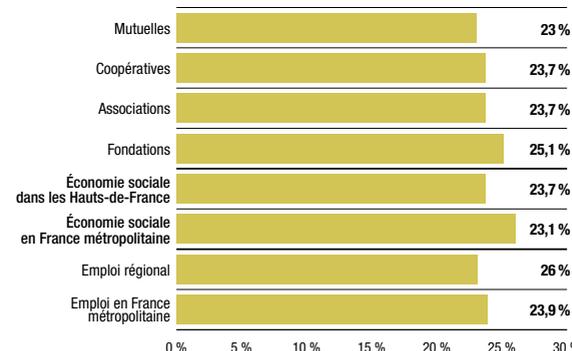


Source : Insee

FÉMININ. Autrement dit, plus de 63% des postes sont pourvus par des femmes, proportion bien supérieure à la moyenne de 46,9% de féminisation des emplois de la région. Ce sont dans les mutuelles et les fondations qu'il y a le plus grand nombre de femmes : plus de 71% des postes. Par ailleurs, elles occupent davantage de postes à temps partiel.

VIEILLISSEMENT DES SALARIÉS

Part des plus de 50 ans (%) en 2014, dans les Hauts-de-France



Source : Insee

La part des plus de 50 ans située dans la moyenne nationale et les fondations rassemblent le plus grand nombre de plus de 50 ans.

LES RENDEZ-VOUS

Nature 2019

240

**SORTIES GRATUITES
PRÈS DE CHEZ VOUS**



Programme disponible

- dans les offices de tourisme
- sur lenord.fr/rdvnature

© Création: Département du Nord - DuCom (PV) - 2019 - C'est l'histoire de l'été, www.nord.com

Le commerce en centre-ville à «réinventer»

L'Etat a lancé ce dispositif en faveur des villes moyennes. Objectifs : renforcer les projets pour dynamiser leurs centres-villes et en susciter d'autres. Exemples avec Cambrai, Laon, Maubeuge et Saint-Quentin.

Par Bernard KRIEGER



Les centres des villes moyennes souffrent en général des mêmes maux : concurrence de la grande distribution en périphérie et/ou effet d'aspiration des gros centres urbains proches. L'Etat a lancé Action cœur de ville (voir encadré) afin de les aider à lutter contre la fuite de la clientèle et la désertification. Selon les cas, on parle de reconquête, de réinvention, de sauvetage...

CAMBRAI : UNE ATTRACTIVITÉ À CONFORTER

Du côté de la municipalité de Cambrai (33 000 habitants), on estime que l'équilibre du tissu commercial a été plutôt préservé et que le plan Action cœur de ville a déjà attiré l'attention d'investisseurs. Un plan qui aidera à financer une étude sur le commerce ainsi que sur le stationnement et la circulation dans les axes dits stratégiques.

Tout cela complétera la récente réhabilitation du marché couvert de la place Fénelon avec l'ajout d'un espace intérieur de 800 m². On peut citer aussi le «vieux Cambrai», classé en quartier prioritaire, qui bénéficie de mesures d'accompagnement. L'exonération de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et d'autres taxes, ainsi que l'aide aux

façades sont d'autres outils. À Cambrai, il s'agit de booster ce qui a déjà été engagé.

LAON : UN «POTENTIEL ÉNORME»

À Laon (25 300 habitants), le périmètre comprend trois pôles : celui de la cathédrale ; celui de la gare, jugé animé et vivant ; et celui de Vaux, traversé par la rue Eugène-Leduc, commerçant également. Dans ce dernier, Sylvie Letot, conseillère déléguée au développement commercial et artisanal, précise qu'il est question de créer une halle de marché de 600 m², polyvalente dans sa vocation et de l'édifier sur un terrain de 10 000 m² à réaménager pour l'occasion. «Ce projet, estimé à 2,5 millions, a été rendu plus ambitieux grâce à Action cœur de ville.» Le secteur médiéval a vu ses attraits historiques complétés d'une Maison des métiers d'art l'an dernier. Des animations y sont proposées. Ainsi, l'été dernier a été accompagné d'une décoration de parapluies colorés dans la rue Châtelaine. L'élue explique qu'un porte-à-porte a permis de sensibiliser les propriétaires au montant des loyers et à l'embellissement des cellules commerciales. Pour Sylvie Letot, «Laon

SOUTIEN STRATÉGIQUE

Fin 2017, le ministère de la Cohésion territoriale a lancé Action cœur de ville, un programme destiné aux villes moyennes et à leurs partenaires habituels (intercommunalités, services d'État, Caisse des dépôts, logeurs sociaux...). Le commerce est concerné, mais aussi l'habitat, les services publics, le patrimoine, l'aménagement de l'espace public (déplacements, traitement des friches...). L'État incite les communes à faire réaliser des études et à mettre en place des stratégies d'ensemble en lien avec les dispositifs déjà existants.

a un potentiel énorme. On a tendance à oublier qu'elle est la préfecture de l'Aisne et que la ville de Reims n'étant pas loin, il faut retenir les habitants.»

MAUBEUGE : RECONQUÊTE EN COURS

À Maubeuge (30 000 habitants), le centre-ville souffre toujours de l'attraction de la zone commerciale d'Hautmont/Louvroil. Comme le rappelle son maire, Arnaud Decagny, Maubeuge figure déjà dans tous les dispositifs d'État et Action Cœur de ville viendra en appui de ce qui a déjà été engagé ces dernières années en matière de reconquête de friches et de terrains inutilisés, en vue d'y créer des équipements (complexe cinéma,

parking silo...) et de recréer des logements. En ce moment, le secteur proche de la gare s'apprête à connaître une grande transformation. Il s'agit des 20 hectares de la friche du Gazomètre, comprenant site industriel, friche commerciale, espaces boisés. Coût annoncé : environ 15 millions d'euros. La construction de logements sociaux et privés, de complexes de loisirs (bowling, billards, laser game, karting...), et le réaménagement des espaces publics et des voiries sont en discussion. Enfin, un projet de marché couvert sur la place de Wattignies a été annoncé.

SAINT-QUENTIN SUR PLUSIEURS FRONTS

À Saint-Quentin (55 600 habitants), côté commerces, on reconnaît qu'il a fallu faire face à un taux de vacance en augmentation. Des solutions ont été mises en place : taxe sur les friches commerciales, recherche d'investisseurs privés, traitement des friches en vue d'y attirer des promoteurs, abatement sur la taxe foncière de 10% ou encore aides financières du fond FISAC (embellissement, agencement...).

Cette année, autre exemple, sous le nom de CommerceLab, la Ville lance cet été, dans le centre, un «*guichet unique*» destiné aux professionnels du commerce. Le but est de les inciter à passer aux objets connectés.

Saint-Quentin mise aussi sur la rénovation de la place de la Basilique, le tourisme, son label «*Ville d'art et d'histoire*», et son port de plaisance. Le programme Cœur de ville devrait aider aussi à transformer les anciennes Nouvelles Galeries en centre d'interprétation de l'art déco.

ILS NOUS ONT FAIT CONFIANCE pour céder leur commerce



Le fossile - Lille
Restaurant



La gentilhommière - Artres
Hôtel - Restaurant - Réceptions



Ospao - Wambrechies
Sauna Hammam Jacuzzi



Camping des pommiers
Thiembroune



MICHEL SIMOND

Réseau national de conseil en cession & acquisition - Commerces - Entreprises - Immobilier commercial

Courtier en prêts professionnels

L'équipe du CABINET DE LILLE vous apporte les solutions et l'expertise dans toutes les étapes de votre projet de cession ou d'acquisition de COMMERCE

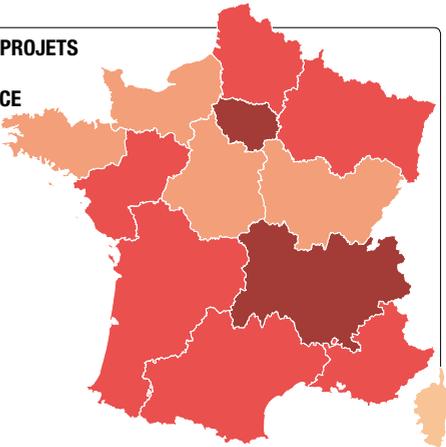
Michel Simond LILLE - Tél. **03.20.08.28.99** - lille@msimond.fr - www.michelsimond.fr



RÉPARTITION DES PROJETS DE RECRUTEMENT DANS LE COMMERCE

En 2019, projets non saisonniers

Poids de la région
 ■ > 10 %
 ■ Entre 5 et 10 %
 ■ Entre 1 et 5 %
 ■ < 1 %



Source : Pôle Emploi BMO

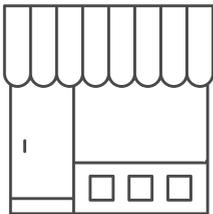
EMBAUCHES. Plus de 220 000 recrutements sur des postes non saisonniers sont prévus dans le commerce sur toute la France, dont 19 214 dans les Hauts-de-France (9 163 dans le Nord, 5 018 dans le Pas-de-Calais, 2 469 dans l'Oise, 1 613 dans la Somme et 951 dans l'Aisne).

TOP 10 DES MÉTIERS LES PLUS RECHERCHÉS

Dans le commerce de détail, en 2018, en Hauts-de-France

	PROJETS DE RECRUTEMENT	DIFFICULTÉS À RECRUTER	EMPLOIS SAISONNIERS
Employés de libre service	6 264	5 %	26 %
Caissiers	2 279	7 %	26 %
Vendeurs en habillement et accessoires (luxe, sport, loisirs et culturels)	2 054	23 %	41 %
Ouvriers non qualifiés de l'emballage et manutentionnaires	1 260	21 %	20 %
Vendeurs en produits alimentaires	777	22 %	45 %
Vendeurs en ameublement, équipement du foyer, bricolage	697	15 %	31 %
Attachés commerciaux	446	44 %	0 %
Vendeurs généralistes	426	20 %	51 %
Bouchers	392	58 %	6 %
Secrétaires bureautiques et assimilés	391	3 %	52 %

Source : Pôle Emploi BMO



31 %

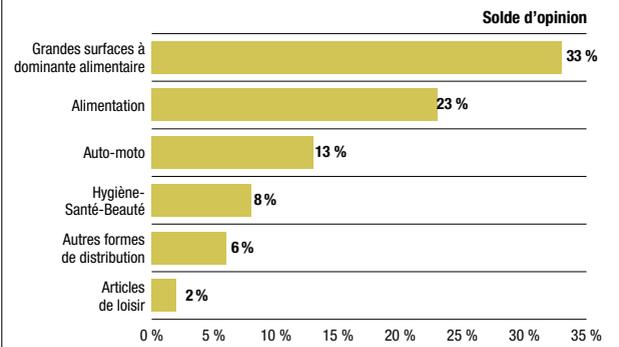
C'est la part de dirigeants dans le commerce de détail estimant avoir un mauvais niveau de trésorerie en septembre 2018, suite à l'enquête trimestrielle de conjoncture de la CCI Hauts-de-France.

Source : CCI Hauts-de-France

SOLDE NÉGATIF. 29 % des dirigeants pensent que leur trésorerie est bonne, soit un solde de -2 % au troisième trimestre 2018. Il était de -4 % en septembre 2016, puis était remonté jusqu'à +1 % en septembre 2017 avant de perdre trois points en septembre 2018.

SECTEURS DYNAMIQUES DU COMMERCE DES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018

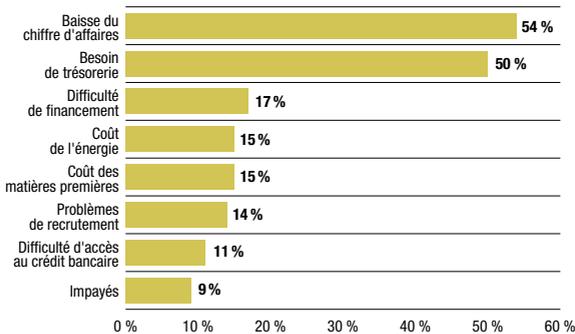


Source : CCI Hauts-de-France

OPINION. Selon les dirigeants participant à l'enquête de conjoncture des Hauts-de-France, les grandes surfaces à dominante alimentaire sont les plus dynamiques. Les secteurs estimés en difficulté sont l'équipement à la personne, les autres commerces de détail et les autres services divers.

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES COMMERÇANTS

En 2018, en Hauts-de-France

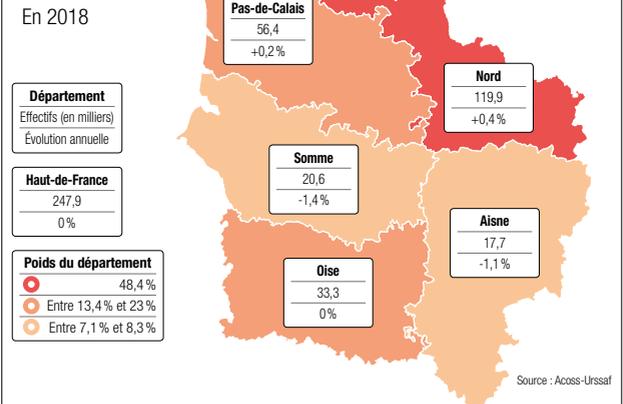


Source : CCI Hauts-de-France

FINANCES. La baisse du chiffre d'affaires et le besoin de trésorerie restent les difficultés récurrentes des commerçants. Les difficultés liées au coût de l'énergie et aux matières premières sont de plus en plus marquées au fil du temps.

EMPLOIS SALARIÉS PRIVÉS

En 2018



Source : Acoess-Urssaf

Sans surprise, le Nord compte le plus d'emplois salariés privés, grâce à l'implantation de nombreux sièges sociaux. L'Aisne et la Somme sont en recul.

ANALYSE

Pierre Marcotte,
PROMOTEUR IMMOBILIER À CALAIS



LA CITÉ EUROPE ABSORBE LA DEMANDE EN TERMES D'IMMOBILIER COMMERCIAL

Il est compliqué de parler de marché immobilier à Calais comme on pourrait en parler pour des villes comme Lille, étant donné que ce marché se base sur des opportunités ponctuelles. Le commerce reste compliqué car la Cité Europe est à proximité, continue à se développer et absorbe la demande en termes d'immobilier commercial. Pour les bureaux, cette année, nous avons réalisé 10 000 m² de bureaux, mais c'est une demande plus ancienne qui s'est réalisée. En ce qui concerne les bâtiments d'activités, la demande est plus forte. Dans certaines zones, nos clients ont besoin de rénover des bâtiments d'un parc, par exemple. Nous ne réalisons pas tous nos projets dans Calais, notre zone est plus grande que cela, en fonction des opportunités qui se dégagent. Ainsi, on travaille beaucoup à Saint-Omer ou à Boulogne-sur-Mer, par exemple. On ne se fixe pas de limite géographique. Nous réalisons les projets immobiliers clés en main pour les clients. Nous n'avons pas toujours le même point de départ : parfois, nous partons d'un terrain disponible pour trouver un client qui voudra réaliser un projet. D'autres fois, nous avons un client qui voudra acquérir un terrain qu'il n'a pas encore... L'avantage du promoteur, c'est que nous partageons les risques avec nos clients et que nous faisons tout, du début à la fin, y compris ce qui ne se voit pas : démarches juridiques, administratives...»

ANALYSE

Olivier Bourdon, DIRECTEUR
DE LA FÉDÉRATION DES BOUTIQUES À L'ESSAI



PERMETTRE AUX CRÉATEURS DE TESTER LEUR ACTIVITÉ

Nous sommes partis du constat que beaucoup de commerces de centre-ville étaient en train de mourir, avec des locaux vacants. Le concept des Boutiques à l'essai est né à Noyon en 2013, avec une idée plutôt simple : permettre à des créateurs de tester leur activité dans des boutiques non utilisées et redynamiser les centres-bourgs des villes moyennes, de 20 000 à 60 000 habitants. Cette initiative est menée en partenariat avec les mairies, les acteurs économiques locaux, les associations de commerçants, les banquiers, assureurs, etc. Aujourd'hui, sur les 100 villes françaises qui ont rejoint le dispositif, on en dénombre 23 dans les Hauts-de-France. Les avantages des Boutiques à l'essai sont multiples pour les créateurs : le loyer est minoré durant un an maximum, le bail est de six mois – renouvelable une fois – et il a le loisir, une fois cette période terminée, de conserver ou non son local. Plus de 80% des créateurs faisant l'essai le transforment. Les Boutiques à l'essai s'inscrivent pleinement dans la philosophie de l'appel à candidatures lancé par la Région pour redynamiser les centres-villes et centres-bourgs. Nous lançons également une opération «Dernier commerce du village», opération pilote en Picardie : la période dure cette fois 12 mois, l'objectif étant là d'apporter un concept clés en main et de mobiliser les habitants de la commune.»

PARTICULIERS / COLLECTIVITÉS / COMMERCE



40^{ème}
ANNIVERSAIRE
(2019)

30 000 clients nous
font confiance depuis 1979

www.store-deco.com



Agences à
SAINT QUENTIN / GUISE / LAON / CUCQ-LE TOUQUET

N° Vert 0 800 2013 02





L'artisanat dans l'Oise a le vent en poupe

À l'heure de la société virtuelle, l'artisanat retrouve sa place. Longtemps considéré comme une survivance du passé, venant à l'encontre de l'industrialisation, l'artisanat est aujourd'hui l'une des forces de la société et de son économie. Dans l'Oise, les artisans et les entreprises artisanales sont de plus en plus nombreux et représentent un poids économique en perpétuelle croissance, choyés par les territoires et les pouvoirs publics.

Par Virginie KUBATKO

L'authenticité, le local, le fait-main, l'unique... L'artisanat est de retour dans les foyers français. C'est une bonne nouvelle pour les entreprises artisanales de l'Oise. Avec ses 12 991 entreprises, ses 20 000 salariés et ses 13 908 dirigeants, le département affiche un large spectre de compétences et un vivier de métiers. «*L'artisanat dans l'Oise se porte bien*, affirme Zéphyrin Legendre, vice-président de la chambre des métiers et de

l'artisanat (CMA) Hauts-de-France et président de la délégation de l'Oise. *Entre 2010 et 2018, nous enregistrons 3 000 entreprises en plus. C'est une évolution significative ; nous gagnons des entreprises, mais nous n'en perdons plus. C'est une progression importante, surtout ces dernières années.*»

En 2017, 1 317 entreprises ont été radiées, contre 1 823 immatriculées, un solde positif qui se renouvelle chaque année. «*Notre objectif en tant que*

CMA est de pérenniser les entreprises, note Zéphyrin Legendre, car c'est facile aujourd'hui de créer son entreprise, notamment avec l'auto-entrepreneuriat. Mais l'idée est de consolider l'activité en proposant des formations pour les patrons dans tous les domaines, et ce, durant toute la vie de l'entreprise.»

L'ARTISANAT SE RENOUVELLE

L'une des forces de l'artisanat

réside dans ses nombreux domaines d'activité. Dans l'Oise, c'est le bâtiment qui règne (40,7%), puis les services (36,8%), la production (13,2%) et enfin l'alimentation (9,3%). Une multitude de métiers existent, du rare ou moins rare, mais tous ont un point commun : la passion. «*Cela fait 23 ans que je suis tailleur de pierre et pour rien au monde je ne changerais de métier, confie Steve Paton, installé près de Compiègne et élu Meilleur ouvrier de France en 2015. Je restaure des monuments historiques classés et je réalise les projets de particuliers. Je suis libre et exerce mon métier avec passion.*

“ **L'artisanat est une activité économique et un lien social** ”

«*Que demander de plus ? J'exerce uniquement dans l'Oise et j'ai toujours du travail. On a besoin d'artisans, peu importe l'évolution de la société, mais aujourd'hui nous avons des problèmes de recrutement.*

Pourtant, les métiers sont variés et l'artisanat évolue au rythme de la société, utilisant les nouvelles technologies. Souvent mal perçus, les métiers artisanaux attirent tout de même de plus en plus de nouveaux profils. Des cadres et des diplômés d'universités ou d'écoles choisissent la voie de l'artisanat, intégrés à leur environnement et sensibles à l'innovation, libres et indépendants. «*Il faut valoriser les métiers et faire changer les a priori sur nos métiers*», insiste Zéphyrin Legendre. Et c'est là toute l'impulsion du département de l'Oise : la défense de l'artisanat.

VALORISER L'ARTISANAT

Le marché fermier et le marché artisanal sont de beaux exemples. Le premier est le plus grand marché fermier de France, avec plus de 100 producteurs réunis ; le second, le plus grand des Hauts-de-France avec plus de 50 artisans regroupés. Dans le même esprit, les labels "Made in Oise" et "Bistrot de pays", portés par le Département de l'Oise, valorisent le savoir-faire. Ce dynamisme est marqué par le soutien des pouvoirs publics. «*L'artisanat est une activité économique et un lien social. C'est une transmission du savoir-faire et des traditions de notre pays, une formation des jeunes pour trouver un emploi, une activité économique répartie sur tout le territoire. Et c'est aussi une école de vie où l'on apprend la valeur du travail et celle de la famille car ce sont essentiellement des TPE*, confie Charles Locquet, conseiller départemental, chargé de la vie de l'entreprise, innovation et numérique. *Nous valorisons les artisans car ils sont très actifs dans notre département, et nous portons notre attention spécifiquement sur le maillage territorial.*

L'artisanat chamboule donc son modèle et se met à la mode 2.0. Avec les nouveaux modes de vente et de consommation, le nouvel enjeu de cette économie réside dans le numérique. De ce côté, la CMA Oise propose des formations pour connecter ses artisans car seuls 11% d'entre eux possèdent un site web. «*La remise en question du métier est permanente et nécessaire. Le monde change vite et les artisans doivent s'adapter*, note le délégué de la CMA de l'Oise. *Avec Internet, il y a une nouvelle façon de vendre ses produits et de se faire connaître. Il faut impérativement que les artisans se modernisent pour se pérenniser.*» Ladite survivance du passé est désormais connectée à cette nouvelle société.

ANALYSE

Alain Griset,

PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DES HAUTS-DE-FRANCE



“ ALLIER LA GRANDE TAILLE DE LA CHAMBRE AVEC UNE PROXIMITÉ PLUS FORTE

Depuis le 1^{er} janvier 2018, nous avons fusionné les chambres de métiers et de l'artisanat du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de la Somme et de l'Oise. Donc, aujourd'hui, cette nouvelle Chambre a 40 sites différents sur le territoire, 18 centres de formation, 7 000 apprentis et, à ce jour, plus de 87 000 entreprises. C'est une sacrée évolution pour un établissement qui est désormais le plus important de France. Notre objectif est d'allier la grande taille de la Chambre avec une proximité plus forte que ce qu'elle pouvait être avant lorsque nous étions organisés en départements. Pour y arriver, nous avons mis en place 24 commissions territoriales, ce qui nous permet d'être réactifs lorsqu'un artisan fait appel à nous. Je signale d'ailleurs que, si au 1^{er} janvier 2018, nous comptions dans nos rangs 81 297 entreprises, elles sont aujourd'hui exactement 87 333. En 15 mois, 6 000 entreprises de plus ! Ça coïncide avec un phénomène que l'on constate depuis maintenant quelques années : les tailles des entreprises qui voient le jour sont restreintes, car chez les personnes qui se lancent, beaucoup créent leur emploi. Mais cela a coïncidé aussi, depuis la fusion, avec une reprise de l'activité qui maintenant s'est tassée. Notre objectif est d'accompagner les entreprises en développement. Dans cette région, on a une diversité de territoires considérable avec, dans la métropole lilloise, une dynamique très forte en termes de création d'entreprises et d'emplois. Ceci dit, au-delà d'un chiffre global, j'attache beaucoup d'importance au nombre d'entreprises pour 10 000 habitants. On voit bien qu'on a des secteurs comme Saint-Omer où on a des taux à 150, 160 entreprises pour 10 000 habitants, mais des secteurs comme Lens où on est encore en dessous des 100 entreprises. Ça veut dire qu'il y a des potentiels incroyables. A nous de faire évoluer les mentalités et les comportements, parce que certains estiment que se mettre à son compte n'est pas pour eux.»

ANALYSE

Bérénice Regnaudin

ÉLEVÉE AU RANG DE MAÎTRE ARTISAN



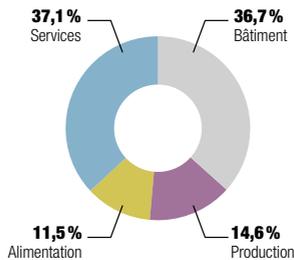
“ PLUS TARD, J'AIMERAIS CRÉER UN CENTRE DE FORMATION

J'étais en seconde générale lorsque j'ai eu un véritable déclic. C'était lors d'une porte ouverte, j'ai tout de suite su que j'avais trouvé ma voie et que je deviendrais esthéticienne. En 1997, j'ai décroché mon CAP, trois années plus tard je passais le brevet professionnel (BP). En parallèle, j'ai fait le choix de tout de suite m'installer, sans passer par le salariat. J'ai saisi une opportunité en m'installant dans le centre-ville de Bruay-la-Buissière. Si les débuts n'ont pas été évidents, je ne regrette pas du tout mon choix. Après quelques mois d'activité, j'avais fait mes preuves et je m'étais constitué une clientèle.

Amoureuse de mon métier, aujourd'hui j'ai plaisir à partager mon savoir-faire avec des jeunes. Je prends régulièrement des apprenties et m'implique dans la correction des épreuves auprès du CFA. Il y a quelques semaines, j'ai reçu le titre de maître artisan, la plus haute distinction qu'un artisan puisse recevoir. La Chambre des métiers a mis en avant ma détermination, mon expérience et mon implication dans la formation et l'accompagnement des jeunes. Régulièrement sollicitée par la Chambre des métiers pour faire la promotion des métiers de l'artisanat, j'ai déjà eu l'occasion de participer à une vidéo sur mon métier. Plus tard, j'aimerais faire de la formation en créant un centre de formation ou en donnant des cours au CFA.»

ENTREPRISES ARTISANALES EN HAUTS-DE-FRANCE

En 2019



Source : CMA Hauts-de-France

AUGMENTATION. On compte 86 142 entreprises artisanales en 2019 dans les Hauts-de-France : environ 32 000 dans les services, 31 600 dans le bâtiment, 12 600 dans la production et 9 900 dans l'alimentation, soit une évolution de +6% entre 2018 et 2019.

RECRUTEMENTS DANS L'ARTISANAT

En 2019



Source : Pôle Emploi BMO

RECRUTEMENT. En 2019, 52 artisans ou ouvriers qualifiés divers sont concernés par des recrutements au sein des entreprises artisanales de la région. Au niveau national, le nombre de projets s'établit à 932. Il repart à la hausse depuis 2016 où l'on en avait enregistré seulement 475.

MOUVEMENTS DE L'ARTISANAT DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2017

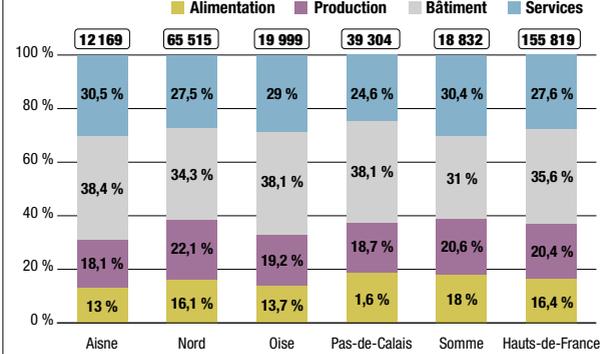
	IMMATRICULATIONS	RADIATIONS	DENSITÉ ARTISANALE*
Aisne	1 037	758	146
Nord	4 504	3 437	127
Oise	1 823	1 317	158
Pas-de-Calais	2 398	1 887	127
Somme	1 038	647	154
Hauts-de-France	10 800	8 046	135

Source : CMA Hauts-de-France

C'est dans l'Oise que la densité artisanale est la plus importante. Si le Nord compte le nombre le plus important d'immatriculations, c'est aussi le cas pour les radiations.

RÉPARTITION DE L'EMPLOI ARTISANAL

En 2018

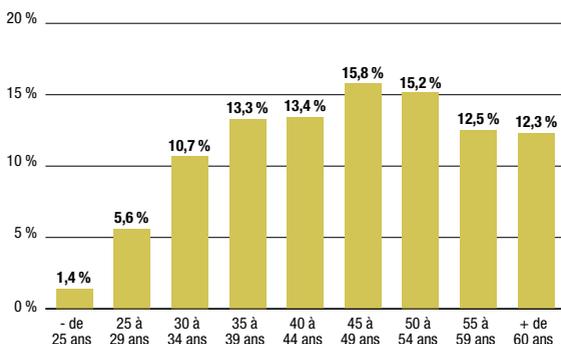


Source : CMA Hauts-de-France

SALARIÉS. L'artisanat employait 155 819 salariés dans les Hauts-de-France au 1^{er} janvier 2018, soit 259 salariés pour 10 000 habitants. On observait un total de 32 573 établissements employeurs, soit une moyenne de 4,8 salariés par entreprise.

ÂGE DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISES ARTISANALES

En 2018

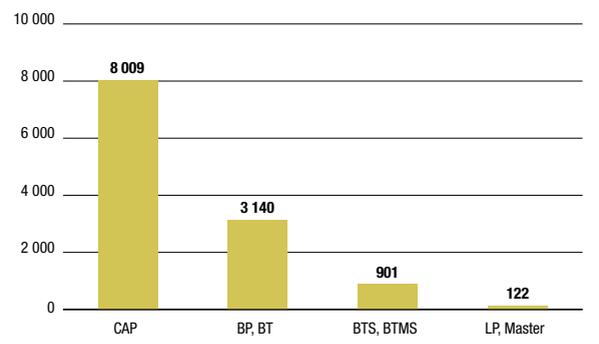


Source : CMA Hauts-de-France

QUARANTAINE. Il y a en Hauts-de-France 87 506 dirigeants d'entreprises artisanales : leur moyenne d'âge est de 45,7 ans. 74% des dirigeants sont des hommes ayant en moyenne 46,2 ans contre 44,4 ans pour les femmes.

CONTRATS D'APPRENTISSAGE DANS L'ARTISANAT

En 2018



Source : CMA Hauts-de-France

TRANSMISSION. Les Hauts-de-France comptent plus de 12 000 apprentis artisanaux : 39% dans le Nord, 26% dans le Pas-de-Calais, 15% dans l'Oise, 11% dans la Somme et 10% dans l'Aisne. L'alimentation (33%), le bâtiment (31%) et les services (29%) sont privilégiés.

Un engagement territorial fort



Avec toutes les collectivités territoriales, nous avons la volonté de créer les conditions favorables à la **création**, à la **reprise** et au **développement** des entreprises artisanales.

C'est bon pour l'**emploi**, pour la **formation des jeunes**, pour l'**animation des villes** et des quartiers, pour les services rendus aux habitants et pour l'attractivité des territoires.

Toujours proches de vous avec une organisation reposant sur



24 territoires, animés par **+ de 200 artisans membres élus de la CMA.**



De g. à d. : **Gabriel HOLLANDER** Vice-Président CMA Hauts-de-France et Président de la délégation Pas-de-Calais, en charge de l'**économie** • **Geneviève SABBE** Vice-Présidente CMA H.d.F. et Présidente de la délégation Somme, en charge de la **prospective et de la transformation numérique** • **Alain GRISET** Président CMA H.d.F. • **Laurent RIGAUD** Vice-Président CMA H.d.F. et Président de la délégation Nord, en charge des **territoires et des relations entreprises** • **Luc POTTERIE** Vice-Président CMA H.d.F et Président de la délégation Aisne en charge de la **formation** • **Zéphyrin LEGENDRE** Vice-Président CMA H.d.F. et Président de la délégation Oise, en charge des **partenariats et des projets**.

ACTE 9 : se lancer



Les actes notariés sécurisent tous les moments de votre vie professionnelle.

Les choix sociaux et fiscaux, les statuts, les baux commerciaux, la cession... dans l'industrie, l'agriculture, le commerce, l'artisanat...

Votre notaire vous apporte son expertise. Seuls les actes notariés garantissent la sécurité de vos contrats. C'est important quand on prend un nouveau départ dans la vie, la création d'une entreprise par exemple.

Toute votre vie, le notaire est à vos côtés... Et ça, ce n'est pas du théâtre.



Nous vous accueillons sur lereflexenotaire.fr



PACS, MARIAGE, DONATION, DIVORCE, DÉPENDANCE, SUCCESSION, INTERNATIONAL, STATUTS, SOCIÉTÉS, TRANSMISSION, BAUX, CESSION, VENTE, NÉGOCIATION...

LES NOTAIRES, ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

La Chambre Interdépartementale des Notaires du Nord et du Pas-de-Calais est née de la fusion en novembre 2016 du Conseil Régional des Notaires de la Cour d'Appel de Douai, de la Chambre du Nord et de celle du Pas-de-Calais.



Daniel GALLET,
Président de la Chambre

NOTRE MISSION ?

Assurer un service juridique de proximité grâce à un large maillage territorial, à notre numéro vert dédié : 0 800 33 56 87 (tous les mardis et jeudis après-midi), à notre partenariat avec le Conseil Départemental de l'Accès au Droit

où des consultations juridiques gratuites sont dispensées par des notaires ou encore via les salons régionaux. Il y a toujours un notaire à côté de chez vous !

DES VALEURS COMMUNES

La chambre compte à ce jour 660 notaires, dont 302 femmes répartis sur 334 points de réception de clientèle et 2 546 collaborateurs. Depuis janvier, 41 jeunes notaires l'ont intégrée. L'accueil des notaires récemment nommés se déroule dans un esprit de convivialité. C'est l'occasion de partager avec eux des notions fondamentales telles que l'engagement en qualité d'officiel public, le rôle de leur instance régionale, les fondamentaux et les règles de déontologie qui régissent notre profession notamment l'authenticité.

AGIR EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Nos 6 instituts dédiés régionaux et notre « atelier divorce » apportent à chaque notaire ainsi qu'à un public ciblé le fruit de leurs réflexions et des travaux sur leurs domaines d'expertises (Patrimoine et Famille

(INPF), immobilier (INDI), rural et environnement (INERE), entreprises (INES), Europe et International (INEI), Personnes Publiques (INPP)). L'Inpp présentera sous la forme d'un cas pratique aux collectivités territoriales et aux notaires, ses travaux sur : VENTES IMMOBILIERES PAR LES PERSONNES PUBLIQUES - « Promesse de vente et vente avec charges par une commune », le 21 juin 2019 à l'Institut Pasteur de Lille.



MEMBRES DU BUREAU DE LA CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE DES NOTAIRES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS 2019 / 2020

Daniel GALLET, notaire à Calais (Président) ; Edouard GRIMOND, notaire à Lille (Vice-Président) ; Alexandre DESWARTE, notaire à Roncq (Vice-Président) ; Philippe MORILLION, notaire à Roubaix (1^{er} Syndic, Syndic de discipline) ; Grégoire BOSQUILLON de JENLIS, notaire à LILLE (2^{ème} Syndic) ; Marie-Hélène DEHEUL-MILHEM, notaire à Hesdin (3^{ème} Syndic) ; Aude MONCHICOURT, notaire à Lille (4^{ème} Syndic) ; Fabienne DIVRY-ROUSSEL, notaire à Linselles (Rapporteur) ; Christelle COURTIN-DELATTRE, notaire à St Josse s/Mer (Chargée de déontologie) ; Grégory DENOYELLE, notaire à Saint-Omer (Chargé de communication) ; Marie-Christine VANHOUCHE-PREVOT, notaire à Cambrai (Secrétaire) ; Virginie PAULISSEN, notaire à Phalempin (Secrétaire Adjoint) ; Adrien DUMAS, notaire à Lens (Trésorier).



Les avocats : une profession qui innove

L'innovation avec le développement d'Internet, des outils de recherche et d'archivage, la dématérialisation des dossiers et documents quels qu'ils soient, les applications mobiles, le tout associé à de nouvelles approches de management et de développement des offres, sont autant de défis pour toutes les activités et professions. Nous nous sommes intéressés à la profession d'avocat pour appréhender quelques innovations dans ce domaine. Certains cabinets de la région ont accepté de nous faire part de leurs réalisations et projets.

Par Georges BACOT

Les échanges nous ont convaincus que la profession est sur le pont de l'innovation, parfois avec prudence. Les approches des cabinets sont différenciées selon les stratégies adoptées, plus focalisées sur les attentes des clients (accessibilité aux dossiers, transparence, réactivité et proximité, etc.) et/ou sur les approches organisationnelles.

UN FORT MOUVEMENT VERS LE NUMÉRIQUE

M^e Hugues Dubois, directeur

régional de Fidal, souligne : «Avec un maillage territorial de 90 bureaux, Fidal connaît les acteurs économiques et institutionnels et mesure leurs enjeux. L'innovation fait partie de notre ADN.» Face à l'évolution de l'offre juridique et aux mutations de la profession, Fidal a impulsé en 2018 le projet de transformation «Fidal Tech» avec une stratégie digitale articulées autour de cinq piliers : renforcer la relation client, développer l'offre en ligne, asseoir l'image, accélérer le développement, gagner en efficacité.

«Alors que certains voient dans l'ubérisation du droit une menace, Fidal appréhende l'évolution de l'offre comme une opportunité de développement et un encouragement à innover et développer l'accompagnement et les services», poursuit M^e Dubois. Concrètement, le cabinet renforce son investissement dans le numérique en explorant les outils digitaux, notamment des vidéos, des solutions logicielles, du e-learning ou encore des applications mobiles telles qu'Antitrust Alert by Fidal, accompagnement des entre-

prises visitées par une autorité de concurrence, Réagir, gestion des accidents graves au travail, et Enquête AMF.

UNE PLATEFORME ÉTHIQUE & COMPLIANCE

Le cabinet Adekwa Avocats à Marcq-en-Barœul propose une plateforme Éthique & Compliance, à notre connaissance la première en Hauts-de-France, pilotée par M^e Philippe Simoneau. «C'est une autre vision de l'intervention des avocats pour les hommes et les

UN MAGAZINE

M^e Ghislain Hanicotte d'Adekwa s'exprime sur le magazine trimestriel Audience.

«Créé en 2016 et réalisé en interne, ce magazine, tiré à 15 000 exemplaires, est imaginé comme un vecteur de la libre parole sur des thèmes ouverts. Nous souhaitons donner audience à l'ensemble de la société. Le pari est réussi : nous avons rencontré des dirigeants, des artistes, des inconnus gagnant à être connus, afin de proposer aux lecteurs des interviews riches d'enseignements et d'éclairages. Trois ans et huit numéros plus tard, nous sommes fier de ce support qui participe à notre dynamisme et notre rayonnement. L'innovation est au cœur de la réflexion du cabinet et constitue une véritable vision.»

entreprises, pas seulement ceux légalement contraints par le nombre de salariés ou le chiffre d'affaires.»

Pour Adekwa, «il faut sortir de l'idée d'une contrainte juridique et se mettre en conformité : sécurité des hommes et des biens, lutte contre le blanchiment et la corruption, règles de concurrence, données personnelles, RSE, discrimination et harcèlement».

Ainsi, le cabinet propose une plateforme de compétences, expertises et expériences au service de la prévention des risques de l'entreprise et du développement de ses performances, une équipe plurielle d'avocats et experts, un communicant et un chief compliance officer (responsable conformité) et, naturellement, l'entreprise. Comme l'indique Victor Mollet, responsable communication, «la méthode est transverse, collaborative et adaptée à chaque société, une compliance efficace est portée par ses dirigeants et comprise par tous dans l'entreprise. Le cabinet accompagne l'entreprise pour sa mise en conformité et sa protection, veiller à l'image de marque, faire face à l'explosion du sixième pouvoir – les réseaux sociaux, véritable tribunal de l'opinion –, gérer les situations de crise, défendre et se performer».

L'INNOVATION PAS UNIQUEMENT NUMÉRIQUE

Pour Fidal, elle se traduit dans son organisation «qui permet de mettre toutes ses spécialités à la disposition des clients en garantissant la même qualité de service, qu'ils soient en France ou à l'international», explique M^e Marc-Emmanuel Wibaut. Pour garantir un accompagnement global, le cabinet diversifie ses activités et s'entoure de métiers connexes. Pionnier en la matière, le cabinet développe un écosystème entrepreneurial composé de notaires, consultants RH, ingénieurs brevets, fiduciaires, banques, investisseurs en capital et conseil en opérations de haut de bilan et cessions.

Par ailleurs, en créant en 2017 Talents Up, première école interne de management dans la profession, Fidal innove, selon M^e Guillaume Nuttens. «L'objectif du parcours de formation élaboré avec HEC est de former ses cadres aux dimensions managériales, d'encourager le travail en mode collaboratif et de faire émerger une nouvelle forme de leadership alliant enjeux commerciaux et humains pour une meilleure performance. Une première promotion d'une quarantaine de managers est sortie en 2018. A terme, plus de 300 managers bénéficieront de ce programme.»

ANALYSE

Cécile Fontaine,

ASSOCIÉE CHEZ MAZARS, COMMISSAIRE AUX COMPTES ET EXPERT-COMPTABLE

DANS LES HAUTS-DE-FRANCE, PRÈS DE 2 000 CLIENTS NOUS FONT CONFIANCE



Le groupe Mazars compte aujourd'hui 23 000 collaborateurs dans 89 pays, et il est toujours piloté de la France. Nos métiers sont l'audit financier, l'expertise comptable, la paie, le conseil, et tout ce qui touche le domaine juridique : accompagnement fiscal, en droit social et en droit des sociétés, notamment avec notre branche Mazars Société d'avocats. En conseil, la palette proposée par Mazars est très large, que ce soit sur un plan sectoriel ou en termes de services. Nous avons aussi énormément investi sur l'innovation, sur l'automatisation et la dématérialisation dans nos métiers traditionnels de l'expertise comptable, de l'audit et en conseil, avec des consultants spécialisés en cybersécurité, en analyse prédictive et dans l'accompagnement à la transformation et à la digitalisation des entreprises.

Dans les Hauts-de-France, près de 2 000 clients nous font confiance pour notre degré d'exigence, notre sens du service et nos valeurs humaines. Ces clients, nous sommes capables de les suivre dans leur développement à l'international, et cela a vraiment favorisé notre développement, d'abord en Europe, puis dans le monde. Quand on adresse un client à Shanghai, à New York ou à Rio, on veille à ce qu'il soit bien accompagné, c'est essentiel. Quant au client, il sait qu'on va pouvoir se rappeler et discuter. Pour moi qui travaille pour Mazars depuis 28 ans, c'est une force énorme. Nous-mêmes prenons énormément de plaisir à travailler de manière aussi agile. Et ce, quelle que soit la taille de l'entreprise et le client que nous avons face à nous.»

ANALYSE

David Vanalderwerelt,

DIRECTEUR RÉGIONAL IN EXTENSO

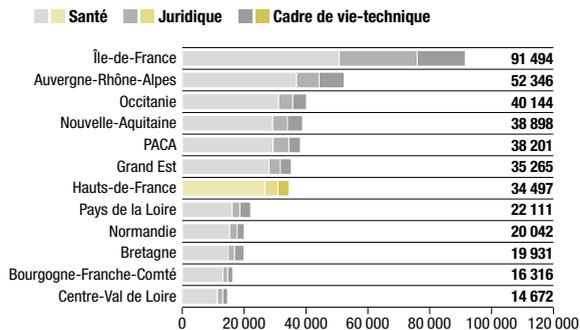
ON ACCORDE BEAUCOUP D'IMPORTANCE À LA CONNAISSANCE DU CLIENT ET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ



In Extenso est un cabinet national d'environ 4 500 personnes. Dans les Hauts-de-France, notre cabinet est présent sur 14 sites, pour 300 collaborateurs et près de 10 000 clients. Si on nous fait confiance, c'est parce que nous sommes un cabinet établi, mais aussi parce qu'on accorde beaucoup d'importance à la connaissance du client et du secteur d'activité. On a la chance d'avoir des associés spécialistes sur certains domaines. Ensuite, on a aussi le bonheur d'accompagner beaucoup de créateurs d'entreprise, parce qu'on a de véritables spécialistes dédiés au monde de la création. Le fait de connaître le secteur d'activité, et d'avoir également des spécialistes hors mission comptable, apporte beaucoup de valeur ajoutée aux clients : c'est ce qui fait la différence. La force d'un groupe de 4 500 personnes, c'est avoir de réelles compétences pour répondre aux besoins d'un client et développer avec lui de nouveaux produits. On fait partie des trois plus grands acteurs de la place dans le monde du conseil et de l'expertise comptable. Et puis on accorde une grande importance à ce qu'il se passe en région. In Extenso a 25 ans, et le mode de création d'In Extenso, autour du rapprochement de gros cabinets régionaux, interpelle. Cela signifie que nous connaissons le territoire. Du coup, nos perspectives de développement sont très intéressantes. En France, les 230 associés sont avant tout des entrepreneurs qui s'appuient sur une image nationale, et non les cadres d'un groupe national. Ça, c'est notre ADN.»

EFFECTIFS DE LIBÉRAUX PAR SECTEUR

En 2017



Source : OMPL

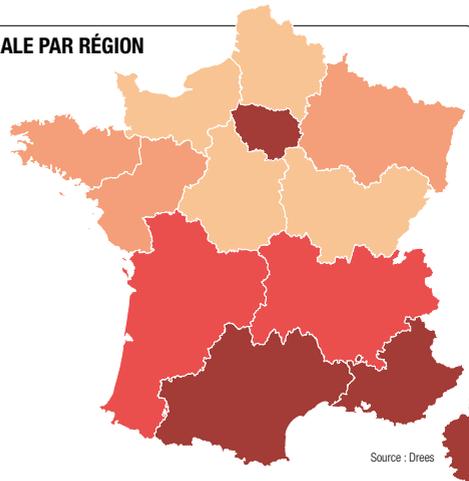
DISPARITÉS. Hors Ile-de-France, la région se situe dans la moyenne nationale au niveau des effectifs mais bien en-dessous au regard de sa densité géographique.

DENSITÉ LIBÉRALE PAR RÉGION

En 2017 en %

Nombre de professionnels libéraux pour 1 000 habitants :

- >14 %
- De 11,4 % à 14 %
- De 9 % à 11,4 %
- <9 %

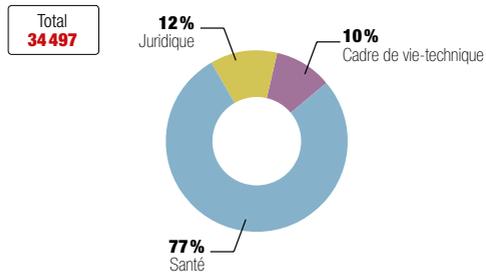


Source : Drees

DENSITÉ. Avec moins de 9% de professionnels libéraux pour 1 000 habitants, les Hauts-de-France font partie des régions ayant la plus faible densité libérale de France.

RÉPARTITION DES PROFESSIONS LIBÉRALES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2017

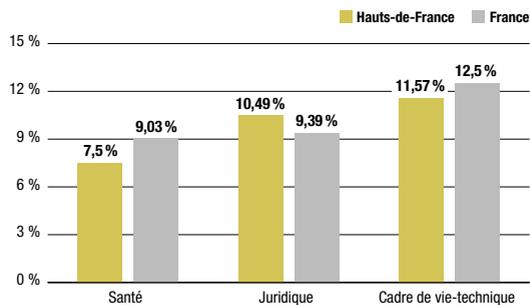


Source : OMPL

PHARMACIENS. Les professions libérales les plus importantes dans le secteur de la santé sont les pharmacies d'officine (42%) et les cabinets médicaux (28%). Dans le milieu juridique, les cabinets d'avocats sont prédominants (66%) dans le secteur cadre de vie-technique ce sont les entreprises d'architecture (58%).

TAUX DE CHÔMAGE PAR SECTEUR PROFESSIONNEL

En 2017



Source : OMPL

EMPLOI. Le taux de chômage des secteurs de la santé et du cadre de vie-technique sont plus faibles dans la région que ceux de la moyenne nationale.

69%

C'est la proportion d'employés en 2017 dans le secteur juridique en Hauts-de-France.

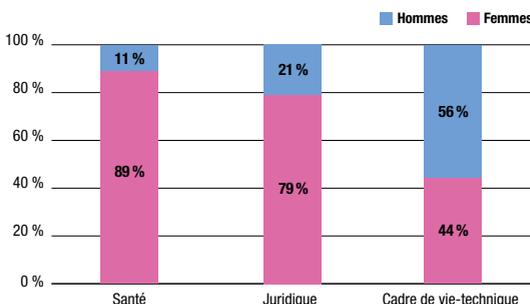


Source : OMPL

CATÉGORIE SOCIALE. Cette proportion diminue dans les autres secteurs libéraux : 44% dans la santé et 27% dans le secteur cadre de vie-technique. Tous secteurs confondus, 30% des salariés sont des professions intermédiaires et 9% des ouvriers.

RÉPARTITION HOMMES/FEMMES DES LIBÉRAUX DE LA RÉGION

En 2017



Source : OMPL

MÉTIER FÉMININ. En libéral, les femmes sont largement majoritaires dans les domaines de la santé et du juridique. Une proportion qui s'inverse dans une moindre mesure dans le secteur cadre de vie-technique.

CONSTRUIRE AVEC VOUS UNE PROTECTION SOCIALE SUR-MESURE,

C'EST ÇA
DÉCIDER
ENSEMBLE
DE VIVRE
MIEUX



Apréva organise la venue d'un conseiller dans votre entreprise. Son expertise vous permettra de trouver ensemble la solution la plus adaptée aux besoins de votre métier et de vos salariés.

apreva.fr



— Une mutuelle du —



Siège social : 30 avenue Denis Cordonnier - 59000 Lille
Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code
de la Mutualité - SIREN n° 775 627 391



La banque, digitale et bienveillante

La transformation numérique des banques implique un changement des comportements des clients, mais aussi l'émergence de nouvelles réponses au cœur du management dans l'entreprise, notamment dès le recrutement. En Hauts-de-France, la donne change également, tout en faisant de la bienveillance au travail un cheval de bataille.

Par Kaltoume DOUROUTI

Le déploiement du numérique touche aussi inévitablement les métiers bancaires et l'usage que font des clients toujours plus formés, informés et exigeants, de leurs banques. L'émergence de nouveaux acteurs sur le marché bancaire, en particulier sur le marché des moyens de paiement, profitent des

nouvelles opportunités de conquête de marché induites par l'évolution des comportements clients. Les banques en Picardie deviennent connectées (expériences multicanales au travers du e-commerce, des applications mobiles et des tablettes, etc.), intelligentes (prise de décision avertie grâce au big data et développement

de la transversalité entre les différentes branches, etc.), agiles (efficacité opérationnelle amplifiée grâce à l'automatisation et la «digitalisation» des processus) et sociales (amélioration de l'image de marque et de la collaboration interne au travers de l'exploitation des médias sociaux). Et c'est particulièrement sur cet

**LA CAISSE
D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE**

3 239 collaborateurs

2,1 millions de clients

350 agences

aspect social que les banques n'oublient pas d'investir. «Il nous incombe de participer à la construction d'une société atten-

ronnementaux. C'est pourquoi nous poursuivons notre politique d'optimisation des compétences et d'évolution de nos collaborateurs.

Employeur de premier rang, nous privilégions les emplois pérennes et sommes partisans de l'égalité des chances. Nous nous devons d'être attentif à la formation des nouvelles générations. C'est ce qui détermine leur avenir et notre devenir», explique Cédric Demanze, directeur des ressources humaines au CIC Nord-Ouest.

“ Le bien-être au travail passe par ce type de management bienveillant qui pousse les jeunes à progresser, à croire en eux ”

...tive à l'homme et à son environnement. Dans un monde marqué par de fortes évolutions économiques et sociétales, la politique de responsabilité sociale d'entreprise du CIC est au cœur de son identité. Banque partenaire et loyale dans la durée, le CIC intègre, à son offre et à ses métiers, des engagements humains et envi-

PLACER L'HOMME ET L'EMPLOI AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS

Dans un contexte de transformation de ses métiers et de digitalisation de la relation, le CIC a, en 2017, consacré 6,2% de la masse salariale à la formation, et 82%

des salariés ont acquis ou renforcé de nouvelles compétences. La Caisse d'épargne des Hauts-de-France offre également une grande diversité de métiers. Le recrutement est fondé sur la responsabilité, l'exigence et la bienveillance. Mais le plaisir n'est pas oublié, sûrement à l'image d'une nouvelle clientèle, elle aussi très agile : celle des jeunes. «La Caisse d'Épargne Hauts de France est un acteur bancaire majeur sur le marché des jeunes ; 265 000 jeunes de 16 et 25 ans sont nos clients, soit plus d'un quart des jeunes de la région sur cette tranche d'âge. Il nous semble pertinent de recueillir leurs idées et leur vision de la banque de demain afin que nous puissions cerner au plus près leurs besoins pour pouvoir répondre à leurs attentes en coconstruisant l'agence bancaire qui leur sera dédiée», précise Cyril Puybaret, directeur du développement du pôle Banque de détail qui a lancé en début d'année la saison 2 de #Réinventetabanque, un projet original et disruptif qui

LE CIC NORD-OUEST

2 400 collaborateurs

840 000 clients

300 agences

consiste à réaliser le portrait-robot de l'agence bancaire «Jeunes» de demain en fonction de leurs priorités.

«Du côté des collaborateurs, les jeunes générations sont attirées par la capacité de décider, l'autonomie et la confiance, conclut Cédric Demanze. Ils ont un taux de réactivité important et savent qu'ils n'exerceront pas la même mission toute leur vie. En cela, ils sont plus optimistes, plus heureux. Le bien-être au travail passe par ce type de management bienveillant qui les pousse à progresser, à croire en eux tout en réussissant vie privée et vie professionnelle.»



ANALYSE

Laurent Robuin,
PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE
CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE



“ EN MATIÈRE DE RECRUTEMENT, LE DIPLÔME EST UN LABEL, MAIS LE SAVOIR-ÊTRE FAIT LA DIFFÉRENCE

Dans notre environnement bancaire en pleine transformation, la personnalité compte autant, si ce n'est plus, que l'expérience du candidat. Nous cultivons à la Caisse d'épargne le sens du collectif, la confiance, mais aussi l'intelligence émotionnelle. Chez nous, les managers doivent donc être bienveillants, car ils sont responsables d'un système où chacun doit progresser. Ils doivent donner du sens. Nous avons la chance d'être une banque complète en région où l'ensemble des métiers sont représentés. Notre particularité est de faire partie d'un grand groupe bancaire français et d'être une entreprise régionale à taille humaine où l'on cultive de véritables valeurs entrepreneuriales. Au-delà de l'image traditionnelle que véhicule la banque, nos métiers sont passionnants. Chaque année, nos 130 alternants apprennent notre métier, en plus des 190 stages et 200 jobs d'été étudiants qui permettent aux jeunes diplômés de découvrir la richesse de nos métiers. On ne cesse de le dire aux nouvelles recrues : on réussit sa vie professionnelle entre innovation, autonomie et sens de l'initiative. Chacun a la capacité de s'exprimer entre prise de risques et prise de responsabilités, et a le droit à l'erreur. A nous de réussir à attirer et développer les talents en cultivant la responsabilisation et en offrant une grande diversité de métiers, comme par exemple dans le domaine des datas. Pour cela, nous sommes sans cesse en relation avec les lycées et les universités sur l'ensemble de notre région.»

ANALYSE

Didier Goy, DIRECTEUR GÉNÉRAL
ADJOINT AU CRÉDIT AGRICOLE BRIE-PICARDIE

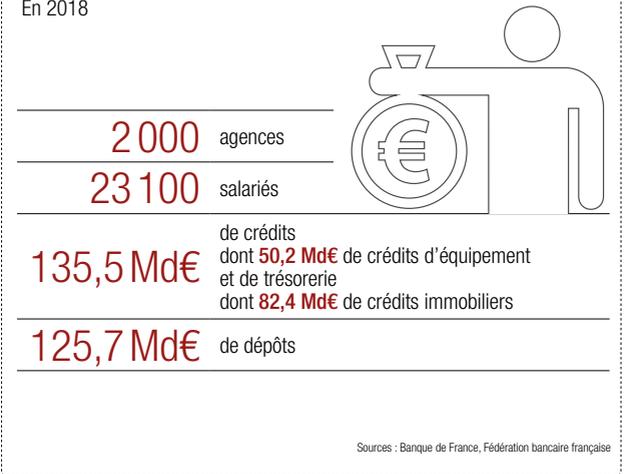


“ NOS RECRUES VIENNENT SOUVENT D'HORIZONS DIFFÉRENTS DU SECTEUR BANCAIRE

Nous passons beaucoup de temps à communiquer auprès de managers pour expliquer notre raison d'être en tant que banque régionale mutualiste, nos valeurs et la reconnaissance que nous portons à nos collaborateurs. Cela passe aussi par des actes et un système de rémunération original. Notre modèle participatif repose sur notamment la coconstruction avec nos équipes. Par exemple, ce sont nos managers qui nous proposent leurs objectifs pour l'année, et ils sont ambitieux. Une ambition que nous adoptons sans retenue. C'est aussi pour cela que nous sommes leader sur les marchés. En tant que banque régionale de plein exercice, nous avons une politique RH qui nous est propre. C'est pourquoi nous sommes déjà très regardant sur le profil de nos recruteurs. Ils se doivent d'être ouverts et agiles car nous sommes très attaché aux personnalités de nos recrues qui, souvent, viennent d'horizons différents du secteur bancaire pur. Par ailleurs, la valeur de proximité est pour nous primordiale, et nous la cultivons en rencontrant chaque trimestre – la DRH Nathalie Sirvent et moi-même – l'ensemble des recrutés. Durant toute une matinée, nous discutons avec eux de tous les sujets. Une façon simple et efficace pour encore mieux nous connaître et prouver, s'il le fallait encore, que l'on s'intéresse vraiment à eux. Nous avons même, depuis 2014, créé le poste de responsable d'intégration. Pas étonnant que le turn-over chez nous soit très faible. Finalement, nous avons opté pour une politique RH qui est en totale adéquation avec la façon dont nous nous occupons de nos clients, avec une approche 100% humaine !»

LE SECTEUR BANCAIRE EN HAUTS-DE-FRANCE

En 2018



LES BANQUES EN HAUTS-DE-FRANCE

En 2018

	Agences bancaires*	Total des crédits (Md€)	Crédits immobiliers (Md€)	Total des dépôts (Md€)
Aisne	145	8,2	5,2	9,5
Nord	930	71,8	39,7	63,3
Oise	279	17,7	12,5	16,3
Pas-de-Calais	464	24,5	17,2	24,3
Somme	185	13,3	7,7	12,3

*Hors La Banque Postale

Source : Banque de France

Département à la faible densité urbaine, l'Aisne affiche un nombre d'agences idoine.

RÉPARTITION DES PTZ ÉMIS

En 2018

	Montant prêté (M€)	Nombre de prêts	dont % PTZ neuf
Aisne	16,5	431	39,4
Nord	104,4	2 191	58,6
Oise	34,1	645	81,7
Pas-de-Calais	63,3	1 660	51,9
Somme	24,6	597	60,8
Hauts-de-France	242,9	5 524	58

Source : SGFGAS

REDÉFINITION. Le nombre d'offres de prêts à taux zéro émises en 2018 est en diminution de plus d'un tiers par rapport à 2017 (-36,4 %) en Hauts-de-France. Les montants alloués ont été réduits de 25,4 % (43 972 euros en moyenne). Le repli devrait être encore plus important en 2020 avec la disparition du prêt à taux zéro dans le neuf en zone B2 et C.



Photographie retouchée



VOUS ÊTRE **UTILE**

Votre **entreprise** est locale. La nôtre aussi.

Banque engagée et coopérative, nous soutenons **l'économie régionale** et **l'emploi**, et participons à l'aménagement du territoire par le financement de **grands projets** et **d'infrastructures** du quotidien comme nos écoles. A vos côtés, nous avons l'ambition d'accompagner les **initiatives** qui alimentent le **dynamisme** des Hauts-de-France.



CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 766 156 000 € - Siège social 135 Pont de Flandres 59777 Euralille - 383 000 692 RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z - N° TVA intracommunautaire FR34383000692 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs» n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivré par la CCI Grand Lille - garantie financière : CEGC, 16 rue Hoche, Tour Kuapka B - TSA 39999 92919 La Défense Cedex. ALTMANN + PACREAU - Crédit photo : Hervé Plumet - Février 2019

En 2018, malgré une perception positive de la qualité de vie au travail, 51% des salariés de la région décrivent leur travail comme physiquement fatigant.



Fusion Malakoff Médéric/Humanis «Renforcer notre présence dans les Hauts-de-France»

Depuis la fusion en janvier 2019, Malakoff Médéric Humanis se présente comme le leader en santé et prévoyance collective avec 17% de parts de marché, et un acteur majeur de la retraite complémentaire. Christophe Scherrer, directeur général délégué, nous présente les nouveaux contours du groupe dans les Hauts-de-France.

Par Anne HENRY-CASTELBOU

La Gazette : Que représente aujourd'hui le groupe dans les Hauts-de-France ?

Christophe Scherrer : Nos parts de marché y sont bien plus fortes qu'ailleurs (30%), notamment en raison de la présence d'Humanis, ancien groupe Vauban, fortement

implanté dans la région. C'était vrai notamment dans les filières de la métallurgie, de la sidérurgie et des mines.

La région a-t-elle un profil particulier ?

Sur le plan de la distribution, la

particularité est que notre présence y est assurée de façon équilibrée, tant par les réseaux de commerciaux directs que par des acteurs du courtage comme le courtier en assurances Verspieren, partenaire historique de Malakoff Médéric et Humanis. Par ailleurs, quand on analyse le Baromètre de la santé



Comment les salariés des Hauts-de-France ont-ils vécu la fusion ?

Aucun plan social, ni mobilité forcée n'ont été mis en place. Mais j'ai ressenti un réel enthousiasme des salariés : la perspective d'un développement commercial ambitieux crée une émulation. Depuis le 1^{er} avril, les équipes marketing et commerciales ont fusionné, tout comme les équipes de gestion au 1^{er} juin.

et qualité de vie au travail (voir encadré page suivante) que nous publions tous les ans, la région a bien des spécificités, que nous prenons en compte lorsque nous accompagnons les entreprises.

Que va devenir l'ancien siège lillois d'Humanis ?

Le siège social du nouveau groupe est à Paris. A Lille, le bâtiment situé avenue Vauban sera le paquebot des Hauts-de-France. Il continuera d'accueillir les équipes commerciales, informatique, de gestion, de l'action sociale... Arras aura une équipe de gestion des retraites. Les autres sites régionaux seront dédiés à l'accueil des commerciaux et des représentants de l'action sociale. Et au niveau du comité exécutif du groupe (Comex), j'ai été désigné comme le sponsor des Hauts-de-France : je serai l'interlocuteur privilégié entre la région et le Comex. La dernière fois, j'ai par exemple rencontré à Lille nos équipes, mais aussi plusieurs représentants du tissu économique et social. Mon rôle est d'entendre les besoins en interne et de renforcer notre présence dans le milieu économique et social des Hauts-de-France.

Aujourd'hui, la fusion connaît une nouvelle étape avec une offre commerciale revisitée. Quels changements pour les clients ?

Nous proposons en effet une offre unifiée. Nos équipes ont comparé les anciennes offres – d'un côté celles de Malakoff Médéric, de l'autre celles d'Humanis – pour ne garder que le meilleur : les services sont identiques, aux mêmes tarifs. Par ailleurs, les offres autour de la santé et la prévoyance sont davantage intégrées. Elles sont proposées avec un accompagnement social et plus de services : outil pour mieux maîtriser l'absentéisme, campagne de vaccination en entreprise, accès à un réseau de soins optiques, audio, dentaire... L'objectif est de travailler le capital humain pour améliorer la performance de l'entreprise.

Quels sont les nouveaux objectifs du groupe ?

Un nouveau nom, associé à une identité visuelle renouvelée, sera présenté en 2020. Nous

ANALYSE

Michel Prudence,
FONDATEUR DE PATRIMOINE ASSURANCES



“ NOUS VENDONS DES SOLUTIONS ET NON DES PRODUITS !

Nous sommes spécialisés en assurance de personnes depuis la création du cabinet en 1995, qu'il s'agisse de complémentaire santé ou de prévoyance. Nous accompagnons nos clients en leur proposant des solutions sur mesure. Depuis 1995, nous sommes également spécialisés dans la gestion de patrimoine, et nous conseillons aussi nos clients pour tout ce qui est placement immobilier, plan d'épargne, défiscalisation ou transmission d'entreprise. Je rappelle au passage que Patrimoine assurances est membre de l'ANACOFI (Association nationale des conseils financiers) et possède le label de Conseil en investissements financiers. Maintenant, si un grand nombre de clients nous font confiance, c'est parce que nous sommes professionnels dans notre approche et dans ce que l'on fait. Nous analysons d'abord leurs besoins et leurs exigences, et on ne leur vend pas de l'assurance au kilo comme certains le font, malheureusement. Il y a une étude des différents dossiers, et notre travail se traduit par des solutions adéquates et pérennes avec un suivi personnalisé. J'insiste, chaque étude est personnalisée, nous faisons du sur-mesure, et ça ne coûte pas plus cher. Concernant la défiscalisation, nous allons d'abord conseiller des gens qui paient des impôts. Je vois encore certains agents qui proposent des solutions de défiscalisation à des personnes qui ne paient pas d'impôts, je trouve cela inadmissible. Nous vendons des solutions et non des produits ! Aujourd'hui, j'ai la chance d'avoir des clients qui me font confiance, car je travaille dans la transparence, ça aussi c'est important.»

ANALYSE

David Egea, AGENT GÉNÉRAL
AXA PRÉVOYANCE & PATRIMOINE



“ 73% DES PERSONNES AVEC QUI JE TRAVAILLE PENSAIENT ÊTRE BIEN COUVERTES

J'interviens exclusivement sur l'assurance de personnes, donc ma mission est de conforter la protection financière des gens avec qui je travaille. Le premier point est de sécuriser les revenus actuels et futurs de mes clients. Cela passe par la partie prévoyance, la partie santé complémentaire et la partie retraite pour préparer l'avenir. Une fois que je me suis assuré que mes clients sont sécurisés financièrement, que leurs revenus sont garantis quoi qu'il arrive, j'interviens sur la partie plus patrimoniale. Là, l'idée est de poser les bons socles patrimoniaux en matière d'épargne, en matière de transmission, et de réfléchir en termes de fiscalité. J'ai récemment mesuré une statistique : 73% des personnes avec qui je travaille pensaient être bien couvertes. Le travail que je fais alors avec eux est pédagogique, et c'est aussi un travail de fond qui leur permet de comprendre que ce qu'ils avaient mis en place n'était pas adapté et optimal. Ma démarche repose sur une méthodologie précise qui apporte une vision et un accompagnement 360 degrés, que mon interlocuteur soit chef d'entreprise, profession libérale, salarié ou retraité, que je le rencontre sur son lieu de travail ou à domicile. C'est ça la mission du cabinet : apporter invariablement les conseils qui assurent la meilleure protection et le meilleur développement du patrimoine.»

BAROMÈTRE DE LA SANTÉ ET QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018, malgré une perception positive de la qualité de vie au travail, certains risques persistent.

- 51% des salariés de la région décrivent leur travail comme physiquement fatigant (vs 48% au niveau national).
- 38% des salariés éprouvent des difficultés à concilier vie personnelle et professionnelle.
- Un risque routier élevé avec 83% des salariés qui utilisent une voiture pour se rendre au travail (vs 72% au niveau national)

investissons également beaucoup en matière d'intelligence artificielle, pour bâtir des modèles prospectifs en matière de santé. D'ici 2022, nous souhaitons atteindre 6,5 milliards de chiffre d'affaires, grâce notamment à une production nouvelle annuelle d'environ 500 millions d'euros. C'est nécessaire pour renforcer notre position d'assureur leader sur la prévoyance/santé collective. Nous voulons nous spécialiser sur cette activité et être «faiseur» de marché.

forcement des fonds propres) a tout changé. L'avenir pour les petits acteurs ne peut donc se faire que par l'adossement à de grands opérateurs qui ont une marge de solvabilité élevée, ce qui est notre cas. Nous avons aujourd'hui autant de fonds propres que de chiffre d'affaires, soit la taille pour être un de ces pôles d'adossement, notamment pour le monde mutualiste. Cela pourra se faire via des partenariats commerciaux ou des adossements.

Quelle est votre vision sur l'évolution du marché ?

Ce phénomène de concentration n'est pas nouveau. Mais le passage à Solvabilité II (réforme de 2016 du monde de l'assurance, imposant un ren-

EMPLOIS SALARIÉS DANS LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE

En 2017

	HAUTS-DE-FRANCE	FRANCE MÉT.
Nombre de salariés	8 221	146 800
Âge moyen	41,2 ans	42,7 ans
< 30 ans	17,2%	13,7%
Entre 30 et 40 ans	30,4%	26,6%
Entre 40 et 50 ans	24,8%	28,4%
≥ 50 ans	27,6%	31,3%
Ancienneté moyenne dans la société	13,4 ans	13,8 ans
< 5 ans	30,5%	28,0%
Femmes	58,9%	60,3%
≥ Bac +2	67,7%	71,2%
Cadres	31,5%	48,5%

Source : Observatoire de l'évolution des métiers de l'assurance

ANALYSE. L'âge moyen des salariés des sociétés d'assurance des Hauts-de-France est sensiblement inférieur à celui de la moyenne nationale (41,2 ans contre 42,7 ans), avec une part des moins de 30 ans plus importante (17,2% contre 13,7% au niveau national). La part des cadres est elle inférieure dans la région de plus de 15% (31,5% contre 48,5% sur l'ensemble du territoire).

CHIFFRES D'AFFAIRES ESTIMÉS DU SECTEUR

En 2016

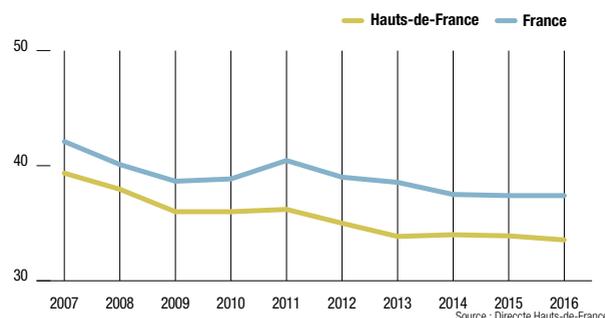
	EN M€	% HAUTS-DE-FRANCE EN FRANCE MÉT.
Assurances de biens et de responsabilité	3 801	7,3
Assurance auto	1 426	7,1
Dommages aux biens des particuliers	610	6,1
Dommages aux biens des professionnels	454	8,1
Dommages aux biens agricoles	96	8
Assurance maladie et accidents corporels	1 988	9,3
Assurance vie et capitalisation	8 870	6,7
TOTAL	14 659	7,1

Source : Fédération Française de l'Assurance

RÉPARTITION. Le chiffre d'affaires du secteur (14 659 M€) représente 7,1% de celui de la France. Secteur le plus florissant : l'assurance vie et la capitalisation, avec un chiffre d'affaires atteignant les 8 870 M€.

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN HAUTS-DE-FRANCE

Nombre d'accidents du travail avec première indemnisation pour 1 000 salariés

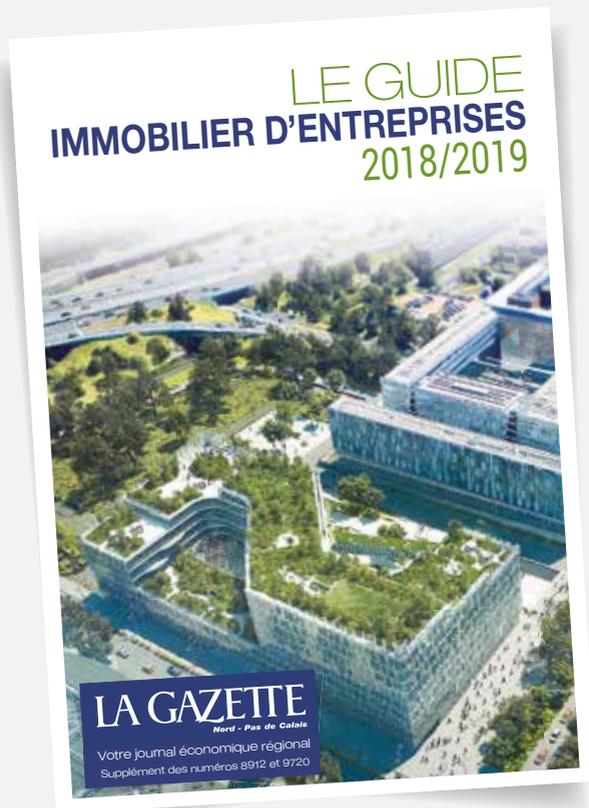


Source : Direccte Hauts-de-France

CARACTÉRISTIQUES. La fréquence des accidents du travail tend à diminuer. Ils restent cependant plus fréquents en Hauts-de-France avec 37,7 accidents pour 1 000 salariés en 2017, soit 4,3 points de plus qu'en France. Le bassin minier et le sud de la région sont les plus touchés. Les ouvriers sont surexposés avec près des deux tiers des accidents.

LA GAZETTE
Nord - Pas de Calais

GUIDE IMMOBILIER D'ENTREPRISES 2019/2020



Un véritable **outil de marketing** territorial à l'intention de la plus **forte audience** de cadres, dirigeants d'entreprises et décideurs économiques de la région **Nord - Pas de Calais!**

Contactez dès maintenant

pour votre publicité : **Jérôme Capoen**

Tél. 03.28.82.22.13 - j.capoen@spid-com.fr

Prévoyance & Patrimoine



Ne pensez pas avoir tout prévu, ayez-en la certitude

La mission de notre cabinet est de **conforter votre protection financière aujourd'hui et pour demain** selon une approche inédite et méthodique d'**étude de chaque situation individuelle**.

Professionnels du conseil, nous nous déplaçons pour vous rencontrer et intervenons dans les domaines de la **prévoyance professionnelle et personnelle**, la **retraite**, l'**épargne**, la **fiscalité** et la **transmission**.

Au plaisir de vous rencontrer,

DAVID EGEEA

*Fondateur du cabinet AXA Prévoyance
et Patrimoine David Egea EIRL*

CABINET DAVID EGEEA EIRL

06 14 59 46 84 - agencea2p.david.egea@axa.fr
17 rue Oswald Crespi - 59130 Lambersart - ORIAS 170005284

Dans le Valenciennois, l'école Rubika héberge la Serre numérique, dédiée à la création numérique.



L'animation en recherche de talents

La filière image se développe depuis une trentaine d'années dans les Hauts-de-France, à l'aide d'une politique régionale à l'appui et de plusieurs acteurs de poids. Le secteur de l'animation est particulièrement dynamique et profite d'un climat de plein emploi.

Par Victoria PÜTZ

A lors que l'Île-de-France caracole en tête de l'emploi dans le secteur de l'image, les Hauts-de-France sont bien placés sur le podium des régions. «*Nous sommes au coude à coude avec la région PACA dans le haut du panier*», indique Malika Aït Gherbi Palmer, directrice de Pictanovo. Le fonds d'investissement et promoteur régional de la filière se positionne

comme guichet unique sur les Hauts-de-France. Pour attirer studios et équipes de tournage, la région compte plusieurs sites attractifs tels que la Plaine Images à Tourcoing et Arenberg Creative Mine, pôle d'excellence en image et médias numériques dans le bassin minier. Dans le Valenciennois, l'école Rubika figure parmi les meilleures au monde, notamment pour sa formation en animation

LA FILIÈRE IMAGE, UN SECTEUR EN PERPÉTUELLE ÉVOLUTION

Les écoles et les incubateurs sont en première ligne des nouveaux axes de développement. «*La majeure partie de nos intervenants sont des professionnels du secteur. On est donc au courant des tendances du milieu*», explique le directeur général de l'école Rubika. La post-production est par exemple en plein décollage, en témoigne l'arrivée récente du groupe belge Lylo – qui dispose déjà de sept studios en France – à la Plaine Images à Tourcoing. La réalité virtuelle, malgré les espoirs des studios de jeux vidéo, est quant à elle plus utilisée dans la formation en industrie que dans la filière audiovisuelle. «*On constate que les gens n'achètent pas de casques virtuels*», détaille la directrice de Pictanovo.

3D. Le bâtiment héberge par ailleurs la Serre numérique, dédiée à la création numérique. «*Le vrai enjeu aujourd'hui, c'est d'avoir les talents pour pouvoir alimenter les productions, et des entreprises qui expriment leurs besoins aux centres de formation*», lance Emmanuel Delamarre, directeur de la Plaine Images. La structure accueille trois écoles : le Fresnoy, studio national des arts contemporains, 3W Academy axée sur le web design, et Pole III D, qui développe des formations sur le jeu vidéo, l'animation et les effets spéciaux. Les étudiants sortants sont confrontés à la concurrence des pays dans la captation des talents.

Si Londres et Montréal raflent les premières marches du podium en termes d'attractivité, la région investit toujours plus dans ses infrastructures. «*Sur le fonds d'investissement, nous sommes à environ 8 millions d'euros de budget. Il est alimenté par la Région et le Centre national du cinéma*», souligne Malika Aït Gherbi Palmer. La politique régionale encourage par ailleurs l'entrepreneuriat via le financement d'incubateurs et d'accélérateurs. À la Serre numérique, une quinzaine de projets sont incubés par an, dont certains par d'anciens étudiants. «*Nous proposons dès le bachelor du conseil à l'entrepreneuriat*», précise Stéphane André, directeur général de l'école Rubika. Le site d'excellence propose un accompagnement aux personnes souhaitant créer leur entreprise. «*Nous voulons également toucher les cadres en reconversion qui sont des potentiels porteurs de projet*», exprime Melissa Bourgeois, responsable Serre numérique. Le pôle souhaite lancer un atelier de reconversion professionnelle en septembre, en partenariat avec l'APEC.

L'ANIMATION, FER DE LANCE NATIONAL ET RÉGIONAL

Dans le secteur de l'animation, la région pèse pour 15% de la production nationale, selon une étude conjointe de la CCI Hauts-de-France, de Pictanovo et de la Région. Preuve que la filiale est en plein boom, le marché de l'emploi y est en tension constante, notamment pour les métiers d'animateur 2D ou 3D, qui constituent presque 30% de la masse salariale. Si les Hauts-de-France peuvent compter sur les formations dispensées par Rubika et l'Esaa à Roubaix, le besoin reste fort. Pour Stéphane André, retenir à tout prix les étudiants n'est pas la meilleure option. En effet, les productions s'échelonnent sur deux à trois ans, donnant la possibilité de multiplier les expériences professionnelles : «*20% de nos étudiants viennent des Hauts-de-France. Je pense qu'il faut plutôt leur donner envie de revenir.*» Dans le Nord, le nombre de studios implantés a été multiplié par trois. «*L'animation est un format qui fonctionne très bien à l'international et qui a pris l'habitude de coproduire avec d'autres pays*», souligne Malika Aït Gherbi Palmer. Pictanovo a d'ailleurs créé un fonds dédié à l'animation dont le montant s'élève à 2,2 millions d'euros. Avec un public très vite renouvelé, des obligations de production pour les chaînes de jeunesse et le visionnage en ligne, le secteur poursuit son développement à grande vitesse. En France, la consommation de programmes d'animation en télévision en ligne a explosé depuis 2014. Une montée en puissance qui s'explique notamment par la découverte de programmes animés dédiés aux adultes et aux adolescents.

ANALYSE

Emmanuel Delamarre,
DIRECTEUR DE LA PLAINE IMAGES



“ **1 800 PERSONNES
ÉTUDIENT
ET TRAVAILLENT
À LA PLAINE IMAGES** ”

L'année 2018 a été pour nous une période forte de structuration. Nous avons structuré l'offre liée à l'entrepreneuriat, et créé Take Off #1 pour l'incubation et Take Off #2 pour l'accélération, avec une vraie identité du service et de la promotion en amont. Sur l'année 2018, nous avons eu 35 projets en incubation. Quasiment autant que depuis 2012. Le schéma de sélection s'est structuré dès mai 2018 et se répète tous les quatre mois, avec une campagne en amont, une demande de dossier, un traitement de celui-ci, puis un jury avant l'entrée. L'année 2018 a aussi été celle de la réaffirmation de notre identité autour de l'industrie créative. Dans ce cadre, nous avons choisi quatre axes de spécialité : le jeu (jeu vidéo, serious game, jeu de plateau), toute la chaîne de valeur de l'audiovisuel, les nouvelles réalités (réalité augmentée, virtuelle) et le design. Nous avons d'ailleurs été très actifs dans la candidature de la métropole lilloise pour être Capitale mondiale du design. Nous lançons par ailleurs un nouveau bâtiment qui s'appelle le Smart, sur 3 000 m², dans lequel, au-delà des bureaux, nous allons installer une salle de sport et une crèche. C'est un vrai projet d'aménagement urbain, on veut en faire un bout de ville. Aujourd'hui nous sommes plus de 125 entreprises installées. Au total, 1 800 personnes vivent, étudient et travaillent à la Plaine Images. Nous sommes sur un budget de 2,5 millions par an, tourné vers les entrepreneurs.»

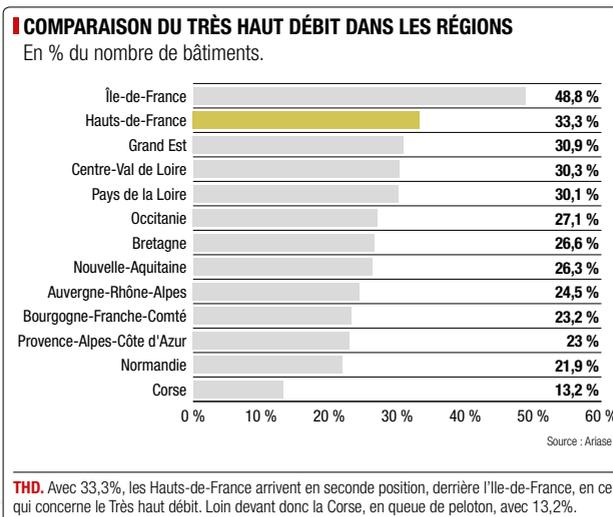
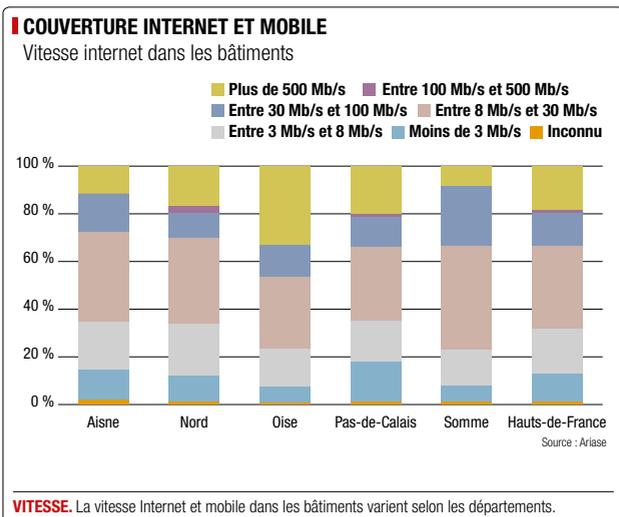
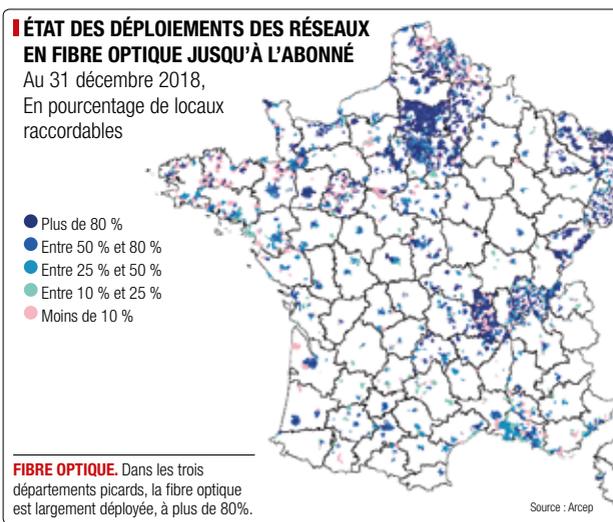
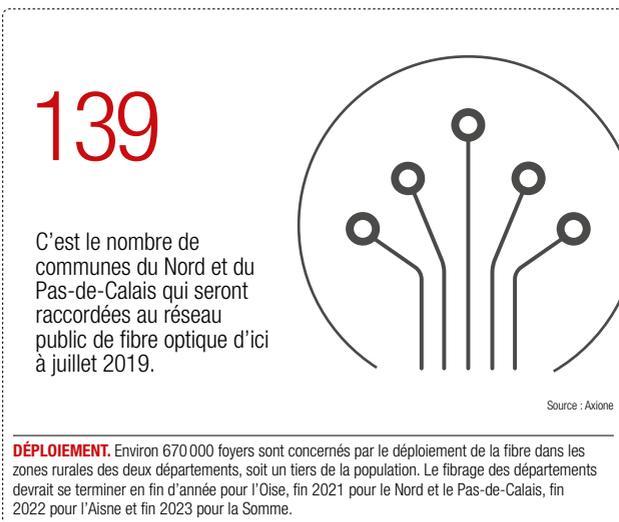
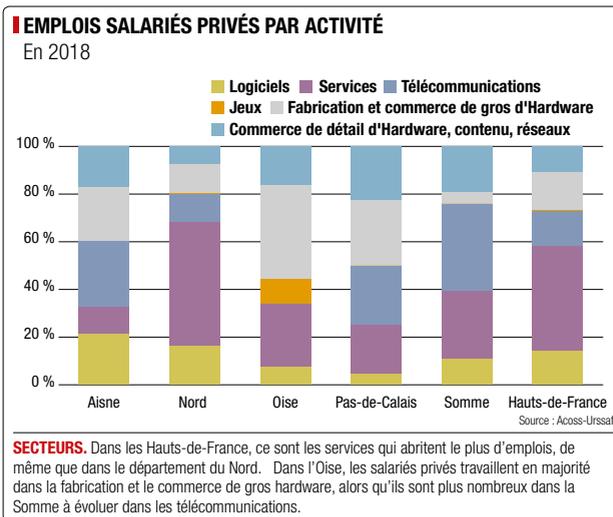
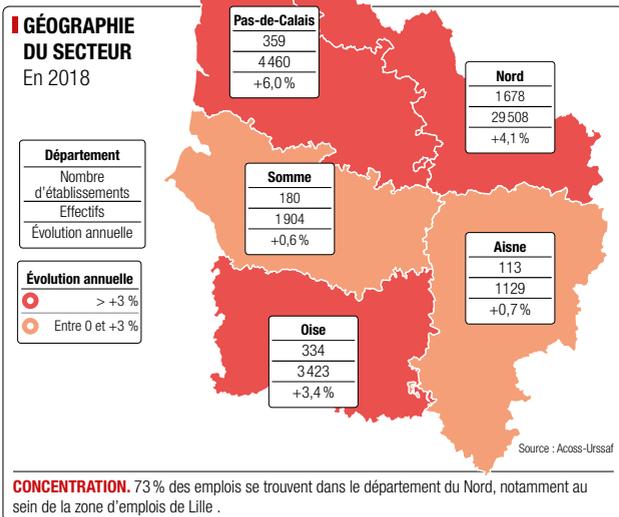
ANALYSE

Malika Aït Gherbi Palmer,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE PICTANOVO



“ **NOUS VOULONS
ATTIRER LES JEUNES
TALENTS DANS
LA RÉGION** ”

Nous sommes une porte d'entrée unique dans les Hauts-de-France. Nous avons soutenu 202 projets en 2018, sur toute la filière image, nouveaux médias et jeux vidéo. Nous traitons toute demande de tournage sur la région, en guichet unique. Il y a plusieurs dimensions à notre travail : l'accompagnement des entreprises, leur implantation, la R&D, le rôle d'ambassadeur et de communication, la conquête des marchés et la veille technologique. Nous participons au marketing territorial de la région par ricochet de la MEL. Nous avons déployé un plan stratégique entre 2017 et 2020 qui compte, parmi ses actions, un club qui réunit quatre fois par an les décideurs de la filière avec des porteurs de projet. On est très bien situé et nos infrastructures sont performantes. Nous voulons compléter notre chaîne de valeur pour attirer et/ou garder les jeunes talents dans la région. Les projets rentrants ont aussi la vocation de renforcer les studios déjà présents ici. Même si nous avons 30 ans d'action dans le Nord, nous sommes très attentifs à développer des projets sur le versant sud de la région. À l'automne prochain, nous allons organiser notre forum "Entreprendre dans la culture" à Amiens. Nous allons également tenir pour la première fois en Europe, à Chantilly, le Toon Connection qui sera implanté par Cartoon (association européenne dédiée à l'animation). Ça sera le premier forum de coproduction entre le Canada, l'Asie et l'Europe.»



Plus de
30 ans
à votre service

dbS
By **group-solutions.fr**



Informatique



Téléphonie



Sécurité



Copieurs



Imprimerie



Consommable

AMIENS - BEAUVAIS - LE HAVRE - CAEN - PARIS - LILLE - ARRAS - ROUEN

Allée Maître Zacharius (en face de l'aérodrome) - 80440 GLISY - 03 22 22 48 00


www.group-solutions.fr

Bbox *free*

326

900

**GRAND
LILLE.TV**
L'info en continu • www.grandlille.tv

TNT
31



357



483

**GRAND
LILLE.TV**
L'info en continu • www.grandlille.tv

TNT
31

**UNE INFO, UN SCOOP,
UNE BONNE NOUVELLE :**

redaction@grandlille.tv

Tél. : 0 320 715 000

**UNE NOUVEAUTÉ,
UNE OFFRE SPÉCIALE,
UN ÉVÉNEMENT :**

publicite@grandlille.tv

Tél. : 0 320 715 005

Lors d'une visite privée au LaM.



Levier de développement pour l'attractivité du territoire

Seize ans après la promulgation de la loi dite «Aillagon» sur le mécénat, le secteur culturel occupe désormais une place de choix au sein des domaines d'intervention des mécènes puisqu'il se place juste derrière le sport parmi les filières les plus soutenues. Loin de se réduire à la restauration du patrimoine financée par de grandes entreprises, le mécénat culturel recouvre aujourd'hui de multiples formes innovantes où les TPE-PME occupent une place grandissante.

Par Patrick BEAUMONT

Selon une récente étude de l'Admical (Association pour le développement du mécénat industriel et commercial), l'utilisation de la culture pour renforcer l'attractivité d'un territoire reste la première motivation des mécènes culturels. Ce que confirme Karine Desombre,

responsable mécénat et privatisations au Louvre-Lens : «*Les motivations des entreprises sont vraiment liées au développement du territoire et à son image. D'ailleurs, la majorité des entreprises mécènes se situent dans un rayon de 30 kilomètres autour du musée. Cette proximité est nécessaire pour*

que les entreprises puissent partager la vie du musée avec leurs salariés et clients lors des événements auxquels ils participent. L'ancrage territorial est fondamental pour les entreprises qui s'engagent à nos côtés mais aussi pour partager des valeurs communes.»

En outre, beaucoup d'entrepre-

neurs et dirigeants voient leur mécénat comme une source de créativité pour leur pratique managériale ou pour leur entreprise. Ainsi, au Louvre-Lens, une visite «*Art et management*» a été organisée dans la galerie du Temps où, autour de quelques œuvres, s'engageait un échange avec un spécialiste sur ce que véhiculait celles-ci en termes de management. Parfois aussi, les entreprises soutiennent un projet culturel innovant en phase avec l'image qu'ils souhaitent transmettre. Comme pour le studio numérique de l'Orchestre national de Lille – outil à la pointe de la modernité qui lui permet d'être autonome dans ses formats (clips, enregistrements, retransmissions...) – où les mécènes se sont associés à l'image d'une institution culturelle connectée aux nouvelles technologies. D'ailleurs, selon François Bou, directeur général de l'Orchestre national de Lille, «*lorsqu'une entreprise vient nous voir pour nous soutenir, on essaye de proposer un projet en ligne avec ce qu'elle défend*».

Le public au cœur de l'Orchestre national de Lille lors de répétitions.



UN ENJEU POUR LES INSTITUTIONS CULTURELLES

L'une des préoccupations majeures des nombreuses structures culturelles régionales réside naturellement dans le développement du mécénat afin d'accroître le budget d'actions et le champ des projets. Pour ces institutions, il est donc impératif d'innover en matière de partenariats. Ce qu'a fait le LaM (Lille Métropole Musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut à Villeneuve-d'Ascq) avec l'exposition événement consacrée à Alberto Giacometti. Véronique Petitjean, directrice des publics et de la communication, souligne ainsi : «*Nous avons beaucoup travaillé avec l'Europe du Nord pour le rayonnement de cette exposition. La Fondation Crédit mutuel Nord Europe, par le biais de sa filiale belge Beobank, a facilité notre ouverture sur la Belgique et particulièrement la Flandre. Ce qui a permis, avec le concours de la MEL entre autres, de sceller un*

partenariat avec la SNCB (la Société nationale des chemins de fer belges) qui a valorisé la destination de la métropole lilloise. Sur de tels événements, nous sommes sur des objectifs partagés d'attractivité et de retombées économiques, et cela parle naturellement à nos mécènes».

EVOLUTION DU PROFIL DES MÉCÈNES CULTURELS

Alors que les grandes entreprises sont particulièrement médiatisées pour leurs actions de mécénat culturel, l'Admical souligne néanmoins que ce sont les TPE qui ont porté la croissance du mécénat culturel entre 2015 et 2017. Avec une hausse de 23 points, les TPE mécènes sont à présent 40% à agir dans la culture tandis que la place des PME parmi les mécènes culturels est relativement stable. Cet engagement croissant s'illustre ainsi à travers «*Pochette surprise*», l'un des projets emblématiques du LaM accompagné chaque année par le club Regards et Entreprises. Dans ce dernier

figurent de grandes entreprises comme Vinci énergies ou Mobivia, mais aussi Ameris conseil, un petit cabinet RH et de conseils à Villeneuve-d'Ascq, qui soutient ce projet imaginé par les guides du musée et qui rassemble plus de 7 000 personnes autour d'un week-end dédié aux familles avec une programmation spéciale.

Même diversité de profils d'entreprises au Louvre-Lens où le Cercle rassemble cette année 37 entreprises de taille différente. Comme le prix d'entrée est de 1 200 euros, le Cercle est accessible aux TPE-PME qui participent, par exemple, à la soirée annuelle «*Nocturne du Cercle*» où ils peuvent inviter un certain nombre de clients et/ou collaborateurs selon le montant de leur cotisation. «*Un partenariat avec une entreprise ne doit pas être figé, préconise Karine Desombre, responsable mécénat et privatisations au Louvre-Lens. Le Musée doit être à l'écoute des attentes ou souhaits de l'entreprise.*»

CHIFFRES

Nord - Pas-de-Calais

- **2 364** entreprises mécènes (3,2% des entreprises mécènes en France)
- **112,4 M€** de dons déclarés
- Don moyen : **47 548 €**

Picardie

- **1 040** entreprises mécènes (1,4% des entreprises mécènes en France)
- **9,5 M€** de dons déclarés
- Don moyen : **9 168€**

Source : Admical, chiffres 2016.

MÉCÉNAT CULTUREL

ANALYSE

François Bou, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE LILLE



ELARGIR NOTRE BASE SOCIALE AU MONDE DE L'ENTREPRISE

Cette année, 53 entreprises appartiennent au club Arpège, notre association de mécènes. Selon leur cotisation, il existe quatre catégories : Grands Mécènes, Partenaires, Adhérents, Amis. Parmi nos mécènes, il y a évidemment beaucoup de dirigeants qui aiment la musique, mais pour d'autres, ce qui les intéresse, c'est l'image de l'orchestre, s'associer à un symbole régional riche de ses 42 années d'existence, mais aussi à l'image d'Alexandre Bloch qui, à 33 ans, porte une image de jeunesse, de créativité et de dynamisme, en phase avec ce que les entreprises veulent renvoyer. Puis celles-ci découvrent les coulisses de l'Orchestre, les répétitions... et, analysant le fonctionnement d'un orchestre symphonique, elles font le parallèle avec le management de leur entreprise. Elles constatent qu'un orchestre est un modèle de société, une organisation humaine, hiérarchisée, avec des personnes qui vivent ensemble pas mal de temps dans l'année, sans s'être choisis, mais unis par un même projet dans un esprit d'équipe. Dans ce contexte, une entreprise peut apprendre de nous et inversement, car leur esprit d'entreprendre nous inspire dans notre volonté de développer l'Orchestre. Nous allons ainsi amplifier les services que l'on peut offrir aux entreprises (prestations, stages, ateliers...) ainsi que les relations avec les milieux économiques en dehors du mécénat. Il s'agit d'élargir notre base sociale au monde de l'entreprise pour renforcer notre assise dans la société.»

ANALYSE

Christophe Luttringer, DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION DU CIC NORD OUEST



IL Y A CORRÉLATION ENTRE RAYONNEMENT CULTUREL ET RAYONNEMENT ÉCONOMIQUE

Dans la région, nos principaux mécénats culturels sont historiques – l'Orchestre national de Lille, l'opéra de Lille et le musée La Piscine –, où nous étions à chaque fois à l'origine des projets : lors de la création d'Arpège pour l'ONL, la réouverture de l'Opéra en 2004 et l'ouverture de La Piscine en 2001. Ce sont vraiment des mécénats engagés sur la durée auxquels s'ajoutent des opérations ponctuelles en fonction d'un événement ou d'une acquisition d'œuvre comme pour *L'Homme penché* de Camille Claudel par La Piscine en 2017. Pourquoi une telle fidélité dans la Culture ? Cela colle à notre image et cela permet aux trois structures précitées de compter sur nous lorsque se prépare une saison ou une exposition. On considère que la Culture contribue au rayonnement d'une région et, pour nous, il y a corrélation entre rayonnement culturel et rayonnement économique. Notre volonté est de faire bénéficier nos clients et nos salariés de ces partenariats. Pour les premiers, nous organisons plus d'une trentaine de manifestations par an réunissant plus de 5 000 clients. Ces dernières années, notre budget Mécénat est plutôt en augmentation comme avec La Piscine, où nous avons accompagné la récente extension du musée, avec le LaM sur l'exposition Giacometti ou avec l'ONL pour le développement de l'application Smartphony® et du concert connecté où la culture se conjugue avec les nouvelles technologies. Cela atteste de notre capacité à «répondre présent» lorsque nos partenaires nous sollicitent pour de nouveaux projets d'envergure.»

RÉPARTITION DE LA DÉPENSE CULTURELLE PUBLIQUE EN HAUTS-DE-FRANCE

En 2016

	Dépenses culturelles (en M€)	En euros par habitant	En % des dépenses totales
Région	75,9	12,6	2,8
Départements	104,6	17,4	1,6
Groupements de communes*	157,1	31,4	4,6
Communes*	393,2	106,6	7,3

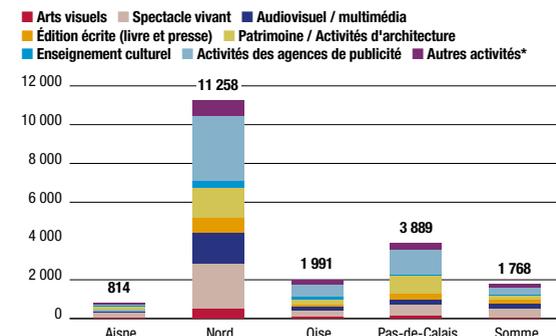
* Communes de plus de 3 500 habitants ; groupements comptant au moins une commune de plus de 3 500 habitants.

Source : Ministère de la culture

CONTRIBUTIONS. La Somme est le département qui consacre le plus de fonds à la culture, en euros par habitants (entre 144 et 220 euros). Il est suivi du Nord (entre 126 et 144 euros), puis dans une moindre mesure par le Pas-de-Calais (entre 96 et 113 euros), l'Aisne et l'Oise (entre 56 et 96 euros chacun).

RÉPARTITION DE L'EMPLOI CULTUREL

En 2017



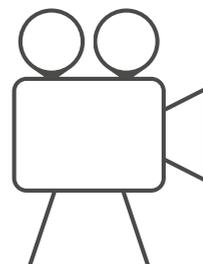
Source : Acoiss-Urssaf

* Activités connexes et supports (commerce, traduction et interprétation).

CAPITALE. Le Nord concentre à lui seul 57 % des effectifs de la filière culturelle régionale. Au niveau régional, 76 % des effectifs se répartissent dans quatre activités : les agences de pub, le spectacle vivant, le patrimoine et l'architecture, et l'audiovisuel.

10

C'est le nombre de films de long métrage tournés en 2017 en Hauts-de-France, équivalent à 95 jours de tournage.



Sources : CNC et Pictanovo

PRODUCTION. La région est la 9^e de France. Elle remonte toutefois en 5^e place pour les tournages étrangers (3 films -32 jours de tournages). Des productions auxquelles Pictanovo apporte son soutien mais pas que. L'outil régional a ainsi débouqué un fonds d'aide à la production culturelle de plus de 6,1 millions d'euros en 2018, soit une hausse de 200 % par rapport à 2015.



Avec Arpège, venez, vibrez, partagez !

Rejoignez le club privilégié des mécènes de l'Orchestre National de Lille. Participez à l'épopée musicale d'un grand orchestre symphonique qui fait rayonner notre région.

Contactez-nous !

03 20 12 82 60 / pbiencourt@on-lille.com

arpège



ASSOCIATION RÉGIONALE DES MÉCÈNES
DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE LILLE

onlille.com/arpege



Les Hauts-de-France ont le pied à l'étrier

Le cheval rapporte. Courses, soins, élevages et même coaching, plusieurs activités se développent autour de la bête. La région se démarque à l'international pour la qualité des races présentes sur le territoire.

Par Françoise LEFORT

C'est l'ami des résidents en hôpital ou en maison de retraite, notamment à Laon, dans l'Aisne, via l'équithérapie. C'est aussi le collègue sympa pendant une séance d'équicoaching. Le cheval fait son business, et la filière équine présente de nombreux atouts : ses emplois sont non délocalisables, les surfaces herbagères sont exploitées et, surtout, elle crée du lien entre sociétés urbaine et rurale.

La région en profite pour renforcer son image. La qualité de ses élevages est reconnue à l'international, ce qui favorise l'exportation. Les Hauts-de-France sont le berceau de deux races de chevaux lourds, le trait du Nord et le boulonnais. Ce dernier possédera sa « maison » à Samer cette année, afin de sauver la race en voie de disparition. Ce cheval fait de l'attelage de loisir et de compétition. On dit de lui que c'est le pur-sang du cheval

de trait tant il est rapide. Le cheval réduisant l'empreinte carbone, les boulonnais et traits du Nord font la collecte des déchets verts en ville et du débardage dans les forêts. Reconnue par les Haras nationaux en 2003, la race Henson, est née en baie de Somme. Ces chevaux font découvrir le parc du château de Chantilly aux visiteurs. Certains sont au polo club de la ville, où ils font leurs premières armes avec des joueurs débutants.

PREMIÈRE RÉGION POUR LE SPORT ÉQUIN

Les éleveurs de pur-sang arabes sont nombreux. Il y a eu 1 800 naissances en 2018. Leurs produits se distinguent dans les courses internationales d'endurance. Si bien que les Hauts-de-France sont la troisième région de France pour les naissances de chevaux et poneys de sport. Beaucoup sont achetés par les pays du Golfe, les pays européens, dont la Belgique et l'Espagne, et aussi par la Chine. La plupart sont entraînés dans la région. De grands événements, comme les onze éditions de la Route du poisson, les championnats du monde d'attelage à Conty, dans la Somme, et d'endurance, à Compiègne, accueillent les plus grands cavaliers mondiaux. De grands centres équestres de la région organisent aussi leurs propres concours.

HIPPODROMES PRESTIGIEUX

Amiens, Chantilly, Compiègne, La Capelle, Le Touquet... De nombreuses villes de la région reçoivent des courses hippiques. Elles voient toutes un public nouveau, attiré par les paris sportifs. Si bien que la fréquentation est en légère hausse.

Qui dit courses, dit entraîneurs, drivers et jockeys. L'école de jockeys Afasec est installée près de Chantilly. Elle forme chaque année 200 jeunes, dont 30% de filles. Autour de la ville, elle peut disposer de 100 écuries. Une quinzaine d'entre elles sont installées depuis 2018, en raison de la qualité des 120 km de pistes de France Galop. Mais elles ont des difficultés pour trouver du personnel, car un cheval de course requiert beaucoup de soins. Nombre de propriétaires sont étrangers, les Français ayant

QUELQUES CHIFFRES

60 965 licenciés, dont **80%** de femmes, soit dix licenciés pour **1 000** habitants

3 000 entreprises

7 400 emplois

741 établissements équestres

11 hippodromes

400 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2018

réduit leur activité en raison de la hausse de la TVA en 2012.

UN NOMBRE D'EMPLOIS MÉSESTIMÉS

La région propose de nombreuses formations dédiées aux métiers du cheval, dont le diplôme d'enseignant, dans neuf Maisons familiales et rurales (MFR) réparties dans les cinq départements. La filière équine fait aussi appel à de nombreux métiers indispensables au bien-être du cheval, comme les vétérinaires, au nombre de 235 dans la région ; 140 maréchaux-ferrants sont également en activité. Les marchands d'aliments vendent des granulés et les agriculteurs jouent aussi un rôle prépondérant en fournissant foin et paille. Les concours organisés, presque chaque week-end de mars à octobre, dans de nombreuses disciplines (saut d'obstacles, hunter, endurance, pony games, dressage, attelage) attirent beaucoup les jeunes et les moins jeunes. L'activité s'avère alors lucrative pour les organisateurs et les exposants qui vendent des vêtements et objets liés à l'équitation. Prochain objectif des Hauts-de-France : devenir la 2^e région de France en matière de filière équine.

ANALYSE

Alain Coeugnet,
PRÉSIDENT DU CONSEIL DES CHEVAUX
DES HAUTS-DE-FRANCE



NOUS VOULONS FAIRE DE LA VALEUR AJOUTÉE AVEC UNE DÉMARCHE QUALITATIVE

Le rôle du Conseil des chevaux des Hauts-de-France est très actif. Sous la marque Eqwos, il représente les éleveurs de toutes races, les concours dans de nombreuses disciplines – plusieurs de niveau international –, les créateurs d'événements comme des spectacles historiques, et, dès cette année, la Route d'Artagnan – un circuit en attelage, culturel, social et en liaison avec le milieu scolaire. Les courses hippiques sont aussi un atout et démontrent que notre région est une terre équine d'excellence. En ce qui concerne l'élevage, il est en légère baisse. C'est essentiellement dû au manque de pâturages, le prix du foncier étant très élevé. La Thiérache est bien pourvue, mais est difficile d'accès. Néanmoins, nous avons des élevages reconnus dans de nombreuses races. Nous voulons rassembler les métiers connexes de cette filière qui, par nature, est individualiste. Il s'agit de considérer aussi bien les chevaux de trait et développer leur activité dans les forêts, dans les cultures maraîchères, très nombreuses dans notre région, qu'accompagner et fédérer les éleveurs et les centres équestres. Nous voulons faire de la valeur ajoutée avec une démarche qualitative. Notre objectif est de développer l'image de marque du cheval dans la région, son attractivité, car c'est du développement économique en perspective, donc de la création d'emplois. Le président Xavier Bertrand a comme souhait que les Hauts-de-France soient la 2^e région équine après la Basse-Normandie et je suis optimiste.»

ANALYSE

Xavier Bataille,
PRÉSIDENT FONDATEUR DE TROLEM



CE QUI ME PORTE, C'EST DE VOIR MES PROJETS ABOUTIR

Initialement orienté vers le nautisme avec, dès 1977, la conception et fabrication de chariots pour planches à voile, TroleM est devenu le 1^{er} concepteur et constructeur français de chariots électriques de golf. Avec une vingtaine de modèles correspondant à des besoins et à des marchés différents, la marque a misé avec succès sur l'innovation technologique pour "faire son trou" et rafler plus de 60% des parts de marché. Ma formation de génie civil me permet de concevoir et dessiner moi-même tous les produits. Jusqu'à cette année, je faisais fabriquer les sous-ensembles en Chine et ils étaient assemblés ici. Désormais, tout est fabriqué par les Chinois qui sont devenus des "sur-traitants". Bien sûr, nous testons les chariots, entre 4 000 et 5 000 chaque année, avant de les expédier à nos distributeurs, des grandes enseignes ou des magasins de sport spécialisés. Notre point fort : un service après-vente aussi rapide que performant, avec des interventions en moins de trois jours, y compris les transports aller et retour, depuis partout en France. Aujourd'hui, nous agrandissons notre bâtiment pour prendre en charge la fabrication de nos nouveaux produits, la brouette électrique et notre toute nouvelle poussette électrique une, deux ou trois places, une première mondiale à fort potentiel de développement. Avec toujours les valeurs qui nous animent : fiabilité, sécurité et confort d'utilisation.»



Le boom du tourisme fluvestre

Ne dites plus «tourisme fluvial» mais «tourisme fluvestre». Les touristes aiment à la fois naviguer et profiter d'haltes sur terre. Plus que jamais, ils privilégient les intermodalités.

Par Isabelle BOIDANGHEIN

Par ses connexions avec le Benelux, la région parisienne et le reste de la France, notre région a tous les atouts pour devenir ambassadrice du tourisme fluvial. L'ancienne région Nord – Pas-de-Calais, qui compte 680 km de voies d'eau, dont 200 km à grand gabarit, est première sur le podium. L'activité se concentre sur le grand gabarit pour la croisière fluviale et la plaisance. Il est aussi possible de réaliser des boucles internes au réseau et des boucles transfrontalières. Se distinguent sur le bassin les bateaux

promenades avec 17 opérateurs, dont 10 sur le réseau Voies navigables de France ; les bateaux électriques avec 10 opérateurs, dont 3 sur le réseau VNF ; la croisière fluviale avec les opérateurs CroisiEurope et River Advice notamment.

VNF PARTENAIRE

Le tourisme fluvestre se développe de plus en plus sur le bassin. Le Nord – Pas-de-Calais est en effet traversé par trois EuroVélo-routes et de multiples voies vertes. Plusieurs projets d'aménagement sont en cours,

notamment au bord de la Sambre ou de la Lys. VNF facilite ce développement par la mise à disposition des chemins de halage. Par ailleurs, on assiste à une forte augmentation des loisirs nautiques (canoë, paddle...).

Les principaux itinéraires empruntés par les plaisanciers sont le grand gabarit (Deûle et Escaut) qui concentre 70% de l'activité. Le petit gabarit voit sa fréquentation diminuer (-6% en 2018). Enfin plusieurs projets sont en cours, notamment un appontement pour paquebots fluviaux à Pont-à-Vendin, pour

“ Le tourisme fluvial est en devenir. Il y a un potentiel énorme ”

permettre notamment l'accès au Louvre-Lens, aux monuments du tourisme de mémoire et au bassin minier classé au patrimoine mondial de l'Unesco ; un port de plaisance à Aire-sur-la-Lys ; une halte nautique à Nieppe ; l'aménagement de plusieurs dizaines de kilomètres de voies cyclables et d'itinéraires de randonnée pédestre pour lesquels la voie d'eau sert de support.

Certains axes, plus bucoliques que le grand gabarit et le canal du Nord, sont relativement délaissés du fait de contraintes spécifiques. C'est le cas notamment dans l'Aisne avec le canal de Saint-Quentin et le toueur de Riqueval, difficile à emprunter pour les particuliers. Des cinq départements de la grande région, c'est lui le parent pauvre malgré 310 km de canaux et voies navigables. «*Il y a 400 à 600 passages de bateaux par an et un tiers s'arrêtent aux haltes nautiques*, explique Christian Batardière, directeur de développement de l'agence Aisne tourisme à Laon. *La plaisance privée est en baisse. La clientèle qui vieillit ne se renouvelle pas. Le véritable enjeu est sur les berges, sur le fluvestre.*» Dans ce sens, à Saint-Quentin, des études sont menées par la Communauté d'agglomération sur le renouveau du tourisme fluvial au travers de la valorisation touristique fluvestre et des possibilités de réaménagement du port de plaisance de Saint-Quentin. Le devenir des maisons éclusières est aussi en question. À Château-Thierry, où coule La



La Somme a fait de son fleuve une vraie colonne vertébrale.

Marne, de gros projets devraient voir le jour : promenades sur les berges, guinguette, location de vélos, de bateaux, étapes pour péniche-hôtel, restauration... Le Port aux Perches, sur le canal de l'Ourcq (propriété de la Ville de Paris), près de la Ferté-Milon, abrite une guinguette. Il est possible de réaliser une croisière-déjeuner sur l'Ourcq.

Dans la Somme, le Conseil départemental a fait de la véloroute allant de Péronne à Saint-Valery-sur-Somme (125 km) l'un de ses objectifs majeurs en termes de tourisme. Ici, le fluvestre a été développé depuis plusieurs années. Vélos, bateaux électriques, canoës-kayaks, randonneurs fréquentent désormais le canal. Côté navigation, en 2018 le nombre de passages aux ouvrages a progressé de 10,82% par rapport à 2017, mais a chuté de 7,08% en comparaison avec 2016. La plaisance représente plus de 60% des embarcations ayant passé au moins un ouvrage.

En moyenne, un plaisancier aura séjourné 18,29 jours sur le canal et aura franchi 36 ouvrages. Quinze nationalités différentes se sont croisées. Les bateaux électriques, eux, ont été loués 883 fois.

Dans l'Oise, à Longueil-Annel, le monde de la batellerie se découvre grâce à la visite du musée, d'une péniche Freycinet à quai, grâce aussi à une croisière pédagogique sur l'Escapade. A bord de l'Isara, différentes croisières sont proposées vers Boran-sur-Oise et Creil, depuis la commune de Saint-Leu-d'Esserent.

Mais tout reste à faire pour le reste du département. «*VNF a inscrit dans son projet stratégique le fait d'accompagner les territoires, par exemple sur la vallée de l'Oise, de Pont-L'évêque à Conflans-Sainte-Honorine dans le Val-d'Oise. L'objectif est de parvenir à une stratégie pour décliner des actions, comme par exemple la mise en place de bateaux à pas-*

sagers, de croisières en expérimentation», résume Marie-Noëlle Riffaut, du bureau relations et service aux navigants à la direction territoriale Bassin de Seine de VNF.

Pour Vincent Charlier, développeur de projet et référent équipement à Oise tourisme, «*le tourisme fluvial est en devenir. Il y a un potentiel énorme. Opérateurs étrangers et français sont intéressés notamment par des croisières entre Calais et Paris. L'Oise et le Val-d'Oise font front commun. Le seul souci, c'est le gabarit des bateaux. On peut travailler dessus. C'est vraiment très lucratif. Les Américains adorent. Nous pouvons compter sur notre beau patrimoine : le château de Chantilly ou des lieux de tournages emblématiques – Pierrefonds –, mais aussi des entreprises uniques comme la Maison de la pierre à Saint-Maximin, des golfs... Il y a de quoi faire*».

ANALYSE

Fériel Fodil, DIRECTRICE EXÉCUTIVE
DU DOMAINE DE CHANTILLY



**L'ORIGINALITÉ DU
DOMAINE, C'EST SON
IDENTITÉ FORTE ET
COMPLEXE**

La première phase de la Fondation, entre 2005 et 2015, a été consacrée aux grandes restaurations : parterres Le Nôtre, château, extérieur et intérieur. La deuxième phase, commencée en 2015, au développement du Domaine, avec comme objectif l'autonomie financière via la mise en place d'événements et d'un programme scientifique et culturel étoffé : Journées des plantes, expositions, Pique-nique en blanc, privatisations, développement des boutiques, concessions dans le parc et pour la restauration, développement du mécénat. L'originalité du Domaine, c'est son identité forte et complexe. Il contient un château-musée présentant la deuxième collection de peinture classique après le Louvre, un parc de 115 hectares (le préféré d'André Le Nôtre) et de grandes écuries monumentales qui accueillent un musée du Cheval ainsi qu'une compagnie équestre. Les chantiers ont un montant annuel de 2 millions d'euros, financés par l'Etat, la Région Hauts-de-France, le Département, l'Institut de France et la Fondation pour la sauvegarde et le développement du Domaine de Chantilly. Dernier projet d'ampleur : la restauration des appartements privés du duc et de la duchesse d'Aumale, rouverts en février dernier après plus de deux ans de travaux ! La restauration de la nef ouest des Grandes Ecuries est en cours. En 2018, 415 000 visiteurs ont été accueillis. Parmi les temps forts de la saison 2019 : les appartements privés du duc et de la duchesse d'Aumale, la reprise du spectacle équestre "Nature", l'exposition "La Joconde nue", les Journées des plantes en octobre, ou le tricentenaire des Grandes Ecuries.»

ANALYSE

Antoine Bouilhol,
DIRECTEUR DE L'HÔTEL LOUVRE LENS



**NOUS AVONS
CRÉÉ 30 EMPLOIS
EN CDI**

J'ai la chance de diriger le premier hôtel 4 étoiles de la ville de Lens. C'est un rêve de gosse que j'ai réalisé après seulement six ans dans le monde de l'hôtellerie. L'Hôtel Louvre Lens est un établissement haut de gamme disposant de 52 chambres, d'un bar/restaurant, mais aussi d'un espace détente et d'une salle de séminaire.

Cet hôtel a été créé dans d'anciennes maisons de mineurs. Il est le résultat d'une grosse réflexion et d'un travail d'architecte visant à conserver l'âme des lieux, tout en apportant une petite touche de modernité. Pour cela, les maisons ont été conservées dans leur jus, et des matériaux bruts ont été sublimes. Le résultat est réellement surprenant et il y règne une ambiance assez particulière qui plaît énormément à nos clients qui se sentent comme chez eux. Plus qu'une simple chambre, ils cherchent avant tout une histoire.

Avec une fréquentation en constante progression depuis l'ouverture, l'établissement devrait rapidement trouver son rythme de croisière. Nous avons créé 30 emplois en CDI et avons fait le choix de recruter du personnel local. Un choix que nous assumons parfaitement.

D'ailleurs, autant que faire se peut, tout l'approvisionnement de l'établissement est également réalisé auprès de fournisseurs locaux, c'est notamment le cas de la bière, du café ou encore des produits frais (viande, fruits et légumes). Nous sommes bien décidés à injecter de l'argent dans l'économie locale et servir de vitrine pour la ville de Lens.»

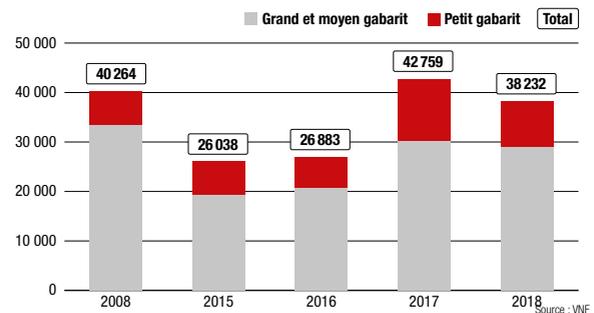
CHIFFRES CLÉS DU BASSIN DE NAVIGATION NORD-PAS-DE-CALAIS
En 2018

- 681 km** de canaux et rivières gérés par VNF.
- 40** haltes nautiques, dont **2** nouvelles infrastructures (Nieppe et Dunkerque).
- 11** ports de plaisance dont **7** concédés.
- 8 079** passages enregistrés pour la plaisance privée, en baisse de **1,3%** en un an.
- 864** passages enregistrés pour la plaisance professionnelle, en baisse de **1,8%** en un an. **52,7%** sont des bateaux promenade.
- 2 669 km** de canaux et rivières transfrontaliers.

Source : VNF

ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION TOURISTIQUE

Nombre de passagers dans le bassin de navigation Nord-Pas-de-Calais



Source : VNF

TRAFIC. 8 943 bateaux sont passés par les écluses du bassin Nord-Pas-de-Calais en 2018, soit 1,4 % de moins qu'en 2017. Les gros gabarits représentent l'essentiel de la navigation. Les plus fortes fréquentations sont enregistrées aux écluses du Grand Carré (Deûle – 8 533 passagers), de Douai (dérivation de la Scarpe – 5 256 passagers) et d'Armentières (Lys – 3 311 passagers).

FRÉQUENTATION SUR LE RÉSEAU TRANSFRONTALIER

Nombre de passages en 2017

	PLAISANCE PRIVÉE		PLAISANCE PROFESSIONNELLE	
	Passages	Évolution annuelle	Passages	Évolution annuelle
Wallonie	24 646	-7,0 %	2 817	+1,7 %
Flandre	24 968	-1,2 %	2 585	-4,6 %
Nord-Pas-de-Calais	8 079	-1,4 %	864	-1,8 %
Canal de la Somme	7 300	NC	589	NC
Total	64 993		6 855	

Source : VNF

ACTIVITÉ. 71 848 mouvements ont été enregistrés sur le réseau transfrontalier. Une fréquentation à la baisse, à l'instar du réseau belge. Les chiffres restent cependant dans la moyenne haute de ces dernières années. La Flandre et la Wallonie concentrent la majorité de la fréquentation.



Le Parc Astérix, dans l'Oise, est le deuxième parc d'attractions le plus visité de France.



Parcs de loisirs : les taux de fréquentation atteignent des sommets

Nausicaà, Center Parcs, Parc Astérix... Les Hauts-de-France abritent plusieurs parcs de loisirs qui figurent dans le top des attractions touristiques en France. Tous investissent pour surprendre les habitués et attirer la clientèle étrangère.

Par Camille MICHALSKI

« **M**algré la crise, une famille va toujours faire passer le loisir des enfants avant tout, quitte à faire des économies sur le reste. » Guy Vassel, directeur général adjoint du Parc Astérix, pointe une réalité qui justifie la bonne santé du tourisme dans les

Hauts-de-France. En 2018, le chiffre d'affaires du parc des Gaulois a augmenté de 13% par rapport à l'année précédente ; 2 174 000 visiteurs ont testé les 47 attractions et spectacles imaginés autour de la BD la plus traduite dans le monde. Parmi eux, 60% sont des familles avec enfants.

La famille, c'est aussi le credo de la station touristique du ValJoly, dans l'Avesnois, et du groupe Pierre et Vacances avec ses Center Parcs, notamment celui du Domaine de l'Ailette dans l'Aisne. Les deux proposent le même principe d'activités en plein air, autour d'un lac ou au bord d'une piscine, et mettent à

disposition des chalets et des hôtels afin d'accueillir leurs visiteurs pour de plus longs séjours.

DES MILLIONS POUR SE RENOUVELER

Leader en termes de parc de loisirs dans la région, le Center Parcs du Domaine de l'Ailette reçoit jusqu'à 800 000 visiteurs

« 70% de nos visiteurs sont déjà venus, l'enjeu est d'aller chercher des touristes étrangers »

chaque année. Après cinq mois de fermeture à la rentrée dernière, la station ne désemplit pas. Dès sa réouverture en février, 90% des 800 cottages à disposition étaient réservés. Les vacanciers ont alors découvert la transition numérique du parc, et ce, dès l'accueil. Les clients s'enregistrent eux-mêmes à une

borne et ont accès à leurs activités grâce à un bracelet électronique. Une avancée technologique qui ne réduit pas le nombre de salariés sur le site. « Nous avons même recruté quatre personnes en plus malgré la suppression de la réception », assure Christelle Bercheny, directrice du Center Parcs du Domaine de l'Ailette. Le Center Parcs de la région est par ailleurs le premier Center Parcs d'Europe à avoir été rénové. Pierre et Vacances avait annoncé une enveloppe globale de 550 millions d'euros pour la rénovation de tous ses parcs.

Pour attirer toujours plus de visiteurs, les parcs de loisirs et d'attractions doivent investir sans cesse. L'aquarium géant Nausicaà, à Boulogne-sur-Mer, a investi 70 millions d'euros pour créer une extension de 10 000 m², inaugurée en mai 2018. Le Parc Astérix innove également en créant régulièrement de nouvelles attractions. Cette année, 6,5 millions d'euros ont été injec-

tés pour la création d'un court-métrage familial en 4D nommé Attention Menhir ! « 70% de nos visiteurs sont des personnes qui sont déjà venues, explique Guy Vassel. L'enjeu est donc de se renouveler et d'aller chercher des touristes étrangers. » Actuellement, seulement 8 à 10% de la fréquentation du parc est étrangère.

LE POTENTIEL DE LA CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE

Cette clientèle représente alors un potentiel économique pour l'ensemble des Hauts-de-France. « Les visiteurs qui ne sont pas de la région ou qui viennent d'autres pays ne viennent pas uniquement pour notre parc. Ils en profitent pour visiter les alentours : dans notre cas, le château de Chantilly et la baie de Somme par exemple », continue le directeur adjoint du Parc Astérix.

Philippe Valette, directeur de Nausicaà, indique quant à lui que sur le million de visiteurs que le centre accueille chaque année, 30% sont des étrangers. « Nous sommes situés à moins de 2

heures et demie de trois capitales, c'est une chance », reconnaît-il. Selon lui, c'est le travail de Nausicaà pour la préservation de la biodiversité qui attire une population internationale. On peut croiser dans ce complexe de 25 000 m² jusqu'à 1 500 espèces aquatiques différentes. « 80% des espèces présentes viennent de l'aquaculture, ou sont des jeunes poissons prélevés très tôt de leur espace naturel. C'est ainsi qu'on préserve la biodiversité : les jeunes sont très vulnérables et risquent de finir tués par des plus gros poissons en mer. Amener ces jeunes ici et les soigner quotidiennement, c'est leur donner une chance de vivre », explique l'océanographe de formation. Depuis l'ouverture du centre aquatique en 1991, une étude récemment commandée par Philippe Valette indique qu'1,269 milliard d'euros aurait été injecté dans l'agglomération du Boulonnais grâce à Nausicaà. « En moyenne, un visiteur dépenserait 50 euros dans la ville après sa visite. On peut y ajouter les nuitées pour les personnes qui viennent de loin, et le salaire accordé aux 220 personnes que nous employons de manière permanente. » Un chiffre dont ne pourrait malheureusement pas se vanter le Center Parcs du Domaine des Ailettes. Présent le jour de l'inauguration des lieux après travaux, Xavier Bertrand regrette qu'il n'y ait « pas assez de curieux qui sortent du parc pour faire des visites aux alentours ».



800 cottages bordent le lac de l'Ailette, exploité par Center Parcs, dans l'Aisne.

ANALYSE

Bernard Faucon,
ÉLU EN CHARGE DE L'AMÉNAGEMENT
DU PAARC DES RIVES DE L'AA



“ **CAPTER
UNE CLIENTÈLE
EURORÉGIONALE** ”

L'aménagement du PAarc des Rives de l'Aa a commencé en 2008 sur environ 175 hectares à Gravelines et Saint-Georges-sur-l'Aa. C'est un projet porté et financé par le SIVOM des rives de l'Aa et de la Colme. Il se compose de deux parties. L'une, sportive, est achevée depuis 2011 autour d'un bassin nautique olympique qui accueille les pratiquants à haut de niveau d'aviron, de canoë-kayak ou encore de nage en eau vive. L'autre, touristique, est encore en cours d'aménagement autour de deux plans d'eau de loisirs qui doivent accueillir des activités de voile légère, de pédalo, de barque et un téléski nautique. Cette partie sera complétée par un parcours de jeux gonflables en intérieur, une petite restauration, mais aussi des sentiers de randonnées pédestres et de VTT autour d'une zone humide, déjà aménagée, en cours de boisement et de végétalisation. Par ailleurs, deux investisseurs privés régionaux vont, dès l'année prochaine, concrétiser l'aménagement d'un hôtel – avec salles de réception et de séminaires – et d'une auberge de jeunesse pour l'un, et l'aménagement d'un parc de résidences de plein air haut de gamme, avec piscine, pour l'autre. Nous espérons pouvoir terminer l'aménagement du PAarc des Rives de l'Aa à l'horizon 2022. Idéalement situé en face de la Grande-Bretagne et à moins de 90 minutes de la Belgique, des Pays-Bas et de la métropole lilloise, il aura vocation à attirer une clientèle eurorégionale et à compléter une offre touristique locale déjà intéressante, avec la proximité de la mer et le riche patrimoine historique de Gravelines.»

ANALYSE

Cédric Guérin, PORTEUR DU PROJET
TROPICALIA DANS LE MONTREUILLOIS



“ **CE SERA LE
JARDIN D'EDEN
QU'ON IMAGINE TOUS** ”

Ce projet est né il y a une dizaine d'années, lorsque j'ai voulu combiner mon métier de vétérinaire avec mes hobbies que sont la nature, l'aquariophilie, les oiseaux et les papillons. Je me suis alors demandé comment faire partager mes passions au plus grand nombre. C'est en regardant un peu ce qui se faisait dans le monde que j'ai validé le concept de serre tropicale géante. Il y a trois ans, j'ai arrêté mon métier de vétérinaire et j'ai créé mon entreprise. A partir de là, j'ai constitué une équipe de projet. Fin mai, nous avons déposé le permis de construire. Je me suis dit que développer une serre tropicale dans une région où il ne fait pas toujours beau avait une forme de cohérence, puisque les gens recherchent des activités indoor. Le site va proposer une visite immersive dans une ambiance tropicale avec un chemin pédestre de plus d'un kilomètre, au milieu duquel évolueront oiseaux et papillons. Il y aura pas mal de découvertes le long du parcours, qui se déclineront en différentes ambiances. C'est important de signaler qu'on est sur un projet à composante très écologique au niveau de son chauffage, car on aura l'autonomie énergétique et on sera exportateur de chaleur six mois de l'année. Les visiteurs emprunteront des passerelles, passeront sous des cascades. Un amphithéâtre et un musée dédié compléteront le dispositif. Nous nous adresserons également aux scolaires par le biais de salles pédagogiques. Avec les enseignants, on insufflera le respect de la nature. Ce sera le jardin d'Eden qu'on imagine tous.»

I PRINCIPAUX PARCS DE LOISIRS

En 2018

SITES	COMMUNES	NOMBRE DE VISITEURS
Parc Astérix	Plailly (60)	2 174 000
Nausicaá	Boulogne (62)	874 000
Parc de loisirs d'Olhain	Houdain (62)	600 000 *
Parc du Héron	Villeneuve d'Ascq (59)	549 800 *
Parc Saint-Paul	Saint-Paul (60)	373 000
Parc de la Mer de sable	Ermenonville (60)	358 500
Parc Bagatelle	Merlimont (62)	316 000
Parc zoologique	Lille (59)	306 200
Dennlys Parc	Dennebroeucq (62)	220 000
Station touristique Val Joly	Eppe-Sauvage (59)	203 000 *

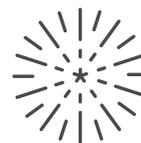
* Données 2017

Source : CCI Hauts-de-France

GAULOIS. Sans surprise, le parc Astérix affiche plus de 2 millions de visiteurs, en partie grâce à sa proximité avec l'Île-de-France.

I CHIFFRES CLÉS DU PARC ASTÉRIX

3^e parc de loisirs
de France



Le cap du **2 millions**
de visiteurs passé en 2017



200 salariés permanents

Près de **1 200** nouveaux saisonniers par an

108,4 M€ de chiffre d'affaires réalisé sur l'exercice 2017/2018

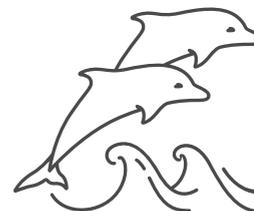
6 univers, **5** spectacles et **40** attractions

Source : Compagnie des Alpes

DÉVELOPPEMENT. Un projet d'investissements majeur de 55 M€ à l'horizon 2020, vise à faire passer la capacité hôtelière du parc de 100 à 450 chambres (avec 2 hôtels supplémentaires) et à densifier l'offre sur le site (7 nouvelles attractions).

17 M

C'est le nombre de visiteurs
accueillis au sein de Nausicaá,
deuxième site touristique des
Hauts-de-France et plus grand
aquarium d'Europe, depuis
son ouverture.



Source : Nausicaá

ATTRACTION. 2018 est une année record pour le parc qui enregistre un bond de 60% de sa fréquentation, avec notamment l'ouverture d'un gigantesque aquarium de 9 500 m³. Il accueille 25% d'étrangers dont 20% de Belges. Il emploie par ailleurs 260 salariés en haute saison. En 27 ans, Nausicaá et ses visiteurs ont injecté 1,269 milliard d'euros dans l'économie locale.

Le futur projet Tropicalia dans le Montreuillois.



20 000 gaufres Méert sont fabriquées à Lille chaque jour.



Les produits made in Hauts-de-France s'exportent

On ne présente plus la cuisine à la française. Et en termes de gourmandises, la région excelle. Alors qu'il est préférable de se déplacer pour faire l'expérience des vrais welshs et ficelles picardes, d'autres produits peuvent arriver à la porte de clients étrangers.

Par Camille MICHALSKI

Difficile à croire que les Bêtises de Cambrai, confectionnées par deux confiseurs dans un entrepôt de 1 500 m², puissent se retrouver en Chine. Et pourtant... Ces bonbons à la menthe, fabriqués à Cambrai dans les fabriques Despinoy et

Afchain, sont vendus directement sur place, mais aussi en grandes surfaces. *«Afchain et Despinoy se disputent l'origine du bonbon. La justice a tranché : nous sommes 'seul créateur' des Bêtises de Cambrai' et Afchain est 'seul inventeur' des Bêtises de Cambrai»,* s'amuse

Julien Champion, fils du dirigeant et employé de la fabrique Despinoy. *«Nos sucreries sont vendues sous la marque 'Reffet de France' chez Carrefour. Nos produits sont donc vendus dans les autres pays où des magasins Carrefour existent, surtout lorsqu'ils font des semaines*

spéciales sur le thème de la France. Ça fait chaud au cœur de retrouver nos produits dans le monde entier.»

DES «BONBECS» AUX PÂTISSERIES PLUS RAFFINÉES

Créées en 1850, ces Bêtises précèdent de quelques années l'invention d'une autre célèbre gourmandise : les macarons d'Amiens. Depuis que la Picardie a rejoint la région, la confiserie Jean Trogneux est un symbole. «Nous tenons l'entreprise de père en fils depuis six générations. La recette d'un macaron est toujours la même : à base de blanc d'œufs, de miel, d'amande et de sucre. Parfois nous la déclinons, comme avec les macarons des Hauts-de-France, qui ont un goût de spéculoos», raconte Jean-Alexandre Trogneux, président de la société, et père de Jean-Baptiste

Trogneux, l'actuel dirigeant. Deux millions de macarons d'Amiens ont été consommés l'année dernière. La spécialité est vendue dans les neuf boutiques qui maillent la région – la dernière a ouvert au Touquet ce printemps – et sur une boutique en ligne. «On envoie des commandes jusque Tokyo !» indique le PDG. Outre leurs macarons, les 60 salariés de la maison Trogneux confectionnent et vendent des chocolats. Plus de 40 tonnes de cacao sont transformées chaque année dans l'atelier principal, situé à Amiens, ou en magasin, pour des créations «éphémères» faites sur mesure pour le client.

La boutique lilloise, rue Esquermoise, se situe non loin d'un autre fleuron de la gastronomie des Hauts-de-France : la Maison Méert. Les typiques gaufres Méert, fourrées à la vanille de Madagascar, sont aussi

vendues dans deux pâtisseries officielles, à Paris et Bruxelles. Toutes sont confectionnées à Lille par huit gaufriers, au rythme de 20 000 gaufres par jour. Mais la maison lilloise ne se limite pas à cet emblème. Près de 30 pâtisseries œuvrent à d'autres créations sucrées. Tom Try Courties est quant à lui le nouveau chef du restaurant gastronomique Méert, depuis novembre dernier. Également en charge de la partie traiteur/événementiel, le jeune chef explique : «Nous proposons les mêmes menus qu'en restaurant. Nos plats privilégient les produits issus du circuit court. Méert s'est déjà déplacée jusqu'à Londres et en Chine pour s'occuper de la restauration lors de grands événements.»

LE SALÉ DEMANDE À SE FAIRE CONNAÎTRE

Une destinée que souhaiteraient

connaître les produits de la fabrique Lucullus. Créée à Marly en 2000, l'entreprise détient la recette d'un foie gras unique en France, assemblé avec de la langue de bœuf. Chaque année, 150 tonnes de produits carnés sortent de l'atelier valenciennois. Pour se diversifier, Lucullus s'est aussi lancée dans la confection de confitures et confits, vendus en grandes surfaces et utilisés dans les recettes de certaines enseignes de restauration rapide, dont les sandwiches de la boulangerie Paul. La vingtaine de salariés du groupe se déplaceront l'année prochaine vers de plus grands locaux, à Prouvy. L'obtention d'une certification de qualité pour l'exportation des produits est en discussion, ce qui permettrait à la marque de se faire un nom à l'étranger. Pour l'instant, Lucullus ne s'exporte régulièrement qu'en Angleterre.



Les Bêtises de Cambrai s'exportent jusqu'en Chine.

ANALYSE

Eugène Hobraiche,
CHEF AU RESTAURANT
«HAUT BONHEUR DE LA TABLE» À CASSEL

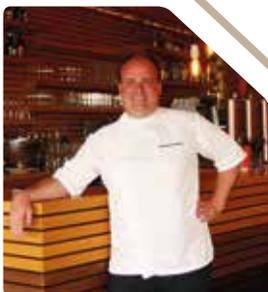


COMME SI NOUS RECEVIONS NOS CLIENTS CHEZ NOUS

Les week-ends, nous sommes complets un mois à l'avance, et depuis le 9 février 2017, depuis l'annonce de l'étoile dans le Guide Michelin, nous sommes mêmes complets tous les jours ! Avant l'étoile, nous avions un taux d'occupation de 85%, et on avait du mal à remplir le lundi. L'étoile nous a mis en avant. Ici, nous n'avons que 16 couverts, mais nous n'avons pas ouvert cet établissement pour faire du nombre. Le restaurant, nous l'avons voulu comme une salle à manger, et c'est comme si nous recevions nos clients chez nous. C'est un choix de vie, nous préférons nous faire plaisir. De mon côté, je mets au maximum en avant les produits locaux en fonction des saisons. Mes journées démarrent à 5 h sur les marchés. Au départ, nous voulions nous installer à Lille. Mais, il y a cinq ans, la conjoncture n'était pas très bonne, et les banques se sont montrées frileuses. Je suis de Cambrai ; mon épouse Marie-Pierre, de Vervins ; nous avons fait l'école hôtelière d'Avesnes-sur-Helpe. Ensuite, nous avons suivi un cursus de maisons étoilées. Cette rigueur qu'on y trouve nous plaît énormément. J'ai côtoyé beaucoup de chefs qui m'ont amené une technique et m'ont permis de découvrir les différentes facettes de la cuisine. Ça m'a offert une ouverture d'esprit indéniable, et toutes ces expériences m'ont donné un gros bagage. Maintenant, je fais vraiment la cuisine que j'aime, mais sans faire dans l'extravagance ou dans le show.»

ANALYSE

Benjamin Delpierre,
CHEF ÉTOILÉ DE LA LIÉGEOISE À WIMEREUX



L'EXCELLENCE PASSE D'ABORD PAR LE CHOIX DES PRODUITS

Si nous avons gagné notre étoile au guide Michelin en 2017 pour notre restaurant gastronomique, c'est parce que nous avons réagencé les lieux, et avons, de fait, gagné en disponibilité en cuisine. Nous sommes passés de 60 à 40 couverts à la Liégeoise (au premier étage) et à 80 pour la brasserie (au rez-de-chaussée). J'assume tous les services de la Liégeoise, à raison de six par semaine. Un restaurant gastronomique est difficilement rentable. C'est grâce à notre établissement qui compte un hôtel de 18 chambres, la brasserie et la Liégeoise que nous arrivons à dégager de la rentabilité. En 2018, nous avons fait un chiffre d'affaires de quatre millions d'euros : deux millions en brasserie, un million pour l'hôtel et un million pour La Liégeoise. J'ai 47 salariés et 2 apprentis. Nous essayons de travailler sur le volume et l'excellence. Il faut toujours travailler dans un esprit créatif. L'excellence passe d'abord par le choix des produits et par quelques techniques en cuisine, comme la cuisson ou l'assaisonnement. Je vais moi-même choisir mes poissons le matin au port de Boulogne. Nous travaillons essentiellement avec des producteurs locaux que nous avons sélectionnés pour la qualité de leurs produits. La cuisine, c'est par rapport à des moments. Je fais des choses qui me ressemblent et que j'ai envie de partager. Une assiette, il faut qu'elle soit gourmande.»

CARTE DES ÉTOILÉS MICHELIN EN HAUTS-DE-FRANCE

En 2019

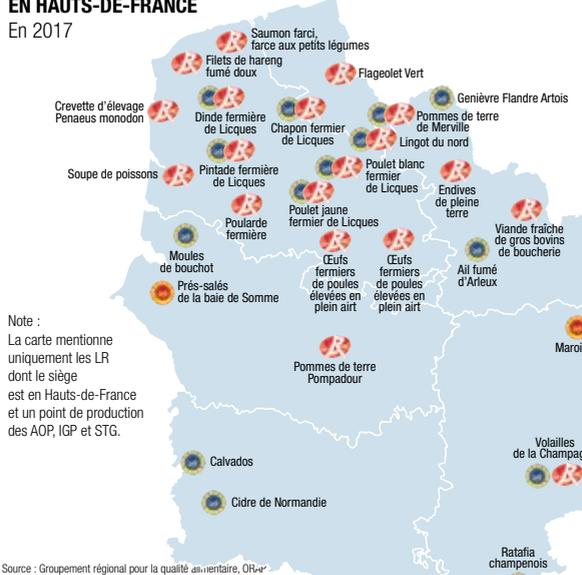


Source : Guide Michelin

L'Aisne et la Somme malheureusement absents du palmarès du guide Michelin.

SIGNES D'IDENTIFICATION DE LA QUALITÉ ET DE L'ORIGINE EN HAUTS-DE-FRANCE

En 2017



Note : La carte mentionne uniquement les LR dont le siège est en Hauts-de-France et un point de production des AOP, IGP et STG.

Source : Groupement régional pour la qualité alimentaire, Orléans

QUALITÉ. La région compte au total 46 produits SIQO. 45,6 % concernent les produits carnés et les œufs, 1 769 exploitations sont habilitées, soit 7 % des exploitations de la région et 2 % au niveau national. Ces produits génèrent un chiffre d'affaires de 268 millions d'euros, soit 4,4 % du chiffre d'affaires agricole des Hauts-de-France et 1 % de celui de l'ensemble des produits SIQO de France.



Attentif



Réactif

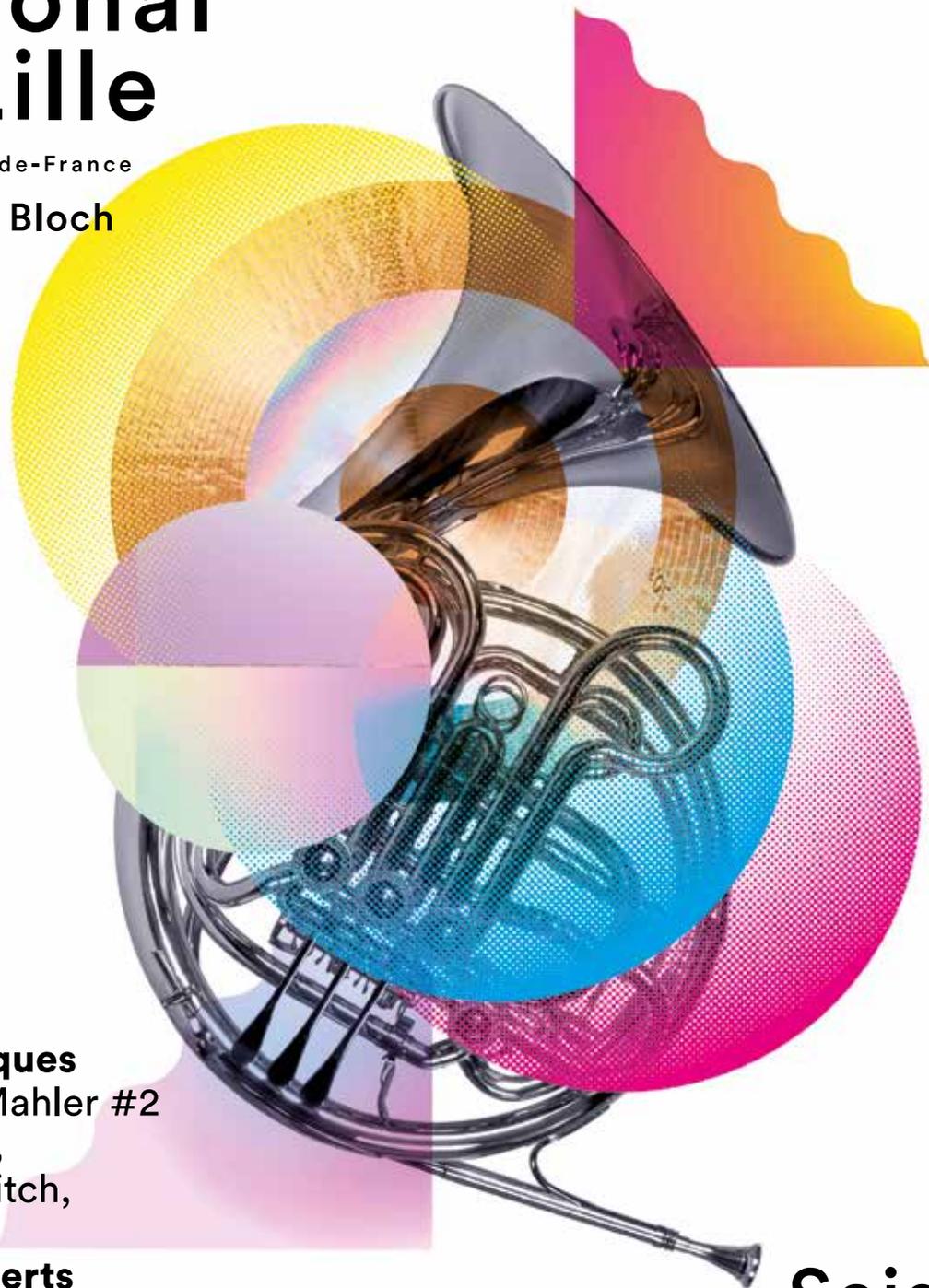


Inventif

Orchestre National de Lille

Région Hauts-de-France

Alexandre Bloch



Concerts symphoniques

Intégrale Mahler #2
Beethoven,
Chostakovitch,
Mozart...

Ciné-concerts

Star Wars, Chaplin...

Famillissimo

Concerts flash 12h30

Et d'autres découvertes !

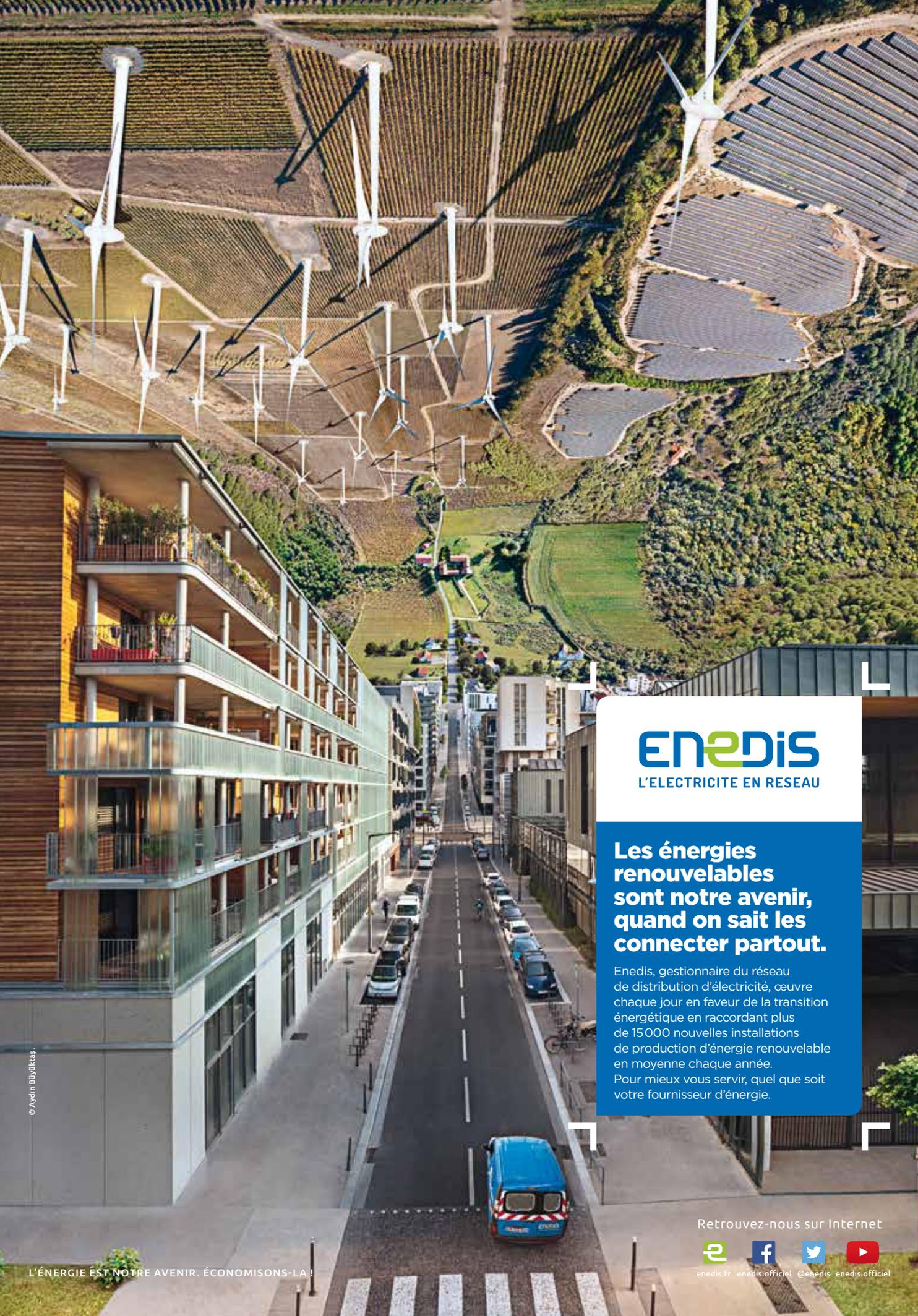
Saison
2019
2020



Licence o.n.l. n°2-1083849 / illustration : Les produits de l'épicerie / design : composite-agence.fr

onlille.com

03 20 12 82 40



enedis
L'ELECTRICITE EN RESEAU

**Les énergies
renouvelables
sont notre avenir,
quand on sait les
connecter partout.**

Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, œuvre chaque jour en faveur de la transition énergétique en raccordant plus de 15 000 nouvelles installations de production d'énergie renouvelable en moyenne chaque année. Pour mieux vous servir, quel que soit votre fournisseur d'énergie.

© Aydın Büyüksak.

L'ÉNERGIE EST NOTRE AVENIR. ÉCONOMISONS-LA !

Retrouvez-nous sur Internet





3 SUV, UNE SEULE ENVIE : LA VÔTRE



XC90



XC60



XC40

RCS Nanterre n° 479 807 141

Volvo Gamme SUV : Consommation Euromix (L/100 km) : 2.1-7.3 – CO₂ rejeté (g/km) : 48-169.

VOLVOCARS.FR


GROUPE
DUGARDIN
DUGARDIN.COM

FIRST AUTOMOBILES

RONCQ - 03 20 28 29 88
RUE DU DRONCKAERT

VILLENEUVE D'ASCQ - 03 20 79 99 86
BOULEVARD DE L'OUEST